

Digitized by the Internet Archive
in 2022 with funding from
University of Toronto

<https://archive.org/details/31761114688989>

15

INFORMATION

CA121

-638500

RAPPORT FINAL

AUTEUR: René Baudry

TITRE: Les Acadiens d'aujourd'hui

DIV: VI

Rapport no 4

V. II

CAI 21

-638500

LES ACADIENS D'AUJOURD'HUI

v. 2.

Rapport de recherche préparé pour la
Commission royale d'enquête sur le
bilinguisme et le biculturalisme

ROYAL COMMISSION ON
BILINGUALISM & BICULTURALISM

LIBRARY - BIBLIOTHEQUE

COMMISSION ROYALE D'ENQUÊTE SUR
LE BILINGUISME & LE BICULTURALISME

René Baudry

Juin 1966

CHAPITRE VIII - LA VIE POLITIQUE

1 - GÉNÉRALITÉS

- 1.1 - Les fonctions dans la politique, et surtout les fonctions politiques.
- 1.2 - Diverses formes des fonctions dans la vie politique aux provinces maritimes, surtout la loi électorale.

2 - LE GOUVERNEMENT PROVINCIAL

- 2.1 - Le gouvernement provincial.
- 2.2 - Le gouvernement fédéral.
- 2.3 - Le rôle du provincial.

3 - LA VIE POLITIQUE PROVINCIALE

- 3.1 - Le provincial.
- 3.2 - Le fédéral.
- 3.3 - Sur le rôle du provincial.
- 3.4 - Sur le rôle du fédéral.

CHAPITRE VIII

La vie politique

4 - LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

- 4.1 - Sur le rôle fédéral.
 - a - La structure de la Confédération
 - b - Les pouvoirs législatifs
 - c - Les pouvoirs exécutifs
 - d - Les pouvoirs judiciaires
 - e - Les pouvoirs financiers
 - f - Les pouvoirs militaires
 - g - Les pouvoirs culturels
- 4.2 - Sur le rôle fédéral.
 - a - Les pouvoirs législatifs
 - b - Les pouvoirs exécutifs
 - c - Les pouvoirs judiciaires
 - d - Les pouvoirs financiers
 - e - Les pouvoirs militaires
 - f - Les pouvoirs culturels
- 4.3 - Sur le rôle fédéral.

5 - LE RÔLE DES PARTIS POLITIQUES

- 5.1 - Les fonctions et les partis politiques.
- 5.2 - Les partis politiques.
- 5.3 - Les partis politiques.

CHAPITRE 8 - LA VIE POLITIQUE

1 - GENERALITES

- 1.1 - Les Acadiens dans la politique, en dehors des Provinces Maritimes.
- 1.2 - Entrée tardive des Acadiens dans la vie politique aux Provinces Maritimes; causes de ce retard.

2 - EN NOUVELLE-ECOSSE

- 2.1 - Au gouvernement provincial.
- 2.2 - Au gouvernement fédéral.
- 2.3 - Sur le plan municipal.

3 - A L'ILE DU PRINCE-EDOUARD

- 3.1 - Au provincial.
- 3.2 - Au fédéral.
- 3.3 - Sur le plan municipal.
- 3.4 - Dans le fonctionnarisme.

4 - AU NOUVEAU-BRUNSWICK

- 4.1 - Sur le plan provincial.
 - A - La question de la Confédération
 - B - Premiers représentants
 - C - Ministres au Cabinet provincial
 - D - Louis J. Robichaud, Premier Ministre
 - E - Répartition des sièges électoraux
 - F - Fonctionnarisme provincial
- 4.2 - Sur le plan fédéral.
 - A - Représentation au Parlement
 - B - Ministres dans le Cabinet fédéral
 - C - Au Sénat
 - D - Au Service Civil, à Ottawa
- 4.3 - Dans la politique municipale.

5 - QUELQUES PROBLEMES DE POLITIQUE GENERALE

- 5.1 - Les Acadiens et les partis politiques.
- 5.2 - L'Union des Provinces Maritimes.
- 5.3 - Le séparatisme.

1 - GENERALITES

1.1 - LES ACADIENS DANS LA POLITIQUE, EN DEHORS DES PROVINCES MARITIMES

Les Acadiens ont brillé dans la politique plutôt en dehors que dans les Provinces Maritimes. Dès 1796, un Acadien, Basile Lanoue, né près de Port-Royal et déporté, devenait député en Caroline du Sud. En 1805, le Parlement de la Louisiane comptait trois députés acadiens : Joseph Landry, Joseph Le Blanc et H.S. Thibodeau. Joseph Landry devint sénateur en 1817; A. Beauvais, gouverneur en 1829 et A. Roman, en 1830, tandis que Jacques Durpé devenait Président du Sénat, suivi d'Alexandre Mouton en 1843, de Trasimond Landry en 1846 et de Paul Hébert en 1852. Dans le Maine, Joseph Cyr devint député en 1844 et, depuis lors, les Acadiens ont toujours, ou presque toujours, compté un ou deux des leurs au Parlement de cet Etat.

Dans le Québec, Sir Wilfird Laurien était acadien par sa mère. Antonio Prince, né à Princeville, devint député dans l'Ouest canadien, Louis-Eusèbe Richard, membre du Conseil Législatif de Québec, Edouard Richard, député à Ottawa de 1876 à 1879 pour le comté de Mégantic, puis Théode Savoie et son fils Alcide, également députés de Mégantic, Alexandre Gaudet, député de Nicolet à Québec en 1935, Louis Bordages, membre de l'Assemblée Législative de Québec(1), Bona Arseneault est actuellement secrétaire de la Province. Un David Bordages, acadien, fut un des patriotes de 1837 à Saint-Denis. Deux Acadiens, MM. Charles Cormier et Isidore Thibodeau furent nommés au Sénat dès sa création en 1867 (2). En Ontario, le sénateur Philippe Landry fut, à Ottawa, la grande figure, le champion de la lutte contre le règlement 17. Le 22 mai 1916, il démissionnait comme Président du Sénat canadien pour consacrer toutes ses énergies à cette cause (3).

(1) - Antoine Bernard, c.s.v. Histoire de la Survivance Acadienne, Montréal 1935, pp. 427 ss.

(2) - Emery Le Blanc, Les Acadiens, Les Editions de l'Homme, 1963, Montréal, p. 80.

(3) - Lionel Groulx, L'enseignement du français au Canada, p. 224.
Antoine Bernard C.s.v., La Renaissance Acadienne, Québec 1949, pp. 50-51.

1.2 - ENTREE TARDIVE DES ACADIENS DANS LA VIE POLITIQUE AUX PROVINCES
MARITIMES; CAUSES DE CE RETARD

Aux Maritimes, le rôle joué par les Acadiens sur le plan politique fut plus tardif qu'en Louisiane. A Terre-Neuve, les Acadiens ne comptent que pour 3.8 % de la population. Noyés dans une province anglophone, sans paroisses françaises ni écoles bilingues, il semble bien qu'aucun parmi eux n'a pu émerger ni jouer un rôle de quelque importance dans aucun domaine. Les Acadiens des Iles-de-la-Madeleine sont les plus favorisés des Maritimes du point de vue de la langue française. Ils ont leurs prêtres de langue française et les écoles françaises de la province de Québec, dont ils font partie. Ces Iles forment un comté au fédéral et au provincial. Les Acadiens des Iles pourraient donc avoir un des leurs à la Chambre des Communes à Ottawa et un autre à l'Assemblée Législative de Québec. Malheureusement, les clans et les passions politiques dans ce patelin ont rendu vaines toutes tentatives dans ce sens. Ils sont toujours représentés par des députés venus du Québec, mais étrangers aux Iles. Quelques-uns d'ailleurs, comme Hormisdas Langlais, les ont très bien servis. Le groupement acadien ne joue donc, comme tel, aucun rôle politique. Restent les trois provinces de la Nouvelle-Ecosse, de l'Ile du Prince-Edouard et du Nouveau-Brunswick.

Avant d'étudier la vie politique des Acadiens dans chacune de ces trois provinces, il faut avoir une idée de leur situation sociale et de leur attitude commune à l'égard de la politique pendant plus d'un siècle, à la suite de la dispersion. Ce que dit Thorburn des Acadiens du Nouveau Brunswick s'applique autant sinon mieux aux Acadiens des deux autres provinces :

"This so-called "Grand Dérangement" served to make the Acadians a factor of no real political importance at all, for a full century. Their lands and goods were taken from them and, more important perhaps, their community organization was shattered. From being an organized and fairly prosperous agricultural society, they were suddenly turned into bands of homeless wanderers scattered in all directions. Privations and hardship cut down their numbers, and poverty and isolation removed their political effectiveness." (4)

(4) - Hugh G. Thorburn, *Perspectiv on political and economic change in New Brunswick* Paper read to the faculty of Mount Allison University, on April 1st 1954, p. 3.

Pendant un siècle, ils furent pauvres et illetrés. Il leur fallut du temps pour refaire leurs cadres et avoir des chefs parmi eux capables de les représenter et de les défendre. Organisation de cadres, formation de chefs, ce sera l'oeuvre de l'Eglise et des institutions d'enseignement. En plus, leur forte natalité permettra aux Acadiens de devenir la majorité dans plusieurs comtés, surtout du Nouveau-Brunswick, et d'envoyer de plus en plus de représentants en Chambre.

Pendant plus d'un demi-siècle, les Anglais les méprisent, les oublient ou les considèrent à l'égal des Indiens. Peter Fisher dans son livre First History of New-Brunswick, 1809, page 19, en classifiant les habitants de la Province, parle ainsi des Acadiens : "Their descendants are at present settled in different parts of the Province... and will be noticed with the Indians hereafter". Plus tard encore, Gesner dira : "On peut classifier les habitants du Nouveau-Brunswick en trois classes: les premiers colons anglais, les Loyalistes américains et les émigrants de la Grande-Bretagne et leurs descendants forment la première classe; à part ceux-ci, il y a les Acadiens et les sauvages". (5)

N'oublions pas non plus que le serment du Test, exigé de tout fonctionnaire public, enlevait aux Acadiens toute ambition de participer à la vie politique. Le voici :

"Je déclare solennellement que je crois qu'il ne s'opère aucune transsubstantiation des éléments du pain et du vin au corps et au sang du Christ dans le sacrement de l'Eucharistie... Que l'invocation ou l'adoration de la Vierge Marie ou de tout autre saint, ainsi que le sacrifice de la messe, tel qu'il est célébré dans l'Eglise de Rome, sont des actes de superstition et d'idolâtrie..." (6)

Et ce serment ne fut aboli que vers 1830 dans chacune des trois provinces. Vu l'attitude généralement hostile de l'autorité civile et de l'élément anglais à leur endroit, les Acadiens préférèrent être oubliés jusqu'au jour où, se sentant assez forts, ils commencèrent à se présenter timidement comme députés dans des comtés à forte majorité acadienne. Et encore, dans ces débuts, un candidat acadien ne se présentait qu'avec deux ou trois autres députés anglais du même

(5) - Gesner - New Brunswick with Notes for the Emigrants, London 1847, pp. 327-328, cité par L. Cyriaque Daigle dans Histoire de Saint-Louis de Kent, Moncton 1948, p. 42.

(6) - cité par Rumilly - loc.cit., tome 2, p. 703.

parti et dans le même comté. Et ceci n'était concevable que dans les comtés où l'élément acadien avait la très grosse majorité.

C'est ainsi que les Acadiens furent longtemps représentés par des députés anglophones, qui souvent d'ailleurs apprenaient à les connaître, à leur être dévoués et même, au besoin, à les défendre en Chambre. Il semble bien que dans ces temps-là, les Acadiens votaient pour le candidat qui leur était le plus favorable. C'est ainsi qu'en 1827, William End, très sympathique aux Acadiens, défit royalement le député Munroe qui, au contraire, les tyrannisait. D'ailleurs les Acadiens ont eu plusieurs députés anglophones très favorables, comme Smith et Steadman dans Westmorland et Costigan dans le Madawaska.

En plus de vouloir rester dans l'oubli, il faut dire que les Acadiens ne se sentaient point préparés aux charges publiques. Désorganisés et en général pauvres et illettrés, ils ne se croyaient pas de taille à faire face aux candidats anglais. D'ailleurs, même quand les maisons d'enseignement auront donné des chefs suffisamment préparés au peuple acadien, on ne verra jamais dans ce groupe un engouement pour les charges publiques. Certes, ils voudront être représentés adéquatement un peu partout, à l'Assemblée Législative provinciale, à la Chambre des Communes à Ottawa, sur les Conseils municipaux, mais en pratique, ils laisseront facilement un député anglophone les représenter encore, avec un ou deux autres Acadiens, dans des comtés presque totalement français. Ils laisseront assez facilement un anglophone devenir président ou secrétaire d'une municipalité de comté acadien, comme dans Gloucester. Tandis que les Anglais, plus ambitieux et plus naturellement organisateurs, accaparent facilement les postes, on dirait que les Acadiens, pour faire élire des candidats dans les milieux mixtes, doivent fournir un effort d'organisation considérable. C'est ce qu'il a fallu pour obtenir une représentation adéquate aux Conseils de ville de Campbellton, Dalhousie et Shédiac. Ce sera nécessaire aussi à Moncton.

2 - EN NOUVELLE-ECOSSE

Les épaves du peuple acadien qui sont revenues en Nouvelle-Ecosse après la Dispersion, ont formé deux groupes d'importance à peu près égale, l'un à la Baie Sainte-Marie et l'autre au Cap-Breton. Deux comtés dans chacune de ces

deux régions sont considérés comme acadiens. Ce sont, pour la Baie Sainte-Marie, Yarmouth et Digby; pour le Cap-Breton, Richmond et Inverness. Mais un seul de ces quatre comtés possède une majorité acadienne, le comté de Richmond. Ces quatre comtés ensemble ne contiennent que 35 % de la population française de la province. Le recensement de 1961 mentionne 35,267 personnes d'origine française dans les deux comtés urbains d'Halifax et du Cap-Breton, et 21,272 éparpillées dans les douze autres comtés (7). Ceci explique que le taux d'anglicisation de cette population d'origine française soit élevé et que son influence politique soit minime.

2.1 - AU GOUVERNEMENT PROVINCIAL

Dans la province de la Nouvelle-Ecosse, le serment du Test fut aboli en 1829, grâce à l'intervention en Chambre du député d'Annapolis, Thomas C. Haliburton, grand ami et admirateur du Père Sigogne et des Acadiens.

Dès 1836, deux Acadiens furent élus à l'Assemblée Législative : Simon d'Entremont, député du comté d'Argyle (partie du comté actuel de Yarmouth) et Frédéric Robichaud, député de Clare (partie du comté actuel de Digby). Comme à l'ouverture de la session on présentait encore la formule hérétique du serment du Test à d'Entremont, celui-ci s'écrie : "J'aimerais mieux avaler un chien de mer, la queue la première, que de jurer ça !" Aux élections suivantes, ces deux Acadiens furent battus. Le comté de Clare a toujours été représenté par un député acadien, tandis que celui d'Argyle dut attendre cinquante ans avant d'avoir un autre député francophone.

Le comté d'Inverness a eu deux représentants acadiens au Parlement provincial : Moïse Doucet, de 1897 à 1906, et Hubert Aucoin, de 1925 à 1928. Le comté de Richmond, le seul comté de la Province à majorité acadienne, a été représenté de temps en temps par un Acadien. Il n'y a pas de raison pour que les Acadiens n'élisent pas régulièrement l'un des leurs. Les divisions politiques leur ont souvent fait préférer un anglo-protestant à un Acadien. Aujourd'hui, ils sont représentés au provincial par M. Gerald Doucet, qui est Secrétaire de la Province.

(7) - Emery Le Blanc - loc. cit., pp. 114-115.

Le premier Acadien à obtenir un ministère dans le Gouvernement d'Halifax fut Isidore Le Blanc, d'Arichat, en 1883. Depuis lors, un Acadien de la Baie Sainte-Marie a représenté le groupe français dans le Cabinet jusqu'à la nomination, en 1949, de Willie Comeau comme sénateur à Ottawa. S'il ne fut pas remplacé dans le Cabinet, c'est qu'il n'y avait pas d'Acadien d'élus dans le parti au Pouvoir.

Dans le fonctionnarisme provincial, nous n'avons pas de chiffre, mais il est certain que la part des Acadiens ici se résume à presque rien, sinon à rien du tout. M. Pothier, chargé d'une enquête royale sur l'éducation, fut nommé juge de comté en 1947; il est juge de la Cour d'Amirauté depuis 1951.

2.2 - AU GOUVERNEMENT FEDERAL

Le premier Acadien de la Province à être ministre au Parlement d'Ottawa fut Ambroise Comeau, d'Arichat, en 1895. Il n'était cependant que ministre sans portefeuille (8). Le Comté d'Inverness n'a jamais réussi à envoyer un député acadien à Ottawa. D'ailleurs, les Acadiens dans ce comté n'ont réussi à faire accepter un des leurs comme candidat, par un des deux partis officiels, que lorsque ce parti était certain d'avance d'être battu. Dans le comté de Richmond, aux élections de 1874, le premier Acadien à se présenter pour des élections fédérales fut le grand patriote Rémi Benoit. Les Irlandais, clergé en tête, lui opposèrent l'un des leurs et firent de la cabale de porte en porte. Rémi Benoit fut battu (9).

Au Sénat, les acadiens de la Province ont déjà été représentés par MM. Ambroise Comeau, E.L. Girouard et J.L.P. Robichaud (10). Leur dernier sénateur, M. Willie Comeau, décédé en janvier dernier, a été remplacé par un anglophone.

(8) - Robert Rumilly, loc. cit., tome 2, p. 817

(9) - Ibid., p. 762.

(10) - Emery Le Blanc - loc. cit., p.88.

2.3 - SUR LE PLAN MUNICIPAL

Les Acadiens représentent leurs régions sur les Conseils des municipalités de comtés. Il leur arrive d'être présidents de ces Conseils, même quand la majorité anglaise prédomine. Ainsi, Anselme Boudreau, de Chéticamp, fut Président du Conseil municipal du comté d'Inverness pendant six ans (11).

*
* *

Certains Acadiens ont joué un rôle par leur influence sur des députés et même sur les premiers ministres de la Province. La cas du Père Sigogne et d'Haliburton est un exemple historique. Certaines vedettes politiques ont pu avoir du sang acadien dans les veines, comme Angus L. Mac Donald, longtemps Premier Ministre de la Nouvelle-Ecosse et Ministre de la Défense à Ottawa, pendant la guerre 1939-45, qui était de descendance acadienne par sa mère.

Et voilà ce à quoi se résume le rôle joué par les Acadiens de la Nouvelle-Ecosse dans la vie politique de leur pays.

3 - A L'ILE DU PRINCE-EDOUARD

3.1 - AU PROVINCIAL

Bien que les catholiques fussent admis à briguer les suffrages dès 1830, ce n'est qu'en 1854 qu'un Acadien fut élu à l'Assemblée Législative de la Province. Stanislas-François Poirier, natif de Tignish, fut ce premier député. Il eut une carrière remarquable de 44 ans de vis publique. Député au Provincial jusqu'en 1873, il fut chef du parti libéral dans l'opposition. Comme orateur de la Chambre, il signa le Mémoire qui demandait à la Reine Victoria

(11) - R.P. Anselme Chiasson o.f.m.cap., Chéticamp, Histoire et Traditions Acadiennes, 1961, p. 196.

l'admission de l'Ile dans la Confédération. On ne peut dire que, comme tel, il représentait les Acadiens ni l'opinion de ceux-ci. Cette union fut décidée par son gouvernement, sans consultation du peuple et encore moins des Acadiens. Il semble que le sentiment des Acadiens, d'après une lettre du Père Belcourt à Rameau de St.Père, était dans l'ensemble plutôt opposé à la Confédération. (12) En 1874, S.F. Poirier se porta candidat aux élections fédérales et fut élu. Il mourut en janvier 1898 (13).

Le deuxième député acadien fut Joseph-Octave Arsenault, élu à toutes les élections de 1867 à 1895, alors qu'il fut nommé sénateur à Ottawa. Aubin-Edmond Arsenault, fils du précédent, fit ses études au collège Saint-Joseph de Memramcook, puis devint avocat. Il fut élu député au Provincial en 1908, en 1912 et en 1915. En 1917, il devint Premier Ministre de la Province par succession et non par élection. C'est le premier Acadien à occuper une telle fonction au Canada. En 1919, le parti conservateur ayant été battu, M. Arsenault demeura chef de son parti dans l'opposition.

En 1945, Joseph-Alphonse Bernard, député provincial depuis 1943, devint lieutenant-gouverneur de la Province, le seul Acadien à avoir occupé un tel poste au Canada. Dix-neuf autres Acadiens de l'Ile ont été membres de l'Assemblée Législative de la Province (14). L'élément francophone est représenté régulièrement par un ou, au plus, par deux députés sur 30 tandis que leur nombre, 17,418 sur 104,629, leur donnerait droit à cinq. Les Acadiens de l'Ile ont presque toujours, et depuis longtemps déjà, un des leurs comme membre du Cabinet provincial. Henri Wedge est actuellement ministre du Travail et du Bien-Etre.

(12) - Lettre du 25 septembre 1865 à M. U.J. Tessier aux Archives de l'Université de Moncton, N.-B.

(13) - Henri Blanchard - The Acadians of Prince Edward Island, 1720 - 1964, p. 91.

(14) - Henri Blanchard - loc.cit., Histoire des Acadiens de l'Ile du Prince-Edouard, Moncton 1927 - pp. 91-92 et 119-123.

3.2 - AU FEDERAL

Les Acadiens de l'Ile du Prince-Edouard n'ont eu qu'un sénateur Joseph-Octave Arsenault et encore seulement pendant quelques années, de 1895 à 1897.

Ils n'ont eu aussi qu'un seul député fédéral, M. Stanislas Poirier, décédé en 1898. Une revision des comtés leur a enlevé toute possibilité dans ce sens. Ils ne peuvent même pas présenter un candidat pour un parti officiel. Leur éparpillement les empêche de créer un bloc suffisamment fort pour faire triompher un des leurs. Ils ne sont donc représentés d'aucune façon à Ottawa.

Par suite de cet état de choses, ils réclament depuis longtemps un sénateur. Comme l'Ile a droit à quatre représentants à la Chambre Haute, ils estiment que l'un d'eux devrait être Acadien. Mais toutes leurs campagnes dans ce but ont été vaines.

3.3 - SUR LE PLAN MUNICIPAL

Les Acadiens ont eu souvent des échevins et même des maires dans différentes villes de l'Ile. Charlottetown a élu deux maires d'origine française : Dr. James E. Blanchard, 1944-1946, et A. Walthen Gaudet, de 1960 à nos jours. Henri Wedge (Aucoin) fut maire de Summerside de 1950 à 1956. A Georgetown, Percy-L. Boudreau remplit plusieurs termes. Souris eut trois maires français : Paul-Clément Gallant, 1947-1949, Joseph-Arthur Pitre, 1953-1955 et J.A. La Vie, maire actuel.

3.4 - DANS LE FONCTIONNARISME

Au Provincial, leur part dans le fonctionnarisme est fort limitée. Quelques noms méritent d'être signalés : M. François-Joseph Buote fut membre et secrétaire de la Commission d'Education provinciale nommée par le Gouvernement en 1909. M. Harold-François Landry est secrétaire de l'Instruction Publique depuis 1956.

Au Fédéral, Edgar Gallant est secrétaire du Conseil Economique du Canada et François Pitre, qui fut d'abord chef-adjoint de la Dette Publique à la Banque du Canada (1938-1954), est devenu, en 1954, Chef de ce département.

L'Honorable Aubin-E. Arsenault fut juge de la Cour Suprême, de 1921 à 1946. Stanislas Blanchard fut juge de comté de 1905 à 1916 et J. Sylvere Des Roches remplit le même poste depuis 1949.

4 - AU NOUVEAU-BRUNSWICK

4.1 - SUR LE PLAN PROVINCIAL

Avant la Confédération, les Acadiens du Nouveau-Brunswick n'avaient joué pratiquement aucun rôle politique. Ils constituaient une minorité ignorante et généralement méprisée. Le Gouvernement de la Province les considérait comme un groupe à part, en les exemptant par exemple de la taxe pour les pauvres. Les Acadiens eux-mêmes, n'ayant pas de collège et peu d'instruction, se sentaient mal préparés à assumer des fonctions publiques. Quelques-uns d'entre eux possédaient cependant une certaine éducation et un instituteur, Amand Landry, élu en 1846, fut le premier député acadien du comté de Westmorland et le seul député de langue française pendant 20 ans.

A - La question de la Confédération

La campagne au sujet de la Confédération révéla tout à coup leur existence et montra qu'ils pouvaient posséder quelques idées politiques. Rappelons brièvement les faits. Le Nouveau-Brunswick fut la seule province où l'électorat eut à se prononcer sur le projet de la Confédération. Il se prononça même deux fois, et de façons contradictoires. Une première élection, en 1865, porta au pouvoir une écrasante majorité d'anti-confédérés. Mais les partisans de l'Union ne renonçaient pas à leur plan. Grâce aux pressions de la Grande-Bretagne, à l'ingérence personnelle du gouverneur dans la campagne électorale, à la crainte causée par l'insurrection des Fénians, aux fonds électoraux, à la promesse de construire le chemin de fer Intercolonial, et aux postes offerts aux politiciens de la province dans la nouvelle administration fédérale, la seconde élection de 1866 porta au pouvoir une majorité aussi écrasante en faveur de la Confédération. Seuls les comtés acadiens conservèrent leur première attitude et se prononcèrent contre.

On a tenté d'expliquer cette opposition par l'influence de Mgr Sweeney, qui aurait écrit une lettre pastorale à son clergé, contre la Confédération(16). Le fait ne paraît pas démontré. En tout cas, cette explication demeure simpliste et insuffisante. Mgr Sweeney était opposé à la Confédération, Mgr. Rogers lui était favorable. Il semble bien plutôt que les Acadiens demeurèrent fidèles à l'impression de méfiance ressentie par l'ensemble des Maritimes, à l'égard de la Confédération. Ils n'avaient pas les mêmes raisons qu'une partie des politiciens pour changer d'opinion et, si l'on considère la suite, ils n'avaient peut-être pas complètement tort. Il est probable que, en gens simples et pauvres, ils furent sensibles à la peur des nouveaux impôts. Les adversaires de la Confédération leur avaient dit que chaque tête de bétail, chaque poule serait taxée ! et cette crainte, chez un peuple aussi allergique aux taxes, dut agir comme un épouvantail.

De toutes façons, quelques que fussent les raisons de leur vote, tous les comtés acadiens élirent des anti-confédérés. Cette espèce d'unanimité, dans l'opposition au reste de la Province, constituait leur premier acte politique comme groupe. Désormais on saura qu'ils existent, qu'ils peuvent exercer une influence et ne changent pas facilement d'idées. Il est à noter cependant que les élus de ces comtés, qu'on appela par dérision la "French Brigade", étaient tous, sauf un seul, des anglophones. Pendant longtemps encore, les Acadiens se résigneront à se faire représenter par des anglophones, protestants ou catholiques.

B - Premiers représentants

Quelques-uns de ces anglophones d'ailleurs, comme William End et John Costigan, leur seront très dévoués et des amis sincères. Il ne faut pas oublier non plus que les Acadiens sentaient une opposition farouche chez les anglophones à toute prétention de leur part dans ce domaine.

(16) Lettre de Tilley à Galt, 1865, dans Reid, A Source-Book of Canada's History, revised edition, 1964, p.279

W.S. Mac Nutt, New Brunswick, A history, p. 427.

"Il y a quatre-vingts ans passés, écrit M. L. Cyriaque Daigle, les Acadiens étaient considérés comme une quantité négligeable en politique, et il fallait un courage plus qu'ordinaire pour songer à se présenter comme candidat à une élection. M. Urbain Johnson, fut le premier à montrer ce courage et à demander les suffrages des électeurs de notre comté (Kent). Pendant sa première campagne électorale, en 1869, il lui fallut faire face à une hostilité ouverte, et parfois violente, dans presque toutes les localités anglaises où il adressa la parole. Un soir, étant en route pour une assemblée à Molus River, il faillit perdre la vie. On lui tira un coup de revolver. La balle troua la manche de son habit mais sans lui infliger de blessure". (17)

Urbain Johnson représenta son comté de Kent pendant six termes à la Législature. Il n'était pas très cultivé mais il avait beaucoup de jugement et la répartie vive. Attaqué en Chambre, il savait riposter de façon à mettre les rieurs de son côté. Ainsi, un jour que l'on discutait des dépenses pour l'asile des aliénés, un député anglais demanda à M. Johnson la raison du grand nombre de malades mentaux provenant des comtés français. Et Johnson de répondre : "Je n'ai pas vérifié vos statistiques, mais une chose est certaine, c'est que "chez nous nous envoyons nos imbéciles à l'asile, tandis que chez vous, on les "envoie à la Législature." (17a)

En 1870, dans le comté de Kent, se présentèrent deux Acadiens : Johnson et Bilodeau pour un parti, et Girouard et l'anglais William S. Caie pour l'autre. Girouard et Caie furent élus. Il en était ainsi dans les autres comtés à population française :

Gloucester	: Samuel Napier et Théotime Blanchard
Victoria	: James Tibbits et Lévyte Thériault
Westmorland	: Amand Landry et trois élus anglais
Restigouche	: deux élus anglais seulement.

C'est très lentement que les Acadiens augmentèrent leur nombre de représentants à la législature. Vital Hébert fut élu dans Victoria en 1866. Il y aura quatre députés acadiens pour la province en 1870, mais trois seulement en 1874 et 1879; quatre de nouveau en 1882, mais trois en 1886; puis huit en 1899, dix en 1917, treize en 1948, quatorze en 1956, quinze en 1960 et seize en 1963. (18)

(17) - L. Cyriaque Daigle, Histoire de Saint-Louis de Kent, pp. 208-209.

(17a)- Ibid., p. 210.

(18) - Hugh G. Thorburn, Politics in New Brunswick, p. 201.

C - Au Cabinet provincial

Le premier Acadien à faire partie du Cabinet provincial fut Lévite Thériault, député du Madawaska, qui fit partie du Cabinet Hatheway en 1870-72 (19). Pierre A. Landry, fils d'Amand, de 1878 à 1883 et Olivier J. Le Blanc, en 1889 (20) lui succédèrent. En 1912, on ajouta un deuxième ministre acadien. Et ce sera la représentation acadienne jusqu'en 1948 : une dizaine de députés et un ou deux ministres. En 1948, le gouvernement ajouta un député aux comtés de Gloucester, Madawaska, Restigouche et à la ville de Moncton, ce qui donna quatre députés acadiens de plus aux élections suivantes. En 1923, Pierre Véniot devint Premier Ministre de la province en succédant à son chef Walter E. Foster, donc sans élections; mais aux élections de 1925, son parti fut battu.

Quel rôle ces députés acadiens ont-ils joué dans la politique provinciale jusqu'à l'avènement de Louis Robichaud, Premier Ministre actuel ? En 1846, à la première session où siégeait un député acadien, Amand Landry, un projet de loi fut présenté pour obtenir un professeur français à l'Ecole Normale de Fredericton. Le projet fut rejeté à 20 contre 9.

Quand, en 1871, fut passée la loi scolaire de l'école unique et non-confessionnelle, des députés anglais, représentants des comtés acadiens, votèrent contre, tandis que deux des quatre députés acadiens, Antoine Girouard et Lévite Thériault votèrent pour. Un des correspondants du Moniteur Acadien les traita d'"enfants dénaturés et ingrats de la race acadienne" (21). Réélu en 1874, Lévite Thériault s'étant ravisé sur le tard milita contre la loi.

À la suite de l'émeute de Caraquet, quand Joseph Chiasson fut condamné à mort, trois députés acadiens, Blanchard, Thériault et Johnson avec deux députés catholiques anglais, négocièrent avec le gouvernement un compromis pour sa libération. Pierre A. Landry obtint l'ouverture du département français à l'Ecole Normale. (22)

(19) - Le Moniteur acadien, 8 déc. 1896, p. 2.

(20) - Robert Rumilly - loc. cit., pp. 776 et 802.

(21) - Ibid., p. 749.

(22) - Ibid., p. 777.

De façon générale, ces hommes politiques n'avaient pas peur de s'afficher comme Acadiens. Ils furent de la Convention de 1880 à Québec et de toutes les Conventions qui suivront. Ils luttèrent pour les droits des Acadiens. Quelques-uns ne craignirent pas de se mettre au blanc, comme le Docteur David Landry, ministre de l'Agriculture, et le futur juge Pierre Landry, pour faire campagne en vue d'obtenir un évêque acadien.

Ces députés acadiens réclamèrent souvent à la Chambre des redressements d'importance vitale pour les Acadiens, surtout dans le domaine scolaire et la redistribution de la carte électorale. On ne procéda pas à cette réforme mais, en 1948, on accorda quatre députés de plus aux comtés acadiens. En 1940, le Gouvernement Mc Nair, libéral, accorda officiellement l'enseignement de toutes les matières en français dans les écoles acadiennes jusqu'à la sixième année inclusivement. L'influence discrète de députés, comme Gaspard Boucher, aida à faire reconnaître, en 1948, les cours d'été de l'Université Saint-Joseph pour les instituteurs acadiens.

Naturellement, ce ne sont pas tous les députés acadiens qui eurent la trempe de chefs. Rares sont ceux parmi eux qui auraient compromis le parti ou risqué de rompre avec lui pour se livrer à la défense d'une cause. Quelques-uns quand même ont fait bonne figure.

D - Louis J. Robichaud, Premier Ministre

En 1960, le parti libéral, dans l'opposition depuis plusieurs années, n'a pas beaucoup d'espoir de se faire élire. Un jeune député acadien de Kent, Louis J. Robichaud, qui s'est fait remarquer comme critique financier depuis son arrivée en Chambre en 1952, est alors choisi chef du parti libéral à l'âge de 35 ans. Comme les comtés acadiens votaient déjà libéral, l'espoir semblait mince de gagner suffisamment de comtés anglais pour remporter la victoire. Or, aux élections du 27 juin, son parti est élu avec une bonne majorité, et cette victoire est due en bonne partie au dynamisme personnel du jeune chef acadien. Si les Acadiens l'ont supporté, ils ne comptent que 15 députés sur 52; mais c'est à peu près la moitié de la députation libérale. Même s'il n'eut pas suffi à lui seul, c'est quand même grâce au vote acadien que Louis J. Robichaud et son parti sont arrivés au pouvoir.

Aussi, le premier Acadien à être élu Premier Ministre en tint compte dans la formation de son Cabinet. Sur douze ministères, il en accorda six à des Acadiens. Et, le 18 mai 1965, ayant ajouté deux autres ministères, il garda la même proportion en confiant l'un d'eux à un Acadien.

Voici la composition actuelle du Cabinet provincial :

Louis J. Robichaud	Premier Ministre
Bernard Jean	Procureur général
L.G. Desbrisay	Ministre des Finances et de l'Industrie
Joseph E. Le Blanc	Secrétaire provincial
André F. Richard	Ministre des Travaux Publics
William R. Duffie	Ministre des Ressources naturelles
J. Adrien Lévesque	Ministre de l'Agriculture
Georges L. Dumont	Ministre de la Santé
Kenneth J. Weber	Ministre du Travail
Wendel Meldrum	Ministre de l'Education
Robert Thériault	Ministre des Affaires Municipales
John D. Mac Callum	Ministre de la Jeunesse et du Bien-Etre
H. Graham Crocker	Président de la Commission du Pouvoir Electrique.

Louis J. Robichaud, avec sagesse, se garde bien d'afficher que son gouvernement, élu en 1960 et réélu en 1963, doit sa victoire au vote acadien. Les injustices dont souffre l'élément français le préoccupent cependant et son gouvernement a déjà posé des actes dans le sens d'un redressement de ces torts.

Situation difficile pour un membre de la minorité acadienne que de diriger un gouvernement à majorité anglophone, tout en essayant de rendre justice aux siens sans être accusé de favoritisme et sans provoquer de réaction intempestive. C'est le dilemme qu'on connu, à une plus grande échelle, Sir Wilfrid Laurier et l'Honorable Louis Saint-Laurent, comme Premiers Ministres du Canada. Les deux Acadiens qui, avant Louis J. Robichaud, étaient parvenus au gouvernement de leurs provinces, MM. Aubin Arseneault à l'Ile du Prince-Edouard et Pierre Veniot au Nouveau-Brunswick, y étaient arrivés en quelque sorte par accident, à la mort des Premiers Ministres. Tous deux avaient été renversés, dès les élections suivantes, par d'écrasantes majorités, comme si la majorité de l'électorat n'avait pu simplement tolérer l'idée de se voir gouverner par un Premier Ministre francophone ! Louis J. Robichaud a non seulement réussi à diriger son parti à la victoire, dans une élection régulière, mais encore à le faire réélire pour un second terme, avec une confortable majorité de 31 à 20. Ce qui montre sans doute son habileté manoeuvrière, mais aussi l'atténuation des préjugés raciaux.

Louis J. Robichaud a su d'abord s'entourer de collaborateurs et de conseillers compétents, et placer son action sur le plan des intérêts généraux de la Province. Ses réalisations, dans le domaine économique, et les initiatives qu'il a prises en font déjà l'un des ministres les plus progressifs que la Province ait eus. Puis, avec l'assentiment de ses collègues anglophones, il a reconnu aux Acadiens plusieurs droits essentiels, vainement réclamés depuis longtemps. Citons seulement, dans le domaine de l'éducation, l'établissement de la Commission Deutsch, qui devait aboutir à la création de l'Université de Moncton et la fondation d'une Ecole Normale de langue française. Nous aurons l'occasion d'y revenir.

Mais la réforme la plus significative entreprise par le gouvernement Robichaud est la refonte administrative, destinée à donner suite au rapport de la Commission Byrne. Cette réforme, placée sous le motto de "Chances égales pour tous", vise à corriger les inégalités de traitement entre les régions et à répartir équitablement les charges et les avantages sociaux. Ce vaste plan suppose une refonte générale de la législation et la prise en mains, par le gouvernement provincial, des services de la Santé, de l'Education, du Bien-Etre et de la Justice, qui relevaient jusqu'ici, en bonne partie, des municipalités. Il nécessitera la mise en marche d'un "train" de 130 lois, dont quelques-unes ont déjà provoqué de fortes oppositions.

Programme de vaste envergure, qui a attiré l'attention des autres provinces. L'opinion publique semble favorable au principe de la réforme, mais plusieurs applications heurtent évidemment des intérêts privés, soulèvent des objections ou paraissent prématurées. Le gouvernement actuel risque son existence dans cette bataille. A-t-il présumé de ses forces, et saura-t-il maintenir la cohésion dans les rangs de son parti ? L'avenir le dira. En tout cas, on ne pourra reprocher à ce ministre acadien de manquer d'idées ni de courage. Quel que soit son sort, il aura puissamment revitalisé et rajeuni la politique provinciale.

En dehors de ce vaste problème administratif qui intéresse toute la province, deux questions particulières, actuellement reléguées au second plan, concernent spécialement le groupe acadien du Nouveau-Brunswick : la redistribution des sièges électoraux et la participation au fonctionnarisme. Comme ces questions reviennent périodiquement, il vaut la peine de les étudier d'un peu près.

E - Répartition des sièges électoraux

Le système, faux au départ, d'attribuer un nombre variable de députés par comtés n'a pas été changé depuis 1784. Or ces comtés, du point de vue démographique, ont beaucoup changé depuis lors. Des comtés comme Charlotte et Queens ont conservé le même nombre de députés, bien que leur population soit demeurée à peu près stationnaire. D'autres comtés, comme Gloucester, Kent et Madawaska, qui n'existaient même pas en 1784, ont reçu quelques députés mais se sont accrus beaucoup plus rapidement, de sorte que le principe de la représentation proportionnelle est complètement faussé. A diverses époques, en 1895, puis en 1917 et en 1948, on a tenté de pallier les injustices trop criantes en accordant quelques députés de plus aux comtés les plus peuplés : Kent, Gloucester, Madawaska, Restigouche et Moncton. Mais les inégalités demeurent flagrantes. En nous servant de la liste des députés par comtés et du recensement de 1961, voici un tableau qui donne une meilleure idée de cette disproportion.

REPRESENTATION DES COMTES DU NOUVEAU-BRUNSWICK
EN RAPPORT AVEC LEUR POPULATION

<u>Comtés</u>	<u>Population</u> <u>totale</u>	<u>Population</u> <u>acadienne</u>	<u>Nombre de</u> <u>députés</u>	<u>Population</u> <u>par député</u>
Albert	12,485	402	2	6,242
Carleton	23,507	828	3	7,835
Charlotte	23,285	1,493	4	5,821
Gloucester	66,343	56,543	4	16,585
Kent	26,667	21,865	3	8,889
Kings	25,908	921	3	8,636
Madawaska	38,983	36,578	3	12,994
Moncton	45,000	18,000	2	22,500
Northumberland	50,035	15,697	4	12,509
Queens	11,640	991	2	5,820
Restigouche	40,973	28,003	3	13,654
Saint-Jean	89,251	12,275	6	14,875
Sunbury	22,796	3,948	2	11,398
Victoria	19,712	8,333	2	9,856
Westmorland	93,679	40,955	4	23,416
York	52,950	3,295	4	13,237

On notera les différences étonnantes dans la valeur des votes. Un député de Charlotte ou de Queens ne représente que 5,820 électeurs, tandis qu'un député de Gloucester en représente 16,585, soit trois fois plus, et chaque élu de Westmorland, 23,416, soit quatre fois plus. Les citoyens de quelques comtés privilégiés sont-ils donc d'une essence supérieure ?

Le moins qu'on puisse dire c'est que, avec un système semblable, le vote n'est pas démocratique et la députation en Chambre n'est pas fidèlement représentative. Une étude de ce tableau indique que les Acadiens ne peuvent pas élire un nombre proportionné de députés. Remis sur une base démocratique, le vote populaire enlèverait 3 ou 4 députés aux comtés anglais et en donnerait 3 ou 4 de plus aux comtés français.

Le remède serait dans un remaniement complet de la carte électorale et dans un changement radical du système. Aucun gouvernement n'a osé le faire jusqu'ici.

F - Fonctionnarisme provincial

Rappelons que la population française de la Province constitue 38.81 % de la population totale. Quelle est la proportion de l'élément français dans le personnel du fonctionnarisme provincial ? Hélas! là encore les Français sont loin d'occuper leur juste part, comme le tableau suivant nous le fait voir :

<u>Ministères</u>	<u>1953 (23)</u>		<u>1964 (24)</u>	
	<u>Pourcentage des Français</u> <u>Quant au</u> <u>personnel</u>	<u>Quant aux</u> <u>salaires</u>	<u>Pourcentage des Français</u> <u>Quant au</u> <u>personnel</u>	<u>Quant aux</u> <u>salaires</u>
Agriculture	21	21	39	30
Procureur général	10	21	16	17
Education	16	15	30	25
Pêcheries	-	-	36	31
Affaires municipales	-	-	15	13
Santé	29	27	20	23
Secrétaire provincial	13	10	16	14
Industrie	30	20	-	-
Travaux Publics	13	11	15	15
Travail	8	5	18	17
Jeunesse et Bien-Etre	-	-	18	22
Terres et Mines	30	24	28	20

(23) - L'Evangéline, du 15 mai au 2 juin 1954.

(24) - Province of New-Brunswick, Public Accounts, 1964.

Le tableau suivant nous indique la proportion des salaires obtenus par les personnes de langue française, par niveaux de salaires :

<u>Salaires</u>	<u>1949</u> (25)	<u>1953</u> (25)	<u>1964</u> (26)
Total	18 %	20 %	24 %
Au-dessus de \$ 5,000	11	10	19
de \$ 4,000 à \$ 5,000	12	16	21
de \$ 3,000 à \$ 4,000	14	14	26
de \$ 2,000 à \$ 3,000	15	14	20
de \$ 1,500 à \$ 2,000	17	14	33
moins de \$ 1,500	21	26	27

Quelles sont les raisons de ce faible pourcentage de l'élément français dans le service civil de la Province ? Nous croyons qu'il y en a trois. D'abord, l'ostracisme pratiqué par le Gouvernement et par les gens en place. Pendant longtemps, jusqu'à quarante ans passés, le Gouvernement ne se souciait aucunement de donner un service bilingue. Il y a beaucoup moins longtemps, au Ministère de l'Education, on retournait des lettres françaises en provenance des comtés français du Madawaska ou de Gloucester en demandant : "Please write in English!" Même après 1937, des fonctionnaires fanatiques vont jusqu'à intercepter des lettres du Premier Ministre Dysart, qui fixait une rencontre de son Cabinet avec les représentants de l'Association Acadienne d'Education. Et le Premier Ministre lui-même disait : "There is a leak somewhere in my office and I do not seem to be able to put my finger on it" (27).

Une deuxième raison pourrait expliquer une certaine abstention de la part des Français. Le Parlement provincial avec tous ses bureaux se trouve à Fredericton, milieu anglais, où les Français n'ont ni service religieux dans leur langue ni écoles françaises ou bilingues. Pour ceux qui ont une famille, c'est vouer leurs enfants à l'anglicisation et la plupart y répugnent.

Enfin, troisième raison, les candidats francophones qualifiés ne sont pas assez nombreux. La cause principale de ce fait réside, croyons-nous, dans le caractère exclusivement unilingue, jusqu'ici, de l'enseignement secondaire

(25) - L'Evangéline, 4 juin 1954, p. 4.

(26) - Province of New Brunswick, Public Accounts, 1964.

(27) - "La question épiscopale au Nouveau-Brunswick", manuscrit du Dr. Albert Sormany, pp. 10-11.

officiel, de l'Ecole Normale et de l'Université provinciale de Fredericton avec ses écoles spécialisées, qui eut comme résultat d'éloigner et de décourager un bon nombre d'étudiants acadiens.

Mais, les tableaux l'indiquent, le nombre de Français augmente dans le service civil et, si le groupe français de Fredericton peut obtenir une école bilingue et une paroisse française comme il le demande, on peut s'attendre à voir augmenter leur proportion au service civil.

4.2 - SUR LE PLAN FEDERAL

A - Représentation au Parlement

Si, dès la première élection fédérale en 1867, le groupe français du Nouveau-Brunswick réussit à envoyer un des siens à la Chambre des Communes, il n'a jamais pu depuis cette date en envoyer plus de trois à la fois. La raison en est que trois comtés fédéraux seulement possèdent une proportion française de la population suffisante pour élire un député français. Mais, avec la nouvelle redistribution des comtés proposée cette année (1965), la population française de la Province pourrait facilement obtenir quatre représentants.

Le premier député de langue française, élu en 1867, était Auguste Renaud, un Français de France, instituteur à Bouctouche. Il se présenta dans le comté de Kent et fut élu. Israël D. Landry, propriétaire du journal Le Moniteur Acadien, se présenta dans Westmorland mais fut battu. Leur candidature souleva "une vive opposition anglo-protestante" (28). On usa même d'intimidation et Le Moniteur Acadien dénonça "l'injustice la plus criante et la corruption la plus abominable qui ont présidé à cette élection" (29). Ces deux candidats se présentaient sous l'étiquette du parti conservateur et se montraient légèrement pro-fédéralistes.

C'est durant ce terme d'office à Ottawa que Renaud et Costigan portèrent l'affaire de la loi scolaire 1871 au Parlement fédéral. Aux élections de 1874, Renaud fut battu dans Kent et aucun Français n'avait osé se présenter contre les candidats anglais dans Gloucester ni dans Westmorland, où furent élus

(28) (29) - Robert Rumilly, loc.cit., p. 739.

respectivement Timothy Anglin et A.J. Smith. Les comtés français continuaient donc d'envoyer des députés anglais les représenter à Ottawa comme à Fredericton. Mais, à ce moment, des chefs acadiens surgissaient ici et là qui trouvaient cette situation injuste et intolérable. Des journaux français se fondaient et protestaient contre cet état de choses. Le Moniteur Acadien existait depuis 1867, à Shédiac; en 1885, le Courrier des Provinces Maritimes fut lancé à Bathurst et, en 1893, L'Impartial, à Tignish, sur l'Ile du Prince-Edouard. Les choses changèrent bientôt. En 1895, les Français comptaient huit des leurs à Fredericton. En 1891, le Dr. E.N. Le Blanc est élu dans Kent aux élections fédérales. En 1896, c'est le tour du comté de Gloucester d'envoyer un député français à Ottawa et, en 1906, le Madawaska en faisait autant. Ces trois comtés ont continué depuis ce temps d'envoyer des députés de langue française à Ottawa.

B - Ministres dans le Cabinet fédéral

Pierre J. Veniot, qui en 1892 était devenu propriétaire du Courrier, s'en servit comme d'une porte d'entrée à sa longue carrière politique (30). En 1926, délaissant l'arène provinciale, il se présente aux élections fédérales et est élu. Il devient ministre des Postes à Ottawa, et c'est pendant son ministère que furent émis les premiers timbres bilingues. Ce geste était courageux quand on sait la lutte qu'il a fallu mener pour obtenir les chèques bilingues de la part d'Ottawa. D'ailleurs, il ne passa pas sans protestations de la part de certains bigots francophobes. La Loge N° 62 des Orangistes de Moncton protesta dans une lettre au député fédéral, M. Henry Murphy, lui demandant de s'opposer à ce geste et de "protester contre ce crime" qui violait l'unité canadienne (31).

En 1935, J. Enoil Michaud, député de Madawaska, devint ministre des Pêcheries dans le Cabinet fédéral, puis ministre des Transports. Enfin, en 1963, M. Hédard Robichaud, député de Gloucester, est devenu le troisième Acadien du Nouveau-Brunswick à obtenir un ministère au fédéral, celui des Pêcheries.

(30) - Lettre de Veniot à Ferdinand Robidoux, à l'Université de Moncton.

(31) - Lettre du 4 mai 1957, signée par M. A.E. Wilbur, à l'Université de Moncton.

C - Au Sénat

En 1885, le Gouvernement de John A. Mac Donald, "sur la recommandation de John Costigan" (32), voulut nommer un sénateur acadien. Pascal Poirier, directeur du Bureau de Poste de la Chambre des Communes, fut choisi et devint le premier sénateur acadien. Ce titre lui donnera du prestige qu'il utilisera à la défense des siens. Il mourut en 1933.

En 1917, le Dr. Thomas G. Bourque fut le deuxième Acadien du Nouveau-Brunswick à devenir sénateur. En 1922, Onésiphore Turgeon fut nommé à son tour, ce qui portait leur nombre à trois. Et depuis, c'est ordinairement le nombre des sénateurs francophones pour le Nouveau-Brunswick. L'élément français qui représente près de 40 % de la population réclame un quatrième sénateur sur les dix qui représentent la Province.

D - Au Service Civil à Ottawa

Les Canadiens français et les Acadiens n'ont pas leur part dans le Service Civil d'Ottawa. Mais, comme selon l'Acte de la Confédération, le gouvernement fédéral doit être bilingue, même si ce point n'est pas entièrement respecté, il reste qu'Ottawa donne de plus en plus de services bilingues et beaucoup plus que les Provinces qui, à part Québec, n'en donnent pas ou presque pas. De ce fait, les Acadiens, parce que bilingues, ont certaines ouvertures au Service Civil d'Ottawa. Le premier à s'y engager, il semble bien, fut Pascal Poirier qui devint directeur du Bureau de Poste à la Chambre des Communes, en 1872, avant d'être nommé sénateur en 1885. Domitien Robichaud fit aussi sa marque dans le Service Civil. Employé en 1910 au ministère des Postes, puis au ministère de la Marine, il devint traducteur au ministère des Travaux Publics et, lorsque le Bureau des Traductions fut établi en 1934, il en devint le premier surintendant; il exerça cette haute fonction jusqu'à sa retraite en 1946" (33). Placide Gaudet, qui entra aux Archives d'Ottawa en 1895 et qui y fit sa marque surtout en ce qui concerne l'histoire et la généalogie des Acadiens. Il est mort en 1930.

(32) - Robert Rumilly, loc. cit., p.

(33) - Bernard Poirier, L'Évangéline, 22 décembre 1964, p. 4.

Aujourd'hui encore, des Acadiens font bonne figure au Service Civil. Roger Comeau, né à la Baie Sainte-Marie, est aux Archives d'Ottawa. Ephrem Boudreau, du Cap-Breton, est traducteur en chef du ministère de l'Agriculture. Emile Boucher, né à Montréal, mais dont la mère est une Chiasson de Rogersville, est traducteur en chef du ministère de la Justice. Enfin, Emery Le Blanc, ex-rédacteur en chef de l'Evangéline, est actuellement directeur des Relations Publiques du Canadien National pour la région du Saint-Laurent.

Le premier juge acadien fut Pierre A. Landry, nommé juge de comté pour Kent et Westmorland en 1890 et décédé en 1916. Après lui, les Hon. Adrien Cormier et Claudius Léger ont rempli le même poste, dans les mêmes comtés, et l'Hon. Louis Lebel, dans le comté de Gloucester. L'Hon. Arthur Le Blanc fut nommé juge de la Cour Suprême du Nouveau-Brunswick, en 1924, et l'Hon. Adrien Cormier, en 1964. L'Hon. Enoil Michaud devenait juge de la Cour du Banc de la Reine en 1945, puis l'Hon. Albany Robichaud.

4.3 - DANS LA POLITIQUE MUNICIPALE

L'opposition des Anglais se fait sentir contre toute participation des Français à la politique municipale quand ceux-ci n'ont pas une majorité absolue. Dans les villes françaises comme Edmundston, Shippagan ou Caraquet, il n'y a pas de problème et les Français s'occupent bien de leurs affaires. Tandis que dans les villes où les Acadiens augmentent en nombre et deviennent une forte minorité, même de 40 % comme à Moncton, il leur est très difficile de jouer un rôle proportionné à leur nombre parce que les anglophones leur font de l'obstruction. Et même quand ils deviennent la majorité, la transition d'une administration entièrement anglaise à une administration de plus en plus française ou bilingue ne se fait pas sans difficultés. Ce fut le cas de Campbellton où l'élément français dut mener une lutte intense et s'organiser efficacement pour obtenir une représentation proportionnée au Conseil de ville. Ce fut le cas de Dalhousie et même de Shédiac où une poignée d'autocrates ont fait la pluie et le beau temps jusqu'à ces derniers temps. C'est encore le cas de Bathurst et de Moncton.

A Bathurst, les Français doivent surveiller leurs intérêts de près sinon ils verraient leur nombre et leur influence réduits à peu de chose au Conseil de ville. De grosses compagnies pratiquent encore l'ostracisme à l'égard des

Français et cherchent à influencer les votes en faveur des anglophones. Mais l'élément français est éveillé et réussit à maintenir une proportion équitable à l'Hôtel de Ville.

A Moncton, la situation est plus tendue. Bien que l'élément français constitue 40 % de la population de la ville, il ne compte actuellement qu'un échevin sur le Conseil municipal. C'est une chose inconcevable quand on songe au nombre de professionnels de langue française qui résident à Moncton. Les Français de Moncton, à certains moments, ont déjà compté quatre échevins sur le Conseil, dans un passé récent. Les maires d'alors, Parlee, Baig et Rideout étaient très larges d'esprit et sympathiques. C'est sous ce dernier que la ville de Moncton a accordé l'école secondaire bilingue aux Acadiens. Mais, sous le régime actuel, la francophobie et l'ostracisme sont de règle. Aux représentants de Radio-Canada de Montréal qui lui avaient écrit en français pour venir enregistrer le programme Caravane à Moncton, en 1964, le maire n'avait pas répondu. Dans une entrevue qu'ils eurent avec lui dans la suite, il leur dit que les lettres françaises prenaient tout simplement le chemin du panier, et si on croyait qu'une lettre française était vraiment importante, on envoyait chercher une secrétaire de l'étage inférieur pour la traduire.

Le français n'est pas seulement ignoré mais on peut dire qu'il est systématiquement banni, et les employés français de même. Ceux-ci, avec les mêmes qualifications et pour les mêmes emplois reçoivent moins de salaires que les Anglais. Il leur est presque impossible d'obtenir des promotions. Un exemple récent : on a besoin d'un détective supplémentaire à Moncton. Par suite des examens, le policier A.J. Le Blanc se classe premier et est recommandé par le chef et le comité de police. Le Conseil de ville approuve la nomination en mars par un vote de 6 à 2. La semaine suivante, on revient sur ce vote pour maintenir quand même la nomination. Le 9 juin, la question revient sur le tapis et on relève M. Le Blanc de son poste de détective (34). On se demande quelle pression s'exerce en sous-main...

A Moncton, aucun candidat français à la mairie n'a réussi à se faire élire jusqu'ici. Le Dr. Napoléon Bourque essaya en 1900 et 1912. Jean-Paul Le Blanc, échevin général depuis plusieurs années, s'est présenté en 1963. Les Anglais lui ont préféré Jones, qu'ils n'aiment cependant pas. Ils voteront pour



n'importe qui (Baig était juif et d'ailleurs très sympathique) mais ils ne voteront pas pour un Français. Ici encore, avec un atavisme irréfléchi, il semble bien que c'est la peur qui fasse agir les Anglophones de la sorte. Ils sentent monter les Acadiens et instinctivement ils craignent une French domination.

Avec 40 % de la population, les Acadiens pourraient obtenir une meilleure représentation. Mais, apathiques aux choses municipales, ils sont mal organisés et peu parmi eux ont l'ambition voulue pour se présenter. Heureusement, ils viennent de fonder à Moncton un Comité des Affaires Civiques dont le but avoué est de susciter de l'intérêt pour la politique municipale (35), mais aussi d'organiser une représentation française plus adéquate au Conseil de ville.

5 - QUELQUES PROBLEMES POLITIQUES DE PORTEE GENERALE

5.1 - LES ACADIENS ET LES PARTIS POLITIQUES

Les Acadiens des trois Provinces Maritimes, en général, votent pour le parti libéral, au provincial comme au fédéral. Prenons comme exemple les comtés français et mixtes du Nouveau-Brunswick, où cette caractéristique apparaît de façon plus évidente.

Le tableau suivant montre les résultats des élections fédérales et provinciales depuis 1900 et 1903 jusqu'à 1965 (36).

(35) - L'Evangéline, 16 juin 1965

(36) - Hugh G. Thorburn, loc. cit., p. 200, et L'Evangéline, 9 novembre 1965.



<u>Comtés</u>	<u>Pourcentage français</u>	<u>Sur 15 élections provinciales 1903-1963</u>	<u>Sur 18 élections fédérales 1900-1965</u>
Kent	82 %	13 victoires libérales	14 victoires libérales
Gloucester	85,2 %	13 " "	18 " "
Madawaska	91,3 %	11 " "	(avec Victoria avant 1911 av. Restigouche depuis 1911 14 victoires libérales
Restigouche	68,3 %	7 " " (sur 14 élections)	(seul jusqu'en 1911 av. Madawaska depuis 1911 13 victoires libérales
Victoria	42,3 %	11 " "	(av. Madawaska avant 1917 4 victoires libérales (sur 4 élections) av. Carleton (conservateur) depuis 1917 3 victoires libérales (sur 14 élections)
Northumberland	31,6 %	12 " "	14 victoires libérales
Westmorland	43,7 %	12 " "	14 " "
Moncton (depuis 1912)	35,7 %	8 " " (sur 13 élections)	

Il n'en fut pas toujours ainsi. Le premier journal acadien, Le Moniteur, était de tendance conservatrice. Les premières personnalités politiques acadiennes, Pierre-Armand Landry, Lévite Thériault étaient du parti conservateur. Ce fut Mac Donald qui nomma le premier sénateur acadien, Pascal Poirier. Les cinq premiers députés fédéraux du comté de Kent furent des conservateurs. De la Confédération à 1896, c'est-à-dire en 30 ans, les comtés acadiens élirent au Parlement 32 conservateurs contre 13 libéraux, tandis que de 1900 à 1958, donc en près de 60 ans, ils n'élirent plus que 16 conservateurs contre 68 libéraux (37).

Comment expliquer ce revirement ? Il coïncide à peu près avec l'arrivée de Laurier au pouvoir et il semble bien que l'influence de ce dernier contribua beaucoup à rallier les Acadiens, comme les Canadiens-français, au parti libéral. D'autre part, le parti conservateur a trop souvent compté dans ses rangs des hommes comme Harry F. Mac Leod, orangiste fanatique, qui fut le procureur dans le gouvernement de Flemming, en 1908 (38). Trop nombreux sont les conservateurs qui dans leurs campagnes électorales dans les comtés protestants misaient sur le fanatisme anti-catholique et anti-français.

La conscription, si maladroitement imposée par le gouvernement de Borden, en 1917, a encore contribué à mettre en horreur le parti conservateur auprès des Acadiens. D'ailleurs, ce sentiment fut soigneusement entretenu par le parti libéral jusqu'à la guerre de 1939 où, à son tour, il imposa une conscription aussi coercitive mais moins brutale.

Les libéraux ont accordé les premiers les allocations familiales et la pension de vieillesse et se sont montrés, de façon générale, plus ouverts et plus compréhensifs. Autant de raisons qui ont gagné le coeur des Acadiens au parti libéral, et l'avènement de Louis Robichaud à la direction du parti dans la Province ne fera que renforcer cette alliance.

Cet appui massif à un parti présente des avantages. Il donne aux Acadiens un poids électoral considérable et, sans cette unité, ils n'auraient sans doute jamais obtenu un Premier Ministre de leur langue. Mais cette attitude comporte aussi des risques et des inconvénients.

Comme, dans les comtés acadiens, des victoires libérales sont pratiquement assurées d'avance, la tentation est forte pour les organisateurs du parti de laisser le champ libre à des ambitieux ou à des aventuriers, au lieu de se donner la peine de rechercher les meilleurs candidats. Et il est arrivé souvent que ces comtés ont été représentés par de notoires incompetents.

D'autre part, le parti conservateur a présenté à diverses reprises des hommes remarquables, tant sur le plan professionnel que par leur expérience des affaires publiques, et qui auraient pu servir efficacement les intérêts de leur Province et ceux des Acadiens. Mais ces malheureux n'ont jamais réussi à se faire élire, uniquement parce qu'ils se présentaient sous la mauvaise étiquette.

(38) - Hugh G. Thorburn, loc. cit., p. 52

Il existe encore un danger plus grave. Par le jeu des élections, les deux partis alternent au pouvoir à des intervalles plus ou moins longs. Il est donc normal que les conservateurs détiennent périodiquement le gouvernement. Pendant ces périodes, les Acadiens sont très faiblement représentés; la plupart de leurs députés siègent dans l'opposition et les chefs conservateurs, avec la meilleure bonne volonté, éprouvent un grand mal à trouver des élus de langue française "ministrables". Tel fut le cas, aux élections de 1927 et de 1952. En cette dernière année, à la suite d'un scandale local, le Madawaska avait heureusement rompu son allégeance libérale et voté pour les conservateurs, ainsi que le comté de Restigouche. Sinon, les Acadiens n'auraient eu aucun député ni aucun ministre dans le gouvernement de la Province.

Sans parler des risques de représailles possibles, il serait évidemment souhaitable, pour une meilleure administration et pour une meilleure entente anglo-française, d'en arriver à une représentation plus équilibrée dans chaque parti et de rompre l'espèce de dilemme qui tend à s'établir entre un parti conservateur qui s'identifierait avec les anglo-protestants et un parti libéral qui favoriserait l'élément français. La carte électorale du Nouveau-Brunswick et le résultat des dernières élections à Ottawa (1965) montrent que ce danger existe à la fois dans la politique provinciale et dans la politique fédérale.

Notons que les tiers-partis, le Crédit Social et le C.C.F. n'ont eu jusqu'ici que peu de succès aux Maritimes et au Nouveau-Brunswick en particulier. Le Crédit Social paraît chimérique et ses rares candidats n'ont jamais recueilli plus que 10 % des votes. Le C.C.F. présente un programme plus alléchant et on aurait cru qu'il dût avoir de bonnes chances de réussir aux Provinces Maritimes, à cause de leur situation économique défavorisée. Mais la nouveauté et les tendances socialisantes du parti effraient des populations aussi traditionalistes que les Loyalistes et les Acadiens. Le C.C.F. n'a jamais réussi à y faire accepter un seul candidat.

5.2 - L'UNION DES PROVINCES MARITIMES

Lors des fêtes commémoratives du centenaire de la Conférence de Charlottetown, en 1964, où tous les Premiers Ministres des provinces canadiennes étaient présents, Louis Robichaud lança l'idée d'étudier le projet d'une union des quatre Provinces Maritimes en une seule. Ce projet parut nouveau, insolite

même de prime abord. Pourtant, avant la Confédération, on en discutait déjà et on continua par la suite.

A partir de 1758, après la prise de Louisbourg et de l'Ile Saint-Jean, les trois provinces actuelles de la Nouvelle-Ecosse, de l'Ile du Prince-Edouard et du Nouveau-Brunswick n'en constituaient qu'une seule avec un gouvernement qui siégeait à Halifax.

L'Ile du Prince-Edouard devint province indépendante en 1769, le Nouveau-Brunswick et le Cap-Breton en 1784. En ces temps-là, les communications étaient lentes et difficiles et le gouvernement d'Halifax ne suffisait pas à la tâche de gouverner un si vaste pays. Il semble bien aussi qu'il y avait du mécontentement à l'égard des gouvernants d'Halifax. Mais, en 1820, le Cap-Breton fut annexé de nouveau à la Nouvelle-Ecosse, pour ne former qu'une seule province avec elle.

Sir Uniacke, en 1806, proposait déjà l'union des quatre Provinces Maritimes et Lord Durham recommandait, à Londres, la même union en 1837. On sait que le premier projet de Confédération, discuté à la conférence de Charlottetown en 1864, n'envisageait que l'union des trois provinces de l'Est. En 1875, un député du Nouveau-Brunswick proposa en Chambre un vote en faveur du fusionnement. Sa motion fut défaite par 25 voix contre 10 (39).

Cette question de l'union des Maritimes n'est donc pas nouvelle. La proposition du Premier Ministre du Nouveau-Brunswick a été rejetée par Terre-Neuve, trop éloignée des autres Provinces, et peu considérée par l'Ile du Prince-Edouard, qui tient aux subsides que son statut actuel de Province lui vaut du gouvernement fédéral; mais elle a été favorablement accueillie par le gouvernement de la Nouvelle-Ecosse, et des démarches sont actuellement en cours pour constituer une commission d'étude de ce projet.

A première vue, il paraît bien évident que le morcellement des Maritimes est excessif. Si l'on divisait le reste du Canada d'après leur moyenne de population (environ 500,000 habitants pour chacune), on obtiendrait près de 40 provinces; et d'après leur superficie moyenne (environ 17,000 milles carrés pour chacune), on pourrait tailler plus de 200 provinces dans l'ensemble du territoire canadien. Toute la population de l'Ile du Prince-Edouard est infé-

rieure à certains comtés de Montréal, et toute l'île pourrait tenir deux ou trois fois dans chacun des Grands Lacs. Les trois provinces réunies auraient 50,421 milles carrés et une population de 1,439,562 âmes (1961).

Quels seraient les avantages et les désavantages d'une telle union ? Du point de vue économique, elle permettrait de réduire à un plusieurs services qui sont forcément triples aujourd'hui. D'après une étude rapide de Jean Cadieux (40), doyen de la Faculté de Commerce de l'Université de Moncton, ce fusionnement permettrait une économie de l'ordre de \$ 5,000,000.00 tout au plus.

Mais il y aurait d'autres avantages positifs. Les provinces atlantiques manquent d'industries. Chacune n'offre qu'un marché insuffisant, mais l'ensemble des trois provinces, formant une population de 1,500,000, ouvre déjà une perspective plus intéressante.

"Le complexe industriel que le gouvernement du Nouveau-Brunswick est à établir à Dorchester tient compte de cette modalité. Pourquoi avoir choisi Dorchester si ce n'est en vue d'essayer de distribuer les produits fabriqués à une plus vaste population. Le complexe de Dorchester est à proximité de l'Île du Prince-Edouard et aux limites du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Ecosse." (41)

Une plus étroite collaboration et même une direction commune, dans le domaine de l'agriculture, des forêts, des pêcheries, des mines permettrait d'employer plus de techniciens, d'améliorer les méthodes et d'entreprendre une action plus efficace. Enfin, les trois provinces, en se groupant, pourraient présenter un front commun et prendre des mesures plus efficaces pour protéger leurs industries contre la concurrence du Canada central.

Du point de vue ethnique, le problème devient très important, très sérieux pour les Acadiens. Il a deux aspects différents selon les provinces. Pour les Acadiens de l'Île du Prince-Edouard et de la Nouvelle-Ecosse, on ne voit que des avantages à cette union et pas d'inconvénients apparents.

Ceux de l'Île comptent 17,418 âmes sur une population totale de 104,629, donc 16.64 %. Mais 47.43 % d'entre eux sont anglicisés et ne parlent plus français. A moins d'un changement radical, le nombre des Acadiens continuera

(40) - Revue économique, Université de Moncton, janvier 1965.

(41) - Ibid., p. 3.

d'augmenter, mais le nombre de ceux qui parlent français demeurera à peu près le même s'il ne diminue pas. Une union avec le Nouveau-Brunswick leur amènerait l'appui des 232,127 Français de cette province, l'appui plus efficace de leurs associations provinciales et nationales et, ils l'espèrent, un régime scolaire plus équitable. Ils profiteraient de l'Ecole Normale française de Moncton. Cela leur donnerait aussi une plus forte représentation française en Chambre dans la nouvelle province . perspective qu'ils ne pourront jamais obtenir sur l'Ile. Pour ce groupe, il semble bien qu'il n'y aurait que des avantages et même que ce serait le salut.

Les Acadiens de la Nouvelle-Ecosse comptent 87,833 âmes sur 737,007 de population, dont 11,9 %. Ceux du Cap-Breton, qui se sentent isolés là-bas, sans collège ni évêque de leur langue, sans organisations fortes pour les protéger et les défendre, sans représentation proportionnée au Parlement, auraient sans doute tout à gagner dans une telle union, comme les Acadiens de l'Ile du Prince-Edouard, et rien à perdre. Les chefs lucides qui expriment leur pensée souhaitent cette union de tout coeur comme une planche de salut pour eux. Ceux de la Baie Sainte-Marie paraissent plus réticents (42). Ils ont leur collège et leur évêque. Ils sont mieux groupés et se sentent plus forts. Mais, en réalité, ils n'auraient rien à perdre et l'union renforcerait leur position.

Pour les Français du Nouveau-Brunswick, la question est beaucoup plus délicate. Ils sont 232,127 sur 597,936 de population, donc 38.81 %. Ils forment donc une imposante minorité, qui conquiert ses droits lentement mais sûrement. Les Français ont la majorité dans quatre comtés : Kent, Gloucester, Restigouche et Madawaska. Ils forment une forte minorité dans plusieurs autres. Malgré cette force, l'élément français n'a pu obtenir encore une représentation proportionnée en Chambre, ni la rectification du système absurde et injuste qui régit actuellement les subsides scolaires, ni leur part dans le Service Civil, etc., etc. Peut-on croire que dans la nouvelle grande Province, qui ne compterait que 25 % de francophones, la situation serait meilleure ? (43). L'expérience est là pour nous assurer que non.

(42) - Revue économique, Université de Moncton, janvier 1965, pp. 14-16.

(43) - Bernard Poirier, L'Evangéline, 13 mars 1965, p. 4.

Dans un discours prononcé devant les Chambres de Commerce de Montréal en janvier 1965, Louis Robichaud a affirmé solennellement que l'une des conditions qu'il attacherait à cette union serait que la langue française devienne officielle à l'égal de la langue anglaise. Mais les Acadiens du Nouveau-Brunswick craignent encore, malgré cette promesse, et avec raisons. Louis Robichaud est sans doute sincère, mais s'il n'était plus là quand l'acte d'union sera passé ? Même si cette reconnaissance officielle était inscrite dans la constitution, les Acadiens ne seraient pas tellement rassurés car il y a déjà eu des précédents inquiétants...

Si cette reconnaissance du français devenait l'un des termes de l'Union et que cet engagement soit respecté, on ne voit plus alors que des avantages pour la population française même du Nouveau-Brunswick. Mais ce projet n'en est encore qu'au stade des études préliminaires. Sa réalisation exigera encore de longues années. D'ici là cependant beaucoup de progrès pourraient s'accomplir par une coopération plus étroite entre les Provinces. L'A.P.E.C. couvre déjà le domaine économique; il pourrait y avoir des échanges semblables dans l'éducation, entre les Universités et dans la vie culturelle.

5.3 - LE SEPARATISME

Les Acadiens n'ont jamais pensé au séparatisme. Etant donné leur éparpillement, la question ne se pose pas. Elle est impensable. Quelle opinion ont-ils du mouvement séparatiste de Québec ?

Les conséquences immédiates du mouvement séparatiste, surtout de l'aile extrémiste, le F.L.Q., ont été avantageuses au Nouveau-Brunswick au moins. Jusque là, les Anglais vivaient dans la possession tranquille de l'autorité, de la finance, de l'unilinguisme, et... de la paix. Ils ne s'occupaient nullement du chien français qui grattait à la porte. S'il aboyait trop fort, on lui donnait un os pour le faire taire, mais par condescendance et distraitement, le croyant incapable de faire plus que d'aboyer. Mais un bon jour, les bombes éclatent sous le siège moelleux de ces Messieurs ! Ils ouvrent les yeux et la frousse les prend au ventre. Qu'est-ce que les Français veulent donc ? Jusque là, non seulement on ne s'occupait pas de leurs réclamations et protestations mais on ignorait tout simplement leur existence. Dans les

Maritimes, le Canadien National s'est transformé. Il engage des Français et donne des services presque entièrement bilingues. Les centrales de téléphone ont reçu un personnel bilingue presque adéquat. Les annuaires sont bilingues pour les régions mixtes. Les Acadiens apprécient ces améliorations. Ils ne sont pas pour autant favorables au séparatisme québécois.

Le Québec s'est toujours intéressé aux problèmes des minorités françaises des autres Provinces, v.g. l'affaire Riel, les luttes scolaires du Nouveau-Brunswick et de l'Ontario, les campagnes pour L'Evangéline, etc. Québec protège ces minorités par son influence politique sur Ottawa et même sur les gouvernements des autres Provinces. Le poids de sa présence dans le Canada est déjà une certaine sauvegarde pour ces minorités. Et ce rôle du Québec peut s'accroître de plus en plus. Mais que Québec devienne un pays séparé et l'avenir, l'existence même des minorités françaises hors du Québec seraient gravement compromis.

Les Acadiens pensent que le Québec lui-même s'affaiblirait en se séparant. Aujourd'hui, les minorités françaises en dehors de la province de Québec forment autant de bastions avancés pour la défense de la langue française, donc de Québec. Que ces minorités disparaissent et la province de Québec deviendrait isolée; elle perdrait une partie de sa force et de son prestige; ses propres chances de durer en seraient diminuées.

CHAPITRE IX

La vie culturelle

CHAPITRE 9 - VIE CULTURELLE

1 - SITUATION DE LA CULTURE EN ACADIE

1.1 - Le folklore

- A. Cantiques
- B. Chansons
- C. Contes
- D. Légendes
- E. Danses
- F. Traditions

1.2 - L'artisanat et les festivals

1.3 - Les arts

- A. Sculpture et peinture
- B. Architecture
- C. Théâtre
- D. Musique et chant
- E. Chorales acadiennes

1.4 - Les lettres

- A. Histoire
- B. Biographies
- C. Romans
- D. Récits de voyage et nouvelles
- E. Poésie
- F. Essais
- G. Art oratoire

1.5 - Le cinéma

1.6 - Bibliothèques et musées

2 - NECESSITE ET MOYENS DE DEVELOPPER LA CULTURE FRANCAISE AUX MARITIMES

- 2.1 - Par l'amélioration de l'enseignement
- 2.2 - animateurs nécessaires
- 2.3 - Assistance des gouvernements
- 2.4 - Relations avec la France et le Québec
- 2.5 - Appui des grandes associations nationales et des fondations étrangères

3 - ECHANGES CULTURELS ANGLO-FRANCAIS

1 - SITUATION DE LA CULTURE EN ACADIE

Peut-on parler de culture acadienne ? "They make me laugh with acadian culture, when many among them can't even read", disait un éminent "professor". Naturellement, si l'on parle d'une culture littéraire avancée, les Acadiens sont encore au pied de l'échelle. Leur élite lit quelque peu les meilleurs auteurs de France et du Canada français, mais ne produit rien encore qui puisse avoir une valeur internationale.

Mais on peut aussi parler de culture dans un sens plus large, dans un sens sociologique ou anthropologique qui peut se définir, d'après l'Encyclopedia Britannica : "All the learned and standardized forms of behaviour which one uses and which others in one's group expect and recognize" (1). Dans ce sens, on peut parler de culture chez un peuple, même si sa science livresque n'a pas encore illuminé l'humanité. Nous parlerons d'abord de la culture acadienne dans cette acception, puis de la culture artistique et littéraire proprement dite.

1.1 - LE FOLKLORE

"L'Acadie peut être fière de son folklore, c'est l'un des plus beaux du monde".

Luc Lacoursière.

Le mot folklore, créé en 1846 par l'Anglais William J. Thomas, signifie "la science du peuple, de ses moeurs, de ses connaissances héréditaires" (2). C'est donc par le folklore que l'on peut le mieux se faire une idée de la culture traditionnelle d'un peuple.

Comme une société civilisée se glorifie des oeuvres de ses auteurs dans tous les genres, ouvrages de fiction aussi bien que livres de science, certains peuples, moins évolués sur le plan de l'instruction, peuvent quand même se glorifier de leur culture populaire. Le peuple acadien, privé d'écoles et de contacts avec l'extérieur pendant si longtemps, n'en gardait pas moins une grande curiosité d'esprit, et conservait un riche héritage de connaissances et de coutumes. Qu'il suffise de mentionner le soin jaloux avec lequel ils gardaient

les quelques livres de chant et d'histoire, les vies de saints, etc. C'était pour eux des trésors qu'ils traitaient avec le plus grand respect. Les anciens passaient leurs veillées à chanter des cantiques ou vieilles chansons apportées de France, à écouter la lecture ou le récit de contes et légendes, ou à parler de l'histoire de leurs ancêtres. Ils entretenaient ainsi une culture populaire qui demeurait d'autant plus vivante qu'elle n'était pas gênée par l'influence de celle d'autres peuples. Luc Lacourcière et Mgr. Félix-Antoine Savard ont pu écrire, à propos des contes et chansons acadiennes, qu'ils "offrent des cas "pour ainsi dire uniques de ce que l'on a entendu d'un ancêtre à l'autre, hors "des écoles et de toutes directions officielles" (3).

A - Les cantiques - Avant que le prêtre ne fût là pour les instruire ou quand les visites du missionnaire se faisaient rares, les Acadiens se servaient du chant comme moyen d'instruction religieuse. Des recueils tels que les "Cantiques de l'âme dévote" ou les "Cantiques de Marseille" que beaucoup d'Acadiens savaient à peu près par coeur, et qu'on chantait à l'église et au foyer, constituaient de vrais traités de dogme et de spiritualité à l'usage des fidèles. Le "Cantique de la messe" n'avait-il pas trente-deux couplets et décrivait toutes les cérémonies de la messe avec leur sens ? "Tous les mystères de la "Foi, la vie et la Passion de Notre-Seigneur, les principaux faits de l'Ancien "Testament et du Nouveau, la vie des saints, les conditions de la prière, les "fins dernières, tout y passait" (4). Grâce à ces cantiques, ces Acadiens possédaient une somme étonnante de connaissances religieuses, que sont loin d'avoir en général nos intellectuels d'aujourd'hui !

B - Les chansons - Les Acadiens possédaient une mine apparemment inépuisable de chansons folkloriques. Tous ceux qui savaient chanter, et ils étaient nombreux, munissaient leur répertoire d'un grand nombre de chansons apprises oralement ou copiées dans des cahiers, ou même sur des bouts de papier. Des personnes arrivaient à connaître par coeur jusqu'à cinq cents chansons et plus (5).

Plusieurs de ces chansons sont d'origine locale, composées par des poètes anonymes sur un événement comique ou tragique, sur un métier comme celui de bûcheron, parfois sur une famille ou un personnage qu'on voulait ridiculiser.

Quelques-unes d'entre elles ont rayonné au delà du village qui les a vues naître pour pénétrer dans toutes les régions françaises des Maritimes, de la Gaspésie et même dans le Maine et le Massachussets.

Mais la plupart des chansons du répertoire acadien viennent de la vieille France, apportées précieusement et transmises de génération en génération. A cause de l'isolement passé des Acadiens, leurs chansons ont une valeur particulière qui faisait dire à M. Luc Lacourcière et Mgr. Félix-Antoine Savard : "L'étude comparée des traditions françaises, que ce soit celles de Québec ou de France, aura toujours quelque chose de tronqué si l'on n'y ajoute les très riches, fidèles et archaïques variantes perpétuées en territoire acadien" (6). Ces chansons ont une valeur non seulement pour des études comparées mais par leurs qualités propres. Les éloges des spécialistes et des musiciens en font foi : "Elles exhalent un parfum qui attire et un enchantement qui séduit", écrivait Marius Barbeau (7); "Des chansons comme Dessus la Fougère et bien d'autres, écrivait Oscar O'Brien, sont d'une grande délicatesse d'inspiration... "véritables chefs-d'oeuvre de poésie et de musique" (8).

Malheureusement, ces chansons se voient supplantées aujourd'hui par les chansons dites modernes et des airs de cow-boys. Si dans quelques coins, comme Chéticamp, la jeune génération les chante encore, ailleurs on les délaisse, on les oublie comme des vieilleries parce qu'on n'en connaît pas la valeur. Malheureusement aussi, trop peu de ces chansons ont été publiées à date.

Les premières recueillies (1923) forment, au Musée National d'Ottawa, la collection Arseneault et Gallant, de l'île du Prince-Edouard. Cette collection contient cent dix pièces, dont quelques-unes seulement furent publiées par Marius Barbeau dans son Romancero du Canada, pp. 184-186.

De 1937 à 1941, Joseph-Thomas Le Blanc, rédacteur à la "Voix de l'Évangéline", publiait une rubrique sur les chansons acadiennes qu'on lui envoyait de toutes les régions, mais surtout du Nouveau-Brunswick. Sa collection comporte 534 chansons avec 1500 variantes. Quatre-vingt sept ont été publiées dans la "Voix de l'Évangéline".

De 1942 à 1945, les Pères Anselme et Daniel o.f.m. cap. publiaient trois recueils de Chansons d'Acadie recueillies dans la région de Chéticamp au Cap-Breton. En plus de ces cent vingt-cinq chansons publiées, leur collection approche le mille.

Melle. Laura Gaudet publiait en 1946, à New-York, un recueil de treize Chants d'Acadie, puisés dans le répertoire oral de sa mère originaire de la région de Moncton.

Melle. Geneviève Massignon, de Paris, lors de ses enquêtes linguistiques en Acadie, a aussi recueilli plusieurs centaines de chansons qui formeront prochainement le sujet d'une publication. M. Alfred Pouinard, de France, réunissait en 1948 une autre collection de chansons dans la région de Memramcook.

Aux Iles-de-la-Madeleine, on a procédé à plusieurs cueillettes de chansons. Les principales, dans ce coin si riche en folklore, sont certainement celles de Mme. Caron-Dupont en 1948 et celles du Père Anselme Chiasson o.f.m.cap. en 1960, 1961 et 1964, toutes deux pour le Musée National d'Ottawa.

Luc Lacoucière en a recueilli plusieurs sur l'Ile du Prince-Edouard et, conjointement avec Mgr. Félix-Antoine Savard, quelque centaines dans la région de Shippagan. Dans ce même secteur de Shippagan, le Dr. Dominique Gauthier ainsi que Livin Cormier de Caraquet possèdent de belles collections de chansons enregistrées.

De son côté, Melle Carmen Roy, du Musée National, a passé un été à recueillir les chansons de la baie Sainte-Marie.

Enfin, beaucoup de chansons acadiennes ont été enregistrées en Gaspésie par M. Marius Barbeau (400) en 1923 et 1941 par Melle Carmen Roy et M. Luc Lacourcière.

Jacques Labrecque, ainsi que Hélène Baillargeon et Allan Mills ont enregistré des disques de chansons d'Acadie, puisées surtout dans la collection publiée des Pères Anselme et Daniel, qui ont eu un grand succès.

Nous croyons que ce sont là les principales et à peu près les seules collections qui existent. Quelques-unes continuent de s'enrichir, en particulier celles du Musée National et celle des Archives de Folklore de l'Université Laval.

Le nombre des chansons recueillies à date n'a pas été établi, mais il est certain qu'avec les variantes le nombre de ces chansons monte à plusieurs milliers.

Malheureusement, tandis que les étrangers s'extasient devant cette richesse et cette qualité de la chanson folklorique acadienne, les Acadiens eux-mêmes ne l'apprécient pas et vont laisser perdre ce trésor qui leur est propre pour d'autres chansons françaises ou anglaises qui n'ont pas leur valeur.

Il serait à souhaiter qu'une bonne partie de ces chansons soient publiées le plus tôt possible, que des musiciens y puisent leur inspiration et composent des harmonisations pour chorales, et que les chorales acadiennes s'en servent et les fassent valoir.

C - Les contes - En 1950, M. Luc Lacourcière et Mgr. Félix-Antoine Savard écrivaient : "Le domaine des contes populaires, tout en nous paraissant aussi "riche que celui des chansons, ne semble pas avoir été exploré avec le même "zèle" (9).

Depuis cette date, des collections abondantes ont été réunies. D'abord, M. Lacourcière et Mgr. Savard eux-mêmes en ont recueilli un grand nombre, soit dans la région de Shippagan, soit sur l'île du Prince-Edouard où une seule personne, Mme. Jean Arseneault, a pu leur en enregistrer 90 de son seul répertoire.

Le Père Anselme Chiasson o.f.m.cap. en a recueilli quelques centaines aux Îles-de-la-Madeleine pour le compte du Musée National. Le Dr. Dominique Gauthier, de Shippagan, possède une magnifique et volumineuse collection puisée dans cette région du Nord du Nouveau-Brunswick. Melle Carmen Roy, du Musée National, une collection de la Baie Sainte-Marie et de la Gaspésie. Melle Geneviève Massignon en a enregistré des centaines à travers toute l'Acadie, enfin, MM. Arthur Aucoin et Gérard Aucoin, de Chéticamp, possèdent chacun une collection de contes puisés chez les Acadiens du Cap-Breton.

Aujourd'hui, entre 1600 à 1700 contes acadiens ont été recueillis et les Archives de Folklore de l'Université Laval les ont indexés d'après la classification Aarne-Thompson. Leurs variantes sont riches et révélatrices. Quelques-uns d'entre eux ne semblent connus nulle part ailleurs.

Si le nombre de 1600 à 1700 paraît imposant, il en existait pourtant davantage. En effet, plusieurs contes se sont perdus. La radio et la télévision ont tué l'art des conteurs. Elles ont enlevé à ces derniers l'auditoire nécessaire à leur survie. Pourtant ces conteurs étaient de véritables artistes, des orateurs raffinés qui par le geste, la parole et leur imagination créatrice savaient faire revivre les rois et les reines fabuleuses, les géants et les fées, et tenir en haleine de longues soirées durant tout un auditoire captivé. Ils ne savaient pas écrire de romans, ils ne savaient même pas écrire du tout mais, artistes quand même, ils savaient composer des récits merveilleux et les animer de tout leur être.

Il est inutile de songer à faire revivre l'époque des conteurs. Elle est révolue. Personne n'est plus intéressé à écouter des contes, mais on aime encore les lire. Souhaitons que tous les contes acadiens soient recueillis et que des anthologies en soient publiées.

D - Les légendes - Avec les contes, les Acadiens possédaient une foule de légendes où intervenaient les sorciers, les lutins, les loups-garous et les revenants. Autrefois, beaucoup de personnes y croyaient, ici comme partout ailleurs. A l'encontre des contes que tout le monde reconnaît comme fictifs, les légendes se présentent comme historiques. Elles sont d'ailleurs souvent greffées sur un fait réel qu'elles enjolivent, transforment et revêtent de merveilleux. Elles ont aussi parfois comme auteur un farceur qui les invente de toute pièce et les livre à la crédulité des gens, qui ensuite se les transmettent comme vraies.

Il existe très peu de publications sur les légendes d'Acadie. Les Cause-ries du grand-père Antoine, par le Père A.J. Bourque, en contient quelques unes. Le livre du Père Anselme Chiasson, Chéticamp, Histoire et Traditions Acadiennes, nous en présente une vingtaine de la région de Chéticamp. Le même auteur prépare la publication par le Musée National d'un recueil des légendes des Iles-de-la-Madeleine. Soeur Marie-Hélène, des Filles de Marie de l'Assomption, a présenté une thèse magistrale sur les Bateaux-fantômes, qui sera publiée prochainement dans les Cahiers des Archives de Folklore de l'Université Laval. Enfin, Luc Lacoucière, le Dr. Dominique Gauthier et Melle Carmen Roy possèdent chacun une bonne collection de légendes acadiennes.

E - Les danses - Les Acadiens avaient des pas de danses qui leur étaient propres. Ces danses portaient des noms comme la "Boulangère", la "Patate-longue", les "Sept", les "Huit" et d'autres. Les plus vieilles et les plus colorées ne se dansent malheureusement plus. Il faudrait des troupes folkloriques de danseurs pour recueillir ces pas de danses - dont quelques vieillards se souviennent encore - et les remettre à l'honneur comme cela se fait dans le Québec.

Une troupe fut fondée vers 1957-58 dans la région de Moncton, mais malheureusement ne put se maintenir. Dans toutes les Maritimes, on ne compte qu'une seule troupe du genre, celle de Shippagan, qui d'ailleurs nous fait honneur.

En plus d'exécuter avec succès les danses folkloriques qu'il possède, il faudrait que ce groupe méritant puisse se donner comme mission de recueillir toutes les danses folkloriques acadiennes et les sauver de l'oubli.

F - Les traditions - Entrent dans le domaine du folklore toutes les traditions, les façons de faire, de l'enfance à la mort, et du premier janvier au 31 décembre. Il serait trop long de les énumérer ici. Mentionnons cependant les "corvées" de toutes sortes où les gens s'entraidaient dans leurs durs travaux pour "bucher" ou "haler leur bois de chauffage, pour fouleur leur étoffe ou construire une maison.

Peu d'ouvrages traitent de ces coutumes. On peut mentionner les deux livres déjà cités : Les Causeries du Père Antoine, du Père A. Bourque et celui du Père A. Chiasson sur Chéticamp. Le Père Ph. Bourgeois leur a aussi consacré une chapitre de sa Vie de l'Abbé F-X Lafrance (pp. 94-117) et un jeune étudiant de l'Université Laval, M. Arthur Le Blanc, a présenté une thèse de M.A. sur "La Chandeleur chez les Acadiens de l'Ile du Cap-Breton" (1954). Le journaliste Thomas J. Le Blanc avait aussi recueilli des notes, conservés à l'Université de Moncton. Mentionnons enfin sur ce sujet du folklore et des traditions populaires une excellente thèse de maîtrise, présentée au Collège Sainte-Anne en 1961, par M. Alain Doucet, et publiée à Québec en 1965, sur La littérature orale de la Baie Sainte-Marie.

Il ne faudrait pas que l'évolution intellectuelle qui s'opère actuellement rejette entièrement ce patrimoine du passé. La culture populaire en Acadie fut et demeure encore très riche. Elle possède des oeuvres belles en soi, surtout les contes et tout particulièrement les chansons. Ce folklore, sauvé de l'oubli, étudié et exploité, pourra servir d'inspiration aux arts et aux lettres de l'Acadie nouvelle.

1.2 - L'ARTISANAT ET LES FESTIVALS

Comme l'artisanat et les festivals tiennent à la fois du folklore et de l'art plastique ou musical, nous croyons que c'est le lieu d'en parler ici.

A - L'artisanat - Qu'il suffise de dire qu'autrefois, en Acadie, les hommes fabriquaient eux-mêmes tout le mobilier (10) de leurs maisons et souvent même la vaisselle de table, jusqu'aux fourchettes et cuillères. Ils taillaient leurs bardeaux pour couvrir leurs maisons ou leurs granges, construisaient leurs traîneaux et leurs tombereaux ou charrettes. Chaque village de la côte avait ses tonneliers qui fabriquaient des barils. Les femmes, de leur côté, tissaient au métier toute la lingerie, draps et couvertures de lit, serviettes, robes, complets pour les hommes qu'elles confectionnaient elles-mêmes. Elles tricotaient avec art les bas, les mitaines, les tuques et les coiffes, même les bretelles et les jarretières. Elles étendaient sur le plancher de beaux tapis faits à la maison. Il y avait les tapis à tresses, les tapis-catalognes faits au métier, les tapis à brayons (guenilles) crochetés, les tapis à rosettes, les tapis à franges, enfin, les tapis en laine crochetée (11).

Avec l'apparition des produits manufacturés, cet artisanat a subi une baisse déplorable. On a continué de faire des tapis, de tricoter des bas et des mitaines, des tuques et des chandails peut-être, mais le plus souvent on achète le tout au magasin ou on le commande aux comptoirs postaux.

Sous l'influence de l'A.R.D.A. et des Instituts de Dames patronés par le Gouvernement provincial, un renouveau semble se dessiner pour l'artisanat, au Nouveau-Brunswick. Ainsi, Grand-Digue a fondé un groupe d'artisanat et, en mars dernier (1965), s'ouvrait à Caraquet, dans un local spacieux, "Le Centre d'Artisanat Coopératif" destiné à servir Caraquet et les paroisses avoisinantes.

Une industrie artisanale mérite une mention spéciale, celle des tapis crochetés de Chéticamp. Fabriqués d'abord pour usage domestique, ils sont devenus une source de revenu appréciable pour cette paroisse. Durant la crise de 1930, ces tapis rapportaient des dizaines de mille dollars aux Chéticantins. Ces tapis de laine, crochetés à la main, sont faits avec goût et vendus aux touristes ou expédiés au loin, à la Canadian Handicraft Guild de New-York, à la Canada Steamship Lines, aux magasins de variétés à travers tout le Canada,

jusqu'à Victoria, en Colombie-Britannique. "On a compté jusqu'à deux cent cinquante femmes à la fois qui, dans leurs foyers, fabriquaient des tapis". Plusieurs hommes y travaillent aussi durant l'hiver. "Au delà de trente mille dollars par année entrent à Chéticamp par l'industrie du tapis au crochet".

Et "plusieurs de ces tapis constituent de véritables oeuvres d'art". Melle Elisabeth Lefort y a acquis une renommée particulière dans ce domaine. Elle a reproduit la dernière Cène, par exemple, une tapisserie qui a demandé 750,000 points de crochet, évaluée à \$ 15,000. Aujourd'hui, on peut admirer ses oeuvres à la Maison Blanche (portraits d'Eisenhower et de Kennedy), au Palais de Buckingham (portrait de la Reine) et au Vatican (portrait de Pie XII) (12).

B - Les Festivals - Depuis quelques années, dans plusieurs coins de l'Acadie, on organise annuellement des festivals. Ces fêtes populaires consistent en un ou plusieurs jours de célébrations où l'on trouve un peu de tout, du bon et du moins bon, au point de vue culturel. Quelques-uns sont de qualité, comme ceux de Clare, de Shippagan, de Caraquet. Celui de Shédiac ne vaut que par sa journée acadienne; le reste ne ressemble qu'à une foire de cirque. Il y a le festival des fraises à Memramcook, celui de la patate à Grand-Sault, celui du homard à Shédiac, celui des pêcheurs à Cap-Pelé et Shippagan, etc. Chacun de ces festivals couronne une reine ou bien un Gabriel et une Evangéline. Cap-Pelé couronne le meilleur pêcheur.

Ces célébrations ont l'avantage de permettre aux Acadiens de travailler à des manifestations publiques qui leur sont propres, et d'y participer de différentes façons. Les talents locaux ou régionaux s'y font valoir. Il y a les danses folkloriques, les concours de violoneux, les chants du terroir, des expositions d'oeuvres artisanales, etc. Les chars allégoriques de la parade représentent souvent des scènes historiques du passé, ou font valoir les métiers de la région. En général, ces festivals ont une influence heureuse et développent la fierté nationale. Ils sont en beaucoup d'endroits, comme à Clare en Nouvelle-Ecosse et à Caraquet, une véritable manifestation populaire de vitalité sociale et culturelle acadienne. Comme ces festivals se terminent le quinze août un peu partout, ils soulignent en même temps la fête nationale de l'Assomption.

1.3 - LES ARTS EN ACADIE

A l'assemblée régionale de la Commission Laurendeau-Dunton sur le bilinguisme à Yarmouth, en juin 1965, un groupe affirmait : "French Canada is more interested in the arts than is English Canada". On a dit avec raison, croyons-nous, que les Acadiens naissaient avec la musique sur le bout des doigts. C'est un fait que, pour le peu de chances qu'ils ont eu, les Acadiens font déjà bonne figure dans le domaine artistique, sans tenir compte des nombreux talents qui se sont perdus, faute d'être connus et cultivés. Les folkloristes qui circulent dans les familles sont souvent surpris d'y découvrir des voix vraiment extraordinaires, qu'un peu de culture et d'étude aurait pu conduire aux plus grands succès d'opéras. Plusieurs possèdent des talents pour la musique instrumentale, pour la peinture et le dessin, mais jusqu'ici, très peu ont trouvé les occasions voulues pour développer et cultiver leurs dons. Que des possibilités d'avenir s'ouvrent pour les artistes acadiens et l'on en verra surgir toute une pléiade.

A - La sculpture et la peinture - Nous ne connaissons pas en Acadie de sculpteurs anciens comme il en exista à Québec. Peut-être y en eut-il. Mais aucune oeuvre ne semble être parvenue jusqu'à nous, ou être connue. Les Acadiens savaient travailler le bois pourtant. Ils se bâtissaient de belles goélettes et il arrivait souvent qu'ils les sculptaient en miniature pour décorer leur maison. Un peu partout dans les villages, les violons étaient de fabrication locale et quelques-uns, tels ceux de M. Bourque de Saint-Anselme, Nouveau-Brunswick, avaient une certaine renommée. Arthur Le Blanc, le grand violoniste acadien, a commencé, enfant, à jouer sur un violon fabriqué par son père. Il semble donc que l'habileté ne faisait pas défaut mais plutôt l'inspiration ou l'orientation.

Encore aujourd'hui, les sculpteurs acadiens se comptent sur les doigts d'une main. Un nom brille entre tous, c'est celui de Claude Roussel. Né à Edmunston en 1930, il s'inscrit encore jeune à l'Ecole des Beaux-Arts de Montréal où il reçoit son diplôme en dessin en 1955 et en sculpture en 1956. Il a déjà produit beaucoup. Il a décoré l'église Notre-Dame-des-Sept-Douleurs à Edmunston. En 1957, il exposait des sculptures à la Galerie Nationale d'Ottawa.

La même année, il se voyait décerner le Premier Prix de sculpture de la N.B. Handicraft Guild de Saint-Jean, le Grand Prix de sculpture, le Deuxième prix de peinture murale au concours des architectes Mayerovitch et Bernstein de Montréal. Le vainqueur du Premier Prix n'était autre qu'Alfred Pellán lui-même. Enfin, il gagnait aussi le Grand Prix Canadiana à l'Exposition Nationale de Toronto avec sa pièce sculptée "La Famille" qui fut choisie parmi 2500 autres exhibits.

Cet artiste encore jeune voit un brillant avenir devant lui. Avec les expositions qu'il organise, les jeunes artistes qu'il encourage et dirige, il commence un rayonnement plein de promesses pour la sculpture et la peinture en Acadie. L'Université de Moncton a eu le main heureuse en se l'attachant afin que, par elle, il puisse exercer toute son influence. Déjà ce rayonnement se fait sentir comme le prouvent les quelques expositions qu'il a organisées à Moncton, où figuraient les sculptures et les peintures de jeunes artistes comme Ernest P. Cormier de Cap-Pelé, Jean Doiron de Moncton, Georges Goguen de Moncton, Guy S. Le Blanc de Cap-Pelé, Edouard Léger de Moncton, Roméo Savoi de Saint-Léonard, Edgar McIntyre de Charlo, Réal Richard de Moncton, les Soeurs Annonciade et Léonide, du Collège Notre-Dame d'Acadie. A cette occasion, Claude Roussel fit cette déclaration qui formule tout un programme :

"Une prise de conscience dans le domaine politique, économique et éducationnel doit être accompagnée d'une production actuelle de qualité dans le monde culturel, sans quoi notre groupe ethnique ferait preuve d'immaturité. C'est pourquoi les manifestations artistiques sous toutes leurs formes prennent une importance vitale...

" Le critère sur lequel nous nous sommes basé pour le choix des artistes a été l'originalité et le dynamisme de la création... Nous espérons que cette exposition nous aidera à atteindre une reconnaissance dans les autres régions du Canada et qu'elle agira comme stimulant pour nos artistes. Nous pourrions ainsi, avec les années, prendre notre place dans le plan national en ce qui concerne les arts plastiques" (13)

En peinture, un autre nom mérite une attention spéciale, celui de Claude Picard, également d'Edmunston. Doué d'un talent naturel, avant de poursuivre aucune étude, il a reproduit sur les murs des grandes salles du Collège Saint-Louis des peintures dont quelques-unes sont vraiment réussies. Mais ce n'était que des reproductions d'oeuvres connues. Après un stage d'études en Europe, il produit des tableaux de sa création, comme celui de Notre-Dame de la Pêche dans

l'église de Lamèque, qui le classe d'emblée comme notre meilleur peintre acadien avec Claude Roussel.

La région d'Edmunston semble la plus féconde en artistes de qualité. Un M. Nadeau s'est également signalé comme sculpteur et a déjà exposé au Musée de Saint-Jean, Nouveau-Brunswick. L'âme de ce mouvement, celui qui a découvert et lancé ces artistes d'Edmunston dont nous venons de parler, est M. Pío-Carmel Laporte, médecin qui, sculpteur lui-même dans ses heures de loisirs, alluma la flamme chez ses jeunes admirateurs, qui l'ont dépassé dans l'art et qui lui font honneur.

D'autres artistes existent en Acadie. Melle Jeanne Léger de Sainte-Marie de Kent, après des études en Europe, a enseigné la peinture dans les Universités des Etats-Unis. Revenue dans sa paroisse natale, elle continue de peindre. Ses tableaux, surtout les reproductions, ont une réelle valeur. Enfin des religieuses, comme Soeurs Annonciade et Léonide de Notre - Dame d'Acadie et leurs élèves ont produit des peintures et des céramiques de valeur.

Comme nous le disions au début, il se perd beaucoup de talents pour la peinture et le dessin. Des enfants qui se montrent déjà très doués à l'âge scolaire abandonnent tout au sortir de l'école. Un cas célèbre est celui d'un jeune , de Memramcook, dont le talent naturel pour le dessin, sans aucune étude spéciale, lui permit de travailler quelques années dans l'équipe de Walt Disney.

B - L'architecture - Les deux premiers architectes français installés à Moncton ont été employés l'un à bâtir des hangars et des gares pour les Chemins de fer nationaux, l'autre à construire des garages et des stations-service pour une compagnie distributrice d'essence. Ce genre de travaux n'offrait sûrement pas un très riche aliment pour l'inspiration ! Aussi, quand ils eurent l'occasion d'employer leurs talents à des entreprises de plus grande envergure... les résultats furent plutôt médiocres. C'est pourquoi le clergé et les communautés religieuses prirent l'habitude de s'adresser à des architectes québécois pour leurs constructions.

Mais, depuis quelques années, toute une équipe de jeunes architectes a surgi. La ville de Moncton a compté, un moment, jusques à 9 architectes de

langue française, contre un seul de langue anglaise. Et plusieurs de ces jeunes possèdent déjà des oeuvres intéressantes à leur actif. Le bureau de M. Yvon Le Blanc a conçu les plans de la Bibliothèque et du Centre récréatif de Moncton, des églises du Christ-Roi et de Cap-Pelé. M. Roméo Savoie, établi maintenant à Saint-Léonard, N.-B., a dessiné l'église de Saint-Quentin. M. René Le Blanc est responsable de l'église de Saint-Ignace et de la résidence du personnel religieux à l'Université de Moncton.

Ces oeuvres et l'émulation qu'elles ne manqueront pas de susciter permettent d'espérer un renouveau architectural au Nouveau-Brunswick, notamment dans la construction des écoles et des résidences, qui n'étaient jusqu'ici remarquables que par une ennuyeuse banalité. On peut regretter que l'Université de Moncton n'ait pas, jusqu'à date, réalisé, dans son plan d'ensemble et dans plusieurs de ses édifices, une architecture plus valable et mieux adaptée au magnifique site qu'elle occupe.

C - Le Théâtre - L'Acadie ne possède pas encore de troupe de théâtre amateur régulière. Peut-être est-ce dû au fait qu'il ne s'y trouve pas d'agglomérations urbaines françaises assez considérables pour les justifier. Une troupe de comédiens amateurs a connu le jour à Moncton et a joué quelques pièces avec succès, mais n'a pu réussir à en préparer d'autres. Edmunston possède depuis deux ans une troupe de théâtre La Société d'Art Dramatique, dirigée par le Docteur Guy Savoie. Avec le souci d'un travail soigné et fini, elle n'a présenté jusqu'ici que deux pièces théâtrales, mais a déjà acquis une renommée dans tout le Nouveau-Brunswick et même à l'extérieur. Cette année, elle présentait au Festival du Théâtre provincial, au Playhouse de Frédéricton, "Les Fourberies de Scapin" qui lui ont mérité les éloges des juges. Si cette troupe maintient son souci de perfection, elle est promise à de grands succès et à un grand rayonnement aux Maritimes.

On peut dire que le théâtre jouit d'une longue tradition en Acadie. Le collège de Saint-Joseph, dès ses débuts, présentait chaque année des pièces, jouées par les élèves, qui constituaient des événements et attiraient la population de toute la région et même de plus loin. Les collèges de Bathurst, de la Pointe-de-l'Eglise, et dernièrement de Saint-Louis et de Notre-Dame d'Acadie, continuent eux aussi de jouer des pièces de théâtre qui connaissent à peu près

le même succès. On choisit des pièces difficiles, souvent classiques. Récemment, au printemps de 1965, les étudiantes de Notre-Dame d'Acadie et les étudiants de l'Université de Moncton présentaient brillamment, à Moncton, "La Leçon" et "La cantatrice chauve" de Ionesco. Leur goût du fini et le talent des acteurs permettent à ces jeunes troupes de remporter la palme aux Festivals ou d'y faire bonne figure. Les Acadiens semblent réellement doués pour le théâtre. Seule l'occasion leur manque pour développer ce talent. Même dans les paroisses rurales il arrivait souvent à des troupes improvisées de jouer des pièces avec un succès étonnant quand on considère l'absence totale de préparation technique de ces gens. A Chéticamp, par exemple, on a joué pendant plusieurs années des pièces de théâtre classique. Ces pièces, jouées vers la fin du mois d'Août, étaient préparées et exécutées par les collégiens en vacances, aidés des instituteurs et institutrices et même d'humbles pêcheurs. Molière était à l'honneur chaque année et joué avec un succès extraordinaire puisqu'il remplissait la grande salle paroissiale à plusieurs reprises et amusait follement les gens.

De nombreuses écoles présentent chaque année un "concert" où ne manque jamais la pièce de théâtre. On joue encore ici et là, à l'occasion, des pièces de théâtre dans les salles paroissiales. On organise même des séances avec des pièces de création locale, comme à Sainte-Anne-du-Bocage et à Chéticamp. Mais si ces spectacles ont de la spontanéité et de la couleur locale, ils manquent de maturité et ne sont souvent que des improvisations paresseuses. La radio et la télévision fournissent des divertissements faciles; on ne veut plus fournir l'effort d'une préparation longue et soignée à des pièces de théâtre qui en vaudraient la peine. Et c'est malheureux.

Les Acadiens aiment le théâtre. Avec un peu de publicité, une pièce de théâtre bien préparée est toujours assurée de remplir les salles. La Société d'Art Dramatique à Edmunston a joué "Les Fourberies de Scapin" devant un auditoire de 3.000 personnes. Les troupes sérieuses qui nous viennent de Montréal de temps à autre sont certaines d'un grand succès à Moncton, Bathurst, et Edmunston. Il est significatif que dans l'espace de quelques mois on a joué, à Moncton, Polyeucte, par une troupe du Centre Dramatique du Conservatoire de Montréal, L'Annonce faite à Marie, par une troupe de France, La Leçon et La Cantatrice chauve, d'Ionesco, par les Universitaires de Moncton. Et les salles étaient remplies.

Jusqu'ici, peu de pièces théâtrales ont été composées par des Acadiens ou pour l'Acadie. Le Père G.B. Jégo, Eudiste, a publié Le Drame du peuple acadien (1931), le Père Laurent Tremblay, o.m.i. a composé des pageants à l'occasion du Bicentenaire de la Déportation, mais seule Antonine Maillet (Sr. Marie-Grégoire) a composé des pièces théâtrales d'une valeur signalée. Deux de ses compositions lui ont mérité le trophée d'art dramatique dans les concours nationaux pour les meilleures pièces canadiennes. Entr'Acte et Poire-Acre ont gagné le prix du Festival Dramatique National en 1957 et, en 1960, Les jeux d'enfants sont faits lui a mérité l'un des quatre prix décernés par le Conseil des Arts pour la meilleure pièce du Canada. (14)

D - La Musique et le Chant - Le secteur artistique dans lequel les Acadiens se sont le plus signalés est sans contredit le domaine musical. Les artistes et les chorales y ont brillé et y brillent encore.

Les Acadiens ont toujours aimé la musique et le chant. Comme nous le disions à propos du folklore, le nombre est étonnant d'Acadiens qui possèdent de belles voix et que l'étude aurait pu conduire à de grands succès. Dans tous les villages, le chant fut toujours à l'honneur. Nombreuses étaient les familles qui possédaient un harmonium sur lequel tout le monde jouait par oreille, et autour duquel on se rassemblait avec les voisins pour chanter les cantiques et les chansons du terroir durant les veillées. Au retour de l'exil, les chantres d'église avaient appris la note du plain-chant des premiers missionnaires de passage, et cette connaissance s'est transmise jusqu'à nos jours, en passant par le grégorien, après les directives de Pie X. Au retour de la messe du dimanche, le chant d'église faisait l'objet de commentaires autant et plus même que le sermon du curé. Quand le meilleur chantre entonnait un cantique ou chantait en solo, tout le monde dans l'église était saisi d'émotion. Ce goût du chant demeure encore. Le Poste CBAF de Moncton a organisé des programmes de "Soirées Acadiennes" enregistrées dans les familles. A ces soirées, dans chacune des paroisses où l'équipe se transportait, la maison se remplissait à craquer et tout le monde ne pouvait entrer. Ces émissions hebdomadaires, qui durèrent trois ans, furent les plus suivies des programmes de CBAF par toutes les classes de la société acadienne. La chanson et la musique y dominaient.

Autrefois, les Acadiens trouvaient peu de chance de cultiver leurs talents. Seuls quelques-uns y sont parvenus et encore grâce à des circonstances excep-

tionnelles. Anna Malenfant est née à Shédiac. Si elle est devenue une cantatrice célèbre, n'est-ce pas parce qu'elle a quitté les Maritimes toute jeune pour être placées dans un couvent de France ? C'est là qu'on a découvert son talent; ce qui lui a permis de parcourir une carrière brillante.

Arthur Le Blanc, né à Saint-Anselme, violoniste de réputation mondiale, ne serait pas parvenu à la gloire sans doute si, durant ses études classiques, une famille canadienne-française ne l'avait découvert et ne s'était faite son mécène, en lui fournissant l'occasion et les moyens de perfectionner son art. Après des études en Europe, il y a donné des récitals ainsi qu'au Canada, qui lui ont valu une renommée internationale. Mais la maladie est venue interrompre une si belle carrière artistique. Depuis, on a réussi avec beaucoup de difficultés à lui faire enregistrer deux disques où figurent, avec les oeuvres des plus grands auteurs, les siennes propres.

Robert Savoie, fils de Francis Savoie de Lamèque, est né à Montréal. Descendant d'une famille de bons chanteurs, il a hérité d'une belle voix de baryton qu'il a pu cultiver à Montréal et, par des études subséquentes, avec les meilleurs maîtres d'Italie. Il est actuellement engagé à plein temps à l'Opéra de Covent Garden à Londres, l'un des plus importants du monde, où rêvent d'arriver tous les grands artistes. Un de ses frères, pianiste, vient d'achever ses études à Vienne et sa carrière s'annonce également brillante.

Une autre étoile acadienne, encore toute jeune, est Gloria Richard. Elle est née à Bouctouche, N.-B. Après ses études classiques au collège Notre-Dame d'Acadie, elle a poursuivi sa formation artistique à l'école Vincent d'Indy à Montréal où elle a obtenu son baccalauréat et sa maîtrise en musique de l'Université de Montréal. Depuis lors, elle n'a connu que des succès grandissants. Elle a donné une série de récitals à travers le Canada avec les Jeunesses Musicales. En 1962, elle remportait la palme au concours national organisé par Radio-Canada : The Singing Stars of tomorrow, et au concours des Jeunesses Musicales de 1963. Elle avait déjà remporté le Premier Prix aux Festivals provinciaux de musique du Nouveau-Brunswick en 1957, 1958 et 1960, de Toronto, et de Québec en 1961. Au mois de mars dernier, elle fut choisie semi-finaliste aux auditions de l'Opéra Métropolitain de New-York parmi les 600 à 800 concurrents venus de tous les coins de l'Amérique. En avril 1965, elle chantait le rôle de soprano dans la "Passion de Saint-Mathieu", à la Place des Arts à

Montréal, accompagnée de la Chorale Bach de Montréal. Depuis quelques années, on a pu l'entendre chanter avec accompagnement d'orchestres tels que l'Orchestre Symphonique de Montréal, ceux de Toronto, de Québec, d'Halifax ainsi que du Nouveau-Brunswick. "De plus, elle a donné de nombreux récitals et elle a joué "des rôles d'opéra importants à la radio et à la télévision tant sur les "réseaux internationaux que sur les réseaux nationaux".(15)

Le Ministre Irwin, de l'Education du Nouveau-Brunswick, vient d'annoncer la nomination de Gloria Richard à la direction de l'enseignement de la musique dans les écoles du Nouveau-Brunswick.

Laura Gaudet, de Hartford, Conn., a donné plusieurs récitals tant aux Etats-Unis qu'au Canada. Son répertoire se composait surtout de chants folkloriques acadiens avec accompagnement de sa composition. Germaine Le Blanc et sa soeur Marguerite, de Moncton, possédaient des voix charmantes et cultivées qui promettaient beaucoup. Après quelques années de succès vers 1945, elles cessèrent toute activité artistique, l'une par un mal de gorge et l'autre pour se marier. Plusieurs cantatrices ont fait de même.

Mais d'autres artistes continuent de surgir. Edith Butler est une Acadienne de Paquetville, N.-B.. On a découvert son talent durant ses études au collège Notre-Dame d'Acadie. C'est une artiste toute vibrante, à la voix douce et chaude, qui met l'accent sur le folklore acadien dont elle comprend la richesse. Elle a déjà donné des récitals à Moncton, à l'admiration de tous, et le premier juillet 1965, elle fut choisie pour représenter l'Acadie à l'émission "Mosaïque Canadienne" présentée sur la Colline Parlementaire d'Ottawa. Elle a déjà participé à plusieurs émissions de radio et de télévision à travers la province, de même que sur le réseau national au programme "Fête au village". Agée de 23 ans, elle est promise à un brillant avenir.

Et d'autres artistes continuent de monter : Jean-Guy Breau de Néguaac, clarinettiste; Roland Richard, de Rogersville, qui a déjà participé à l'enregistrement de disques, poursuit ses études de chant à l'école Vincent d'Indy à Montréal; Mathieu Duguay, de Lamèque, y étudie l'orgue et le piano. Au festival de musique du Nouveau-Brunswick de 1965, sur dix concurrents, cinq ou six jeunes Acadiens se méritaient des bourses du Ministère de la Jeunesse et du Bien-Etre : Roland Richard, de Rogersville; Adrienne Richard, de Grand-Sault, pianiste; Annette Poirier, de Fredericton, pianiste qui étudie à l'école Vin-

cent d'Indy; Odette Lavoie, d'Edmunston, pianiste étudiante au Conservatoire Royal de Musique à Toronto; enfin, Philippe Gaudet, de Moncton, pianiste, fut choisi comme l'Etoile du Festival pour la deuxième fois.

Nos festivals de musique provinciaux, qui existent depuis 28 ans au Nouveau Brunswick, et les chorales acadiennes, nombreuses et de belle qualité, sont des écoles où se découvrent et se développent de multiples talents.

Ces festivals de musique, qui ont lieu chaque année, se tiennent d'abord sur le plan local, ensuite sur le plan régional où se présentent les meilleurs artistes du secteur, puis finissent par un festival provincial où concourent les gagnants des plus hautes notes des festivals régionaux. En 1965, il y avait plus de 3000 participants au seul festival régional de Bathurst (16). Les chorales, dont les participants ont dix-sept ans et plus, peuvent gagner le trophée Lincoln décerné à la meilleure chorale du Canada affiliée à la Fédération Canadienne des Festivals de Musique. Ce trophée est accordé par la Cité de Lincoln en Angleterre et les juges du concours sont des musiciens britanniques renommés qui assistent aux festivals canadiens de musique. Il y a aussi le trophée George S. Mathieson pour la meilleure chorale canadienne junior (dix-sept ans et moins). Les Acadiens participent largement à ces festivals. Leurs artistes et leurs chorales y remportent des victoires nombreuses et éclatantes.

E - Les chorales acadiennes - Depuis longtemps plusieurs paroisses acadiennes se glorifiaient de posséder des chorales d'église qui ne manquaient pas de renommée. Celle de Lamèque, organisée par le jersiais catholique Sormany, fut célèbre; celle de Chéticamp aussi et d'autres. Dès que les écoles et les maisons d'enseignement s'organisèrent, les chorales y furent à l'honneur. Les collèges classiques se sont toujours fait un point d'orgueil de cultiver le chant et de posséder de bonnes chorales. Celle du collège Saint-Joseph eut comme directeurs des musiciens remarquables et connut des heures de célébrité. Plus récemment, elle a connu un renouveau de gloire sous la direction du Père Léandre Brault, c.s.c. Avec un souci du fini, des nuances et de l'expression, le Père Brault a conduit sa chorale vers les sommets. Encouragée par M. Button, du Poste anglais CBA de Moncton, elle commença à se faire valoir sur les ondes de ce poste. Puis elle a participé aux festivals de musique. Quatre fois, en 1951 sous la direction du Père Brault, et en 1956, 1957 et 1958 sous la direc-

tion du Père Neil Michaud, elle a gagné le trophée Lincoln pour la meilleure chorale adulte du Canada. Elle a donné des concerts à travers tout le pays, même en Angleterre et en France. Au Festival International de Llangollen, au pays de Galles, en 1951, elle gagna le Premier Prix pour chants folkloriques et le Deuxième Prix pour chorales de voix d'hommes. Encore cette année 1965, si elle n'a pas décroché le trophée Lincoln elle a quand même gagné le premier prix des chorales masculines.

La chorale du collège féminin Notre-Dame d'Acadie, sous la direction de Sr. Marie-Lucienne, a remporté le même trophée Lincoln en 1952, 1954, 1955, 1962 et encore cette année 1965. Mentionnons qu'une fois, en 1962, la chorale victorieuse, dirigée par la même religieuse, était mixte, c'est-à-dire composée des élèves du collège Notre-Dame d'Acadie et de ceux de l'Université de Moncton.

Cette chorale féminine a aussi parcouru tout le pays pour donner des concerts et en même temps porter un magnifique témoignage de survivance acadienne. En plus de plusieurs émissions à la radio et à la télévision, elle a participé à la foire canadienne de Toronto et pris part, en 1955, aux fêtes de la Saint-Jean-Baptiste de Montréal.

Le collège de Bathurst possède aussi une chorale de même calibre. Elle aussi a remporté une fois le trophée Lincoln. Une autre chorale "Les Copains", composée d'élèves du collège et de personnes de l'extérieur, approche les précédentes par sa qualité.

Le trophée Lincoln fut fondé en 1949. Trois chorales acadiennes ont donc remporté dix fois sur seize le trophée national sur toutes les autres chorales du Canada. C'est un honneur significatif pour ces chorales et pour l'Acadie.

D'autres chorales acadiennes font également honneur à l'Acadie. La chorale féminine de l'école de Lamèque ne le cède en rien aux trois précédentes. Si elle n'a pas gagné de trophée, c'est qu'elle n'a sans doute pas pu concourir pour le trophée Lincoln qui se donne aux chorales d'enfants de moins de 17 ans. La chorale de Lamèque chevauche sur les deux âges. Elle a atteint une perfection extraordinaire qui en fait l'une des meilleures, sinon la meilleure chorale acadienne actuelle. Dirigée par une religieuse de Jésus-Marie, elle a déjà participé à des émissions télévisées et radiophoniques de Montréal et sur la Colline Parlementaire d'Ottawa, pour la fête du Canada.

Cette année 1965, la chorale "Coeur-Joie" de l'école Lang, de Drummond, a remporté le trophée George S. Mathieson pour la meilleure chorale junior du Canada. C'est la première fois que ce trophée est gagné par une chorale du Nouveau-Brunswick. Cette chorale, toute jeune encore, ne participait au festival de musique que pour la deuxième fois. Une autre chorale, celle des filles de l'Ecole Beauséjour, de Moncton, s'est méritée le titre de "l'Etoile du Festival" cette année. Et ce ne sont que les chorales les plus en vedette. Il y en a une foule d'autres qui, comme la chorale du Mascaret, de Moncton, sans avoir le même succès cette année, pourront un moment donné remporter la palme.

La musique instrumentale est aussi à l'honneur. Chaque collège classique masculin possède son orchestre depuis longtemps. Des écoles paroissiales en bon nombre sont munies d'une fanfare. Dans la seule ville d'Edmundston, relativement petite, n'y avait-il pas dans un passé récent une demi-douzaine de fanfares ? Peut-être existent-elles encore.

Les Jeunesses Musicales ont des groupes bien organisés et bien vivants à Moncton, Bathurst et Edmundston, et les concerts sont bien suivis.

A Moncton, existe un groupe mixte de folklore composé d'Anglais et de Français, qui travaillent ensemble dans une belle harmonie et qui donnent des concerts où figure le folklore des deux groupes ethniques. Melle Manny organise chaque année à Newcastle un festival de musique folklorique où les participants français sont aussi nombreux que les Anglais.

La musique est donc un point aux Maritimes où les Acadiens ne sont pas retardataires, mais où ils dominent royalement. Au festival de musique de la province du Nouveau-Brunswick cette année (1965), eux qui ne sont que 38 % ont remporté 64 % des prix et les principaux trophées. C'est donc à eux que s'adressaient en bonne partie les louanges des juges du festival provincial cette année : "Vous pouvez être fiers de votre province... Une très grande qualité de chant... Ce n'est que de l'excellent... Nous avons été de surprise en "surprise". (17)

1.4 - LES LETTRES EN ACADIE

On ne pouvait s'attendre à ce que les Acadiens produisent quoi que ce soit dans le domaine littéraire avant que les collèges classiques, fondés en terre acadienne à la fin du siècle dernier, ne donnent des résultats. Or, le collège le plus ancien, celui de Saint-Joseph, ne débuta qu'en 1864, et les autres, celui de Bathurst et celui de la Pointe-de-l'Eglise qu'après 1890, celui de Saint-Louis en 1943.

Aussi, "avant 1900, écrit Emery Le Blanc (18), on compte douze volumes "publiés par des Acadiens. De 1900 à 1925, nous pouvons dénombrer 80 publications. De 1925 à 1950, nous en relevons 150. Et depuis 1950, nous avons "chaque année de nombreuses publications". Nous ne voulons pas parler ici de tout ce qui s'est publié en Acadie ou par des Acadiens. Beaucoup de publications d'ailleurs, même si leurs auteurs peuvent avoir du mérite, ont la forme de brochures et sont de mince valeur. Nous ne voulons donc signaler que les principales oeuvres et leurs auteurs, en les groupant par genres.

A - L'Histoire - C'est un fait sociologique que les premiers écrits d'un peuple traitent d'abord de l'histoire. Aussi, les Acadiens, qui en sont encore à leurs débuts dans les lettres, possèdent une littérature plus abondante en histoire que dans tous les autres genres réunis. Le cas se comprend d'autant plus ici que l'histoire des Acadiens est particulièrement tragique et ne pouvait pas ne pas tenter ses écrivains.

L'historien acadien le plus connu et le plus prolifique est certainement le Frère Antoine Bernard c.s.v. Né à Maria, en Gaspésie, en 1890, il manifesta encore très jeune un talent littéraire remarquable. Devenu docteur ès-Lettres de l'Université de Montréal et chargé de la chaire d'Histoire acadienne à cette même Université, il a écrit six volumes sur l'histoire des Acadiens des Maritimes : Histoire de la Survivance Acadienne, en 1935, Le Drame Acadien, en 1936, L'Acadie Vivante, en 1945, La Renaissance Acadienne, en 1949. Le premier de ces volumes fut couronné par l'Académie Française. Le Frère Bernard a publié plusieurs autres oeuvres importantes comme Les Acadiens de la Louisianne, La Gaspésie au Soleil, également couronné par l'Académie Française. C'est un écrivain fécond, au style coulant, un peu ampoulé parfois,

qui a le plus contribué à vulgariser l'histoire du peuple acadien. Ses oeuvres se trouvent dans toutes les bibliothèques des institutions acadiennes, et les instituteurs et institutrices qui veulent parler de leur histoire aux élèves acadiens recourent à ses volumes.

Avant le Frère Bernard, plusieurs Acadiens avaient déjà écrit sur différents points de l'histoire acadienne. Mais seul l'un d'entre eux, Edouard Richard, avait écrit un ouvrage important sur l'histoire complète des Acadiens, qui parut d'abord en traduction anglaise sous le titre Acadia, Missing Links of a lost chapter, à New-York, en 1895, et fut ensuite édité en français avec des annotations par Henri d'Arles, sous le titre Acadie, Reconstitution d'un chapitre perdu de l'histoire d'Amérique, en 3 volumes, Québec et Boston, 1916-1921.

M. Placide Gaudet, employé aux Archives Nationales à Ottawa, prépara en 1905 un volumineux recueil de documents sur l'histoire acadienne, publié par les Archives du Canada. Il rédigea ensuite lui-même une brochure très dense sur Le Grand dérangement. Il accumula durant toute sa vie une foule de documents d'archives, de notes sur la généalogie et la petite histoire, tirées de la tradition orale. Il publia, dans les journaux et les revues du Nouveau-Brunswick et de Québec, de longs et nombreux articles historiques qui mériteraient une réédition. Enfin, pour tout dire, l'oeuvre de Placide Gaudet forme une source documentaire que tout auteur qui traite d'histoire acadienne doit consulter.

Le sénateur Pascal Poirier, condisciple de Placide Gaudet parmi les premiers élèves du collège Saint-Joseph, demeure le meilleur écrivain parmi les auteurs qui ont reçu leur éducation en Acadie. Il a écrit une douzaine de volumes ou brochures. En histoire proprement dite, il a publié en 1874 L'Origine des Acadiens, pour prouver, à la suite d'une polémique, que les Acadiens n'avaient pas de sang indien dans les veines. En 1909, paraissait Des Acadiens déportés à Boston en 1755. Membre de la Société Royale du Canada, il en fut pendant quelques années président de la section française. (19)

Un autre bon écrivain de la même époque fut le Père Philias Bourgeois c.s.c. En plus de nombreux articles publiés sous un pseudonyme dans L'Évangéline, il a publié huit volumes ou brochures comme Longfellow et son oeuvre, Panegyrique de l'Abbé Sigogne, etc. Son Histoire du Canada fut longtemps en usage comme manuel dans les écoles du Nouveau-Brunswick.

Un Acadien par sa mère, dont le père était d'origine française (20), John F. Herbin, de Grand-Pré, a écrit plusieurs volumes en anglais sur Grand-Pré : History of Grand-Pré (1898), The Heir to Grand-Pré, The Marshlands, plusieurs fois réédités.

En 1917, le docteur Edmond D. Aucoin, natif de Chéticamp et dentiste à Montréal, publiait une brochure de 46 pages intitulée : Le Pays d'Évangéline. La même année, il lança la Revue Acadienne mensuelle qu'il voulait historique et littéraire. Elle dura deux ans. C'est lui enfin qui fonda la chaire d'histoire acadienne à l'Université de Montréal en 1920 (21).

Plusieurs Acadiens se sont intéressés à l'histoire de leurs régions. En 1920, l'abbé Thomas Albert publiait Histoire du Madawaska, un volume de 448 pages, retraçant d'une façon alerte la vie et les misères des pionniers, le développement progressif de cette région particulière qu'on surnomme la "République du Madawaska".

M. J.-Henri Blanchard, de l'Île du Prince-Édouard, malgré une éducation française assez élémentaire, a quand même le grand mérite d'avoir publié trois volumes d'histoire en français : L'Histoire des Acadiens de l'Île du Prince-Édouard (1927), Rustico, une paroisse acadienne (1938) et Les Acadiens de l'Île du Prince-Édouard (1956). Enfin, en 1964, malgré son âge avancé, pour présenter les Acadiens aux Anglais, il éditait The Acadians of Prince Edward Island, qui est son meilleur ouvrage.

En 1905, le Père P.M. Dagnand c.j.m. publiait Les Français du Sud-Ouest de la Nouvelle-Ecosse. Originaire de cette même région, un autre auteur, M. Léandre d'Entremont, livrait le fruit de ses études sur le coin de ses ancêtres : The Baronnie de Pombcoup and The Acadians (1931) et The Fort of Cape Sable (1938).

Les Îles-de-la-Madeleine ont aussi obtenu leur historien, M. Paul Hubert. Natif des Îles et inspecteur d'écoles à Rimouski, il publia en 1926 : Les Îles-de-la-Madeleine et les Madelinots, un travail bien écrit et bien documenté.

Un autre Acadien de la Gaspésie, M. Bona Arsenault, a fait oeuvre d'historien dans le domaine spécial de la généalogie. En 1955, il lançait son premier ouvrage : L'Acadie des ancêtres, augmenté et réédité récemment en deux volumes : Histoire et Généalogie des Acadiens, Québec 1965. Après Placide Gaudet, personne n'avait poussé aussi loin l'étude des généalogies acadiennes, et M. Arse-

neault est le premier à mettre entre les mains des Acadiens un instrument qui permettra à qui le voudra de dresser facilement la lignée de ses ancêtres.

Un abrégé d'histoire acadienne : Les Acadiens, par Emery Le Blanc, a vu le jour en 1965. C'est une vulgarisation écrite trop vite mais qui n'en est pas moins un instrument utile de consultation sur tous les aspects de la vie acadienne à travers l'histoire.

Puis viennent les monographies locales ou paroissiales. La plus importante et la mieux faite est celle du Père Anselme Chiasson o.f.m.cap. : Chéticamp, Histoire et Traditions Acadiennes (1961). C'est l'histoire des Acadiens de la partie Ouest du Cap-Breton. C'est en même temps une étude sur la vie, les traditions, les moeurs des Acadiens, qui a valu à l'auteur le Prix Champlain et le Deuxième Prix du Ministère des Affaires Culturelles de la province de Québec, dans la catégorie des sciences sociales, et une critique élogieuse dans les revues de Québec et même de France.

L'Histoire de Saint-Louis de Kent, par M. Cyriaque Daigle, publiée en 1948 est aussi très intéressante parce qu'elle fait vivre sous nos yeux une paroisse acadienne. Le même auteur a également écrit Les Anciens Missionnaires d'Acadie.

Melle Marguerite Michaud présentait, en 1947, une thèse à l'Université de Montréal pour son doctorat ès-Lettres. Le sujet de sa thèse était La Reconstitution française au Nouveau-Brunswick, Bouctouche paroisse-type. Cette thèse, retouchée, parut en volume en 1955 sous le même titre.

D'autres monographies paroissiales nombreuses, mais de moindre importance, ont vu le jour. On ne saurait les mentionner toutes. En voici quelques-unes : A l'ombre du Petit-Rocher, par le Père Camille o.c.r.; Cocagne, par le Père Désiré F. Léger; Tracadie et Lamèque, par le Père Edmond Ouellet; Kedgwick, par M. Alexandre G. Savoie, etc. M. Onésiphore Turgeon, dans son oeuvre publiée en 1928 sous forme de Mémoires, donne son appréciation sur la vie politique en Acadie. L'histoire généalogique de la famille Michel Haché-Gallant fut le fruit, en 1958, d'un long travail de recherches de l'abbé Patrice Gallant, de Rimouski. C'est un premier tome qui en annonce un autre sur le même sujet. Enfin, en 1933, le sénateur Antoine Léger publiait Les Grandes Lignes de l'histoire de la Société l'Assomption.

B - Les Biographies - Si plus de vingt Acadiens ont écrit sur quelque sujet d'histoire, beaucoup moins nombreux sont ceux qui ont osé se lancer dans la biographie, qui pourtant relève aussi de l'histoire. Le premier auteur à le faire fut le Père P.M. Dagnaud dont le livre Les Français du Sud-Ouest de la Nouvelle-Ecosse (1905) est aussi une biographie de l'abbé Jean-Mandé Sigogne, le grand apôtre de la Baie Sainte-Marie et du Cap-Sable de 1799 à 1844.

Le Père Philias Bourgeois, c.s.c., a publié La Vie de l'abbé François-Xavier Lafrance, fondateur du collège de Memramcook. Dans ce volume, en plus de la biographie du héros, on trouve un peu l'histoire religieuse de l'Ile du Prince-Edouard et du Nouveau-Brunswick. L'auteur parle des coutumes acadiennes, du parler acadien, etc. Il possède une érudition surprenante et son livre est bien écrit. Malheureusement, la maladie vint interrompre son travail et la dernière partie n'est qu'une ébauche de ce que l'auteur voulait y mettre.

Le Père Lefebvre et l'Acadie, écrit en 1898 par Pascal Poirier, est une oeuvre de reconnaissance envers celui qui sauva l'oeuvre de l'abbé Lafrance et relança le collège Saint-Joseph, dont l'auteur fut un des premiers élèves.

Un autre volume, la Vie de l'abbé Bourg (1921) est l'oeuvre de l'abbé Arthur Melanson, le futur archevêque de Moncton. C'est la vie du premier prêtre acadien qui devint, après la dispersion, le grand vicaire de l'Acadie.

Une brochure sur la Vie du Père F.X.J. Michaud, grand curé, bâtisseur et organisateur, est l'oeuvre d'une de ses petites nièces, Melle Marguerite Michaud.

Et c'est tout comme biographies écrites par des Acadiens. Pourtant, de grandes figures, de véritables héros comme Pascal Poirier, qui ont tant fait et au prix des plus grands sacrifices pour la cause acadienne, devraient tenter la plume de tout écrivain acadien.

C - Les Romans - Si on se limite aux romans écrits par les Acadiens des Maritimes, on en comptera tout au plus une dizaine, et là-dessus il n'y en a pas quatre qui présentent une valeur littéraire. Le sénateur Antoine Léger fut le premier à oser se lancer dans ce genre. Il écrivit Elle et Lui, puis Fleur d'Acadie, deux romans historiques dont les bonnes intentions ne rachètent pas les déficiences littéraires. Ces deux volumes, avec l'histoire de la Société

l'Assomption, valurent pourtant à leur auteur son admission à la Société Royale du Canada.

Un jeune Acadien, natif de Petit-Rocher, Daniel Boudreau, a écrit son premier roman à seize ans : Les deux amours (1948), puis un autre en 1950 : L'Enfant noir. Comme il écrivait sous le nom de plume de Donat Coste, peu de gens savent qu'il était acadien. Malheureusement, cet auteur prometteur est mort tout jeune.

De la Baie Sainte-Marie, un instituteur, Alphonse Deveau, s'est essayé à écrire deux romans : Le Chef des Acadiens et le Journal de Cécile Murat (1961), tous deux assez maladroits.

La meilleure oeuvre romancée de la littérature acadienne est incontestablement Pointe-aux-Coques, d'Antonine Maillet. D'un style simple et vivant, sans surcharges ni déficiences, ce roman qui décrit la vie d'une institutrice dans un village acadien, possède une belle unité dans un élan continu. Il a mérité à l'auteur de gagner le Prix Champlain. Un deuxième roman du même auteur : On a mangé la dune, publié en 1963, qui décrit le monde merveilleux et enchanté des enfants, a été l'objet de critiques fort élogieuses. Antonine Maillet n'est autre que Sr. Marie-Grégoire, des Religieuses de Notre-Dame du Sacré-Coeur. On se rappelle le succès qu'elle a déjà remporté comme auteur dramatique avec deux pièces primées. Encore jeune, Antonine Maillet, qui continue de se perfectionner, nous réserve sans doute d'autres oeuvres littéraires de qualité.

D - Récits de voyages et nouvelles - Nous trouvons en Acadie quelques récits de voyages comme le Voyage aux Iles-de-la-Madeleine, de Pascal Poirier et le Quatrième Livre de Lecture Française, du Père Dagnaud c.j.m., qui raconte un voyage à travers le Canada et servit longtemps de manuel dans les classes françaises de la Nouvelle-Ecosse et du Nouveau-Brunswick. L'abbé Fernand Ouellet, parti pour les missions d'Afrique durant la dernière Grande Guerre et fait prisonnier par les Allemands, a publié Un Acadien Errant où il raconte les épisodes de sa captivité.

Le plus intéressant recueil de nouvelles en Acadie est d'Emery Le Blanc, Les Entretiens du village, préparé d'abord comme causeries à la radio. Chaque

chapitre raconte un fait intéressant de la petite histoire ou de la légende. Ce livre, qui aurait pu être l'un des meilleurs de la littérature acadienne, fut malheureusement écrit très vite. Il se lit bien, mais la négligence de la composition et du style empêchent de le considérer comme une oeuvre achevée.

E - La Poésie - Le premier Acadien à faire gémir les muses fut sans doute le sénateur Pascal Poirier qui composa quelques poésies pour les journaux ou pour des circonstances particulières.

Parmi les oeuvres de John F. Herbin, de Grand-Pré, on compte un recueil de poésie. Mgr. Stanislas Doucet, grand patriote acadien, a publié en brochures deux poèmes, l'un philosophique et l'autre théologique : The Soul et Emmanuel the living bread. Lyres d'Acadie et Odyssée acadienne sont deux recueils de vers de Mgr Moïse Lanteigne, alors curé de Petit-Rocher. Publiés sans aucune prétention de la part de l'auteur, ces volumes manquent d'originalité et souvent de goût.

Eddy Boudreau, frère de Daniel Boudreau (Donat Coste), de Petit-Rocher, fut atteint d'une maladie mortelle à la fleur de l'âge. Lui qui n'avait aucune instruction, employa ses années de maladie à lire, étudier, apprendre à écrire. Deux volumes en prose rythmée nous ont livré le fruit de ses courageux efforts : La Vie en Croix (1947) et Vers le Triomphe (1950). On y trouve de la force et du style.

L'Acadie eut un poète patriotique dans la personne de l'abbé Napoléon Landry. Ses deux recueils, Poèmes de mon pays (1949) et Poèmes Acadiens (1950) lui ont valu les lauriers de l'Académie des Jeux Floraux de Lyon en 1951 et de recevoir le Grand Prix de l'Académie Française en 1955 : témoignages de sympathie plutôt que consécration littéraire. Il chante l'Acadie et ses grands hommes dans une forme laborieuse et surannée, qui emprisonne sa sensibilité mais n'empêche pas tout élan.

Enfin, Ronald Després, domicilié à Ottawa mais natif de Moncton, par les critiques élogieuses qu'il s'est méritées, semble s'être classé parmi les bons poètes de la jeune école du Canada français. Ses poèmes, orchestrations de mots et juxtapositions d'images, ont évidemment dérouté le public acadien. Mais un de ses recueils, Silence à nourrir de sang, s'est vu attribuer le Deuxième Prix de littérature de la province de Québec.

Un recueil de poèmes, édité par la Fédération des Associations Générales des Etudiants des Collèges acadiens, fut lancé à l'occasion de la fin de semaine artistique tenue à Bathurst les 10 et 11 avril 1965. Le choix de poèmes fut établi par M. Jacques Marteaux, professeur à l'Université d'Ottawa, parmi les meilleures oeuvres poétiques des élèves des collèges français des Maritimes. Cette initiative est d'autant plus encourageante qu'elle vient des jeunes et comporte une riche promesse d'avenir ! (22)

F - Essais - Deux Acadiens, deux amis qui ont collaboré étroitement dans leurs écrits, ont publié des études linguistiques. Le plus prolifique des deux fut le sénateur Pascal Poirier avec son volume Le Parler franco-acadien et ses origines, édité en 1928. C'est une oeuvre de 335 pages sur l'origine, la morphologie, la syntaxe, la prononciation et le vocabulaire du parler acadien; longue étude où l'auteur montre, avec preuves à l'appui, que le parler acadien n'est autre que celui de France au XVIIème Siècle, et même des écrivains pré-classiques. C'est un des ouvrages les mieux écrits et le plus important de toute la littérature acadienne. Le même auteur publiait en 1917 : Des Vocables Algonquins, Caraïbes, etc., qui sont entrés dans la langue, une brochure tirée à part des Mémoires de la Société Royale du Canada. Enfin, dans ce même domaine de la linguistique, Pascal Poirier avait préparé un volumineux Glossaire du parler acadien, dont une partie seulement a été publiée en tranches, dans l'Evangéline. Le manuscrit, conservé à l'Université de Moncton, attend encore une édition complète.

Le second Acadien à s'être intéressé au parler des siens fut Hector Carboneau, des Iles-de-la-Madeleine, qui travailla toute sa vie comme traducteur à Ottawa. Il a publié deux brochures, l'une Le Parler des Madelinots, tirée à part des Mémoires de la Société Royale du Canada et l'autre Nos vieilles façons de dire aux Iles-de-la-Madeleine (23). Ces études n'ont pas l'ampleur des oeuvres de Pascal Poirier mais n'en possèdent pas moins une réelle valeur.

Parmi les autres ouvrages qui méritent d'être signalés, la plupart touchent au domaine de l'éducation. Le plus important d'entre eux demeure encore la solide thèse du Père Omer Le Gresley c.j.m., sur L'enseignement du français en Acadie, soutenue et publiée à Paris en 1926. Le sénateur Calixte Savoie a publié deux brochures sur l'éducation au Nouveau-Brunswick; Soeur Marie-Rose

une étude sur Marie dans l'éducation nationale en Acadie (1944). M. Rémi J. Chiasson, après un stage d'études en Angleterre, a livré au public une thèse en anglais, savante et bien faite : Bilingualism in the Schools of Eastern Nova Scotia (1962). Enfin, plus récemment, Melle Chiasson, fille de M. Léandre Chiasson, d'Edmundston, a publié un livre de catéchétique qui lui a valu beaucoup d'éloges, même au Québec.

Sur le thème de la colonisation, l'abbé Arthur Melanson, plus tard évêque de Moncton, publiait en 1916 Pour la Terre et Le Retour à la Terre, dont les titres expriment l'idée maîtresse.

Signalons enfin une thèse de médecine présentée et publiée à Paris, par un jeune médecin acadien, L'endoscopie pérorale (1930), du Dr. Edmond L. Aucoin, mort prématurément en 1931.(24)

G - L'Art oratoire - L'art oratoire entre naturellement dans le domaine de la culture. Si le peuple acadien n'a pas connu son Henri Bourassa, il a quand même eu de grands orateurs parmi les siens. Les Conventions Nationales fournissaient autrefois des occasions propices à ces orateurs pour se faire connaître. Les problèmes étaient sérieux, graves et délicats. Les délégués n'y discourent pas pour s'entendre parler, mais bien pour éclairer les gens, les gagner à l'action ou les amener à prendre des décisions importantes pour la vie nationale des Acadiens. Parmi les disparus, plusieurs noms sont à retenir comme orateurs assez célèbres : Mgr. François-Marcel Richard, le sénateur Pascal Poirier, Sir Pierre A. Landry, le Père Lefebvre, le Père Philias Bourgeois, l'abbé Hubert Girroir, les docteurs D.V. Landry et Lucien Belliveau.

De nos jours, plusieurs Acadiens se classeraient parmi les bons orateurs du Canada. Parmi les meilleurs, nous nommerions le juge Albani Robichaud, l'avocat Adélard Savoie, M. Alexandre Boudreau et Mgr. François Bourgeois.

Et voilà toute la production littéraire des Acadiens. On pourra peut-être trouver qu'elle n'est pas tellement riche, ni en quantité ni en qualité. On doit la considérer tout de même comme surprenante si l'on réfléchit au régime scolaire imposé. Quand on pense que de grands patriotes comme Mgr. Stanislas

Doucet et Rémi Chiasson ne se sentent pas la capacité d'écrire en français les oeuvres qu'ils publient, cela en dit long sur l'éducation reçue par l'ensemble des Acadiens. Ils sont encore rares parmi eux ceux qui savent écrire correctement le français. Il convient plutôt de s'étonner qu'ils aient déjà tant écrit et parfois si bien.

1.5 - LE CINEMA

Le poème d'Evangéline a inspiré un film, dans lequel l'excellente actrice Dolorès Del Rio jouait le rôle de l'héroïne. Cette oeuvre intéresse évidemment l'histoire acadienne, mais c'est une production de cinéastes américains, et les Acadiens n'y prirent aucune part.

Les seules réalisations "locales" consistent en deux courts métrages musicaux, tournés par l'Office National du Film, avec le concours de la chorale de l'Université Saint-Joseph et de quelques étudiants.

Un jeune Acadien de la région de Moncton, Léonard Forest, employé depuis 1953 à ce même Office, comme réalisateur, a dirigé la production d'un bon nombre de films pour le cinéma et la télévision, parmi lesquels deux traitent de sujets régionaux : Les Aboiteaux (1955) et Les Pêcheurs de Pomcoup (1956). Tous deux ont été remarqués et ont mérité des distinctions à leur auteur.

1.6 - BIBLIOTHEQUES ET MUSEES

A - Les Bibliothèques - Quelques livres circulaient autrefois dans les familles, et les personnes qui savaient lire les parcouraient avec avidité. Puis des curés organisèrent ici et là quelques bibliothèques paroissiales. L'abbé Belcourt en ouvrit une à Rustico, vers 1863, et importa de France un bon nombre de volumes. L'abbé Lafrance en avait établi une autre à Memramcook. Plusieurs paroisses en possédèrent aussi à certaines époques. Mais la plupart n'eurent qu'un choix de livres fort restreint, manquèrent de direction compétente et de continuité et finirent par disparaître. Plus tard, des écoles et des institutrices ont doté leurs élèves de petites bibliothèques scolaires; il en subsiste encore beaucoup aujourd'hui.

Dans nos temps modernes, la bibliothèque est devenue un service public indispensable. Les facilités de lecture ne sont malheureusement pas encore suffisamment répandues aux Provinces Maritimes, ni pour les Anglais, ni pour les Français. Les trois provinces possèdent cependant depuis plusieurs années des organisations provinciales de bibliothèques.

La première de nos provinces à en jouir, grâce aux fonds de la Fondation Carnegie, fut l'Ile du Prince-Edouard. Son système de bibliothèques publiques, avec bibliothèque centrale, succursales et bibliobus servit d'expérience-pilote et inspira plusieurs réalisations semblables. Il existe au moins deux succursales dans les centres bilingues : Wellington et Rustico-Sud. Quelques écoles régionales ont aussi leurs bibliothèques particulières : celles de Rustico-Nord, Rustico-Sud, Miscouche, Village-des-Abrams, Egmont-Baie. Celle de Rustico-Sud sert en même temps de bibliothèque publique. Malheureusement, les livres français ne figurent qu'en petit nombre dans toutes ces bibliothèques, et la demande est faible. Le personnel de la Bibliothèque centrale est exclusivement anglais; il ignore les livres de langue française et se préoccupe peu d'en acquérir. Mais si les lecteurs acadiens en demandaient, ils en obtiendraient. C'est à eux de réclamer.

La Nouvelle-Ecosse ne possède pas d'organisation officielle, desservant toute la province. Deux associations régionales dirigent les bibliothèques, l'une de la vallée d'Annapolis, l'autre de l'Ile du Cap-Breton. Les villes de Halifax, Antigonish, etc. ont aussi des bibliothèques, maintenues soit par les villes, soit par des institutions. Dans tous ces milieux à majorité anglophone, la proportion de livres et de lecteurs de langue française est évidemment fort mince. Les seules bibliothèques françaises au service des Acadiens sont, croyons-nous, celles de Chéticamp et du collège Sainte-Anne. A Chéticamp, la bibliothèque est financée par la Commission scolaire, qui paie une bibliothécaire à plein temps, pour les élèves et le public. La province de Québec et la France lui ont déjà fait quelques dons de livres. Le collège Sainte-Anne possède depuis longtemps une bibliothèque pour ses professeurs et étudiants. Mais il a fait accepter récemment, comme projet du Centenaire de la Confédération, le plan d'une bibliothèque régionale, financée à la fois par le collège, la province et le gouvernement fédéral, pour servir aux besoins de toute la population française du Sud de la Nouvelle-Ecosse. Quelques écoles régionales possèdent aussi leurs bibliothèques propres, comme celles de St. Joseph-du-Moine, Clare, Sainte-Anne-du-Ruisseau, etc.

Le Nouveau-Brunswick fut la dernière province à établir un système de bibliothèques publiques. Après une enquête par M. Peter Grossman (25), en 1953, le Gouvernement provincial passait en 1954 une Loi des Bibliothèques, établissant un Service central à Fredericton, pour desservir et organiser toute la province. Dès le début, ce Service s'est montré compréhensif et très large d'esprit. Le directeur eut toujours un assistant ou une assistante de langue française et acquit tout de suite un bon nombre de livres français. La loi prévoyait l'établissement de bibliothèques régionales, pour le bénéfice d'un ou de plusieurs comtés. Les comtés anglais furent les premiers à se prévaloir de cet avantage. Du côté français, seul le comté de Westmorland profite de la Bibliothèque régionale de Moncton.

Cette bibliothèque de Moncton, ouverte en 1957, possède un personnel bilingue dont le directeur était, jusqu'à une date récente, M. Yves Roberge, et une juste part des fonds est affectée à l'achat de livres français. Elle a ouvert des succursales dans des milieux français comme Saint-Joseph, Dieppe et Shédiac. Elle a organisé un service de bibliobus, qui circule dans le comté anglais d'Albert, dans le comté bilingue de Westmorland et bientôt dans le comté français de Kent. Malheureusement, dans les débuts, le nombre de livres français était fort limité, et les Français n'ont pas pris l'habitude de se servir de cette bibliothèque aussi largement que les Anglais. Mais on a depuis procédé à des achats considérables de livres français et leur circulation va en augmentant. Ce système, sauf quelques points auxquels il serait facile de remédier, est tout à fait équitable et satisfaisant. Les parties françaises de la province n'ont qu'à s'organiser et accepter de verser leur contribution pour obtenir la création de bibliothèques dans leurs régions. La ville de Campbellton a présenté en ce sens un projet du Centenaire et va bâtir une bibliothèque de \$150,000, avec succursale à Dalhousie, pour rayonner dans tout le comté de Restigouche. Elle devrait s'ouvrir en 1966.

Il faut aussi mentionner quelques bibliothèques privées, oeuvrant dans des milieux français. Celle de Grand-Sault mérite d'être signalée de façon particulière, à cause de son caractère bilingue reflétant celui de la ville elle-même, et de son succès comme entreprise de coopération anglo-française. Elle fonctionne déjà depuis une vingtaine d'années, financée et maintenue par un groupe de dames bénévoles sous la direction de Melle Anita Lagacé.

Le collège Saint-Joseph a toujours possédé, dès sa fondation, une bibliothèque relativement importante, alimentée d'abord par les dons de l'abbé Lafrance et de plusieurs bienfaiteurs, puis par des achats soutenus. On y a développé une section spécialisée en Histoire acadienne, maintenant transférée à l'Université de Moncton, et comprenant une bonne collection de livres, journaux, cartes et brochures, un fonds de manuscrits et la reproduction sur microfilm de plusieurs grandes séries d'archives.

L'Université de Moncton vient d'inaugurer sur son campus une spacieuse bibliothèque, très moderne, complétée d'un musée et d'une galerie d'art. Le collège de Bathurst projette aussi de construire un nouvel édifice pour recevoir la bibliothèque de ses professeurs et étudiants. La plupart des autres institutions libres ne possèdent que des embryons de bibliothèques, et les écoles régionales des milieux français, de création récente, n'en ont pas encore.

En terminant ce rapide tour d'horizon, il paraît intéressant de se demander à quel degré le goût et l'habitude de la lecture sont répandus chez les Acadiens. C'est une lapalissade de dire que le goût des livres correspond généralement au degré d'instruction, ou du moins à une certaine curiosité intellectuelle éveillée d'ordinaire par l'éducation scolaire ou familiale. En Acadie comme ailleurs, on rencontre fréquemment des gens peu instruits mais d'esprit ouvert et avides d'apprendre, qui dévorent littéralement tous les livres qui leur tombent sous la main. Mais ces cas demeurent des exceptions. De façon générale, avec le bas niveau de l'éducation dans plusieurs régions, il serait bien étonnant que les gens se passionnent de lecture. Ils lisent très peu, même les journaux, et les livres représentent à leurs yeux un luxe totalement inutile. Nous avons souvent entendu des pasteurs, après avoir tenté d'établir des bibliothèques dans leurs milieux, déplorer que "les Acadiens ne lisent pas". Même dans des centres privilégiés comme Moncton, les directeurs et usagers de la bibliothèque, bien au courant de la situation, nous disent que les lecteurs de langue française sont très peu nombreux. Voici, à titre d'illustration, les chiffres précis de la circulation des livres à cette bibliothèque, d'après les rapports annuels du directeur.

Tableau 1 - Circulation des livres à la Bibliothèque régionale
de Moncton

		<u>Livres anglais</u>	<u>Livres français</u>
1958	A Moncton	94,454	2,835
	Bibliobus	13,035	2,170
1959	A Moncton	87,601	9,288
	Bibliobus	24,608	9,540
1960	A Moncton	106,094	17,573
	Bibliobus	48,474	14,114
	Ecoles	65,585	15,599
1961	Moncton	124,509	21,942
	Bibliobus	63,770	29,704
	Ecoles	118,016	55,510
1962	A Moncton	144,190	32,211
	Bibliobus	63,733	34,966
	Ecoles	124,939	72,767
1963	A Moncton	168,575	33,402
	Bibliobus	64,966	36,317
	Ecoles	173,380	103,835
1964	A Moncton	184,287	43,571
	Bibliobus	68,675	33,966
	Ecoles	279,033	91,566

On notera la différence de circulation entre les livres français et les livres anglais. Elle provient, en partie, du fait que le comté d'Albert est presque exclusivement anglais. Mais cela ne suffit pas à expliquer un tel écart. Voici d'ailleurs un tableau comparatif qui permet d'analyser mieux la situation.

Tableau 2 - Comparaison entre la circulation des livres et la population à la bibliothèque régionale de Moncton

	<u>Totale</u>	<u>Anglaise</u>	<u>Française</u>	<u>% français</u>
Population des comtés d'Albert et Westmorland(1961)	106,164	64,807	41,357	39 %
Population de Moncton	10,740	5,592	4,156	39 %
Circulation de livres pour toute la région (1964)	701,098	531,995	169,103	30 %
Circulation de livres pour la ville de Moncton	229,858	184,287	43,571	20 %

La circulation de livres français n'est donc que de 30 % pour une population française de 39 %, et elle n'est que de 20 % à Moncton même. Il semblerait donc, d'après ces chiffres, que les Français de la région lisent moins que les Anglais et que ceux de Moncton, en particulier, lisent la moitié moins.

Mais il faut tenir compte d'un autre facteur dans cette interprétation, celui du bilinguisme ou de l'anglicisation. Beaucoup de lecteurs de langue française lisent des ouvrages de langue anglaise, tandis que fort peu de lecteurs anglais touchent aux livres français. Cette constatation ressort clairement du tableau suivant, montrant la circulation des livres des deux langues dans quelques succursales de villes ou villages dont plusieurs en grande majorité français.

Tableau 3 - Circulation des livres dans quelques succursales de la bibliothèque régionale de Moncton (1964)

		<u>Livres anglais</u>	<u>Livres français</u>
Dieppe	(70 % Fr.)	4,962	5,271
Saint-Joseph	(98 % Fr.) *	1,102	8,175
Shédiac	(86 % Fr.)	4,967	3,483
Dorchester	(90 % Angl.) *	11,124	6
Hopewell Cape	(100 % Angl.)*	1,508	0
Port Elgin	(68 % Angl.)	7,777	93
Sackville	(91 % Angl.)	11,919	144

* Estimations approximatives.

Ces statistiques ne reflètent évidemment qu'une situation locale, mais les mêmes caractéristiques se retrouveraient sûrement ailleurs, et même aggravées, à l'Ile du Prince-Edouard, à la Baie Sainte-Marie et au Cap-Breton (sauf à Chéticamp). Elles indiquent que l'élément français lit moins et lit beaucoup d'ouvrages anglais. Signe d'infériorité et de sujétion culturelles.

Pour redresser la situation, il faudrait une vigoureuse promotion de la lecture française, surtout par les écoles. On a pu remarquer, dans le tableau 1, que la circulation dans les écoles acadiennes de la région de Moncton, pour les quatre dernières années (1961 - 1964), est comparativement beaucoup plus forte que celles de la ville et des succursales, prises séparément. C'est un indice prometteur pour l'avenir car les enfants qui prennent le goût de lire à l'école le garderont probablement à l'âge adulte. Il faudrait aussi des bibliothécaires mieux formées et plus nombreuses. La pénurie de personnel compétent dans cette carrière est générale au Canada.

Depuis une douzaine d'années au moins, plusieurs bibliothèques acadiennes participent à la Semaine du Livre. Au début, seulement un ou deux centres s'en occupaient. Mais, depuis 1963, un mouvement d'ensemble s'est organisé et une dizaine de bibliothèques profitent de cette semaine pour mener une intensive propagande en faveur de la lecture, par des séances publiques, des expositions, etc.

L'Association des Bibliothécaires de langue française du Canada tiendra son prochain congrès à Moncton, en août prochain. Le sujet à l'étude porte précisément sur la planification du développement des bibliothèques de langue française. Cette réunion, et les travaux qui y seront présentés, apporteront sans doute un stimulant aux bibliothèques françaises des Maritimes, qui en ont grand besoin.

Enfin, pour faciliter la lecture, la diffusion des livres par la vente commerciale trouve sa place à côté des bibliothèques. Il est très difficile de se procurer des livres français dans les trois provinces de l'Est, sauf par commandes postales aux marchands de Montréal et Québec. Il n'y existe pratiquement pas de librairies françaises. Quelques essais, tentés autrefois par des particuliers et par l'Evangéline, ont avorté. Quelques collèges seulement possèdent de petits services de vente pour leurs élèves et les amateurs de leur voisinage.

Il faut cependant signaler, dans ce domaine, deux initiatives réussies. La Librairie acadienne, fondée en 1941, sous le patronage de la Société Historique et Littéraire, poursuit depuis 25 ans la diffusion des livres d'enfants, des ouvrages d'histoire et de littérature générale. Elle a contribué à répandre une quantité considérable de livres français dans les institutions et les écoles du Nouveau-Brunswick. Mais elle n'a encore accompli qu'une infime partie de l'oeuvre qu'on en pouvait attendre. Il lui faudrait une direction plus large et plus éclairée, une publicité plus agressive, par les journaux, les catalogues, les bibliographies sélectives et les expositions, une organisation plus dynamique, avec des succursales et des représentants dans les diverses régions.

La Coopérative agricole du Madawaska, de son côté, avait organisé il y a une quinzaine d'années une espèce de librairie mobile en aménageant un autobus à cette fin. Ce magasin-exposition parcourait périodiquement les villages et y séjournait quelques jours pendant lesquels il recevait la visite des institutrices et des écoliers. Les débuts de cette expérience rencontrèrent un étonnant succès. Nous ne savons si cette réussite a continué, mais l'idée mériterait d'être reprise et étendue à toutes les régions francophones.

B - Les Musées - Bien que les Acadiens n'aient pris qu'une part restreinte à la fondation des musées qui existent actuellement, ces institutions intéressent à plus d'un titre leur histoire et leur culture. La Commission fédérale des Sites et Monuments historiques possède et administre cinq musées aux Provinces Maritimes, dont quatre en Nouvelle-Ecosse (L'Habitation Champlain, Annapolis, Grand-Pré, et Louisbourg) et un seul au Nouveau-Brunswick (Fort Beauséjour). L'Ile du Prince-Edouard n'en a aucun. Tous ces endroits ont été intimement mêlés à l'histoire acadienne et quelques-uns d'entre eux, comme l'Habitation Champlain et le Parc de Grand-Pré ne rappellent que des souvenirs français. Pour demeurer simplement objectifs et remplir leur rôle essentiel, ces musées doivent donc accorder une part équitable aux événements historiques qui se sont déroulés dans leur entourage.

En toute justice, il faut reconnaître l'impartialité et la largeur d'esprit des initiateurs de ces musées : le sénateur Mac Lennan pour Louisbourg, le Dr. John C. Webster pour Beauséjour, etc. Nous croyons aussi aux bonnes dispositions du haut personnel fédéral. Ses publications bilingues en donnent

un témoignage. Mais, en pratique, bien que le sous-ministre soit de langue française et qu'un ou deux représentants francophones fassent partie de la Commission, l'esprit dans lequel ces musées sont administrés reflète souvent mal la dualité historique qui a marqué cette partie du pays. Le personnel de recherche est presque totalement anglophone; pour le projet de reconstruction de Louisbourg, par exemple, on a déjà envoyé en voyage d'étude, en France, des personnes qui ne savaient pas un mot de français. Presque partout les affiches et légendes sont unilingues, et les guides ne connaissent que l'anglais. Même au Parc de Grand-Pré, cédé à la Commission par la Société Nationale Acadienne, il a fallu des protestations pour obtenir des guides bilingues. Le Musée de Beauséjour, destiné à commémorer les pionniers de la région, aussi bien Acadiens que Loyalistes, est devenu surtout un musée militaire.

La responsabilité de ces déviations revient souvent à de simples fonctionnaires locaux. Il faut bien admettre aussi que la plupart des musées, situés dans des milieux anglophones et visités par un grand nombre de touristes américains, subissent l'influence de leur clientèle la plus nombreuse. En conséquence, si les Acadiens veulent garder une présence française dans ces musées, ils doivent s'y intéresser très activement, les visiter souvent, y mener leurs enfants et leurs jeunes gens. Mieux encore, puisque les services officiels se désespèrent souvent de ne pouvoir trouver des collaborateurs compétents (archivistes, historiens, muséologues) dont ils ont besoin, pourquoi les Acadiens ne s'efforceraient-ils pas de produire des érudits formés aux disciplines de la recherche historique, capables de collaborer à la bonne marche de ces institutions publiques, et même d'en assumer la direction? Cette forme d'action vaudrait plus que toutes les réclamations.

Le Musée provincial de Saint-Jean, N.-B., fondé par un groupe de mécènes puis remis au gouvernement provincial, possède une "Acadian Room" assez représentative et une très bonne documentation générale, imprimée et manuscrite, tant française qu'anglaise, dans les collections Ganong et Webster. L'ancien conservateur de la section historique, M. George Mc Beath, connaissait fort bien la langue française et avait obtenu un doctorat en Sorbonne. Dans la situation qu'occupe ce musée, à l'extrémité Sud de la province, cette préoccupation de refléter complètement la mentalité de la province était fort louable.

Il manque cependant un musée proprement acadien qui raconterait, par les images et les objets, toute l'histoire du peuple acadien, depuis De Monts

jusqu'à Louis Robichaud, illustrerait leur mode de vie (costumes, mobilier, traditions, etc.) et rappellerait l'existence des groupes dispersés, de la Louisiane jusqu'au Poitou et à Belle-Ile-en-Mer, en France. Quelques timides essais ont été tentés. Le collège Saint-Joseph de Memramcook posséda autrefois un musée assez bien monté pour l'époque; il a péri dans l'incendie du collège, en 1935. Mgr. Melanson avait organisé, dans le soubassement de la cathédrale de Moncton, une "Salle des Souvenirs" où il avait recueilli quelques objets de grande valeur; après lui, l'idée ne connut aucun progrès. Le village de Kedgewick a ouvert récemment un petit musée local. L'Université de Moncton a prévu, dans l'édifice de sa bibliothèque, un vaste espace pour un musée.

L'idée n'en est donc encore qu'à l'état de projets et d'essais. L'organisation d'un véritable musée selon les exigences modernes, qui soit vivant, scientifique et éducatif, et non pas seulement un cimetière de vieux objets miteux et poussiéreux, constitue une grosse entreprise; elle exige des fonds, du temps et surtout des techniciens compétents. On peut toujours essayer de recueillir et conserver les objets historiques, les vieux outils et les meubles anciens dont il se fait chaque année une triste hécatombe; ce serait déjà une bonne oeuvre que de conserver ce riche patrimoine. Le projet d'édifier un village acadien, près de Moncton, présente aussi beaucoup d'attrait, non seulement au point de vue culturel et historique, mais aussi comme propagande touristique. Ces idées, avant de devenir réalités, nécessiteront encore beaucoup d'étude et de maturation...

En somme, la culture artistique, littéraire et historique chez les Acadiens est encore dans l'enfance. Ils ont produit quelques artistes et quelques écrivains, mais ces artistes ont dû aller chercher leur succès à l'extérieur et les grandes oeuvres consacrées aux Acadiens eux-mêmes sont dues à des étrangers : Longfellow, Casgrain, Rameau, Lauvrière, etc. Ils ont obtenu des succès incontestables dans le chant et le théâtre, ce qui montre bien qu'il existe chez eux des aptitudes et des goûts bien marqués pour les arts. Mais ces possibilités ne sont qu'au début de leur développement. L'élite cultivée est encore fort peu nombreuse, le goût de la lecture et de la littérature n'a pas pénétré la masse. Toutes proportions gardées, l'Acadie se trouve dans une situation semblable à celle du Québec avant 1860; elle attend ses historiens, ses poètes, ses sculpteurs et ses peintres.

Les causes de ce retard sont approximativement les mêmes que dans Québec.

La pauvreté et la nécessité, pour le plus grand nombre, de gagner leur pitance quotidienne par des métiers manuels ne leur ont pas laissé jusqu'ici la liberté d'esprit et le loisir de satisfaire à la faim de l'esprit. Par suite des insuffisances du système éducatif, beaucoup n'ont pu acquérir qu'une instruction très élémentaire, et cette carence tronque misérablement leurs chances de s'élever à une véritable culture.

Ajoutez à cela un public restreint et peu compréhensif, dominé par les soucis matériels, et l'on comprendra que cet ensemble ne pouvait former un climat favorable à l'éclosion et au développement d'une vie artistique et littéraire.

Plusieurs de ceux qui ont réussi, par exemple Pascal Poirier et Arthur Le Blanc, l'ont dû à des circonstances exceptionnelles, à des situations ou à des protecteurs qui leur ont permis d'étudier et de se perfectionner. Pour les autres, il faut énormément de courage et de persévérance pour en arriver à pouvoir écrire ou maîtriser un art. On ne peut songer sans admiration à ce vieillard, décédé il y a quelques années, M. Cyriaque Daigle, qui avait dû, pour gagner sa vie, quitter l'école de son village après la sixième année, mais avait continué à étudier par lui-même, s'était constitué l'une des meilleures bibliothèques d'histoire acadienne qui existât alors, et trouva moyen de rédiger plusieurs ouvrages de valeur. Un autre, un jeune celui-là, Eddy Boudreau, apprit les rudiments du style dans son lit d'hôpital. Une autre encore, institutrice aimant à peindre, enseignait toute l'année afin de pouvoir aller suivre des cours de peinture pendant les vacances. A ce rythme, les progrès vont lentement... elle a passé sa vie à apprendre la peinture !

Devant ces difficultés, beaucoup se découragent et souvent même les mieux doués abandonnent, après quelques tentatives infructueuses. Le drame de cette situation c'est précisément le nombre de vocations artistiques et littéraires qui se perdent. Nous avons tous connu plusieurs de ces cas : un jeune sculpteur sur bois, doué d'un grand talent et déjà en possession d'une bonne technique, ne peut vivre de son art et doit l'abandonner pour pratiquer une stupide besogne alimentaire; un jeune dessinateur, plein d'idées et d'imagination, ne restera qu'un griffonneur amateur, parce qu'il n'a pu recevoir une instruction de base. Et combien de finissants et finissantes des collèges et couvents, qui ont des idées et le don d'écrire, pourraient devenir des animateurs par la

plume ou la parole, mais n'écrivent plus après le collège ou l'université. Sans doute, il se produit partout de semblables déperditions de talents. Mais chez un jeune peuple, incertain de son avenir et qui aurait besoin de toutes ses forces intellectuelles pour assurer sa survie, un tel gaspillage équivaut à un lent suicide.

2 - NECESSITE ET MOYENS DE DEVELOPPER LA CULTURE FRANCAISE AUX MARITIMES

Les Acadiens auraient un grand besoin d'artistes, pour créer des oeuvres belles afin de décorer leurs maisons et leurs villages, bâtir des demeures modernes et gaies, aménager les sites et les rivages de façon à en faire des lieux où l'on aime à vivre. Ils ont besoin d'écrivains, de penseurs et de savants de tous genres, journalistes, historiens, sociologues pour étudier leurs problèmes et trouver des solutions, les expliquer à eux-mêmes et les faire connaître, devenir les promoteurs des réformes urgentes dans plusieurs domaines et les animateurs de la vie nationale. Ces hommes, tout comme les économistes et les ingénieurs, sont nécessaires pour rehausser le prestige de leur groupe et montrer que la culture française, dont ils se réclament, est une culture vivante et dynamique, capable de s'adapter et de créer.

Beaucoup d'anglophones réclament aussi des Acadiens un apport culturel à la vie communautaire, et seront les premiers à se réjouir de leurs succès. Pendant de longues années, le Dr. et Mme John C. Webster ont tout fait, au Musée de Saint-Jean et ailleurs, pour encourager le goût de l'histoire et développer l'artisanat chez leurs compatriotes francophones. Les directeurs du Poste CBA, de Moncton, ont vigoureusement encouragé les chorales françaises à leurs débuts, et plusieurs organisations de Saint-Jean, Fredericton et Charlottetown les ont invitées à donner chez elles des concerts. La population de Moncton et de toute la province a été fière des trophées remportés par les troupes locales dans les festivals nationaux et étrangers. Lors d'une audition publique de la Commission sur le Bilinguisme, une dame demandait gentiment à l'élément français d'apporter aux Maritimes un peu de l'humour latin, qui manque terriblement en ce climat de brumes.

Ce besoin général de culture aux Maritimes pose deux impératifs : pour chaque groupe, et pour les Acadiens en particulier, de développer intensément leur culture propre, puis d'établir des échanges enrichissants entre les deux groupes. Il reviendrait aux organismes intéressés d'établir un programme d'action détaillé pour chacun des aspects de cette question. Nous ne pouvons en indiquer ici que les grandes lignes.

2.1 - PAR L'AMELIORATION DE L'ENSEIGNEMENT

Le premier moyen, le moyen spécifique peut-on dire, repose dans l'amélioration de l'enseignement à tous les niveaux. C'est dès l'école primaire qu'il faut donner aux enfants le goût des idées et du beau, par les livres, les images, le chant, les saynètes, la décoration des locaux scolaires. Et souvent, par les enfants, on peut atteindre les parents. Un énorme progrès s'est accompli depuis 20 ans, dans les régions rurales de la province de Québec, par l'action des propagandistes et les concours d'embellissement organisés partout. Les petites écoles de rang, autrefois minables, ont pris un aspect riant; les maisons et les bâtiments de ferme sont peints; on a planté des jardins scolaires et des fleurs autour des habitations. Un mouvement semblable ne serait peut-être pas inutile, au moins dans quelques régions du Nouveau-Brunswick, où la peinture et les fleurs semblent des inconnues, et les arbres, des ennemis.

Dans l'enseignement secondaire, les collèges et couvents ont déjà accompli beaucoup pour le chant, la musique et le théâtre. Les écoles secondaires du secteur officiel s'orientent, depuis plusieurs années, dans le même sens. Il est heureux de voir les principales de ces institutions se doter de bibliothèques modernes. Plusieurs se préoccupent d'histoire de l'art et de discothèques. Il serait souhaitable de voir ces idées se généraliser, de même que la formation intellectuelle et littéraire s'approfondir. Les journaux de collège peuvent aussi fournir un puissant stimulant pour encourager les élèves à écrire. Une collaboration plus étroite entre les professeurs et les étudiants de ces maisons permettrait sans doute une émulation et une collaboration fécondes. Pourquoi l'Evangéline n'aurait-elle pas une "Page des Jeunes" orientée vers les Arts et les Lettres, et rédigée par les jeunes écrivains de demain ?

Au niveau universitaire, il est certain que la création récente de l'Université de Moncton exercera une action puissante sur toute la vie culturelle acadienne. Pour nous en tenir ici à cet aspect de la question, l'Université par ses programmes d'études, par la présence de ses professeurs, par sa liaison avec l'Ecole Normale de langue française et par tous les moyens dont elles disposeront ensemble, stimulera et polarisera l'intelligence acadienne; elle jouera le rôle de cerveau et de centrale énergétique. Déjà elle s'est résolument engagée du côté des arts en se dotant d'une bonne bibliothèque, d'un musée et d'une galerie d'exposition. Elle s'est assuré le concours d'un jeune artiste acadien, Claude Roussel, dont l'action se fait déjà sentir par ses oeuvres, par son enseignement et par ses initiatives. Elle vient d'engager un directeur théâtral, et son maître de chant, le Père Neil Michaud, qui a déjà remporté nombre de succès, rentre d'un stage d'études aux Etats-Unis.

Mais on peut s'étonner qu'on n'ait pas songé, semble-t-il, à une Faculté des Lettres. Puisque l'emploi de la langue française caractérise, en pratique, le peuple acadien et constitue le mode d'expression habituel de sa pensée et de toute sa vie et que, d'autre part, cette langue souffre, aux Maritimes, d'une pauvreté relative, il paraît évident que les lacunes et les imperfections linguistiques nuisent non seulement au prestige du groupe, mais même à la maîtrise de la pensée. Vocabulaire et phraséologie forment les outils de l'esprit, et si l'on possède mal sa langue, il est absolument impossible de penser fortement et de s'exprimer juste. L'amélioration de la langue écrite et parlée paraît donc de première importance pour détruire les préjugés défavorables qui existent chez les Anglo-Saxons des Maritimes à l'égard du parler acadien; c'est aussi une condition essentielle, si l'on veut favoriser l'éclosion d'oeuvres littéraires. A cette fin, la création d'une Faculté des Lettres, bien organisée, bien dirigée et dotée de professeurs compétents, soit comme Faculté autonome, soit dans le cadre plus large d'une Faculté des Sciences humaines, semble donc un rouage indispensable et primordial pour promouvoir une véritable culture en Acadie.

2.2 - ANIMATEURS NECESSAIRES

Mais à côté de l'enseignement public et privé, pour organiser un peu partout les initiatives culturelles, il faudrait de nombreux animateurs. L'action concrète, sur le plan local, s'exerce la plupart du temps par des groupements

divers : associations paroissiales, cercles, chambres de commerce, etc., qui recrutent les bonnes volontés et mobilisent les énergies. La vie de ces organisations repose presque toujours sur les épaules de quelques personnes clairvoyantes et dévouées : curés ou vicaires, maires et conseillers, agronomes, instituteurs, jeunes professionnels. Ce sont eux qui conçoivent des projets, lancent des idées et les réalisent. Il faudrait de ces éveilleurs dans chaque région et chaque village, et pour les trouver, il faut les chercher... ou les former. Les universités et collèges, les séminaires, les écoles normales ne doivent pas négliger, dans leur action, ce rôle de formation d'apôtres culturels. Les cours d'adultes peuvent aussi y coopérer, de même que les associations.

Cependant, si l'on veut provoquer en Acadie un véritable renouveau intellectuel et artistique, que plusieurs indices permettent d'espérer, il serait utile, voire nécessaire, d'établir un organisme dont l'objectif précis serait d'encourager et de coordonner les activités qui existent déjà, et d'organiser et stimuler de nouvelles réalisations dans les divers domaines. L'ancienne Société historique et littéraire..., fondée en 1935, s'était fixé un programme très ambitieux en ce sens, mais ne sut pas se donner la direction voulue pour le réaliser. La Société Nationale Acadienne, qui semble avoir retrouvé un nouveau dynamisme, devrait normalement assumer ce rôle directeur par le moyen de sa Commission Culturelle.

Voici, à titre d'exemple, quelques initiatives dont elle pourrait prendre la responsabilité : organisation de tournées théâtrales et de concerts; amélioration de la tenue des festivals populaires; échanges entre centres et institutions acadiennes; élimination des représentations grotesques et de mauvais goût, organisées par des collégiens en mal d'aventures ou d'argent, ou des troupes du genre "Tizoune"; étude des bourses disponibles, au Canada et à l'étranger; voyages, concours, expositions itinérantes; diffusion et publication de livres et brochures; aide dans l'organisation des bibliothèques et musées ou dans leur rayonnement; échanges d'étudiants et de professeurs, etc. etc.

2.3 - ASSISTANCE DES GOUVERNEMENTS ET GRANDES ASSOCIATIONS NATIONALES

Un mouvement culturel d'envergure ne peut s'entreprendre sans des moyens considérables, beaucoup de travail et le recours à des spécialistes. Les dévouements bénévoles peuvent apporter un précieux concours, mais ils doivent s'appuyer sur de solides institutions déjà existantes : les gouvernements, les associations, les maisons d'enseignement, les journaux.

En premier lieu, puisque les gouvernements ont établi divers ministères ou services à caractère culturel, qu'ils possèdent un personnel technique et des fonds abondants, il est tout normal de se tourner d'abord vers ces services et de voir comment on peut les utiliser. La Commission de la Radio et de la Télévision a apporté aux Acadiens une contribution énorme en établissant, aux Maritimes, les postes CBAF et CBAFT, ainsi que leurs satellites, et les auditeurs français et anglais sont loin d'en avoir épuisé toutes les possibilités. L'Office National du Film rend aussi de grands services par ses films éducatifs. On songe moins souvent au Conseil des Arts, au Conseil National de Recherche, au Musée Victoria, à la Galerie Nationale, à l'Imprimeur de la Reine, à la Bibliothèque et aux Archives Nationales, aux Musées régionaux établis par la Commission des Sites et Monuments Historiques. Tous ces organismes fédéraux fournissent, de façon ou d'autre, d'abondantes facilités pour les études de tous genres. Les uns possèdent de riches collections de livres, de documents, de specimens scientifiques ou d'objets d'art; d'autres ont des équipes de spécialistes; plusieurs éditent des catalogues, des reproductions et des ouvrages. Parce qu'ils habitent "au bout du monde" et qu'ils sont naturellement timides, les Acadiens et les "Maritimers" souffrent d'une espèce de crainte révérentielle envers tout ce qui vient d'Ottawa, et n'osent que rarement aller visiter cette Mecque, réservée, pensent-ils, à des fonctionnaires privilégiés, ni demander des renseignements, ni se procurer les publications fédérales, ni solliciter des bourses, ni encore moins des emplois.

Sur le plan provincial, les activités culturelles entrent dans les attributions de plusieurs ministères. Les principaux intéressés, dans les diverses provinces, sont évidemment les ministères de l'Education. Celui du Nouveau-Brunswick a créé en 1954, après enquête, un excellent système de bibliothèques, constitué d'un Service central à Fredericton, avec des bibliothèques régionales destinées à couvrir toute la province. L'organisation est absolument bilingue

dans son esprit et son application, mais il faut avouer que les comtés français ont pris bien du temps à se mettre en branle et à profiter de ces avantages. Les autres provinces possèdent aussi des services de bibliothèques, sous diverses formes, bilingues en principe, sinon en pratique. C'est aux usagers français à réclamer des livres en leur langue. Le Nouveau-Brunswick bénéficie aussi d'un Musée provincial, fondé par des mécènes de Saint-Jean, mais passé depuis plusieurs années sous la juridiction de la province. Ses départements d'histoire, de sciences et d'arts sont ouverts à tous les citoyens. De même, la Nouvelle-Ecosse est dotée d'Archives provinciales. Il est certain que les Acadiens recourent très peu à ces institutions. Parce qu'elles se trouvent dans des villes à majorité anglaise, que le personnel et la documentation sont anglais, ils ont l'impression que ces organismes n'existent pas pour eux. Puisque ce sont des institutions publiques, soutenues par tous, ils ont droit à leurs services. S'ils n'y font pas appel, ils négligent de puissants moyens d'éducation, et ces maisons deviendront de plus en plus ignorantes de leur existence. Les directeurs sont habituellement bien disposés et, si leur clientèle francophone augmente, ils en viendront naturellement à donner une juste place aux documents et aux oeuvres françaises et à s'entourer d'un personnel adéquat. Les Acadiens pourront bien, s'ils le jugent à propos, réclamer leurs propres institutions, mais ils doivent d'abord témoigner leur intérêt.

2.4 - RELATIONS AVEC LA FRANCE ET QUEBEC

Puisque la culture du peuple acadien est d'origine et d'expression française, il faut, de toute évidence, qu'elle s'abreuve aux sources mêmes de cette culture. La littérature et les arts d'Acadie pourront bien présenter des caractéristiques particulières, dues à l'action du milieu géographique, au contexte social et à l'histoire, mais il serait futile de croire qu'ils puissent se suffire à eux-mêmes et s'alimenter de leur propre fonds. Ils doivent recourir aux sources, à la France d'abord puis, dans une certaine mesure, au Canada français plus évolué, au Québec, sans aucun exclusivisme d'une part ou de l'autre.

Dès qu'on aborde cette question, on se heurte à de tenaces préjugés. Depuis 1789, il est de mise, en Acadie aussi bien que dans Québec, de considérer la France (Horresco referens!) comme le foyer de la libre-pensée, des idées subversives et des mauvaises mœurs. Nos admirations sont demeurées plus ou

moins consciemment fidèles à l'ancien régime, monarchistes, classiques, voire jansénistes. Le romantisme nous inspirait déjà des inquiétudes, et l'on considère tous les auteurs français modernes, même les catholiques, comme plus ou moins hérésiarques. Cette vision simpliste, renforcée par l'exportation d'une littérature équivoque et des films de B.B. (aucun rapport avec la Commission !) laisse une image entièrement déformée de la France. Il faut avouer aussi que la politique française, disons depuis 1900, a pu quelquefois nous étonner, et que certains représentants de Marianne, personnages officiels ou émigrants, n'ont pas toujours su ménager nos préjugés ou nos susceptibilités.

Ceci dit, nous devons reconnaître que la France a toujours aimé particulièrement les Acadiens. Qu'il s'agisse des gouvernements de Louis XIV ou de la Révolution, qui accordaient des pensions aux réfugiés et organisaient pour eux les colonies de Belle-Isle-en-Mer et du Poitou, ou des écrivains depuis Raynal, Moreau et Rameau jusqu'à Lauvrière, Ernest Martin et Melle Massignon, les Français de France se sont toujours montrés sympathiques aux Acadiens et ont posé des actes concrets pour les aider. L'histoire de cette assistance comporte plusieurs épisodes peu connus et mériterait d'être racontée. Mentionnons du simple point de vue culturel, les missions de l'Alliance Française, les envois de livres, l'aide aux écoles du Cap-Breton, les conférenciers, les bourses, etc. Les premières bourses furent obtenues du Ministère des Affaires Etrangères, par l'ancien Comité France-Acadie, de M. Emile Lauvrière. Une bonne dizaine d'Acadiens, croyons-nous, en avaient profité avant la dernière guerre. Depuis 1950 ou environ, le Ministère a recommencé, sur les instances de M. Robert Picard, alors Consul à Halifax, d'accorder chaque année à un jeune acadien une bourse d'études lui permettant un séjour d'un an en France. Plusieurs professeurs ont aussi profité de bourses à court terme pour des séjours plus brefs. Un bon nombre d'étudiants, laïcs ou religieux, sont aussi allés en France, soit par des bourses canadiennes (Conseil des Arts), soit à leurs frais personnels ou à ceux de leurs communautés. Actuellement, pas moins d'une quinzaine de jeunes professeurs suivent des cours à Paris.

Il faudrait, d'après nous, multiplier et diversifier ces contacts. Les universités et grandes écoles de Paris et de province, et des autres pays de culture française : la Belgique et la Suisse, offrent une grande diversité d'enseignement, en médecine, lettres, histoire, arts, muséographie, archivistique, sciences, administration, etc. Les bibliothèques, musées, dépôts d'archives et

monuments fournissent des occasions exceptionnelles pour élargir les horizons intellectuels, enrichir l'esprit et former le goût. Pour profiter pleinement de ces avantages, il faut assurément des candidats bien choisis, doués d'une certaine maturité et bien préparés.

Mais pour tous, en dehors des stages d'étude, les voyages touristiques en France peuvent apporter des plaisirs d'art et un enrichissement culturel unique. Beaucoup d'universités américaines organisent des voyages et séjours d'étudiants; chaque année, aux vacances de Pâques, de nombreux groupes d'étudiants anglais traversent la Manche et viennent visiter le Continent; de Québec et des autres provinces canadiennes, des visiteurs de plus en plus nombreux vont admirer les sites de la "douce France", contempler ses monuments et ses cathédrales. Pourquoi les Acadiens ne pourraient-ils, eux aussi, revenir au pays de leurs origines ? La Société Historique de Moncton organise cette année un voyage à Belle-Isle-en-Mer; avec les facilités grandissantes et les perspectives qu'ouvrent les accords culturels entre la France et le Canada, ce voyage devait servir de prélude à plusieurs autres.

Les échanges avec le Québec existent depuis fort longtemps. La plupart des premiers prêtres et médecins avaient étudié dans la province voisine. Encore aujourd'hui, les étudiants qui s'orientent vers la médecine, les lettres ou la sociologie vont terminer leurs études dans les universités de Québec. Le premier journaliste de langue française aux Maritimes, Ferdinand Robidoux, le fondateur du Moniteur Acadien, venait de Saint-Hyacinthe. De nombreux professeurs canadiens-français sont venus enseigner dans les collèges, ou aux cours d'été; des bibliothécaires et des agronomes ont travaillé à Fredericton. Plusieurs écrivains, Ph. Lemay, l'Abbé Casgrain, Robert Rumilly ont écrit sur l'Acadie. Depuis les trente dernières années, chaque collège de la province a accordé l'enseignement gratuit à un élève acadien : d'abord à un élève du Cap-Breton, puis de l'Ile-du-Prince-Edouard.

Des liens organiques plus étroits unissent les deux groupes au sein de quelques associations très actives. Le Comité de Vie française, où les Acadiens sont représentés, a toujours aidé les cours d'été. Il a publié plusieurs ouvrages sur l'Acadie, et récemment il a accordé une généreuse subvention pour mettre sur pieds le secrétariat permanent de la Société Nationale Acadienne. L'A.C.E.L.F. (Association canadienne des éducateurs de langue française), de

son côté, compte aussi plusieurs Acadiens parmi ses directeurs. Elle a tenu trois ou quatre congrès, fort remarquables, aux Provinces Maritimes, et son président actuel est Me Adélard Savoie, de Moncton. Toutes les associations canadiennes-françaises ont fortement épaulé les campagnes de souscription en faveur de la presse acadienne. Mais la forme d'assistance la plus significative qui montre bien que les deux groupes ont partie liée, au moins dans le domaine culturel, ce sont la subvention accordée à l'Evangéline par le Ministère des Affaires Culturelles de Québec et les bourses du même Ministère aux étudiants acadiens.

Par contre, les Acadiens ont donné à la province voisine plusieurs professionnels : des médecins, des dentistes, des professeurs, des journalistes et quelques artistes.

2.5 - L'APPUI DES GRANDES ASSOCIATIONS NATIONALE ET DES FONDATIONS ETRANGERES

Les gouvernements ne détiennent pas (fort heureusement!) le monopole de la culture. Il arrive même que des gouvernants, trop occupés à conserver la faveur capricieuse de leurs électeurs, n'aient pas le temps de s'occuper de bagatelles aussi secondaires que les lettres et les arts. Nous avons connu un ministre de l'Education qui s'intéressait aux bibliothèques à peu près autant qu'un rhinocéros peut apprécier Mozart.

Pour suppléer aux lacunes de l'Administration Publique, des associations se sont formées. Le Canada en compte déjà un certain nombre : Association pour l'éducation des adultes, Conseil des Universités canadiennes, Conseil de Recherche sur les Humanités, Conseil de Recherches en Sciences sociales, Association Canadienne de Linguistique, La Société Historique du Canada, et toutes les autres sociétés savantes qui gravitent, dans les congrès annuels, autour de leur aînée, la Société Royale du Canada. Ces associations recrutent des savants et des spécialistes déjà très engagés et considérés comme des maîtres dans leurs disciplines respectives. Elles groupent l'élite du pays et travaillent, chacune dans sa sphère, à l'approfondissement et à la diffusion du savoir. L'exemple qui se dégage de leur fréquentation et de leurs réunions forme un puissant stimulant. Nos professeurs acadiens, presque toujours iso-

lés, gagneraient assurément à faire partie de ces associations, recevoir leurs publications, assister à leurs congrès et demander leur avis.

Nous n'oserons pas prétendre que les "savants" locaux devraient adhérer à toutes les associations étrangères ou internationales. Mais il existe plusieurs organismes, aussi divers que l'U.N.E.S.C.O. et l'Office de Documentation Française, dont les publications, de même que les journaux littéraires et les revues d'art de l'étranger, peuvent ouvrir des fenêtres sur ce qui s'accomplit dans le grand monde, en dehors de nos paroisses, et apporter quelques aliments dans notre désert intellectuel.

Des fondations étrangères, anglaises et américaines se penchent aussi avec commisération sur les besoins de leurs anciennes ou futures (?) colonies. Un Acadien (un seul, croyons-nous) a déjà obtenu la bourse Rhodes. La fondation Carnegie a déjà accordé un faible octroi à la bibliothèque de l'Université Saint-Joseph. Ces grandes fondations, Carnegie, Ford, Rockefeller disposent de fonds énormes pour des objectifs culturels ou sociaux. Puisqu'elles distribuent des subsides aux pays sous-développés, peut-être l'Acadie pourrait-elle, de ce chef, faire valoir ses droits à leurs largesses ?

Cependant, malgré l'assistance que les Acadiens peuvent espérer recevoir de l'extérieur, et bien que cette aide paraisse indispensable pour que le progrès démarre rapidement, ils ne doivent pas oublier que le principal effort, l'irremplaçable stimulus doit procéder d'eux-mêmes. Un énorme travail de pensée et d'organisation, une mobilisation de toutes leurs énergies s'imposera à eux pour les prochaines générations. Les circonstances semblent exceptionnellement favorables, mais le progrès culturel devient aussi d'une nécessité de plus en plus impérieuse; il faut à tout prix rattraper le temps perdu.

Jusqu'ici la forte natalité et la vie rurale ont permis aux Acadiens de croître, malgré des pertes énormes dues à l'émigration et à l'anglicisation. Mais la vie urbaine et la baisse de la natalité ont changé complètement la situation. L'accroissement numérique est devenu très faible et, si les Acadiens veulent conserver les positions acquises, il leur faudra, en plus d'un redressement économique, un vigoureux effort dans les domaines éducationnel et culturel. En effet, seul le développement intensif de leur propre culture, en profondeur et en splendeur, lui permettra de résister à l'envahissement de la culture concurrente. Cet essor apporterait aussi un enrichissement à la vie de tout le milieu.

3 - ECHANGES CULTURELS ANGLO-FRANCAIS

Les échanges culturels entre les deux groupes ethniques, aux Provinces Maritimes, existent depuis déjà assez longtemps. Ils ont dû commencer avec la fondation des collèges et universités de langue française. Dès le début, des artistes et des troupes de langue anglaise, en tournées dans ces régions, ont pris l'habitude de s'arrêter dans ces institutions fortement bilingues et y ont toujours été bien accueillies. Inversement, les orchestres, fanfares et chorales françaises ont figuré aux programmes des festivités locales et des postes de radio. Ce mouvement s'est fortement accentué en ces dernières années, et il règne dans ce domaine un bel esprit de collaboration.

Des élèves de langue française se sont inscrits aux cours de peinture et de musique de l'Université de Mount Allison, et des élèves de langue anglaise suivent les mêmes cours au collège Notre-Dame d'Acadie, à Moncton. Dans les villes à population mixte, comme Bathurst, Edmundston, Grand-Sault et Moncton, les groupes des deux langues participent aux organisations culturelles, les programmes sont la plupart du temps bilingues et le public de l'une et l'autre langue encourage ces manifestations. Les "Community Concerts" et les "Jeunes-ses musicales" se partagent les activités saisonnières et la même clientèle.

Un bel exemple de cet éclectisme artistique a été donné lors de la soirée de clôture, aux fêtes du Bicentenaire acadien, alors que le même programme réunissait, en une espèce de rétrospective historique, tous les peuples qui ont contribué à l'histoire de la région atlantique; des Indiens y exécutèrent des danses et chants de leurs tribus; une troupe de Québec interprêta des danses des provinces françaises; des écoliers écossais du Cap-Breton évoluèrent en costume national, au son des "bagpipes", puis des chanteurs irlandais et anglais interprêtèrent des chants typiques de leurs folklores nationaux. Et ce fut une soirée magnifiquement sympathique et réussie.

Cette ouverture et cette compréhension, que l'on voudrait voir se répandre partout et dans toutes les sphères d'activité, sont des signes de civilisation. Elles témoignent qu'on a dépassé le stade des luttes tribales et qu'on est parvenu à se hausser au-dessus des mesquines rivalités d'intérêts matériels et des préjugés étroits, pour découvrir les valeurs humaines communes à tous. La culture, artistique ou scientifique, forme le domaine international par excel-

lence, celui où il est le plus facile de s'entendre. Puisqu'il est possible de nouer des échanges entre des civilisations aussi disparates que celles de l'Orient et de l'Amérique, on ne voit pas pourquoi il serait plus difficile d'en établir entre des peuples héritiers de la même civilisation gréco-latine, européenne et chrétienne.

On n'est sûrement pas encore parvenu à l'harmonie complète en ce sens, pas plus aux Maritimes que dans le reste du Canada; et il reste beaucoup de chemin à parcourir. La façon la plus directe d'assurer le progrès consiste sans doute, pour chaque groupe, de développer et accentuer vigoureusement sa propre culture. Il deviendra ensuite plus facile d'apprécier celle de l'autre, comme un complément de la sienne propre. Il faudrait aussi que l'épanouissement et la compréhension, qui existe déjà chez une élite restreinte, descende et se répande dans la masse du peuple et ne demeure plus un heureux incident exceptionnel, mais devienne une attitude habituelle.

Pour parvenir à cet heureux résultat, les seuls moyens pratiques consistent probablement à intensifier l'action des organismes qui jusqu'ici ont travaillé dans ce domaine (maisons d'enseignement, écoles d'art et de musique, associations culturelles, bibliothèques et musées) et de leur fournir des facilités accrues. Mais il semble évident qu'une certaine stimulation, en même temps qu'une coordination et planification gouvernementale, soient indispensables pour amener un progrès rapide et équilibré.

S'il paraît prématuré, au moins dans la région défavorisée de l'Atlantique, de demander aux provinces la création de ministères des Affaires Culturelles, le temps semble venu d'établir un tel organisme à Ottawa. Ce ministère qui pourrait s'intituler "... de la Culture et des Arts", ne devrait évidemment toucher que de façon fort prudente à l'éducation, chasse gardée des provinces. Son rôle consisterait d'abord à réunir, sous une seule juridiction, les services culturels actuellement épars dans divers départements qui fonctionnent sous des statuts divers, travaillent sans aucune liaison entre eux et changent de ministères selon le bon plaisir des ministres et sous-ministres : Office National du Film, Galerie nationale, Musée national, Archives publiques, Bibliothèque nationale, Conseil des Arts, etc. Ce ministère, doté d'un personnel qualifié, pourrait juger des besoins du pays et de ses différents secteurs; il coordonnerait mieux l'importance et l'action de ses services et jugerait de l'assistance à donner aux associations privées ou semi-officielles. En somme, il

agirait comme le lobe culturel du cerveau gouvernemental fédéral, établirait un programme équilibré dans les diverses disciplines pour l'ensemble du pays, et verrait à stimuler les secteurs déficients. Ce mécanisme de secours permettrait de suppléer, dans une certaine mesure, aux carences et aux impuissances des gouvernements provinciaux et permettrait d'appuyer l'action des individus et des groupements culturels qui travaillent souvent, dans les provinces, dans des conditions sans espoir.

-8-

N.B. La langue et le problème du bilinguisme forment évidemment des aspects essentiels de la vie culturelle; à cause de leur importance, nous leur consacrons un chapitre entier.

NOTES

1. Article: "Civilization and culture".
2. Les Archives de Folklore, Université Laval, tome 1, 1946, p.7.
3. Conférence sur "Le Folklore acadien", 1950.
4. R.P. Anselme Chiasson, OFM. Cap., Chéticamp, Histoire et Traditions acadiennes, Moncton 1961, p.108.
5. Ibid., p.271.
6. Conférence, loc. cit..
7. Préface du premier Recueil des Chansons d'Acadie, édité par les RR. PP. Anselme et Daniel, capucins, 1942.
8. Lettre citée dans R.P. A. Chiasson, Chéticamp., p.271.
9. Ibid.
10. Voir conférence du Dr Ivan Crowell devant la Société historique acadienne, L'Evangéline, 2 février 1966, et Cahiers de la Société historique acadienne,
11. R.P. A. Chiasson, loc. cit., p.95.
12. Ibid., p.97.
13. L'Evangéline, 2 mars 1965.
14. L'Evangéline, 8 avril 1965; L'Action nationale, avril 1961, "Nos auteurs acadiens", par Marguerite Michaud, p.758.
15. L'Evangéline, 5 août 1965.
16. Ibid., 5 avril 1965.
17. Ibid., 13 mai 1965.
18. Emery Le Blanc, Les Acadiens, Montréal, Editions de l'homme, 1963, p.99.
19. Sur Pascal Poirier, voir une Bio-Bibliographie manuscrite présentée à l'Ecole des Bibliothécaires de l'Université de Montréal, par Mlle Yolande Doucet.
20. Emery Le Blanc, loc. cit., p.101.
21. Fr. Antoine Bernard, La Renaissance acadienne, p.79; R.P. Anselme loc. cit., 171.
22. L'Evangéline, 13 mai 1965.
23. Archives de Folklore, tome 3, 1941, p.83-108.
24. Fr. Antoine Bernard, loc. cit., p.82-87.
25. Peter Grossman, Library Services in New Brunswick. A Report and recommendations. Fredericton, Department of Education, 1953.

CHAPITRE X

Langue et assimilation

CHAPITRE 10 - LANGUE ET ASSIMILATION

===== - =====

1 - LE PARLER DES ACADIENS

- 1.1 - Différend du parler canadien-français
- 1.2 - Ses caractéristiques
- 1.3 - Sa valeur

2 - SITUATION ACTUELLE DE LA LANGUE FRANÇAISE AUX PROVINCES MARITIMES

- 2.1 - Dans les milieux français
- 2.2 - Chez l'élément anglais

3 - SURVIVANCE OU ASSIMILATION ?

3.1 - Facteurs d'anglicisation

- A. Le milieu
- B. L'école
- C. Les journaux et revues
- D. La radio et la télévision
- E. Le cinéma
- F. L'église

3.2 - Facteurs de préservation et d'amélioration

- A. Dans les régions les plus favorisées
- B. Dans les autres régions, moins favorisées

4 - LES DROITS DU FRANÇAIS ET LEUR RECONNAISSANCE OFFICIELLE

TABLEAUX - Pourcentage par provinces de personnes d'origine française et parlant français.

- Cours de français aux élèves de langue anglaise, à Moncton.

*

CHAPITRE 10 - LANGUE ET ASSIMILATION

"I venture to say that Canada could not have survived as a nation without accepting the idea that it was made up of two peoples and two cultures and not one; and that it can only continue to exist if this bicultural idea is fully honored every where in Canada."

Mason Wade, in: French Canada Today, p.42

1 - LE PARLER DES ACADIENS

1.1 - Différent du parler canadien-français

Il suffit d'un très bref séjour dans les milieux français des Maritimes pour constater que le parler acadien diffère sensiblement du parler canadien-français. Les Acadiens, surtout les vieillards, emploient beaucoup de mots inconnus dans le Québec : aboiteau, bouchure, éloëze, etc.; leur prononciation présente des particularités, comme le chuintement : tchurieux (curieux); ils utilisent des formes verbales désuètes, etc.

Ces différences tiennent d'abord aux origines. La majorité des Canadiens-français provenait des provinces du Nord et du Nord-ouest de la France : Normandie, 18.5 %; Ile de France, 14.7 %; Perche, 3.9 %; Bretagne, 3.5 % (1). On a eu tendance à exagérer la part de l'immigration normande. Mais il reste certain que les colons normands et percherons, arrivés nombreux au Saint-Laurent, dans le premier demi-siècle après la fondation de Québec, ont fortement influencé le peuplement et le langage.

Les Acadiens, au contraire, d'après la seule étude d'ensemble faite jusqu'ici (2), venaient surtout des provinces du Centre-Ouest; le Loudunais en

(1) R.P. A. Godbout, o.f.m., "Nos hérités provinciales françaises" dans Les Archives de Folklore, vol. 1, 1946, p. 32.

(2) G. Massignon, Les parlers français d'Acadie, Paris 1962, vol. 1, p. 73.

fournit à lui seul 36.1 %, la Saintonge 11 %, l'Aunis 4.1 %; soit en tout 51.2 % pour cette région au Sud de la Loire. Ces chiffres sont basés sur le recensement de 1707, le dernier avant la prise de Port-Royal, à une époque où le peuple acadien était déjà formé et ne recevra plus par la suite que de rares additions.

Comme les deux colonies évoluèrent séparément, chacune garda ses particularités. Un brassage s'opéra dans chaque région, apportant à la longue une certaine uniformité et produisant deux types distincts de parlens régionaux. Du côté acadien, il semble que les mariages entre familles et les relations entre villages, pendant plus d'un siècle, de 1632 à la Dispersion, aient produit un type unique de parler. Les variantes que l'on découvre aujourd'hui entre les différentes régions acadiennes prirent probablement naissance après la Dispersion, chaque groupe développant dans son isolement une phonétique qui le distingue plus ou moins des autres. Mais un fonds commun demeure dans le parler de tous les Acadiens, qu'ils habitent le Cap-Breton, la Baie Sainte-Marie ou Lameque.

1.2 - Ses caractéristiques

La langue française a beaucoup évolué depuis le XVII^e siècle, sous l'influence des écrivains, des grammairiens et des écoles. Les Acadiens, séparés de la mère-patrie depuis deux siècles, sans littérature et presque sans écoles, ont tout simplement conservé, par tradition orale, la langue qu'ils avaient apportée avec eux. Naturellement, dans un tel contexte, cette langue a gardé nombre de vocables, de tournures et d'expressions autrefois en usage mais aujourd'hui disparues du français officiel. Mlle G. Massignon a relevé, seulement dans le vocabulaire, environ 300 archaïsmes. Et bien des façons de dire qui paraissent maintenant mauvaises à des puristes étaient de règle au grand siècle. Les Acadiens diront par exemple : y parle, y mange. Mauvaise prononciation du français moderne, mais c'était la prononciation recommandée au temps de Molière et Bossuet, comme l'atteste le grammairien Chiffet (1). De même, la conjugaison des verbes avec "je" à la première personne du pluriel. Pascal Poirier notait avec humour que lorsqu'un vieil Acadien dit "j'avions", il s'exprime comme Henri IV chantant : "J'aimons les filles et j'aimons le bon vin"(1).

(1) P. Poirier, Le parler franco-acadien et ses origines, Québec 1928, pp. 56, 138.

On trouve souvent, en lisant les vieux auteurs comme Champlain et Lescarbot, de nombreuses expressions d'ancien français, aujourd'hui désuètes, mais encore bien vivantes en Acadie.

Le parler acadien possède aussi un bon nombre de mots régionaux de l'ancienne France. Plusieurs de ces mots, d'origine normande ou picarde, s'emploient également dans Québec. Mais un grand nombre viennent tout droit des pays d'Ouest, la Charente et le Poitou : aiguail, feu chalin, pilat, s'émoyer, etc. Les auteurs régionaux, comme Rabelais, originaire de Chinon, et George Sand, dans ses romans paysans du Berry, ont employé beaucoup de ces termes.

Les Acadiens, comme les Québécois, arrivant dans un pays neuf, se sont trouvés en face d'une vie nouvelle qui se manifestait dans la flore, la faune, le climat, etc. Par ailleurs, plusieurs objets qu'ils connaissaient en France n'existaient plus ici. Les nouveaux venus transposèrent alors facilement des termes courants en France et les adaptèrent à des objets semblables. Ainsi encens se dit pour la gomme à mâcher, paumelles pour les patins de traîneaux. Du mot bardeau, ils tireront les verbes bardochoer, bardoser ou bardoter. Beaucoup de termes marins seront transportés dans la vie courante : on amarre une vache comme on amarre une barque; on vire et dévire, en voiture comme en bateau. Et ces termes de marine, très nombreux, sont répandus même dans les régions éloignées de la mer, comme au Madawaska; ce qui prouve que leur usage remonte très loin.

Enfin, à côté de ces importations françaises, les Acadiens ont emprunté quelques mots aux langues indiennes, comme maghkoui (écorce de bouleau), ouaouari (vacarme). Ils ont aussi créé de toutes pièces des néologismes expressifs comme vire-vent (éolienne), vire-cul (têtard).

1.3 - Valeur de cette langue

Le parler acadien n'est donc pas du patois, même s'il a conservé plusieurs termes des dialectes ou patois de France. Geneviève Massignon affirme qu'elle n'a pas trouvé non plus un seul mot d'argot dans ses recherches linguistiques auprès des Acadiens de toutes les Maritimes (1). Bien que venu au pays au XVII^e siècle, ce parler n'est pas "le langage théâtral de Corneille et de Racine,

(1) Loc. cit., pp. 732-734

mais la vieille langue si riche et si drue de Rabelais et de Montaigne, avec aussi des expressions savoureuses, propres à leurs petites régions d'origine respectives (1).

Le grand mal de ce parler c'est l'envahissement de mots et de tournures anglaises, souvent torturées et adaptées tant bien que mal à des formes françaises. Comment s'en étonner quand on considère que le milieu du travail, des affaires et de la rue est dominé par la langue anglaise, et que le régime scolaire auquel les enfants sont soumis depuis des générations forme une énorme machine à angliciser. Le fait étonnant consiste précisément dans la survivance d'une langue aussi riche et aussi authentiquement française, après une rupture de deux siècles de sa terre d'origine.

Des ignorants peuvent se moquer des imperfections du parler acadien mais, pour les linguistes, il offre énormément d'intérêt. Plusieurs érudits, anglais aussi bien que français, se sont déjà arrêtés à l'étudier, et il a fait l'objet de multiples enquêtes ; il suffira de mentionner les travaux de Geddes, du Professeur E. Haden, de M. Gaston Dulong, et la volumineuse thèse de Mlle Geneviève Massignon, préparée sous la direction de M. Ferdinand Brunot pour un doctorat en Sorbonne (2).

"Que de traits savoureux et spontanés à la fois leur servent à exprimer les circonstances les plus diverses, avec des nuances comparables à celles des plus vivaces de nos parlers ruraux de France ! La syntaxe en usage chez les Acadiens, notamment l'emploi si rigoureux de l'imparfait du subjonctif (actuellement délaissé par les jeunes générations de France) me paraît une preuve de la force et de la vitalité de la langue française enracinée en Acadie". "... Le français d'Acadie est une excellente langue régionale, avec un fonds de tendances expressives et imagées, susceptibles de s'adapter et même d'évoluer selon les réalités nouvelles". (3)

Du Bosque de Beaumont a écrit : "Leur accent... est bien meilleur, non seulement que celui des Canadiens, mais encore que celui de certaines provinces de France". (4)

-
- (1) G. Massignon, Entretiens au poste CBAF de Moncton.
 - (2) Pour un état des recherches sur le parler acadien voir Etudes sur le parler français, Québec, 19..
 - (3) G. Massignon, Entretiens au poste CBAF de Moncton.
 - (4) "Une mission en Acadie", p. 537.

2 - SITUATION ACTUELLE DE LA LANGUE FRANCAISE
AUX PROVINCES MARITIMES

2.1 - Chez les Acadiens

Les Acadiens cultivés, et ceux qui fréquentent les Canadiens-français quelque peu, délaissent le parler archaïque de leurs ancêtres, pour parler un français moderne. Même alors, ils gardent un accent acadien qui donne une allure caractéristique à leur langage et les fait prendre pour des Français de France. Le peuple en général garde cependant son vieux parler archaïque. Cela s'explique par l'absence de contact avec des Français de l'extérieur, par l'analphabétisme qui a sévi si longtemps en Acadie et qui sévit encore de nos jours. Cela est dû au peu de français qui est enseigné dans les Provinces Maritimes et à la pauvreté de ce français. Aucune des trois provinces ne possède une Ecole Normale française. Dans certaines régions, comme dans le comté de Richmond au Cap-Breton, il arrive que le français soit enseigné par des Anglais qui ne le connaissent pas ou par des Français qui l'ont appris des Anglais. Il y a aussi la tendance naturelle à parler la langue apprise dans son enfance. C'est ainsi que des Acadiens cultivés qui parlent régulièrement le français académique ou des institutrices qui l'enseignent, reprennent spontanément le vieux parler acadien dès qu'ils rentrent chez eux ou dans la famille de leurs parents.

Le degré de modernisation de la langue varie suivant les régions et suivant que ces régions ont été en contact avec le Québec ou qu'elles ont eu de meilleures écoles. Ainsi les régions limitrophes du Québec, en contact constant avec les Canadiens-français, n'ont gardé qu'un léger accent du parler acadien et très peu de ses vieilles tournures. Ceci est particulièrement vrai du Madawaska. Le phénomène se produit aussi dans le comté de Restigouche mais moins profondément, parce qu'il y a un peu moins de contact et moins de mélange des deux races qu'au Madawaska mais plus que dans les autres régions acadiennes.

Dans le comté de Gloucester, les milieux évolués parlent un français moderne, tandis que le peuple, surtout dans les régions plus isolées comme à l'intérieur des terres ou sur les îles Lamèque et Miscou, parle encore comme ses ancêtres.

Plus on descend vers le Sud, plus nous trouvons des Acadiens éloignés des Canadiens-français, rapprochés des Anglais et mêlés à ceux-ci, plus nous constatons que le peuple en général n'a de français que ce qu'il a reçu des ancêtres et qu'il n'a pas perdu au contact des Anglais. Une élite fait exception dans les principaux centres, comme Bouctouche, Shediac et Moncton; c'est celle qui a été touchée directement ou indirectement par les maisons d'éducation supérieure. Dans les comtés de Kent et de Westmorland, à part une élite quelque peu instruite, on parle encore le vieux français émaillé déjà de beaucoup d'anglicismes même dans les milieux ruraux (1) et de façon désastreuse dans les milieux urbains comme Moncton.

Dans les milieux anglais comme Saint-Jean, Fredericton, Chatham, New Castle, Halifax et Sydney, si les parents parlent encore français parce qu'ils viennent d'ailleurs, les enfants, en général, ne parlent que l'anglais.

Sur l'île du Prince-Edouard, 52 % seulement des Acadiens peuvent encore parler français. A part Egmon Bay et Mont-Carmel, deux paroisses entièrement françaises, on imagine le français parlé par les Acadiens des autres centres, où ils sont mêlés à la population anglaise, ordinairement sans français à l'école ni à l'église.

En Nouvelle-Ecosse, dans les centres urbains comme Yarmouth, Halifax, Pictou et les régions minières du Cap-Breton, "l'école, l'église et l'industrie se sont unies pour imposer une seule langue et dès la seconde génération, les enfants n'ont appris que l'anglais" (2). De même dans les milieux ruraux où les Français sont éparpillés par unité dans une population anglaise, l'anglicisation se produit infailliblement et rapidement. Dans certaines paroisses à grande majorité acadienne qui n'ont eu aucun français à l'église ni à l'école depuis soixante et même soixante-dix ans, comme à Havre-Boucher et Tracadie dans le diocèse d'Antigonish, le travail d'anglicisation est pratiquement achevé. Il s'opère actuellement, et dans les mêmes conditions, dans les paroisses de Larry's River et Port-Félix du même diocèse.

(1) G. Dulong, Rapport de l'enquête linguistique faite à Cap-Pelé, N.-B. Ottawa, Musée national, Bul. N° 147, pp. 65-66.

(2) R.P. Adé Hubert, c.j.m., dans L'Action nationale, Avril 1961, p. 701.

Ailleurs, dans les paroisses françaises du diocèse de Yarmouth et dans celles des comtés de Richmond et d'Inverness, le français se maintient dans la famille, à l'église et un peu à l'école. Mais à cause de l'ambiance du milieu, les anglicismes ont déjà atrocement défiguré la langue de ces Acadiens.

Dans les paroisses françaises du diocèse de Yarmouth, à cause de la présence du collège Sainte-Anne et parce que l'évêque est acadien, la langue française a plus de chances de survivre. On peut même dire que la survivance et les progrès à venir sont assurés. Il n'en va pas de même dans le diocèse d'Antigonish. Dans ce diocèse, Chéticamp est certainement l'une des paroisses les plus avantagées et les mieux préservées du point de vue du français. Les prêtres sont français, les religieuses et tout le personnel enseignant aussi. Les Acadiens y sont un groupe suffisamment concentré et isolé. Or, voici ce que M. Gaston Dulong, professeur à l'université Laval, déduisait d'une enquête qu'il y poursuivait à l'été de 1957 : "La situation du français est ... très difficile à Chéticamp. C'est une lutte inégale entre le français et l'anglais. Le français s'appauvrit d'une génération à l'autre. Il est de plus en plus contaminé par l'anglais. Il est de moins en moins lu. Les circonstances restant ce qu'elles sont, il faut prévoir qu'à moins d'une sorte de miracle le français est voué à disparaître avec le temps, à Chéticamp" (1). En effet, tandis que les vieillards illettrés de 1920 parlaient encore un français, archaïque il est vrai, mais pur et d'un vocabulaire riche et varié, les Chéticampais d'aujourd'hui possèdent un vocabulaire très pauvre et farci d'anglicismes.

Que nous réserve alors l'avenir des paroisses moins avantagées encore comme celles de Margaree, de Rivière Bourgeois et d'autres ? Un appauvrissement continu de la langue française et même sa disparition éventuelle.

Les Français de Terre-Neuve sont au nombre de 17,171 (1961 mais 33.3 % seulement peuvent encore parler français. C'est quand même un signe extraordinaire de la vitalité de la langue, puisque rien dans cette province, au moins jusqu'ici, n'a pu aider à sa conservation si ce n'est le milieu familial. Ils sont donc encore 5,821 qui savent parler français. On désespère ordinairement de la survie du français dans cette province. Mais que le français devienne officiel à travers le Canada et que Terre-Neuve accorde des écoles françaises, et la langue française si tenace à ne pas mourir s'y épanouirait peut-être.

(1) Cité par Le Soleil, 14 décembre 1957.

Les Acadiens de la Gaspésie et des Iles-de-la-Madeleine possèdent un régime privilégié parmi les autres Acadiens. Ils ont leurs paroisses et leurs écoles françaises. L'influence de la province française dans laquelle ils vivent se fait sans doute sentir. Leur français se modernise peu à peu mais très lentement, surtout aux Iles-de-la-Madeleine. Si la classe moyenne parle un français évolué, elle garde quand même la pureté de l'accent acadien, ce qui donne à sa langue une beauté extraordinaire. Le parler des fammes du Havre-Aubert est le plus beau français qu'il soit possible d'entendre. La masse du peuple garde encore ses expressions archaïques et chaque village possède un peu sa phonétique spéciale, comme le Gros-Cap qui prononce bala pour balais, et Havre-aux-Maisons qui élide tous les "r".

2.2 - Chez l'élément anglais

On constate chez l'élément de langue anglaise en général plus de sympathie pour la langue française. Beaucoup regrettent de ne pas avoir eu l'occasion de l'apprendre et souhaitent que leurs enfants aient cette chance. Ils désirent un enseignement plus poussé du français dans leurs propres écoles. Il restera toujours des esprits étroits pour s'opposer à l'enseignement du français, pour demander même qu'on ne parle qu'une seule langue au Canada. Mais ils sont heureusement de plus en plus rares et comme cela est arrivé lors d'une réunion de la Commission sur le Bilinguisme à Moncton, ils se font répondre par d'autres Anglais cultivés et d'esprit ouvert : "This is an abysmal bigotry"(1)

Les universités de Dalhousie, Mount Allison et Antigonish possèdent depuis de nombreuses années des départements de français. A Dalhousie, ce sont traditionnellement des professeurs de France qui en assurent la direction : M^r. Gautheron, Martin, Chavy, etc. Le responsable du même département à Mount Allison, le professeur Mac Beath, a étudié plusieurs années en France et a fait venir, comme assistants, plusieurs jeunes professeurs français. Même à la très loyale University of New Brunswick, citadelle du plus rigoureux unilinguisme, on a cru devoir, depuis quelques temps, engager un petit professeur de français.

Constatant que l'on exige de plus en plus de bilinguisme pour les charges publiques, pour les emplois du Service Civil et les postes importants de grandes compagnies, ou simplement par goût de culture, des élèves plus nombreux

(1) Réunion de la Commission sur le Bilinguisme, à Moncton, 12 mai 1964.

suivent les cours de langues. L'Université de Moncton a vu croître constamment l'inscription d'élèves de langue anglaise, soit aux Cours du soir de l'Ecole de Langues vivantes, soit aux Cours d'Eté (voir tableau à la fin de ce chapitre). Un bon nombre d'employés du C.N.R. suivent maintenant des cours réguliers, aux frais de la compagnie. Des écoles privées, où l'on enseigne le français aux adultes, fonctionnent aussi avec succès à Saint-Jean, N.-B., et à Campbellton.

Il est réconfortant, d'autre part, de constater que la New Brunswick Telephone publie maintenant ses annuaires et bulletins dans les deux langues, qu'Air-Canada et le C.N.R. s'efforcent de donner des services bilingues aux Maritimes. Même le Bulletin officiel des Loges d'Orange a reproché aux "Maritimers" leur peu de zèle à apprendre le français. Un peu partout, dans les auditions publiques et dans les mémoires soumis à la Commission du Bilinguisme, des anglophones se sont plaints amèrement du pauvre enseignement linguistique donné dans les High Schools.

Tout cela ne signifie pas nécessairement que le bilinguisme soit accepté partout. Loin de là, plusieurs s'y opposent encore avec obstination; tel le maire de Moncton qui déclarait jeter au panier toutes les lettres rédigées en français qu'il recevait, et criait à la discrimination parce qu'un employé unilingue n'avait pu obtenir un emploi, pour lequel le bilinguisme était requis. Mais la plupart se rendent compte que la maîtrise des deux langues constitue une qualification élémentaire dans de nombreux emplois publics. Déjà beaucoup de compagnies commerciales, comme la Noranda, accordait une prime à leurs employés bilingues; le gouvernement fédéral, en prenant récemment une décision dans le même sens, ne faisait que reconnaître - bien tardivement - une évidence : à savoir que dans les régions bilingues, le bilinguisme constitue une nécessité pratique, pour ne pas dire davantage. Et si M. Jones croit voir là de la discrimination, il n'a qu'à regarder dans ses propres bureaux, à l'Hotel de Ville de Moncton, pour en découvrir des exemples beaucoup plus manifestes.

L'élite de langue anglaise est nettement plus compréhensive et plus ouverte que par le passé, à l'idée du bilinguisme. Les déclarations de l'Hon. Robert Stanfield, Premier Ministre de la Nouvelle-Ecosse, le projet d'un Centre d'études bilingues à l'Université Dalhousie, les éditoriaux du Casket et du Moncton Times, les mémoires des universités d'Antigonish et de Saint Dunstan's montrent qu'il existe maintenant un climat sympathique et réceptif, et que le fait français est mieux accepté aux Maritimes. Ces symptômes laissent augurer des progrès positifs pour un avenir très prochain.

3 - SURVIVANCE OU ASSIMILATION

3.1 - Facteurs d'anglicisation

Quels sont les principaux facteurs d'anglicisation ? Il y a le milieu et son ambiance, les contacts devenus plus faciles avec les centres anglais, l'éloignement des centres français importants, les moyens d'information, l'école, l'église.

A - Le milieu

Nous avons vu précédemment que plus un groupe d'Acadiens s'éloigne des centres français ou de larges masses de population française, plus vite il s'anglicise. Il n'en était pas nécessairement ainsi autrefois; un groupe minime pouvait demeurer français, même s'il était éloigné des autres et même s'il se trouvait isolé dans une région anglaise, comme Chezzetcook et même Chéticamp. C'est que les moyens de communications étaient pratiquement inexistantes et alors ces groupes demeuraient sans contact avec l'élément anglais. Mais aujourd'hui, le mode de vie a changé. Les relient le plus petit patelin au reste du monde et y établissent des contacts qui n'existaient pas auparavant. Et pour ces groupes isolés, ces contacts se font d'abord avec les groupements voisins, surtout les centres urbains, tous anglais. L'anglais devient la langue du commerce et les termes anglais sont utilisés pour toutes les nouveautés introduites dans ces milieux depuis les débuts du siècle : technique, mécanique, téléphone, radio, télévision, etc. Puis, peu à peu, les termes anglais supplantent même des mots français dont on faisait couramment usage jusque là.

Le facteur milieu agit encore plus radicalement et plus vite sur les groupes qui vivent disséminés parmi les Anglais dans les centres urbains, comme Fredericton, New Castle et Chatham, Amherst, Halifax, Pictou, Inverness et les régions minières de Sydney, qui n'ont pratiquement aucun facteur de conservation de la langue française.

B - L'école

Même dans les milieux homogènes français, les écoles dans les trois Provinces Maritimes donnent en général un enseignement français inadéquat. D'abord

les trois provinces, même si elles permettent l'enseignement du français jusqu'à ... certain degré n'en tiennent pas compte aux examens finals. Et ces examens sont les mêmes pour les élèves anglais et les élèves français. Dans les trois provinces, on manque de manuels français, mais surtout en Nouvelle-Ecosse et sur l'île du Prince-Edouard.

Aucune des trois provinces n'a d'Ecole Normale française. L'ensemble des instituteurs et des institutrices ne sont pas préparés à l'enseignement du français. Un trop grand nombre n'ont aucune idée de l'importance du français et ne voient que l'intérêt immédiat : le succès aux examens provinciaux et le succès matériel dans la vie. Connaissant trop peu ou pas du tout leur histoire acadienne, que l'école ne leur enseigne pas, n'ayant aucune idée - dans certains milieux du moins - de la valeur du français, on ne voit pas tellement l'utilité de l'apprendre. Alors, les écoles acadiennes, là où elles existent, enseignent en général un français élémentaire qui permet aux élèves de lire le français passablement, mais d'en comprendre faiblement la lecture et de l'écrire misérablement. Les élèves acadiens de Chéticamp, d'Arichat, de Meteghan, ceux de l'île du Prince-Edouard, d'une bonne partie du Nouveau-Brunswick français comprennent et écrivent mieux l'anglais que le français.

Cet état de choses prédispose les Acadiens à l'anglicisation en leur rendant plus faciles les contacts avec les milieux anglais, en les rendant inaptes à se servir des media français de communication.

Nous trouvons un autre facteur important d'anglicisation dans les media d'information : les journaux, les revues, la radio, la télévision et le cinéma.

C - Les journaux et revues

A cause de l'instruction reçue dans les écoles, beaucoup d'Acadiens, en proportion de leur éloignement des vastes régions françaises du Nouveau-Brunswick ou du Québec, comprennent mieux un texte anglais qu'un texte français. Le Madawaska est lu par les Madawaskaiens, mais n'intéresse pas les autres groupes français des Maritimes. L'Evangéline, à caractère plus national, ne donne que peu de nouvelles de l'île du Prince-Edouard et de la Nouvelle-Ecosse. Ce journal arrive en retard sur les journaux régionaux anglais pour ces deux provinces et même pour une partie du Nouveau-Brunswick. Aussi, sur environ

70 à 80,000 familles de langue française des Maritimes, 11,000 à 12,000 seulement sont abonnées au journal national acadien. Les autres lisent les journaux anglais locaux : Chéticamp lit l'Inverness Bulletin ou, avec ceux du comté de Richmond, le Sydney Post ou, avec ceux de la Baie Sainte-Marie, le Halifax Chronicle. Ceux de l'île du Prince-Edouard lisent les journaux anglais de l'île. Un grand nombre des Acadiens de la région de Moncton ne lisent que le Moncton Times ou le Moncton Transcript et il en est ainsi un peu partout. Ces lecteurs y perdent leur mentalité française et une partie de leur vocabulaire pour en arriver à s'exprimer mieux en anglais qu'en français.

Voici un tableau significatif pris dans les régions françaises du diocèse d'Antigonish pour l'année 1957. Dans ces milieux français, L'Evangéline n'avait que 88 abonnés tandis que le Casket d'Antigonish en avait 742 :

<u>A L'Evangéline</u>		<u>Au Casket</u>	
Chéticamp	45	Chéticamp	122
St-Joseph du Moine	21	St-Joseph du Moine	86
Sydney	4	-	
Margaree	3	Margaree	77
Arichat	2	Arichat	55
Arichat-Ouest	2	Arichat-Ouest	57
L'Ardoise	2	L'Ardoise	69
Petit-Degras	1	Petit-Degras	70
D'Escousse	1	D'Escousse	27
Louisdale	0	Louisdale	79
Pomquet	0	Pomquet	29
Rivière-Bourgeois	0	Rivière-Bourgeois	71

Dans plusieurs paroisses, le curé et les religieuses sont les seuls abonnés à L'Evangéline. Pour le Casket, on avait organisé une campagne intense d'abonnements, même dans les paroisses françaises, ce qu'on ne fait pas pour L'Evangéline. Rien n'a changé depuis cette date, si ce n'est pour le pire. L'Evangéline y a perdu la moitié de ses abonnés de 1957, sinon plus.

L'Acadie n'a pas de revues françaises si ce n'est les Annales pieuses des Filles de Marie de l'Assomption, la Revue Economique de l'Université de Moncton et les Cahiers de la Société Historique Acadienne. Si la première est très répandue au Nouveau-Brunswick surtout, les deux dernières ne s'adressent qu'à une élite. Très peu d'Acadiens s'abonnent à des revues françaises du Québec

et encore moins de France. Ils lisent les revues anglaises, les magazines pris aux kiosques du coin.

D - Radio et télévision

La radio et la télévision françaises n'atteignent pas tous les groupes français des Maritimes, loin de là, tandis que la radio et la télévision anglaises couvrent tout ce territoire. Bien plus, de tous les coins des Maritimes, on peut prendre plusieurs postes de radio anglaise, un et parfois deux postes de télévision anglaise.

Et ce sont toujours les Acadiens les plus exposés, par ailleurs, à l'anglicisation par les autres facteurs qui sont privés des postes français. Avec ces ondes, c'est l'atmosphère même du foyer qui est franchie. Auparavant, le français pouvait s'y retrancher. Les enfants pouvaient, dans bien des milieux, n'entendre que du français jusqu'à l'âge scolaire. Aujourd'hui, c'est fini. Nous avons vu le grand nombre d'Acadiens encore privés de toute émission française radiophonique ou télévisée. C'est la plus grave menace à date à la survivance du français dans les centres isolés.

E - Le cinéma

Il y a peut-être quelques cinémas français au Madawaska. Il y en a un à Petit-Rocher pour la région de Bathurst. Peut-être en trouve-t-on quelques autres dans le Nord de la Province du Nouveau-Brunswick. Tous les autres, dans les trois provinces, sont anglais.

F - L'église

L'église et la paroisse avec ses écoles anglaises sont pour une bonne portion des Acadiens un facteur efficace d'anglicisation. Avec l'ambiance du milieu, il ne faut pas chercher d'autres causes à l'anglicisation des 47.5 % des Acadiens de l'île du Prince-Edouard et des 42.07 % de la Nouvelle-Ecosse. Comme cela arrive dans la plupart des paroisses de l'île, dans quatre ou cinq paroisses du diocèse d'Antigonish, dans tous les centres urbains des diocèses anglais (Sydney, Halifax, Saint-Jean, etc.), quand aucune parole française ne tombe de la chaire sacrée à l'église, quand l'école jette même le mépris sur le français,

les Acadiens qui vivent dans ces milieux où tout est anglais ne peuvent faire autrement que de suivre le rythme et s'angliciser.

Voilà donc les principaux facteurs d'anglicisation de l'élément français des Maritimes. Et, malheureusement, tous ces facteurs à la fois ou presque s'acharnent sur les mêmes victimes avec d'autant plus de pression qu'elles sont plus isolées, plus éloignées des centres ou des groupes fortement organisés, en bref, qu'elles sont plus faibles. Et cette anglicisation est à l'oeuvre, opérant ses ravages de façon concentrique. Reste à voir si les centres français, les larges groupes français organisés du Nouveau-Brunswick surtout, auront assez de vitalité pour exercer une influence contraire qui permettrait le salut de ces groupes isolés.

3.2 - Facteurs de préservation et d'amélioration

Dans le passé, comme facteur de préservation du français, l'isolement venait en premier lieu. Quand les chemins n'étaient que des sentiers, que l'automobile n'existait pas, ni la radio ni la télévision, les Acadiens qui n'étaient pas disséminés dans des milieux anglais, s'ils étaient groupés comme à Chéticamp, Pomquet et tant d'autres endroits, ne pouvaient pas être contaminés par la langue anglaise qu'ils n'entendaient presque jamais. Aussi, jusqu'à l'arrivée de ces moyens faciles de communication, ont-ils conservé leur langue ancestrale dans sa plus grande pureté et dans toute sa richesse.

Même l'analphabétisme dont ils furent si longtemps victimes aidait à accentuer leur isolement et, dans ce sens, préservait leur langue. Leur pauvreté joua dans le même sens. Ils furent longtemps ignorés des Anglais qui les considéraient comme des groupes négligeables et ne s'occupaient pas d'eux, ce qui contribuait encore à leur isolement et à la conservation de leur langue. La famille proprement dite et la grande famille paroissiale dans les milieux francophones homogènes constituaient des lieux sacrés où le verbe anglais ne pénétrait presque jamais. Mais ces facteurs, la plupart négatifs, sont du passé et la vie moderne a bouleversé cet âge périmé. Quels sont donc les moyens actuels de préservation, capables d'endiguer la vague anglicisatrice ?

Il faut d'abord distinguer deux sortes de régions françaises dont les besoins ne sont pas les mêmes. Certaines régions, où la conservation de la langue est assurée, ont surtout besoin de moyens de perfectionnement. Ce sont

les régions françaises des diocèses de Moncton, de Bathurst et d'Edmundston et, à un degré moindre, du diocèse de Yarmouth. Pour toutes les autres régions, ce sont des moyens de conservation qui s'avèrent urgents sans négliger, dans la mesure du possible, les moyens d'amélioration.

A - Dans les régions plus favorisées

Les premières régions bénéficient déjà de puissants moyens de conservation et de perfectionnement. La compacité des groupements acadiens ou français de ces milieux sont déjà un puissant préservatif contre l'anglicisation. Les collèges Saint-Louis d'Edmundston, Sacré-Coeur de Bathurst, Saint-Joseph de Memramcook, Sainte-Anne de la Pointe-de-l'Eglise, avec leurs collèges féminins affiliés, forment des chefs laïques et ecclésiastiques qui deviennent un ferment dans la population. Ces chefs laïques, aidés des prêtres, dirigent une foule d'associations qui jouent un rôle important dans ces milieux : la Société Nationale des Acadiens au point de vue national, l'Association Acadienne d'Education, l'Association des Instituteurs Acadiens, les Foyers-Ecoles au point de vue scolaire, la Société Mutuelle L'Assomption, les Coopératives et les Caisses Populaires au point de vue économique, la Société Historique Acadienne, enfin les clubs sociaux Richelieu et Champlain.

Les cours d'été des collèges Saint-Joseph, Sacré-Coeur et Saint-Louis, en plus de donner des instituteurs et des institutrices plus compétents dans l'enseignement du français, éveillent chez ces derniers un sens de fierté nationale qu'ils s'efforcent de transmettre à leurs élèves. Ces instituteurs et institutrices qui suivent ces cours étaient au nombre de 1,300 en 1965. Que l'Ecole Normale française devienne une réalité, comme l'Hon. Louis J. Robichand l'a promis en Chambres, et il ne sera plus question de survivance pour ces régions privilégiées mais elles n'auront aucune raison de ne pas avancer de progrès en progrès.

Ces régions sont aussi celles qui sont le mieux servies par les moyens d'information. C'est là que L'Evangéline et Le Madawaska sont lus, que la radio et la télévision françaises donnent le meilleur rendement. Enfin, ce sont encore ces régions qui entretiennent des contacts les plus assidus avec les Français et les associations françaises du Québec et même de la France.

Les prêtres et les évêques français contribuent aussi à l'épanouissement progressif de la langue française de ces régions. Leur présence, leurs conseils,

leurs encouragements constants et même parfois leur aide financière, par exemple au journal L'Evangéline, font d'eux comme un levain dans la pâte qui stimule les chefs et entraîne la masse.

Naturellement, même dans ces régions il y a beaucoup d'amélioration à apporter encore : un programme scolaire plus adapté à l'élément français, une Ecole Normale française, un plus grand rayonnement des journaux français et un meilleur service de la radio et de la télévision. Mais les chefs et les associations concernées s'en occupent et ne céderont pas avant d'avoir obtenu satisfaction.

Pour couronner le tout, ces régions seront les premières à bénéficier des résultats bienfaisants de l'Université de Moncton. Le peuple acadien ne peut plus compter sur son isolement, encore moins sur son analphabétisme, pour la sauvegarde de sa langue. Au contraire. Aujourd'hui, il faut à l'élément français une culture française plus poussée, une élite intellectuelle nombreuse, des savants, des économistes, des professionnels spécialisés, etc. Seule une université peut les produire. Et, au fur et à mesure que l'Université de Moncton prendra de l'expansion et donnera son plein rendement, l'élément français obtiendra cette élite et la gardera aux Maritimes. Car c'est une loi démographique que si une élite de professionnels et d'intellectuels est peu nombreuse, elle émigre vers des milieux plus propices. Plus on en produit, plus il en reste. Ce fut le cas de la Norvège. Si on ne produit que 3 % d'intellectuels, ils émigrent; si on en produit 15 %, 3 % continuent d'émigrer mais les autres demeurent. C'est dire quel avenir prometteur l'Université de Moncton constitue pour l'élément français des Maritimes.

B - Dans les autres régions moins favorisées

Dans les autres régions, quels sont les moyens de conservation du français et les moyens d'amélioration possible ?

Ici encore il faut distinguer entre les Acadiens groupés dans des paroisses françaises ou qui, même sans paroisse française constituent des groupes importants, et ceux qui sont éparpillés par unités dans les milieux anglais. Disons tout de suite que ces derniers sont, à toute fin pratique, perdus ou non récupérables.

Ceux qui constituent des groupes compacts dans des centres comme Halifax, Saint-Jean, Fredericton, Sydney, New Waterford sont susceptibles d'être sauvés encore si les moyens leur sont fournis. Il faudrait dans ces milieux ce que les Anglais obtiennent si facilement dans les diocèses français, des paroisses nationales avec leurs écoles qui, dans ce cas, seraient bilingues. C'est à peu près à cette seule condition que les autres facteurs peuvent jouer : contacts, associations françaises, journaux français, etc. Il faudrait aussi que les services de radio et de télévision françaises atteignent ces régions. Quand on connaît l'attitude à l'égard du français des évêchés d'Antigonish, d'Halifax et de Charlottetown, on nourrit peu d'espoir qu'ils accordent jamais des paroisses nationales françaises. Les Français de Fredericton et de Saint-Jean auront peut-être plus de chance, mais il leur faudra mener une lutte ardue. La commission scolaire catholique de Fredericton ne vient-elle pas de refuser une classe bilingue aux enfants des 250 familles françaises de cette petite ville ? (1) Dans le comté d'Halifax, des 22,119 Acadiens, 11,902 - surtout centrés dans la ville du même nom - parlent encore français. Dans la région de Sydney, 3,789 sur 13,148 le parlent encore et 7,777 sur 12,175 dans la région de Saint-Jean.

Quant aux Acadiens groupés en paroisses françaises ou bilingues en Nouvelle Ecosse et sur l'île du Prince-Edouard, dans les diocèses anglais, quelques-unes se défendent assez bien, d'autres moins. La région du comté d'Inverness, l'une des mieux conservées de la Nouvelle-Ecosse, a eu la chance d'obtenir conjointement avec les Iles-de-la-Madeleine, à l'automne de 1964, le service de la télévision française transmis par relais du poste CBAFT de Moncton. Depuis 1933, date de la fondation du poste de radio de New Carlisle, ils peuvent au moins choisir ce poste français parmi tous les autres de langue anglaise, et la réception en est très bonne. Les Français aiment ce poste, mais ils branchent souvent leurs appareils sur les postes anglais pour les programmes d'actualités locales ou régionales. Dans cette région, les Acadiens ont conservé leur langue à 96.1 % et plus de la moitié d'entre eux ne savent pas parler l'anglais.

Ailleurs, à part la côte Sud-Ouest de l'île du Prince-Edouard qui capte difficilement les postes de radio et de télévision de Moncton, et la Baie de Sainte-Marie qui compte six postes de relais de la radio française de Moncton mais inadéquats et très déficients, aucun centre ne peut capter des émissions

(1) L'Evangéline, 25 juin 1965, p. 4.

françaises. Il faudrait donc que les postes de radio et de télévision françaises de Moncton puissent augmenter leur puissance afin d'atteindre toute l'île du Prince-Edouard, que des postes de relais efficaces puissent transmettre ces émissions à Saint-Jean et à Fredericton, à toute la Baie Sainte-Marie et de Chéticamp à tous les Français du diocèse d'Antigonish.

L'école a un rôle primordial à jouer dans ces régions isolées. Les trois Provinces Maritimes permettent l'enseignement du français et l'usage de cette langue à des degrés variés. La Nouvelle-Ecosse permet, pour les Acadiens, l'enseignement de toutes les matières en français jusqu'à la 6e année inclusivement, puis le français et l'anglais jusqu'à la 10e, enfin l'anglais seulement pour les 11e, 12e et 13e année, excepté pour la grammaire française. Le Nouveau-Brunswick se montre aussi tolérant. L'île du Prince-Edouard ne tolère que des livres de lecture français et la grammaire française. Mais dans les trois provinces, les examens provinciaux des dernières années scolaires ne tiennent plus compte de l'élément français et ils sont les mêmes pour les élèves des deux groupes ethniques. Dans les centres à majorité anglaise comme Fredericton, Saint-Jean, Halifax, Sydney, les Acadiens n'ont de français que dans la même mesure où le programme en comporte pour les Anglais.

Il faudrait donc que les trois provinces reconnaissent l'enseignement français pour les Français à l'égal de l'anglais pour les Anglais. Qu'il y ait une Ecole Normale française pour les instituteurs français des trois Provinces. Il y a espoir que la future Ecole Normale bilingue de Moncton devienne cette Ecole Normale inter-provinciale. Déjà, le gouvernement de l'île du Prince-Edouard reconnaît les degrés académiques de l'Ecole Normale française des Iles-de-la-Madeleine pour les futures institutrices de la Province qui vont y poursuivre leurs cours... Comme de son côté, le gouvernement de la Nouvelle-Ecosse se montre sympathique, il semble bien que les instituteurs et institutrices de l'île et de la Nouvelle-Ecosse pourront facilement obtenir de venir faire leur Ecole Normale à Moncton dans un avenir rapproché. Cette possibilité marquera un grand pas en avant. Car ces instituteurs, jusqu'ici, non seulement apprenaient peu de français mais n'acquerraient pas non plus, en général, une mentalité française, ni une idée juste de l'importance de leur langue maternelle. La future Ecole Normale de Moncton pourrait les leur inculquer. En plus, il s'établira des contacts précieux entre les professeurs français des trois Provinces, d'où naîtront nécessairement des rencontres subséquentes, des réu-

nions d'associations et le reste. Un grand espoir vient de poindre à l'horizon avec la promesse de cette École Normale.

Les cours d'été pour instituteurs que donnent les collèges de Saint-Joseph du Sacré-Coeur et de Saint-Louis produisent déjà un bien immense. La région de Chéticamp, qui envoie une vingtaine de professeurs à ces cours chaque été, en a ressenti d'immenses bienfaits. Ces instituteurs reviennent avec une conscience française éveillée, avec un souci ardent d'enseigner mieux le français, une ferveur réelle dans leur mission et une idée juste sur l'importance des associations françaises et la participation personnelle à y apporter. Ainsi, à Chéticamp, le français s'enseigne soigneusement dans les basses classes du moins; les assemblées des Foyers-Ecole, de la Société L'Assomption, etc. sont suivies avec beaucoup d'assiduité et d'intérêt. En 1964 et en 1965, le Ministère des Affaires Culturelles de la province de Québec accordait une bourse de \$ 200,00 à tout instituteur ou institutrice français des milieux isolés qui voulait suivre ces cours d'été. La Société Saint-Pierre jugeant ces cours d'été d'une importance capitale, accorde une bourse de \$ 100,00 depuis quelques années à chaque instituteur qui veut les suivre. Malheureusement, si la région de Chéticamp en a profité, les autres régions n'en ont pas bénéficié, ou si peu que rien. Le comté de Richmond, qui aurait tellement besoin du même réveil, n'a envoyé qu'une institutrice, une religieuse, aux cours d'été de 1964. Il faudrait entreprendre une campagne de recrutement dans ces milieux. Ces cours d'été peuvent y jouer un rôle de salut pour la langue française.

Les Associations d'Éducation sont un autre facteur de sauvegarde de la langue. Le diocèse de Yarmouth possède son Association Acadienne d'Éducation; au diocèse d'Antigonish, les Français ont fondé la Société Saint-Pierre en 1947 et, sur l'île du Prince-Edouard, on connaît l'oeuvre déjà accomplie par la Société Saint-Thomas d'Aquin, fondée en 1919.

La Société Saint-Pierre prête aux étudiants acadiens qui veulent poursuivre leurs cours dans les collèges français. La société Saint-Thomas d'Aquin a obtenu des bourses des collèges classiques et des écoles ménagères du Québec et du Nouveau-Brunswick; elle a aidé financièrement plus de 500 étudiants ou étudiantes français de l'île à poursuivre leurs études au delà de la 10^e année. Malheureusement, peu de ces élèves reviennent sur l'île, une fois leurs études terminées, et la Société Saint-Pierre a dévié de son but premier en accordant des prêts aux Acadiens qui poursuivent leurs études dans les institutions

anglaises comme l'Université d'Antigonish. Les Foyers-Ecoles existent aussi dans ces milieux, depuis 1930 à Chéticamp et 1957 à l'Ile du Prince-Edouard. Chéticamp a même eu un journal des Foyers-Ecoles en 1939 et 1940.

Tous ces organismes permettent à une élite de se maintenir en éveil pour la cause française, de lier et d'entretenir des contacts avec des groupes français de l'extérieur, de profiter de générosités du Québec et même de la France en bourses et dons de livres.

Quand on sait que des Acadiens complètement anglicisés, comme ceux de Souris sur l'Ile du Prince-Edouard et ceux de Havre-à-Boucher en Nouvelle-Ecosse, continuent avec ténacité de s'affirmer Acadiens, on se prend à songer qu'il faudrait peut-être peu de choses pour récupérer ces groupes apparemment perdus, pour sauvegarder ceux qui déjà glissent vers l'anglicisation et donner aux groupes français des trois Provinces une culture bilingue où le français demeurerait la langue prédominante. Il faudrait à ces groupes isolés l'école française, la paroisse française pour ceux qui ne l'ont pas, la radio et la télévision françaises. Le reste viendrait par le rayonnement des associations, des collèges, de l'Ecole Normale et de l'Université.

4° Les droits (?) du français... et leur reconnaissance officielle.

L'usage de la langue française est autorisé, par l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, au Parlement fédéral et à la Législature du Québec. Comme les Acadiens ne formaient qu'une infime minorité, au moment de la Confédération, aucune clause n'a réservé leurs droits linguistiques. Les lois provinciales ne proscrivent pas l'emploi du français, mais en pratique, par le poids de la majorité et des institutions britanniques, l'anglais est devenu la seule langue officielle, au Parlement, dans la législation, dans les cours de justice et l'éducation.

Cela est si vrai que dans les procès, même si le juge, les avocats, les parties et les témoins sont de langue française, la langue de la Cour demeure l'anglais. Accusés et témoins peuvent bien obtenir des interprètes, mais les interrogatoires se déroulent en anglais. Tout doit être traduit et les procès-verbaux, rédigés en anglais, puisque le français ne jouit pas de reconnaissance légale explicite, et que son emploi pourrait invalider toutes les procédures. Toutes les lois sont publiées en anglais, même la School Law, qui n'a jamais reçu de traduction.

En fait cependant, la langue française jouit de quelque tolérance, au moins au Nouveau-Brunswick. Le jour même de la proclamation de la Confédération, il se produisit en Chambre un incident auquel on pourrait prêter un sens préfiguratif. Le greffier lut une lettre en français, adressée à la législature par le duché de Brunswick et offrant des parts dans une loterie. L'orateur remarqua:

"It is remarkable that the first day the new Dominion was organized the letter should be couched in French. Members of the Confederation Government were allowed to speak in French, and this might induce Honourable members to become familiar with that language."

(Debates of the House, 1867, p. 41)

Les débats de la Chambre avaient déjà été publiés en français en 1857. En 1862, William J. Gilbert, député anglais de Westmoreland proposa que le compte-rendu de cette session soit encore publié en français, et il fut appuyé par le député de Kent, M. Francis McPhelim. Mais on fait remarquer que la publication française qu'on en avait déjà faite auparavant n'avait donné que peu de résultat. "C'est que la traduction en était mal faite," rétorqua le député Amand Landry. Samuel H. Gilbert, député de Queens, qui

s'était opposé auparavant à une telle mesure, se dit en faveur maintenant "parce que, dit-il, les Français sont beaucoup plus intelligents que je ne l'avais d'abord pensé." Mais, John Costigan, lui, s'y oppose, bien qu'il fût élu par des Français, parce que, disait-il, la province avait trop besoin d'argent pour des chemins, des écoles et des bureaux de postes. La proposition fut rejetée par 16 voix contre 13 et le procureur-général, l'honorable Charles Watters de Saint-Jean, exprima son regret de voir la Chambre refuser de poser un geste si minime mais si juste en faveur de la population française de la province. (1)

Les Acadiens de Gloucester présentèrent, en 1867, 176 pétitions pour demander une traduction française des Débats. (2) Ils obtinrent satisfaction en 1870, quand un "Rapport des débats..." fut publié par le Moniteur acadien, aux frais du gouvernement. Le "Free Grants Act" de 1868 fut aussi publié en français. En 1920 une motion proposant de publier les proclamations officielles en français dans les milieux acadiens dut défaire par 68 voix contre 38.

Par la suite, les gouvernements de Nouvelle-Ecosse et du Nouveau Brunswick ont publié en français quelques feuillets sur l'agriculture, l'hygiène et l'artisanat, ainsi que des brochures touristiques, mais cette pratique est demeurée exceptionnelle. Seulement depuis 1962, le gouvernement Robichaud a pris la décision de publier en français des textes officiels importants, comme les Rapports des Commissions Deutsch et Byrne.

L'usage du français sur le parquet de la Chambre paraît assez récent. Nous ne croyons pas qu'il ait jamais été employé en Nouvelle-Ecosse, ni à l'Ile du Prince-Edouard. Quelques députés seulement comprendraient, et ce serait parler pour les murs. Même au Nouveau-Brunswick, ce "phénomène" semble récent. En 1915, Léonard Tilley, député de Saint-Jean, demande qu'on laisse prononcer un discours en français. En 1925, le parti conservateur défait le parti libéral de Pierre Véniot, John Baxter, nouveau premier ministre, qui ne compte que trois députés conservateurs sur les neuf députés acadiens, fait prononcer en français la réponse au "discours du trône", et plusieurs députés parlent en français durant la session.

1) Debates of the House of Assembly for 1862, p. 2-3, 11.

2) Journals of the House, 1867, p. 175.

M. W.H. Harrison, député de Saint-Jean, descendant de Loyalistes, prononce une partie de son discours en français "pour reconnaître l'importance de l'élément acadien dans la province," et souhaite un emploi plus fréquent du français dans les débats de l'Assemblée législative.

En ces dernières années, plusieurs ministres et députés, tant de langue anglaise qu'Acadiens se sont exprimés en français, à l'Assemblée législative de Fredericton. Mais ces petits discours ne sont que des gestes de courtoisie et ont seulement une valeur symbolique. En fait l'anglais demeure la seule langue courante et officielle et le français ne jouit d'aucune reconnaissance légale et officielle.

Les seuls droits sur lesquels peut s'appuyer l'usage du français, aux Maritimes, ce sont les droits naturels de tout homme de conserver sa langue, les droits historiques que peuvent conférer la qualité de premiers occupants et de pionniers dans le développement de la région, et les droits démocratiques qu'on commence à reconnaître un peu mieux, depuis que le Canada n'est plus une colonie.

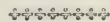
Mais ces droits demeurent bien vagues et nébuleux, en l'absence de toute consécration légale. Plusieurs organismes nationaux ou politiques se sont récemment prononcés en faveur d'une reconnaissance légale du français, au moins au Nouveau-Brunswick: la Société Nationale Acadienne, les Jeunesses libérales du Canada, le Nouveau Parti Démocratique, le Congrès du Travail, etc. Mais plusieurs de ces organismes sont formés d'une bonne proportion de francophones, ou se sont prononcés pour des motifs politiques. Peu d'organisations anglaises se sont exprimées et le parti conservateur, pour sa part, a gardé un prudent silence.

On peut se demander si l'opinion publique est assez préparée, et si une telle mesure ne soulèverait pas de protestations. Evidemment, si on attend que tous absolument soient convaincus, il faudra attendre encore un siècle ou deux. Il semble que l'élite anglaise, au Nouveau-Brunswick du moins, est assez favorable. Encore faudrait-il que la mesure soit présentée avec les réserves et restrictions nécessaires, sans avoir l'air ni la prétention d'imposer l'usage du français.

Le principe de cette reconnaissance impliquerait surtout que la langue française puisse s'enseigner librement, à tous les niveaux des écoles publiques, s'employer dans les Cours de Justice, au Parlement, dans les textes de lois et dans les publications officielles, et obtenir une place équitable dans les services publics et le fonctionnarisme.

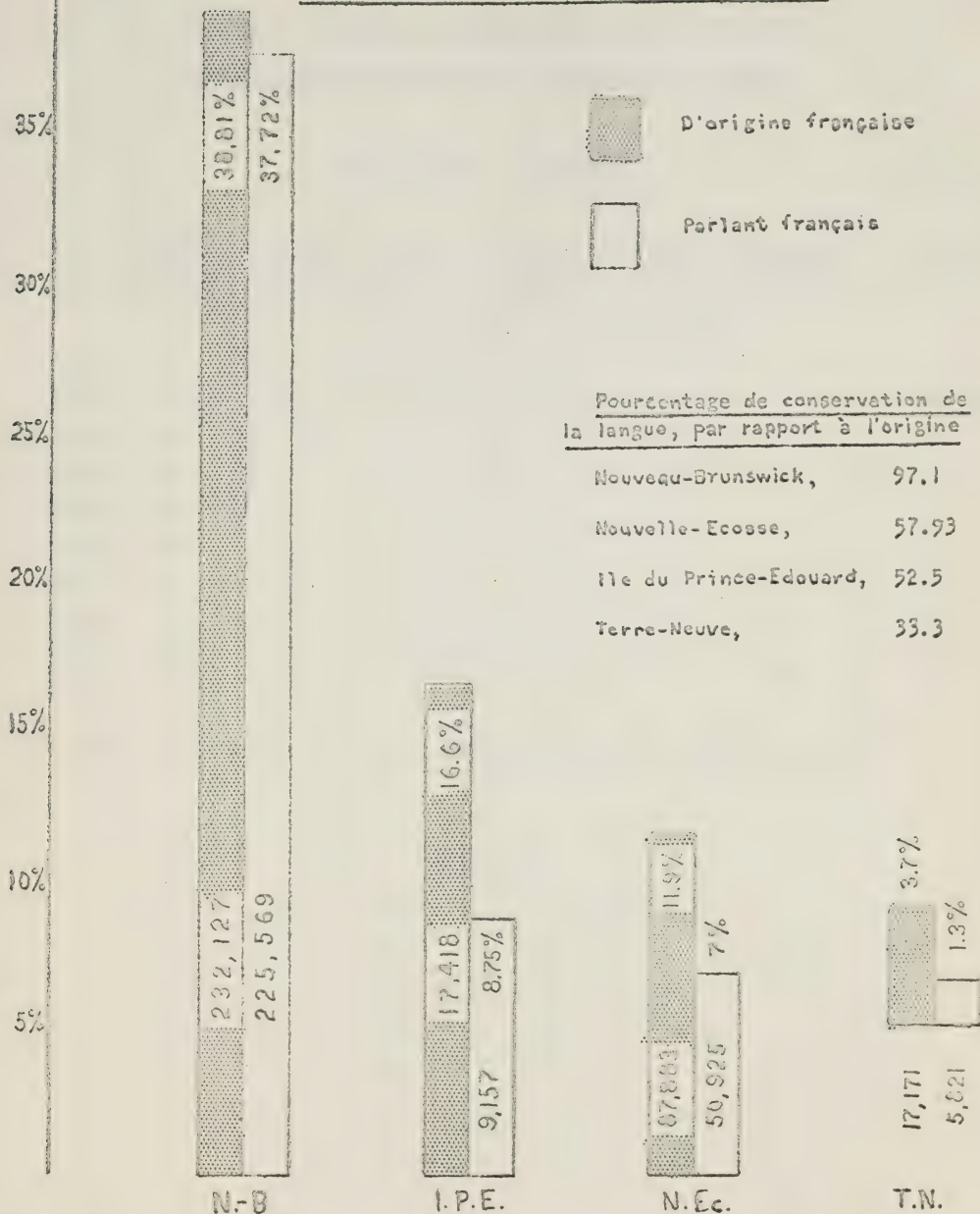
Au point de vue politique, afin d'éviter des débats acrimonieux et ne pas accentuer la confusion entre groupes ethniques et les intérêts de partis, il serait essentiel de dépolitiser cette question, en obtenant l'assentiment préalable des chefs et du parti conservateur. Il faudrait un peu de désintéressement de chaque parti, pour favoriser l'unité nationale; les libéraux devraient renoncer à tirer des avantages politiques d'une mesure qui plairait évidemment aux électeurs de langue française, et les conservateurs devraient surmonter quelques vieux préjugés.

Le premier ministre du Nouveau-Brunswick, a déclaré prudemment qu'il ne prendrait aucune décision avant que la Commission sur le Bilinguisme ait formulé ses recommandations. Le public attend que les Sages se prononcent... en toute objectivité, courage et sérénité! Quant aux suites pratiques qu'appelleront ces recommandations, les gouvernements provinciaux devront assumer là-dessus leurs responsabilités.



POURCENTAGE PAR PROVINCES DES PERSONNES D'ORIGINE FRANCAISE

ET PARLANT FRANCAIS AUX PROVINCES MARITIMES



D'après le Recensement du Canada, 1961.

Voir aussi Emery Le Blanc, "Les Acadiens", p.114-117.

Cours de français à des élèves de langue anglaise

Ecole de Langues vivantes - Université de Moncton

Cour du soir - Extension

	<u>Nombre d'élèves</u>	<u>Profes- seurs</u>	<u>Vendeurs</u>	<u>Gardes- malades</u>	<u>Secré- taires</u>	<u>Employés du C.N.R.</u>	<u>Autres⁽¹⁾</u>
1956-57	41	7	14	3	10		6
57-58	51	11	15	4	11		10
58-59	26	6	7	2	8		4
59-60	29	7	8	3	9		2
60-61	36	13	7	3	8		5
61-62	40	15	10	5	8		2
62-63	48	17	13	5	9		4
63-64	82	19	13	6	10	28	6
64-65	100	25	15	8	15	35	2

(1) Cette répartition des élèves en occupations est approximative.

Cours d'Eté

1960	19 élèves
1961	29 "
1962	37 "
1963	46 "
1964	57 "

CHAPITRE XI

L'éducation

Chapitre 11 - L'Éducation

Pour une minorité ethnique et linguistique, l'éducation prend une importance qu'elle ne possède pas au même degré pour un groupe majoritaire ou même égal à un autre. La survie d'un groupe et son développement dépendent fortement de la façon dont les enfants, héritiers des traditions et de la civilisation de ce groupe, sont éduqués.

Pour les Acadiens, la civilisation est liée étroitement à leur tradition, à leur passé; plus peut-être que pour un groupe humain plus heureux, les bouleversements de leur histoire ont forgé leur structure. Farouchement attachés à ces souvenirs, ils prétendent, avant tout, les transmettre à leurs enfants.

Ainsi la fidélité à leur histoire et à leurs caractéristiques essentielles de langue et de foi, les oblige en quelque sorte, s'ils veulent rester eux-mêmes, à veiller jalousement sur le mode d'éducation de leurs enfants.

L'histoire a conditionné le peuple acadien, le dispersant à travers trois provinces, en des lieux particulièrement retirés et inadaptés à l'établissement humain. L'éducation porte aujourd'hui encore les caractères imprimés

CHAPITRE II - L'EDUCATION

Au Nouveau-Brunswick

Historique	p. 2
Situation actuelle	p. 35
Population scolaire.	p. 37
Finance de l'enseignement.	p. 38
Programmes	p. 45

L'enseignement secondaire et technique

L'enseignement secondaire:

dans le secteur privé.	p. 52
dans le secteur public	p. 58
L'enseignement technique	p. 62

L'enseignement universitaire et pédagogique

L'enseignement universitaire	p. 66
--	-------

L'enseignement pédagogique:

par les cours d'été.	p. 72
A l'Ecole normale	p. 77
<u>L'éducation des adultes.</u>	p. 80

<u>En Nouvelle-Ecosse</u>	p. 85
-------------------------------------	-------

<u>A l'Île du Prince Edouard.</u>	p. 110
---	--------

Conclusion	p. 119
----------------------	--------

Tableaux et graphiques:

- Degrés d'instruction au Canada.
- Bas niveau d'instruction aux Provinces Maritimes.
- Années de scolarité aux Provinces Maritimes.

à cette race par les malheurs de son histoire: écartement par rapport aux grands antres et surtout dispersion le long des côtes et à l'intérieur. Ces caractères tout négatifs impriment à l'éducation acadienne un handicap encore difficile, à l'heure actuelle, à surmonter.

Pour mieux comprendre la situation, il faut donc, en Acadie plus encore qu'ailleurs, connaître l'histoire. Lorsqu'on aura brièvement retracé les étapes principales de l'éducation, on pourra plus facilement exposer la situation actuelle.

Au Nouveau-Brunswick

Historique

En 1784, lors de la création de cette Province, on comptait 5,000 Acadiens auxquels la Province octroya 100 acres par famille. Cette reconnaissance tacite permit aux groupes dispersés de ces Français de se développer dans la solitude et l'indifférence. La Province "The loyalist Province" était gouvernée par une obligation puissante "The Family compact" qui ne se préoccupe guère de l'enseignement de la masse. Une Université et une Grammar School

sont d'abord créées à Fredericton pour les enfants riches, elles sont payantes. L'éducation populaire est laissée à la Société de Propagation de la Bible qui agit comme une oeuvre charitable en vue de donner une éducation religieuse aux enfants.¹ Ce sont des écoles paroissiales qui ne diffèrent guère des écoles françaises, sinon que la langue et la religion sont différentes. Les Acadiens localisés au nord de la Province ont eux aussi quelques écoles paroissiales, comme celle du curé Lagarde à Saint-Basile et des maîtres ambulants que les familles hébergent et nourrissent pendant la période qu'ils passent dans la paroisse. L'unité de ces groupes est donc la paroisse, l'école se centre là; le maître organise librement le cycle des études; aucune règle n'est donnée du pouvoir central, sinon en 1802 le Parish School Act où 10 livres sont donnés à chaque paroisse pour créer ou développer une école que le juge de paix supervisera. Cette libéralité n'ira d'ailleurs pas jusqu'aux paroisses françaises. La prospérité de la Province entre les années 1800 et 1815 ne touche

1. K. MacNaughton. The Development of the Theory and Practice of Education in New Brunswick 1784-1900, chap. IV.

guère les groupes acadiens, non plus que l'immigration massive d'Ecossais et d'Irlandais en 1830. Cet apport de populations catholiques ne change rien à la situation des groupes français qui vivent et se développent totalement en marge de l'économie du pays. Leur mode de vie, leur attachement à leurs traditions ne les distingue d'ailleurs pas foncièrement de l'ensemble de la population de la Province: Une masse rurale très médiocrement éduquée, dominée par une élite protestante, conservatrice, éloignée de ce qui pourrait élever, démocratiser. Les seules écoles sont privées et l'Etat se refuse en 1842 à créer une Ecole normale, "The great bulk of population, rural and urban was characterized by intellectual lethargy."²

Cette "léthargie" intellectuelle affecte tout spécialement l'organisation générale de l'éducation, ce n'est qu'en 1837 que les Comités de Comté sont créés, pour inspecter les écoles paroissiales et donner des licences d'enseignement. Les Ecoles acadiennes sont comprises semble-t-il dans ces inspections. Mais elles se créent et se développent encore en marge d'une organisation centrale sérieuse. Cooney³ en 1832 cite comme "bonnes écoles" celle d'Aidouane et celle du Richibouctou. En 1830, on dénombre 3 écoles à Tracadie, 1 à Caraquet, une à Néguaac et une autre au Cap Pelé.

2. McNaughton, Loc. cit. P. 91.

3. Cooney. Compendious History of the Northern Part of the Province of New Brunswick and of the district of Gaspé in Lower Canada, Halifax 1832.

En 1845, le rapport d'inspection indique 28 écoles pour les comtés de Westmorland, Kent et Gloucester et en 1850, Lauvrière dénombre 20 écoles dans le nouveau comté de Madawaska. Les enseignants devaient recevoir un minimum de 40 livres par an, payés par la paroisse; en fait, les familles acadiennes, accablées d'enfants et de misère ne donnaient pas plus de 20 livres, le plus souvent en nature. Il faut imaginer le maître de cette époque incorporé au genre de vie patriarcal de ces familles rurales; la notion de salaire n'avait pas encore pénétré ces milieux.

Ces écoles, très à part, ne recevraient pas d'aide du gouvernement. Elles étaient restées, en gros, ce qu'elles étaient au XVIIIe siècle et tant que la révolution du machiniste ne pénétra pas au Nouveau-Brunswick, c'est-à-dire à la fin du XIXe siècle. Elles gardèrent l'aspect qu'elles avaient sous le régime royal français. Un rapport de 1845⁴ établit qu'en qualification et en nombre elles ne sont pas inférieures aux écoles anglaises.

Dans la province elle-même, la main mise dictatoriale de l'Eglise d'Angleterre unie au "Family compact" persiste jusqu'en 1855. Malgré les mises en garde de Marshall

4. McNaughton, Loc. cit., P. 230.

d'Avray, premier surintendant de l'Education, homme à l'esprit ouvert et intelligent, l'école reste réservée aux riches et rien n'est fait pour faire évoluer les Parish Schools. Les enfants les fréquentent, peu ou mal; en 1853, un rapport de l'Education signale que $\frac{1}{3}$ ⁵ seulement des enfants vont à l'école.

Mais les transformations économiques pénètrent la Province et vont bouleverser le système politique. L'immigration massive des Irlandais d'autre part change la constitution de la masse électorale.

En 1857, la crise politique se cristallise et les tories sont renversés. Les libéraux les remplacent. Ceux-ci en matière d'éducation, se doivent de respecter les écoles catholiques, la pression irlandaise est d'ailleurs trop forte. En 1858, un acte créant les Ecoles supérieures (Ecoles se situant entre l'école de paroisse et la Grammar School) stipule dans la section VIII:

"Si les parents catholiques veulent que leurs enfants lisent la Bible, ce sera la version Donay."

Première reconnaissance officielle d'un enseignement religieux à l'école, qui sera revendiqué par la suite comme celle d'un enseignement confessionnel.

5. McNaughton (Loc. cit., !)

En 1847, un premier essai d'unification de l'enseignement: le Parish School Act rendait obligatoire pour tout enseignant un stage de dix semaines à l'Ecole normale de Frédérickton. Cette Ecole normale de langue anglaise ne devait guère attirer l'enseignement français et en 1852 une pétition signée par 269 Acadiens de Westmorland nous apprend que les instituteurs acadiens ont été dimunués parce qu'ils n'avaient pas fait de stage à l'Ecole normale mais qu'ils ne le pouvaient pas parce que tous les cours
6
étaient en anglais.

En 1852, commence donc cette lutte autour d'une Ecole normale avec enseignement anglais. Une concession temporaire au français à l'Ecole normale ne durera que six ans, de 1878 à 1884, où un Département préparatoire français avant le stage permettait aux enseignants français d'obtenir une licence de 3e classe, valable deux ans. Cette concession mesurée n'eut guère de succès; 113 élèves en six ans. En effet, la licence de 3e classe n'était guère appréciable, elle créait tout au plus un un corps d'enseignants de deuxième zone au traitement

6. Mrs. M. Hody, "The Development of Bilingual School of New Brunswick." Ph. D. thesis, Toronto 1964, chap. 4.

inférieur. En fait, l'Ecole normale gardera, compte tenu de la concession précitée, pour objet de former des enseignants anglais pour écoles anglaises. En 1867, un surintendant suggérera dans un de ses rapports qu'un enseignement français bilingue soit créé à l'Ecole normale et qu'aucun enseignant français ne soit autorisé à enseigner qu'il n'ait passé par l'Ecole

"To do justice to the part of our population, I should recommend that the service of a French teacher should be secured for the training School, and no license granted to French applicants without the attendance exacted in the case of the English-speaking students."⁷

Cette suggestion ne sera pas retenue et l'enseignement français reste ignoré, inorganisé, laissé au caprice des maîtres, sans formation pédagogique. L'éducation demeure, dans cette Province, la parente pauvre, et ceci, malgré l'élargissement du corps politique. En 1857, les dépenses provinciales pour l'éducation représentent 1/6 du revenu provincial; chiffre mesquin comparé à celui des autres provinces.

7. Bennett, Annual Report on the Parish School, 1866, P. 14.

Les octrois d'Etat sont combattus et restent insuffisants. La notion même d'octroi est controversée et certains esprits inclinent à Frédérickton à préférer la cotisation paroissiale obligatoire ainsi qu'en Nouvelle-Ecosse. La campagne de presse est vigoureuse et l'opinion se divise, ceux qui sont contre les taxes et ceux qui sont pour l'école religieuse libre. D'autre part, les chiffres d'assistance à l'école restant dérisoires: 53.7% des écoliers en hiver et 52.5% en été assistent à l'école en 1870; certains veulent créer l'assistance obligatoire.

Ce problème s'est posé en Nouvelle-Ecosse où en 1850 une statistique du Ministère de l'Education établissant que la moitié des enfants n'assistait pas à l'école. En 1864, le gouvernement de la Nouvelle-Ecosse avait fait approuver par le Parlement une loi établissant l'enseignement public obligatoire "Le Free School Act". Un état d'esprit laïc s'était établi en Nouvelle-Angleterre, en Ontario comme en Europe et au Nouveau-Brunswick, les protestants loyalistes, c'est-à-dire très attachés à l'Eglise d'Angleterre étaient combattus par les catholiques irlandais d'une part et aussi par les minorités protestantes:

méthodistes, presbytériens et surtout baptistes. Ceux-ci par crainte de voir se maintenir la dictature de l'Eglise d'Angleterre s'unirent dans un compromis laïc. Les Acadiens, toujours ignorés, se multipliaient, serrés autour de leurs paroisses et ne participaient en rien à ces luttes qu'ils ne connaissaient guère.

En mai 1871, après plusieurs mois de discussions autour de la question des taxes, une loi scolaire est votée par 24 voix contre 14 le "Common School Act". Cette loi établit l'école laïque commune ayant seule droit à l'aide législative. L'Ecole paroissiale confessionnelle ne pouvait donc subsister que supportée par les familles. D'autre part, la Province était divisée en districts scolaires, de 50 enfants au maximum par classe. Quatorze inspections étaient créées sous la direction d'un surintendant. Trois sources de financement: la Province, le Comté, taxant chaque habitant de 30 cts pour l'école; et enfin la cotisation de district. Les habitants deviennent responsables des fonds.

Laïcisation, centralisation et évidemment anglicisation, voici quelles étaient les inspirations de cette loi. Les comtés anglais se laissèrent dans l'ensemble organiser

suivant cette nouvelle technique et en 1872, on enregistre 508 enfants de plus; mais les comtés français du nord de la Province n'accusent aucune rentrée. En 1873, au Madawaska, nouveau comté, aucune école ne se créa suivant l'acte et dans le comté de Kent \$13.000 d'impôts scolaires n'étaient pas payés. Les Acadiens, encore dispersés, réagissaient par l'inertie, seule arme en leur pouvoir: ils ne voulaient pas d'école laïque anglaise; ils n'y envoyaient donc pas leurs enfants et ne payaient pas les taxes. D'autre part, l'interdiction de mettre dans ces écoles d'Etat aucun emblème religieux, celle aux enseignants de porter l'habit religieux visaient les congrégations tant irlandaises que françaises.

Enfin, la prise de conscience s'exprima et un député du comté de Kent, Costigan, en appela au gouvernement d'Ottawa pour défendre, d'une part l'existence des écoles confessionnelles et d'autre part celle des minorités. Pour lui la loi de 1871 était inconstitutionnelle parce qu'elle contredisait directement l'acte d'Amérique du Nord "Où les droits et privilèges des minorités étaient maintenus". Le gouvernement McDonald repousse l'appel, en donnant pour motif que ces écoles de minorités n'avaient pas été établies

par statut. La lutte inégale se poursuivit, s'enlisa, entre les députés et les évêques d'une part, le gouvernement et même la Couronne d'autre part. Le rôle joué par la presse pour la première fois active, élargit le débat et surtout éclaira l'opinion. Le Morning Freeman, journal irlandais de Saint-Jean, et le Moniteur Acadien, journal fondé en 1867 à Shediac étaient les porte-paroles des minorités confessionnelles et linguistiques.

Il est intéressant de noter que, dans cette défense de leurs intérêts scolaires, les Irlandais catholiques et les Français catholiques étaient unis.

Pendant que duraient ces contestations politiques et que les journalistes des deux clans se déchaînaient, une opposition encore plus vive se manifestait dans le peuple. Les catholiques irlandais et acadiens, clergé en tête, s'estimant victimes d'une grave injustice, refusaient de payer les taxes scolaires. Le gouvernement, de son côté, s'obstinait à appliquer la loi dans toute sa rigueur. Plusieurs curés virent saisir leurs meubles, leurs voitures

ou leurs livres; quelques-uns se laissèrent traîner en prison. Cette lutte atteignit son point culminant dans ce qu'on a appelé avec quelques exagérations "l'émeute" de Caraquet.⁸

Deux fonctions s'opposaient dans ce village: la majorité catholique française et réfractaire, et un petit groupe protestant, appuyé par le député local, Robert Young. Les partisans de chaque groupe tinrent des assemblées rivales, le sentiment populaire s'échauffa et l'on en vint aux violences. Au cours d'une descente de police dans une maison acadienne, deux personnes furent tuées: un Acadien, Louis Maillou, et un Anglais, John Gifford. Une accusation de meurtre fut portée contre 9 Acadiens et le procès de l'un d'eux, Joseph Chiasson, se tint à l'automne de 1875. Après des séances orageuses, il aboutit à la condamnation à mort de ce premier accusé. La sentence fut portée en appel et cassée, pour vices de procédure. Il devait donc y avoir un second procès mais, entre temps, les esprits s'étaient calmés; la poursuite cessa et les accusés retrouvèrent leur liberté.

8. Pour un récit détaillé des incidents de Caraquet, voir: P. Poirier, Le Père Lefebvre, P. 191, K. MacNaughton, loc. cit., P. 212, et Cahiers de la Société historique acadienne, 4e cahier, 1964, P. 17.

Un compromis termina en même temps cette lutte du pot de fer et du pot de terre. En 1875, un "modus vivendi" intervint entre le gouvernement provincial et des représentants de la minorité religieuse: les catholiques des districts où ils sont majoritaires pourront aller dans les écoles de leur choix, où le catéchisme leur sera enseigné hors des heures de classe. Les religieux sont dispensés du stage à l'Ecole normale, mais ils devront passer l'examen. Auparavant, un amendement à l'acte permettait le port du costume et des emblèmes religieux.

Néanmoins, l'opinion publique secouée par la longue lutte entre minorités et pouvoirs publics, reste agitée. Les Acadiens ne sont plus ignorés, mais l'animosité règne entre groupes anglais et groupes français. En 1879, le premier inspecteur de langue française Valentin Landry, est nommé pour les districts acadiens de Gloucester et Kent et la paroisse de Shediac en Westmorland. Il s'efforcera de demander des livres français, une formation française pour les maîtres français, un réajustement de l'aide aux écoles acadiennes. Il démissionnera en 1886 et fondera le journal acadien, quotidien L'Evangéline, à Digby en Nouvelle-Ecosse.

Ainsi, petit à petit, sporadiquement une prise de conscience, un regroupement des forces se fait. Mais gouvernementalement, les écoles de langue française (on ne parle plus des écoles acadiennes) sont ingorées, défavorisées. La notion de districts pauvres au point de vue éducatif; en 1875, \$25,000 sont votés pour 268 districts considérés comme pauvres, deux seulement sont acadiens. En fait, il y a 398 districts pauvres dont 119 au Madawaska, mais ce comté n'ayant pas d'école publique, n'a droit à aucune aide. Plus tard, en 1877, sur 40 districts pauvres aidés par le gouvernement vingt sont acadiens. En 1936, 401 districts sont classés comme districts pauvres, 179 sont français.

Quelle est donc la situation des écoles acadiennes après le compromis de 1875, conséquence de la loi de l'Ecole publique de 1871? Il y a deux cas. D'abord, les paroisses refusant de participer à la cotisation obligatoire pour ne pas avoir d'école publique, dans le comté de Madawaska, presque toutes les paroisses sont dans ce cas, elles conservent leurs écoles professionnelles, écoles désormais appelées séparées et les entretiennent sans aucune aide gouvernementale ni aucune direction. Elles sont libres, mais très pauvres

et toujours livrées à l'arbitraire des maîtres. Ensuite, il y a les paroisses qui font partie d'un district scolaire, cotisent et possèdent une école publique. Ces districts sont pauvres, puisqu'ils sont tous situés au nord ou dans l'est de la Province, c'est-à-dire soit dans les bois, sur des terres granitiques et froides, soit au bord de la mer, vivant de la pêche à la morue. Ces familles acadiennes sont très prolifiques. En 1871, il y a 44,907 Acadiens, près d'un cinquième de la population totale plus exactement 15.72%. Avec la pratique des cotisations par habitant, sans tenir compte du nombre d'enfants par famille, il est bien évident que les districts à familles nombreuses sont défavorisés par rapport à ceux dont les familles n'ont que deux ou trois enfants en moyenne. Les districts français à familles très nombreuses sont dès le départ, handicapés par rapport aux districts anglais.

Outre ces aspects financiers, il y en a un autre plus grave. Les écoles publiques sont fournies en livres par le Département de l'Education; la langue française était pratiquement ignorée à ce niveau, les livres envoyés sont tous anglais. Dès lors, la classe orale est faite en

français avec des livres anglais à des élèves français qui ne savent pas l'anglais. La situation paraît absurde, elle ne semble avoir révolté personne. Il faut attendre 1877 pour qu'une grammaire française élémentaire soit empruntée à Québec. Puis en 1888, un livre de lecture scientifique dû aux réclamations réitérées de la presse acadienne Le Moniteur et L'Évangéline, ce dernier fondé en 1887, quotidien dont le rôle ne cessera de grandir. Ce livre de lecture scientifique se nomme Les Grandes Inventions Modernes.

Les inspecteurs français affectés aux districts acadiens seront réduits à Landry et à son départ à Jérôme Boudreau, de 1886 à 1888 qui essayera de surveiller les comtés de Gloucester et de Kent, et une partie du Westmorland. Après son départ, de 1888 à 1901 des inspecteurs anglais s'efforcent de faire pénétrer l'enseignement de l'anglais. L'idée consiste à enseigner l'anglais le plus tôt possible à l'enfant pour le faire passer petit à petit du français à l'anglais. Il n'y eut pas semble-t-il, d'autre politique, sinon celle d'anglifier le plus tôt possible la jeunesse acadienne.

En 1880, il y a 2.673 écoliers acadiens et en 1882, 3.594, la progression est très rapide et les écoles de districts acadiens, surpeuplées.

Pour terminer ce bref tableau de l'enseignement primaire acadien à la fin du XIXe siècle, il faut redire un mot de la situation des enseignants. Il faut distinguer tout d'abord entre les laïcs et les religieux. Depuis 1874 les religieux peuvent, seulement les régions peuplées d'Acadiens en majorité, enseigner en habit. En fait, en 1884, 80 districts scolaires emploient prêtres et laïcs. Les anciennes écoles paroissiales, lorsque la population ne s'y oppose pas, sont devenues écoles publiques, avec licence d'enseignement octroyée au personnel. Il faut distinguer entre deux types de licence: la licence locale donnée gracieusement par les autorités locales et ne conférant évidemment aucune garantie de savoir, puisqu'aucun examen n'est passé, et la licence d'enseignement provincial obtenue de l'Ecole normale. Les religieux sont dispensés du stage mais, doivent présenter l'examen final. Certains refusent de s'y présenter et cela créera des litiges complexes.

Les étudiants laïcs acadiens et candidats à l'enseignement public n'apparaissent vraiment qu'après 1884; une série d'étapes de 1884 à 1897 vont étendre la licence de 3e classe aux licenciés n'ayant pas passé l'examen d'anglais mais seulement la licence de français. Ces licenciés de 3e classe sont réservés aux districts acadiens. En 1895, il y a 21 licenciés de ce type; en 1900, 52, d'après la décision du Board of Education⁹ ils ne peuvent être utilisés que dans les districts évalués à moins de \$15.000.

La querelle de Bathurst en 1893 souligne le caractère discriminatoire réservé aux enseignants français de 3e classe. En aucun cas, les familles anglaises n'accepteront d'enseignement de cette catégorie pour leurs enfants.

Au début du XXe siècle, la situation s'établit ainsi: des écoles confessionnelles végètent à côté d'écoles publiques; leur financement et leur enseignement restent très insuffisants. L'indifférence au problème reste totale. Et il y a pourtant un problème, la démographie acadienne ne cesse de croître et, étant donné l'abandon dans lequel se développaient les écoles des districts français la proportion des illettrés était grande.

9. Minutes of the Board of Education, December 1st 1882 à December 3 1902. (1 décembre 1897) P. 400.

Les comtés français en 1901 (Gloucester, Kent) en comptaient une proportion de 47% alors que les comtés anglais, pourvus d'écoles adaptées à leur besoin, n'en comptaient que 12%.¹⁰

Les inspecteurs anglais de ces comtés s'étaient inquiétés; Philippe Cox en 1883 avait réclamé des livres d'instruction en français et un inspecteur bilingue. La situation restait la même, ignorance apparente du problème chez les responsables de l'Education, surpopulation et pauvreté extrême chez les Acadiens, par conséquent apathie totale.

Et pourtant, la situation se transforme lentement. Grâce au développement des moyens de communication, surtout des chemins de fer, grâce à la presse et à l'action de certaines personnalités, les Acadiens se regroupent sinon en fait, du moins moralement.

En 1881, la 1ère Convention acadienne se réunit à Memramcook. Désormais, à tous les cinq ans environ, les chefs des groupes acadiens se rencontreront pour faire le point de la situation. La 3e Convention en 1890, consacre ses réunions à discuter de l'éducation et réclame un enseignement français.

10. Mrs. Hody, loc. cit., parag. 308.

En 1903, la Société de l'Assomption, créée par des Acadiens du Massachusetts, crée sa caisse d'entraide. Par la suite, elle distribuera des bourses d'étude aux étudiants acadiens méritants.

L'Évangéline double Le Moniteur acadien dans son rôle d'informateur et ouvre ses colonnes aux revendications scolaires. Un regroupement efficace s'opère, il représente la prise de conscience du monde acadien et petit à petit une pensée collective va se créer qui luttera contre l'apathie générale. Le climat se forme au bilinguisme, c'est-à-dire à une volonté de maintenir le français, d'une part et à l'acceptation d'une nécessité, celle de savoir l'anglais. Ce qu'un siècle auparavant, très modestement, l'abbé Sigogne avait fait dans ses écoles de dimanche du district de Clare en Nouvelle-Ecosse, l'élite acadienne va le réclamer avec insistance.

Un inspecteur français, J.F. Doucet est nommé en 1901 pour les districts acadiens. Devant l'étendue du problème et la médiocrité des résultats, il réclame dans un de ses rapports, en 1903¹¹ que l'anglais ne soit enseigné aux

11. Annual Report of the Schools of New Brunswick, 1903,
P. 78.

enfants français que lorsqu'ils auront acquis la maîtrise de leur langue maternelle. Idée sage, qui ne sera pas retenue mais qui sera reprise par la suite, avec éclat.

Les acquisitions sont lentes, parfois sans lendemain, quelquefois même anéanties avant d'entrer en vigueur. En 1922, par exemple, après une campagne de presse et une série de pétitions s'étalant de 1909 à 1921, les inspecteurs Hébert et Doucet, établirent avec l'instructeur J. Th. Lejeune de l'Ecole normale de Frédéricton, un programme d'études pour les écoles acadiennes. Ils reprenaient le programme établi dès 1907, prescrivant les livres de lectures acadiens, en français, et instituant l'étude de la grammaire française jusqu'au grade 6.¹² Cette étape décisive de l'école bilingue, devait être élargie par une réforme de la licence d'enseignement. En effet rien ne pouvait être construit de sérieux dans les écoles bilingues, si les enseignants français n'étaient pas formés sérieusement.

En 1928, le surintendant W.S. Carter fit accepter par le Comité d'Education une "modeste"¹³ proposition par laquelle les enseignants désirant être affectés aux écoles

12. Annual Report of the Schools of New Brunswick. 1921-22, P. XLVI.

13. Hody, loc. cit., parag. 322.

bilingues, seraient interrogés en grammaire et en composition française; le bonus réservé aux examens spéciaux en français étant supprimé. Cette proposition amendée est connue sous le nom de "règlement 32."¹⁴

Dès qu'il fut publié dans l'Educational Review et connu du public anglais, il fut violemment critiqué; l'Ordre d'Orange tint une réunion à Plaster Rock, où il fut dit notamment que tout enseignement du français devait être aboli des écoles de la province. En avril 1929, deux mois avant la mise en vigueur du nouveau règlement des écoles bilingues, il fut supprimé par le Comité d'Education. L'émotion fut violente dans le milieu acadien et la passion grandit entre les deux groupes linguistiques; les Acadiens s'estimant spoliés, les Anglais se croyant menacés.

Une pression politique puissante aurait agi pour freiner la montée de l'enseignement français ou bilingue.

Après la première guerre mondiale, la situation ainsi en ce qui concerne le programme des écoles bilingues: la langue de communication reste le français dans les premières

14. Educational Review, septembre 1928.

années, les écoles rurales comportent cinq degrés équivalant en gros, mais en moins profond, au programme des huit degrés des autres écoles. Les livres de lecture sont en français, au 3^e degré apparaît la grammaire française, à laquelle s'ajoute une histoire du Canada français (acquisition longue et laborieuse) et des exercices d'orthographe. Toutes les autres matières sont enseignées en anglais, avec des livres anglais. Au 4^e degré, l'enfant devant posséder suffisamment de connaissance en anglais, toutes les leçons sont faites en anglais; l'anglais ayant été enseigné dès le début des classes. La politique reste donc jusqu'à la seconde guerre mondiale, ce qu'elle a toujours été: le français n'est considéré dans l'éducation des écoliers acadiens, que comme un moyen de passer le plus tôt possible à l'anglais. Les modalités varient suivant les maîtres et les régions; dans certains cas l'anglais est moins vite abordé, ou il est à peine utilisé. Mais ceci est l'exception. La règle est l'accès pratique à la langue anglaise pour le jeune Acadien de langue française.

En fait, les résultats obtenus étaient tels que les collèges secondaires français durent établir un cours de trois ans préparatoire aux études classiques pour former

les élèves venant des écoles publiques bilingues. Le niveau était très bas en français à la sortie de ces écoles.

En 1930, nous pouvons résumer les données éducatives pour les Acadiens. L'éducation primaire est gratuite et obligatoire, quelques écoles paroissiales libres subsistent. Par contre l'éducation secondaire acadienne reste libre et indépendante de l'Etat, face aux écoles secondaires de l'Etat. Il n'y avait pas encore d'éducation supérieure acadienne.

L'obstacle principal au développement convenable de l'éducation primaire résidait dans son financement. Les districts pauvres ne réussissant pas à réunir les sommes suffisantes, échappaient régulièrement aux subventions versées par le gouvernement provincial aux districts ayant progressé. Pas d'argent, pas de progrès; pas de progrès, pas d'argent; tel était le cercle vicieux, hors duquel les districts acadiens ne pouvaient pas sortir.

En 1932,¹⁵ la Commission d'Education concluait son rapport annuel en soulignant l'inégalité de traitement fait aux districts ruraux et aux districts urbains, et

15. Annual Report of the Education Commission of New Brunswick, 1932, P. III.

la répartition mal faite des fonds. On recommandait de centraliser les finances scolaires, de créer un fonds d'égalisation alimenté par une taxe sur la propriété et surtout de créer l'unité du comté, unité administrative devant lever les taxes d'égalisation et les répartissant ensuite: $1/5$ aux enseignants, et $4/5$ aux écoles. Ce rapport ne fut pas suivi, mais 25 ans plus tard, l'idée fut reprise sous le nom de consolidation des écoles.

En fait, l'aspect financier de l'éducation varie peu de 1871 à 1941. Si l'on excepte le doublement du County School Fund (passant de 30 cts à 60 cts par tête) l'Etat provincial en 1942, comme dans le passé, ne fournit que le quart des dépenses totales éducatives, les $3/4$ de ces dépenses étant payées par les autorités de comtés, de villes ou rurales. Par conséquent l'effort retomberait lourdement sur les épaules des collectivités locales pauvres, d'autant plus lourdement qu'elles étaient plus peuplées d'enfants.

Par ailleurs, la politique de subvention provinciale, loin d'égaliser la situation des districts pauvres par rapport aux riches ne faisait que creuser la situation.

En 1920 et en 1925, on voit par exemple, que les trois comtés français (Gloucester, Kent et Madawaska) dont la population scolaire était le double de celle de la ville de Saint-Jean, recevaient à eux trois ensemble¹⁶ moins d'aide que Saint-Jean tout seul:

	<u>1920</u>	<u>1925</u>
Gloucester	12.544	16.844
Kent	10.304	12.927
Madawaska	6.316	9.537
Saint-Jean	30.757	43.312

Ces subventions spéciales, pour maîtres spécialisés etc., continuèrent jusqu'à 1960 à déséquilibrer encore la situation inégale entre les comtés acadiens pauvres et les comtés anglais.

Un autre aspect, lié à la notion de district pauvre et de subvention provinciale, va entraîner une conséquence très grave sur le plan administratif. Le critère pour qualifier un district de "pauvre" fut établi en 1895; à cette époque, si un district payait en taxes scolaires

16. Annual Report of Schools 1920 et 1925, P. 424.

moins de \$12.000, il était qualifié de "pauvre". Très vite, les évaluations furent sous-estimées dans le but d'obtenir une subvention. Très vite aussi, des districts se découpèrent pour obtenir un chiffre inférieur à \$12.000. Déjà, en 1900, le surintendant notait que pendant qu'on rayait un district de la liste, de nouveaux surgissaient. Il résulte de cette pratique frauduleuse un émiettement spectaculaire de la carte administrative scolaire. En 1938, on trouve 1550 districts scolaires dans la province. Ces divisions administratives jouirent d'une grande autonomie, nommant leurs fonctionnaires, percevant leurs impôts, formant de petits états absolus quant à l'éducation.

Cet état de choses servait en un sens l'esprit acadien: là où les Acadiens étaient majoritaires, la Commission scolaire était acadienne et défendait l'école bilingue. Mais il était impossible à l'Etat provincial de déléguer ses pouvoirs à une multitude de petites commissions et l'idée lancée par la Commission de 1932 fut reprise en 1938, mais n'entra en application qu'en 1943. Il fallait réunir les districts scolaires entre eux pour former des unités scolaires dépendant du comté. On appela cette opération de regroupement: la consolidation des districts.

Répugnant à imposer une telle réforme, le surintendant de l'Education la laissa au choix des commissions scolaires. L'opposition naquit très tôt chez les Acadiens. Ceux-ci ne voyaient pas sans inquiétude la fusion de leurs communautés avec des Groupes anglophones, d'autre part, ils étaient, de tradition et avec force, attachés à leurs paroisses, et ils ne pouvaient pas envisager de voir des paroisses acadiennes coupées en deux par une fusion de districts scolaires. L'Évangéline fit campagne contre le projet. Néanmoins, en 1945 la première consolidation fut résolue dans le Madawaska, à Saint-François en vue de construire une école secondaire. Par la suite, plusieurs autres consolidations se créèrent. Un comté néanmoins, maintint constamment son refus de s'intégrer à la nouvelle politique, nous verrons plus loin qu'il est toujours sans consolidation, c'est le comté de Restigouche.

Toutes ces consolidations se firent sur la base paroissiale: 65 furent réalisées qui eurent pour conséquence la création d'écoles secondaires bilingues. La volonté acadienne de maintenir la cellule paroissiale intacte rendit souvent l'opération de fusion délicate, mais cet

attachement à un noyau religieux et familial correspond à la fidélité de la race. L'église paroissiale est le cœur vivant de la communauté française, perdue dans une masse anglophone. Il est un fait, que c'est là l'unité acadienne administrative et culturelle et il est difficile de n'en point tenir compte.

La réforme des consolidations scolaires et celle des unités de comtés fut, au lendemain de la guerre, le fait le plus saillant de l'histoire de l'éducation du Nouveau-Brunswick. La conséquence fut la création d'écoles régionales, celles-ci étant des écoles centrales desservant au moins trois districts scolaires et allant jusqu'à 20 districts. On y trouve le cours académique régulier et deux cours techniques, un pour les garçons, un pour les filles. Les enfants sont reçus à partir du grade 7; les enfants plus jeunes fréquentent l'école de district, telle qu'elle était avant la consolidation. Pour les régions acadiennes, on créa autour de la paroisse l'école rurale secondaire, sorte d'école centrale paroissiale. Ces consolidations se sont faites en territoire acadien, surtout après 1940.

Mais cette refonte administrative ne résolvait pas le défaut majeur de l'organisation éducative: le financement des écoles et des maîtres alimenté par les impôts sur la

propriété, il était impopulaire et inégal suivant les régions. Le mécontentement grandissant, le gouvernement provincial créa une Commission royale chargée d'étudier le financement des écoles du Nouveau-Brunswick. Cette Commission publia en 1955 son rapport, connu sous le nom du président de la Commission, Dr. W.H. MacKenzie, surintendant des écoles de Saint-Jean. Ce rapport signalait les faiblesses du système et proposait des réformes.

Il indiquait tout d'abord le mécontentement général; il soulignait l'inégalité des écoles: certaines surpeuplées (Gloucester, Kent) d'autres trop nombreuses et presque sans élèves. Il critiquait l'absence de critère dans les subventions, et il suggérait qu'il y eût un standard minimum d'éducation imposé à toutes les écoles. Pour comprendre le mécanisme du développement financier d'une école, il observait qu'en 1953: \$13.879 avaient été dépensés par enfant pour une assistance quotidienne à l'école. Sur cette somme la municipalité avait payé \$8.798.320 et la Province \$5.081.326.¹⁷ Cette différence

17. Report of the Royal Commission on the financing of Schools in New Brunswick, 1955, P. 27.

entre l'effort provincial et l'effort des municipalités déjà anormale est encore plus accusée lorsqu'on compare les municipalités entre elles. Bathurst dépense \$223.00 par enfant annuellement, tandis que le comté de Gloucester n'en dépense que \$72.93. Les districts ruraux sont défavorisés par rapport aux villes.

En analysant ces chiffres de plus près, la Commission concluait que les ressources fiscales scolaires des comtés étaient disproportionnées par rapport au nombre d'enfants. Le comté de Gloucester ayant 10.20%¹⁸ comme ressources fiscales scolaires à dépenser sur 16.7% d'enfants: il dépense \$68.73 pour chacun; le comté de King avec 7.08% comme ressources et 4.48% d'enfants dépense \$140.93 sur chaque enfant. L'inégalité n'est pas si grave en ressources, qu'elle ne l'est par le nombre d'enfants. Le comté de Northumberland (plus d'un tiers de population acadienne en 1960) a une puissance absolue, normale en ressources fiscales, mais il est déséquilibré par le nombre de ses enfants d'âge scolaire.

18. Rapport McKenzie, P. 31 et suivantes.

En fait, compte tenu de cet excès de population scolaire, et des ressources fiscales médiocres, les comtés français fournissaient en 1955 un effort de soutien de leurs écoles remarquable, très supérieur à celui que donnaient les comtés anglais. La Commission soulignait dans son rapport l'effort louable du comté de Madawaska et, dans une série de tableaux, indiquait la proportion exacte et comparée des efforts entre les comtés. Accusant les inégalités au lieu de les corriger, les subventions provinciales vont aux comtés les mieux pourvus. Plus la population est jeune et plus elle est pauvre, moins elle est aidée.

Le rapport soulignait en outre une inégalité profonde dans l'aide apportée par la Province à l'enseignement technique. Lorsque les quatre cités du Nouveau-Brunswick recevaient des subventions professionnelles de \$14 par élève, le comté de Gloucester n'en recevait que \$1. Voici le tableau publié par la Commission, il est éloquent par lui-même:

	19
Subventions pour Enseignement professionnel rural	
Total	\$304.621
Comtés français	28.660
Comtés mixtes	53.147
Comtés anglais	222.814

Les districts ruraux français ne recevaient que 9.5% des subventions pour enseignement professionnel, alors qu'ils inscrivaient 39% des élèves ruraux de la Province.

Ce rapport demeura lettre morte. Mais il eut un grand retentissement dans la Province et les Acadiens surent mesurer, chiffres en mains, l'importance de l'inégalité scolaire entre leurs comtés et les comtés anglais.

En somme, depuis l'établissement de l'Ecole publique, en 1871, jusqu'à 1955, la situation fondamentale n'a guère changé, en ce qui concerne les écoles fréquentées par les Acadiens. Plusieurs concessions de détail ont été accordées: quelques manuels français pour les classes élémentaires des commissions scolaires, la langue française occupe une place assez importante dans les écoles des milieux exclusivement français; les comtés français ont obtenu des inspecteurs francophones, etc. Mais officiellement et dans l'esprit du Département d'éducation, l'enseignement a pour but essentiel de former des anglophones. Le programme, les manuels, les examens, tout concourt à former rapidement à la connaissance élémentaire en anglais et rien ou très peu à la connaissance du français.

La situation des enseignants français n'a guère varié: au Teacher's College de Frédéricton les cours et les examens finals, en anglais, portent essentiellement sur des matières anglaises. Les enseignants français qui ne passent pas par cette institution provinciale, n'obtiennent que des licences locales, qui ne leur assurent ni un salaire suffisant, ni la compétence nécessaire à leur mission.

Le financement enfin des écoles et des enseignants est assuré en grande partie par les autorités locales; les régions pauvres étant évidemment handicapées par rapport aux régions plus riches; l'aide provinciale ne va qu'aux comtés florissants et a pour résultat tangible d'accentuer les inégalités.

Situation actuelle

Nous arrivons ainsi à la dernière période actuelle, celle des dix dernières années, au cours desquelles nous allons assister à une évolution rapide. Au statisme gouvernemental s'oppose le mouvement accéléré de la jeunesse acadienne vers les écoles. En 1961, il y a 232,127 Acadiens,

soit 39% de la population totale et plus de 50.000 élèves fréquentent les écoles, alors qu'en 1900, il y en avait seulement 10.000. Au surplus, près de 30% des élèves des écoles primaires poursuivent leurs études dans le secondaire. Enfin, une proportion estimable: un millier d'étudiants acadiens entrent à l'Université.

Ce n'est plus tant l'évolution démographique qui commande que l'afflux de la population scolaire d'origine française. Encadrée par ces organisations spécialisées, la population acadienne va faire entendre sa voix et réclamer un certain nombre de réformes pour assurer la survie de sa langue.

Comment sont répartis les jeunes Acadiens, c'est-à-dire dans quelles écoles et suivant quelle proportion?

Comment le financement de ces écoles et des maîtres est-il assuré?

Quels sont enfin les programmes de ces études? Autant de questions dont les réponses nous permettront de voir les lumières et les ombres dans la situation actuelle de l'éducation acadienne.

Répartition de la population scolaire

En 1960, la population acadienne réside en majorité, (plus des 2/3) dans les comtés du nord c'est-à-dire Madawaska, Restigouche, Gloucester et Kent; ces quatre comtés sont toujours, comme à la fin du XVIIIe siècle, les comtés français; les deux comtés de Victoria et de Westmorland sont mixtes, c'est-à-dire que l'élément anglais et l'élément français se partagent l'espace. Dans les autres huit comtés, la population anglaise compte plus des 2/3 de la totalité.

Les comtés français sont essentiellement ruraux et c'est en partie grâce à cette géographie de pays ruraux que les traditions acadiennes ont pu se maintenir, souvent très pures. Dans les villes de Saint-Jean et de Frédéricton, au contraire, où rien n'existe pour préserver la culture acadienne l'anglicisation est très forte.

Dans quelques villages acadiens groupés autour de l'église paroissiale, l'école de la paroisse subsiste encore comme à Lewisville et Port Elgin. Les parents y sont soumis à la double taxation, puisqu'il va sans dire que l'école publique existe dans tous ces villages. Mais ces

écoles indépendantes deviennent de plus en plus rares: dans les milieux à majorité française la plupart se sont déjà intégrées au système des écoles publiques et, dans les milieux mixtes, dès que les commissions scolaires y mettent un peu de bonne volonté et accordent des conditions équitables, la même intégration s'opère.

La fréquentation scolaire est devenue presque générale; en 1959-60, 47.000 élèves assistaient aux classes de grade 1 au grade 8 dans les comtés nord et est de la Province. Le pourcentage d'élèves assistant quotidiennement aux classes de l'école Publique est presque le même pour les Français que pour les Anglais:

Comtés français	88.3%
Comtés mixtes	88.7%
Comtés anglais	90.2% ²⁰

Le financement de l'enseignement

Le Rapport McKenzie n'ayant pas été suivi, il semble que depuis 1955, rien n'ait beaucoup changé en ce qui concerne le financement de l'éducation.

20. Annual Report, Département d'Education, 1957.

Le mouvement de consolidation des écoles, amorcé en 1943, s'est développé. Nous avons vu que les milieux acadiens avaient résisté au début, puis sont entrés dans la course. Dans l'ensemble, au niveau primaire, les consolidations ont dans les régions acadiennes, été faites en respectant l'organisation paroissiale: plusieurs paroisses se sont habituellement groupées. Mais un point important doit être signalé tout de suite. Le gouvernement provincial voulant respecter les libertés individuelles, ce vaste mouvement de regroupement s'est fait sans organisation d'ensemble: les initiatives particulières ont seules joué et ont abouti souvent à des résultats décevants.

Des centres relativement proches, comme Shediac et Barachois, ont revendiqué chacun une école régionale. Des patelins comme Pré-d'en-Haut ont obtenu leur consolidation avant de gros centres comme Memramcook. En certaines régions du Nord l'engouement pour les grandes écoles a dépassé les besoins immédiats et les ressources, et contribué à créer d'écrasantes charges financières.

On connaît très clairement la situation complexe du financement de l'éducation car le gouvernement provincial a confié à M. Edward G. Byrne, en 1963 le soin de faire

une enquête sur la finance et la taxation municipale. Reprenant à son crédit une grande partie des propositions du rapport McKenzie, il insiste sur le fait que depuis 1955 les faiblesses du régime fiscal en matière éducative se sont lourdement accentuées.

L'émiettement des divisions scolaires donnait en 1962: 422 districts scolaires répondant à 150.000 élèves. Sur ces 422 districts, 275 n'avaient pas, il y a deux ans, d'installation pour le travail scolaire supérieur. Le Rapport Byrne ajoute "De plus, il serait beaucoup plus facile à des grands districts scolaires bien organisés de fournir un enseignement convenable en français et en anglais dans les districts mixtes. Une des principales sources de mécontentement du système actuel est de ne pas avoir tenu suffisamment compte des intérêts des divers
21
groupes."

Une des carences principales d'ordre administratif: l'émiettement et donc la petitesse des districts scolaires freine le développement des écoles françaises. Le Rapport préconise de redécouper la Province pour aboutir au chiffre

21. Rapport de la Commission royale sur les Finances et la Taxation Municipale au Nouveau-Brunswick. E.G. Byrne, 1963, P. 133.

de 62 districts, un regroupement des petits districts, permet d'avoir six fois moins de divisions fiscales et administratives.

C'est donc une mesure radicale, qui dépasse singulièrement la consolidation telle qu'on l'avait envisagée. Le but est de créer, grâce à cette reconversion un organisme centralisateur. Jusqu'alors la Province avait délégué son autorité, en matière d'éducation, aux autorités locales et, celles-ci, trop pauvres surtout en territoire acadien, ne pouvaient pas assurer un enseignement d'un niveau suffisamment élevé. Il faudra donc, d'après les conclusions de ce Rapport regrouper et recentraliser, si l'on veut pouvoir moderniser les normes d'enseignement au Nouveau-Brunswick.

A la tête des 62 districts scolaires, une Commission des Ecoles publiques composée de membres nommés par l'Université organiserait la mise en vigueur d'un programme d'éducation uniforme. Le souci du Rapport est qu'il y ait uniformisation entre les différentes régions du Nouveau-Brunswick, pour assurer à tous les enfants, quelle que soit leur origine, une formation équivalente dans toute la Province. C'est la condamnation de la notion de district,

puisque financièrement la Commission des Ecoles publiques émanant de la Province, lèverait un impôt foncier, uniforme pour tout le pays, qui serait ensuite distribué équitablement aux municipalités.

Plus de système de subvention mais par contre si cela était justifié, les districts déficitaires pourraient recevoir une aide supplémentaire afin d'atteindre le niveau minimum qui devra être le même pour toute la Province.

Les instituteurs verraient leurs salaires réajustés sur la base de l'actuel salaire le plus élevé, le salaire pratiqué dans la ville de Saint-Jean. Dans "les districts ou parties de districts qui sont retirés, il pourrait être obligatoire de verser des salaires plus élevés pour attirer la juste part d'instituteurs compétents."²²

Ainsi donc, si ce Rapport était écouté, une centralisation toute nouvelle s'opérerait avec comme moteur cette Commission formée de douze membres désignés par les Universités (3 pour l'Université de Moncton, 3 pour celle du Nouveau-Brunswick, 1 pour l'Université de Mount-Allison, 1 pour celle de Saint-Thomas, 4 choisis directement par le ministre). Le président serait le ministre de l'Education.

22. Rapport Byrne, P. 140.

Cette Commission aurait des pouvoirs absolus tant au point de vue du financement que de l'établissement des programmes. La Province ne pourrait plus donner de subventions aux districts scolaires. L'éducation serait gouvernée, alimentée, distribuée par cette Commission, émanant des Universités.

Ce Rapport on le voit, va beaucoup plus loin dans la voie des réformes que celui de McKenzie. Le principe d'égalité des services et des charges, qui est à sa base, est évidemment fort démocratique et favorise les milieux pauvres, anglais aussi bien que français. Mais il soulève aussi des inquiétudes. Il enlève, par exemple, aux autorités locales une bonne partie de leurs pouvoirs, pour les transférer au pouvoir central. On peut donc craindre que les centres acadiens qui jouissaient jusqu'ici d'une certaine autorité, par leurs commissions scolaires, perdent tout contrôle sur l'enseignement, au profit du gouvernement central, qui ne s'est pas toujours montré favorable, loin de là. On pourrait craindre que l'éducation, tombant pleinement sous l'emprise du gouvernement, ne devienne soumise aux influences politiques, dans le choix des fonctionnaires et des professeurs.

C'est sans doute pour parer à ces objections que les enquêteurs, au lieu de confier l'autorité directement au Ministère de l'Education, suggèrent la création d'une Commission, dont le tiers des membres seulement relèverait du gouvernement, et les deux tiers seraient nommés par les Universités. Cette influence dominante des Universités assurerait à la direction de l'éducation à la fois l'indépendance, la compétence et la continuité. D'autre part, les commissions scolaires continueraient d'exister, d'engager les professeurs et d'exercer un contrôle sur l'enseignement. Leur nombre diminuerait seulement, pour plus d'efficacité, et elles seraient groupées par affinités linguistiques. Il reste cependant à savoir si l'organisation de ces nouveaux districts ne brimera pas des droits locaux et ne créera pas de nouvelles difficultés.

De toute façon, le rapport Byrne ne contenait que des suggestions; pour qu'elles passent dans les faits, il faudra que le gouvernement les accepte et les sanctionne. Un projet de loi scolaire un peu hâtif a déjà été déposé en Chambre, incorporant plusieurs recommandations du rapport Byrne. Mais le système de financement proposé, pour rencontrer les nouvelles dépenses, a soulevé de fortes

oppositions, de la part de certains groupes privilégiés, des municipalités et même d'une partie du corps enseignant de langue anglaise. Il est encore trop tôt pour prévoir quel sort obtiendra ce projet de réforme, mais il paraît évident que les vieilles structures, injustes et anti-sociales, sont près d'éclater et que des changements radicaux se produiront d'ici peu de temps.

Les programmes

Il reste un point capital à analyser, le noeud même de l'éducation, les programmes. Quelle est la part faite au français dans les programmes primaires, secondaires et supérieurs à l'heure actuelle? Si le financement des écoles est important, l'objet même des écoles domine toute analyse de l'éducation.

Après toute une longue période pendant laquelle aucun intérêt ne s'était développé pour les écoles acadiennes, nous arrivons à un moment où l'on commence à se préoccuper de la forme d'enseignement donné aux enfants de langue française. Grâce à la pression continue d'Associations comme celle des instituteurs acadiens et aux campagnes de presse de L'Évangéline le bilinguisme a été reconnu officiellement.

Dans les écoles primaires les deux langues sont enseignées simultanément. De la première à la sixième année, le français est la langue d'enseignement, de la septième à la douzième année l'anglais devient, à son tour, langue d'enseignement. L'histoire et le latin, dans les quelques écoles où s'enseignent ces matières, sont donnés en français. Mais, et là apparaît une carence grave, toutes les matières scientifiques (arithmétique, algèbre, géométrie, trigonométrie, physique, chimie, biologie) sont enseignées en anglais à partir de textes anglais, dès la 7^e année. Beaucoup d'instituteurs, dans les écoles rurales, se voient obligés de traduire pour leur auditoire incapable de suivre en anglais. Bien évidemment, cet enseignement mâtiné ne peut donner de bons résultats.

On peut se demander pourquoi cet attachement des Services officiels aux sciences anglaises. Si l'on pense qu'il est difficile d'adapter la littérature scientifique française aux mesures canadiennes, on peut répondre qu'il vaut mieux faire faire aux éditeurs canadiens le travail de réajustement des mesures, que d'imposer à des générations d'enfants des débuts scientifiques dans une

langue qu'ils ne connaissent pas; c'est imposer aux Acadiens un handicap intellectuel qui explique leur retard lorsqu'on compare leurs résultats à ceux de leurs camarades de langue anglaise. Il semble souhaitable que les sciences et les mathématiques soient enseignées dans la même langue que les autres matières suivant la dénomination des écoles: en anglais dans les écoles anglaises, en français dans les écoles françaises.

L'enseignement de l'anglais, comme langue seconde est fait sans programme, sans méthode, à l'aide de manuels faits pour les écoles anglaises. Cet enseignement inadapté et désordonné donne de fort mauvais résultats et devrait être entièrement repensé. L'A.I.A. donne à ce sujet, des indications dans le rapport qu'elle a déposé²³ à la Commission pour le Bilinguisme. Les spécialistes de l'éducation estiment d'autre part, qu'il est prématuré de faire débiter l'enseignement anglais, langue seconde avant l'âge de dix ans; les enquêtes et statistiques prouvent en effet, que l'esprit n'est pas assez développé pour, avant dix ans et sans dommage pour la langue maternelle, aborder l'étude méthodique de la langue seconde.

23. Mémoire de L'A.I.A. à la Commission pour le Bilinguisme et le Biculturalisme, P. 43.

Les manuels français sont développés tout récemment et il est à remarquer que les traductions ont disparu, heureusement, car rien ne déforme plus que l'étude d'une langue dans une traduction, même bien faite. Le mode de penser français est totalement original et différent du mode de penser anglais et la greffe de termes français sur une pensée anglaise, donne une langue approximative extrêmement dangereuse à manier.

Les programmes de l'enseignement secondaire sont entachés, quant aux disciplines scientifiques du même vice que ceux du primaire. Grâce à la thèse très documentée de M. Michaud²⁴ on peut mesurer de très près les résultats obtenus par les examens de Collèges français et anglais comparés. La moyenne des examens des écoles françaises est de 6 à 10 points plus basse que celle des écoles anglaises. Cette moyenne a été étudiée simultanément pour les écoles urbaines et les écoles rurales. Ces dernières obtenant en gros les mêmes résultats que les écoles urbaines.

24. J.P.G. Michaud, Academic Standards of French Language High Schools of the Province of New Brunswick. University of New Brunswick, 1965, P. 62.

Cette remarque est importante, car il est incontestable que l'obstacle, formé par la langue anglaise dans les disciplines scientifiques, barre la route à nombre de jeunes Acadiens qui, par une formation normale en français, eussent pu servir la Province dans les carrières scientifiques. Il y a là une réforme nécessaire et urgente à prévoir si l'on veut offrir au groupe français des chances équivalentes à leurs compatriotes anglais.

Bien évidemment, les examens couronnant les études, si celles-ci ont été faites en français comme cela est souhaitable, devront être passés dans la langue d'enseignement. Il est impensable que les étudiants de langue française soient défavorisés au point d'être assujettis à des examens scientifiques où les problèmes sont posés en anglais.

Dans les examens, il y aurait lieu, semble-t-il, de rendre leur niveau égal à lui-même toutes les années, M. Michaud signale dans sa thèse de nombreuses inégalités dues à un manque d'unité dans l'organisation. Il préconise une normalisation.²⁵

25. J.P.G. Michaud, Loc. cit., P. 79.

De nombreuses associations acadiennes demandent pour les districts acadiens, l'enseignement religieux à l'école. Les minorités protestantes (Baptistes, Presbytériens, etc.) se sont toujours opposées à cette demande par crainte, au cas où elle serait exaucée, de la main mise trop puissante de l'Eglise unie. Cette question délicate reste à débattre entre les pouvoirs religieux et les pouvoirs publics.

Pour résumer la question vitale des programmes, il y a lieu d'insister sur le point de vue présenté par l'A.I.A. dans son Rapport à la Commission du Bilinguisme.

Le peuple acadien a tant souffert d'une absence d'éducation adéquate à son caractère propre, qu'on est arrivé maintenant à un moment où la situation de la langue parlée et écrite devient grave. L'Assemblée générale de l'A.I.A. du 25 avril 1965 a estimé qu'il fallait décréter "l'état d'urgence en ce qui concerne les réformes à apporter au programme de français" et "a demandé au Ministère de l'éducation de repenser tout le programme de français au Nouveau-Brunswick en général, et à l'intérieur de certaines régions en particulier." Il s'agit là non pas

de réformes partielles, mais d'une réforme de structure profonde que la carence de l'administration pendant des années rend maintenant obligatoire.

Avant de terminer on peut se demander pourquoi il n'existe pas de jardins d'enfants français dans chaque district de la Province. A l'âge de 4 ou 5 ans et pour certains à 6 ans, l'enfant possède beaucoup de possibilités qui, utilisées intelligemment, lui permettent ensuite d'entrer à l'école sans peine. C'est une façon utile et agréable de commencer la formation à sa langue maternelle du petit enfant.

On le voit, la question des programmes soulève bien des problèmes. Mais déjà des réalisations faites dans le sens des vœux plus haut, sont en marche. L'école Vanier, à Moncton, et les écoles régionales de Drummond et Bouctouche s'efforcent d'établir des classes-pilotes, en physique et en français, où l'enseignement tout en français est donné suivant les normes indiquées. La langue écrite doit prendre plus d'importance afin de rétablir un niveau d'expression plus précis et plus respectueux de la syntaxe.

L'enseignement secondaire.

A. Dans le secteur privé.

L'enseignement secondaire de la langue française s'est d'abord organisé indépendamment de l'Etat. Même avant la loi scolaire de 1871, des curés avaient songé à établir dans les centres acadiens des collèges classiques semblables à ceux de la province de Québec. Plus tard aussi, devant les obstacles mis à l'enseignement religieux et français par le Département d'éducation, plusieurs communautés religieuses établirent d'autres collèges, des écoles libres et des pensionnats. Ces institutions furent entretenues uniquement par les parents, les paroisses et les communautés dont elles dépendaient, et ne subsistaient que par des donations privées, sans aucune aide de la province.

La plus ancienne de ces maisons fut fondée à Memramcook, en 1854, par l'abbé F.-X. Lafrance, curé du village, et prit le nom d'Académie Saint-Thomas. Comme tous les frais étaient supportés personnellement par le curé, il se trouva bientôt acculé à d'inextricables difficultés financières et dut abandonner. Mais, en homme clairvoyant et

énergique, il comprenait que le salut des Acadiens résidait dans l'éducation et mit en oeuvre toutes ses forces pour assurer la survie de son entreprise. Il offrit à son évêque, Mgr Sweeney, sa paroisse et tous ses biens, pour trouver une communauté religieuse enseignante qui accepterait de venir s'y établir. L'Académie fut reprise en 1864, par le R.P. Lefebvre et la congrégation de Sainte-Croix, et devint le Collège Saint-Joseph. Après des débuts excessivement difficiles, l'oeuvre s'affermi, avec l'appui des familles et du clergé, et obtint bientôt une charte universitaire. Le collège donnait un enseignement bilingue de premier ordre, et recevait annuellement, jusqu'à 1939, entre 300 et 400 élèves. Ce nombre atteignit ensuite 600.

En 1899, le curé de Caraquet, Mgr Th. Allard, fondait un second collège, dont il confia la direction aux Pères Eudistes. Incendié en 1915, ce collège fut reconstruit à Bathurst et obtint aussi une charte universitaire. Il desservait surtout la région nord du Nouveau-Brunswick.

La région de Masawaska désirait depuis longtemps son propre collège. Après de multiples démarches, les Pères Eudistes obtinrent de Mgr M.A.-Roy, évêque d'Edmundston,

l'autorisation d'ouvrir dans cette ville en 1946, un nouveau collège, qui prit le nom de collège Saint-Louis. Mgr N. Robichaud fonda aussi à Moncton, en 1934, le collège l'Assomption, qui fonctionna une trentaine d'années, jusqu'à 1963. Les Pères Rédemptoristes, de leur côté, établissaient un petit séminaire, réservé aux candidats se préparant à entrer dans leur communauté.

Ces institutions adoptèrent le programme des collèges classiques de la province de Québec, basé lui-même sur le cours traditionnel des "humanités gréco-latines" suivi autrefois en France. Ce programme subit cependant certaines adaptations: ainsi le grec disparut très tôt à Memramcook, pour accorder une plus large place à l'étude de l'anglais et des sciences. Ces collèges consacrent 3 ans au cours académique, correspondant aux écoles secondaires officielles ou "high schools", et 4 ans d'humanités, ressemblant assez aux 4 années des "arts", dans les Universités américaines. Dans ces 4 ans, 2 étaient voués à la littérature et les deux autres consacrés plus spécialement à la philosophie et aux sciences. Ces collèges furent pendant longtemps et demeurent encore l'armature principale dans la formation d'une élite acadienne.

Le collège Saint-Louis de Kent, fondé en 1874 par l'abbé Richard dut fermer en 1884; l'évêque du lieu Mgr Rogers, estimait que la partie réservée à l'enseignement de l'anglais était insuffisante. Cet échec met en lumière la difficulté posée aux fondateurs de collèges au Nouveau-Brunswick. A la fin du XIXe siècle, un collège acadien devait, en maintenant ses études françaises ne pas négliger l'anglais, sous peine d'être censuré par la hiérarchie généralement anglo-saxonne et soucieuse de maintenir dans ses écoles religieuses la langue officielle. Il était nécessaire d'ailleurs à un Acadien, pour travailler, de très bien connaître l'anglais, langue majoritaire. Si bien que les collèges pratiquèrent très tôt, dès 1880, le bilinguisme, dont se réclament actuellement tant de personnes.

Pendant longtemps ces collèges furent réservés aux garçons; depuis quelques années seulement certains d'entre eux se sont organisés pour recevoir aussi les jeunes filles. L'enseignement féminin se développa plus tardivement et demeura moins généralisé. Les jeunes professionnels acadiens, qui désiraient des épouses instruites, devaient choisir presque forcément des institutrices..., ou de jeunes Irlandaises. Très tôt cependant on sentit le besoin

d'une éducation plus poussée pour les jeunes filles. L'abbé Lafrance avait voulu établir aussi un couvent à Memramcook, pour les jeunes Acadiennes, mais il se heurta au monopole des "Sisters of Charity."

Ceci n'empêcha pas cependant l'établissement de plusieurs "couvents". Dès 1873, les Hospitalières de Saint-Joseph établissaient à Saint-Basile (Madawaska) le collège Maillet. La même communauté ouvrait à Tracadie, en 1912, l'Académie Sainte-Famille. La communauté des "Sisters of Charity" avait recruté un certain nombre de jeunes Acadiennes, et prit charge de quelques couvents bilingues: à Saint-Joseph (1873), Bouctouche (1880), Shédiac (1888), Saint-Anselme (1916). Quand la partie acadienne de cette communauté se sépara en 1924, pour former la nouvelle congrégation des Religieuses de Notre-Dame du Sacré-Coeur, elle garda la direction de ces maisons et en ouvrit plusieurs autres: Grand Sault et Shédiac (1924), Sackville (1934), Drummond (1936), Lewisville (1937), Pointe Sapin (1941), etc.

L'abbé Arthur Melanson, plus tard évêque, en devenant curé de Campbellton en 19 voulut doter sa paroisse d'une école catholique et française. Après s'être adressé en

vain à 14 communautés différentes pour en prendre charge, il décida d'en fonder une "avec de l'étoffe du pays", selon l'expression de Mgr Chiasson. Il recruta donc un groupe de jeunes filles, qui devinrent les Filles de l'Assomption, et organisèrent aussitôt (1922) l'Académie de Campbellton, et plus tard le couvent de l'Assomption, à Bathurst (1957).

Quelques autres communautés canadiennes prirent aussi la direction de quelques couvents, externats ou pensionnats. La Congrégation Notre-Dame, de Montréal, établit les couvents de Carquet et de Saint-Louis de Kent (1874). Les Filles de Jésus et Marie, de Sillery, prirent charge des couvents de Dalhousie (1903) et de Lameque (1918). Les Ursulines s'établissaient à Jacquet River en 1945.

La plupart de ces institutions débutèrent comme écoles primaires, puis ajoutèrent graduellement les classes du cours secondaire, ou "high school". Quelques-unes ont poursuivi leur évolution, et ont organisé des cours classiques féminins. Le collège Maillet offre ainsi, depuis plus d'une vingtaine d'années un cours complet d'humanités pour jeunes filles, et les Soeurs

de Jésus et Marie ont établi les premières classes d'un cours semblable en 1960. Le Couvent du Sacré-Coeur, à Memramcook, avait de son côté commencé un cours classique en 1936. Transportée à Moncton en 1949, cette institution devenue le Collège Notre-Dame d'Acadie comptait, en 1965, 500 élèves, dont 120 au cours classique. Quand l'Université de Moncton annonça l'ouverture d'une Faculté des Arts, les religieuses décidèrent de fermer leur collège, pour se limiter au cours secondaire des écoles publiques et au cours commercial. (Cette décision prématurée nous semble une erreur; car elle interrompt brusquement le développement d'une oeuvre bien lancée, et il est douteux que l'Université puisse assurer, avant plusieurs années, la reprise adéquate de cet enseignement pour les jeunes filles.)

Par contre, depuis un an, un nouveau collège féminin le Collège Maria Assumpta, dirigé par les Filles de l'Assomption, a ouvert ses portes, sur le campus du collège de Bathurst. Il complètera l'oeuvre de ce collège, dans cette partie de la province.

B. Dans le secteur public

Toutes ces institutions ont été créées pour suppléer aux lacunes de l'enseignement officiel, au point de vue

religieux et linguistique, et étaient soutenues par les contributions des parents et le dévouement des communautés religieuses. Dans plusieurs villes et villages à forte proportion acadienne, à Shediac par exemple, on a pu voir longtemps cette situation paradoxale: d'un côté des écoles privées, soutenues au prix de grands sacrifices par l'élément français et remplies à pleine capacité; de l'autre, des écoles dites publiques, payées par les fonds de la province, avec un petit nombre d'élèves anglophones et un personnel complet de professeurs. Cette situation persiste encore dans quelques centres, comme Lewisville, et Port Elgin, où les commissaires n'ont pas encore pu s'entendre.

Mais la situation dans l'ensemble, a heureusement évolué, et l'on est arrivé presque partout à des compromis, par lesquels les écoles privées se sont intégrées dans le système officiel, ou ont été remplacées. En plusieurs endroits, à Bathurst, Campbellton, Shediac, il a fallu d'âpres luttes pour arriver à ce résultat. Le couvent de Bouctouche a fermé ses portes en 1965, devenu moins utile depuis la fondation d'une école régionale bilingue. Les Acadiens de Moncton ont fini par obtenir

une école supérieure, l'Ecole Vanier, en 1960. En conséquence, le collège l'Assomption perdait sa principale raison d'être et disparaissait quelques années plus tard.

Pendant longtemps les régions rurales n'avaient pu profiter de l'enseignement secondaire. Par suite d'une énorme mortalité scolaire, peu d'élèves persévéraient. Les institutrices chargées de plusieurs classes, n'avaient pas le temps de s'occuper des élèves plus avancés et ceux-ci abandonnaient bientôt. Mais, depuis 1943, la consolidation des écoles par districts a permis d'organiser des classes supérieures plus nombreuses, avec des professeurs mieux qualifiés, et déjà on constate une amélioration phénoménale. Le Père Omer LeGresley signalait dans son étude,²⁶ en 1926, que 3% seulement des étudiants acadiens persévéraient jusqu'au 9e degré. Trente-cinq ans plus tard, en 1959-1960, ce pourcentage atteignait environ 25%.²⁷

Il y a donc un progrès énorme, surtout en ces vingt dernières années; mais l'élément français demeure encore très en retard sur l'élément anglais, tant au secondaire qu'au primaire. D'après les statistiques du dernier

26. L'enseignement du français en Acadie.

27. Voir notre tableau tiré du recensement de 1961.

recensement (1961), seulement 22.7% des élèves de langue française se trouvaient alors dans les classes de la huitième à la douzième année, contre 37.6% dans les comtés mixtes et 42.0% dans les comtés anglais, soit un écart du double.

D'autre part, un grave problème se pose aux élèves de langue française qui fréquentent les écoles secondaires. Comme les manuels, l'enseignement et les examens sont en anglais, il en résulte pour eux une double difficulté, et leurs résultats s'en ressentent. Il est assez curieux cependant de noter que les notes des élèves bilingues dépassent à la fois celles des écoles unilingues, même anglaises; ce qui tendrait à montrer l'avantage du bilinguisme sur le développement intellectuel, à ce niveau.

Le ministère de l'Education a consenti, ces dernières années, quelques adaptations, en permettant aux élèves francophones de répondre en français aux examens de certaines matières, comme le latin et l'histoire. Mais ces concessions ne règlent qu'une petite partie du problème, car les examens de mathématiques et de sciences, et les manuels demeurent anglais.

La Commission Byrne a étudié spécialement cette question de l'enseignement secondaire, et formulé des recommandations précises à ce sujet. Le gouvernement s'en est inspiré dans son récent projet de loi, en prévoyant un regroupement des écoles secondaires sur une base très large, en créant de grandes unités qui réuniraient un minimum de 5 à 600 élèves répartis en 25 classes, dotées de professeurs spécialisés et offrant diverses options: commerce, métiers, etc. Si ce système est appliqué dans l'esprit du Rapport, en tenant compte de la langue et des particularités régionales, on peut en espérer d'excellents résultats.

L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE

Les provinces Maritimes et le Canada entier manquent d'ouvriers spécialisés, et cette lacune entrave le développement de beaucoup d'industries. Il faut importer des techniciens de l'extérieur, et le ministre de l'Immigration s'est rendu en Europe l'an dernier, afin d'organiser le recrutement de 150,000 ouvriers connaissant quelque métier. Pendant ce temps, le chômage sévit en plusieurs régions, notamment dans nos comtés acadiens

du Nouveau-Brunswick, et chaque année environ 6,000 jeunes gens quittent la province pour aller chercher du travail ailleurs. Il paraît donc évident que ces deux problèmes pourraient se résoudre l'un par l'autre, et qu'un remède au chômage et à l'exode des jeunes serait de leur enseigner des métiers qui leur permettraient de remplir les positions vacantes. Les développements miniers qui s'organisent actuellement dans le nord de la province exigeront à eux seuls plusieurs milliers d'ouvriers, mais on estime qu'au moins 80% devront être des techniciens.

Il faut avouer que nos ministres d'Education et nos éducateurs ont mis beaucoup de temps à découvrir cette évidence, et montré très peu d'empressement à en tirer les leçons. Il a fallu l'offre alléchante du fédéral, de payer 50% des frais, pour faire enfin démarrer des programmes d'entraînement. L'enseignement professionnel relève au Nouveau-Brunswick, d'un service particulier du ministère de l'Education, dit "Vocational". Ce service a organisé, depuis 1960, deux Instituts de Technologie, destinés à préparer des instructeurs pour les écoles secondaires, et quatre Ecoles de Métiers, à Bathurst,

Edmundston, Moncton et Saint Andrew's, où l'on donne un apprentissage pratique en divers métiers.

Trois de ces institutions fonctionnent dans des milieux français ou mixtes, et l'Institut de Moncton affiche ouvertement des intentions bilingues. Mais, en pratique, on prend pour acquis que l'enseignement technique ne peut se donner qu'en anglais. Les manuels, les cours et le vocabulaire sont partout anglais, même à Edmundston et même quand un instructeur de langue française enseigne à des élèves de même langue. La conséquence de ce préjugé et de cette fausse orientation, c'est que les instructeurs et les élèves qui sortent de ces écoles ne pensent leurs métiers qu'en anglais, et tout le milieu du travail se trouve ainsi totalement anglicisé, même là où les patrons, les ouvriers et les clients sont des francophones.

Il est bien évident que les conditions de milieu, aux Maritimes, exigent une connaissance des termes anglais. Mais rien n'empêche de donner aussi une connaissance des termes français. Il existe un vocabulaire bilingue pour tous les métiers. Les écoles techniques de la province

de Québec ont rencontré la même difficulté, à leurs débuts, et l'ont surmontée en créant des dictionnaires techniques donnant les termes exacts de l'électricité, de l'automobile, du bâtiment, etc. et leurs équivalents dans les deux langues.

Il existe aussi, en France et dans les autres pays francophones d'Europe, des manuels bien faits, des revues spécialisées et même des techniques particulières qu'il serait très utile aux instructeurs et aux élèves de connaître. Il nous semble donc que l'enseignement professionnel, tout comme les autres branches de l'enseignement, dans les écoles, fréquentées par des élèves de langue française, à Moncton, Bathurst et Edmundston, ne devrait pas négliger le français et pratiquer un bilinguisme loyal. Il y aurait sûrement à gagner, même sur le plan de la compétence et de la technique.

3e ENSEIGNEMENT UNIVERSITAIRE ET PEDAGOGIQUE

3.1 - L'enseignement universitaire

Les trois collèges classiques acadiens du Nouveau-Brunswick possédaient, pratiquement depuis leur fondation, des chartes universitaires leur permettant d'organiser des cours d'enseignement supérieur dans toutes les disciplines et de décerner leurs propres degrés. En fait, par suite des faibles ressources de ces collèges, le seul enseignement de niveau universitaire (selon les normes américaines) qu'ils donnaient consistait dans les quatre dernières années de cours classique.

L'Université Saint-Joseph commença à diversifier ses cours en 1942, en ajoutant au B.A. des Baccalauréats en commerce, puis en Science et une Ecole de pédagogie. Le gouvernement fédéral, à la demande du Conseil des Universités canadiennes, commença en 1951 à accorder des subventions aux universités de toutes les provinces. Le gouvernement du Nouveau-Brunswick suivit le mouvement, et commença aussi d'accorder des subventions aux classes universitaires des collèges classiques, selon leur nombre d'élèves. L'Université Saint-Joseph en profita pour transporter à Moncton ses cours universitaires et inaugura

les premières années d'un cours de Génie. Mais le petit nombre d'élèves et les charges considérables résultaient chaque année en déficits. Il en était de même d'ailleurs à l'Université provinciale, à Frédéricton, qui malgré une généreuse subvention du gouvernement, ne fonctionnait qu'à coup de déficits annuels soldés par la province.

Ce problème du financement de l'University of New Brunswick, les récriminations des cinq universités privées qui ne recevaient qu'une aide minime de la province, et la nécessité de déterminer les relations entre les universités et le gouvernement portèrent celui-ci à nommer, en 1962, une Commission d'enquête pour étudier toute la question de l'enseignement supérieur au Nouveau-Brunswick. Cette Commission, présidée par le professeur Deutsch, de l'Université Queens, établit le plan d'une organisation rationnelle et cohérente des universités provinciales, et recommanda la création d'une université de langue française, établie à Moncton, à laquelle seraient affiliés tous les collèges acadiens, qui renonceraient à leurs chartes universitaires. Cette université serait subventionnée par la province,

au même titre que l'Université de Frédéricton, pourrait créer toutes les facultés qu'elle jugerait à propos et s'affilierait toutes les institutions de langue française, au niveau universitaire.

Une loi provinciale sanctionnait ces recommandations, le 19 juin 1963, et l'Université de Moncton prenait officiellement naissance, quelques mois plus tard, par une nouvelle charte des corporations. Après quelques années seulement de fonctionnement, cette institution compte déjà 800 élèves, sans compter ceux des collèges affiliés, et donne des cours de Génie, Commerce, Education, Sciences, Psychologie et Orientation; on vient aussi d'y inaugurer un cours de sciences hospitalières et des cours pré-médicaux. La Faculté des Arts demeure constituée par les cinq collèges affiliés. Cette université possède aussi une Ecole de langues vivantes, fréquentée surtout par des adultes de langue anglaise; elle organise des cours d'été en pédagogie, et des cours du soir ou d'extension, en de nombreuses matières.

Le campus de l'Université, à Sunny Brae, près de Moncton, compte déjà cinq édifices entièrement terminés et deux autres en cours de construction. On songe aussi

à une Faculté de médecine, et l'on vient de lancer une campagne de souscription de cinq millions de dollars, pour financer les prochains développements.

Les journaux et le public anglophones de la région de Moncton ont fort bien accepté l'idée de cette université, même avant sa création. Tous se rendent compte qu'elle apporte une importante contribution culturelle et un nouveau prestige à la ville, par ses constructions et la présence de ses étudiants et de ses professeurs. Tous sont heureux de voir les Acadiens sortir de leur isolement et prendre part au progrès.

Pour l'élément français, la création de cette université est réellement une planche de salut. Jusqu'ici l'University of New Brunswick ne comptait que 5% de ces élèves de langue française,²⁸ et les étudiants de niveau universitaire représentaient seulement 2.7% de la population scolaire, dans les comtés français, comparés à 4.8% dans les comtés anglais et 5.1% dans les comtés mixtes;²⁹ c'est-à-dire que le groupe acadien, compte

28. Rapport de la Commission Deutsch, P. 26.

29. Voir, à la fin du chapitre, le tableau des "Années de scolarité."

tenu de la population, n'envoyait qu'un étudiant à l'université, tandis que le groupe anglophone en envoyait deux. Les facilités actuelles vont permettre de corriger cette situation, et déjà la réponse des jeunes Acadiens est très encourageante; beaucoup de jeunes qui jusqu'ici hésitaient à s'orienter vers des études supérieures, à cause de l'obstacle linguistique ou de l'éloignement, vont pouvoir le faire. Le nombre et la qualité des élèves augmenteront graduellement, à mesure que, de leur côté, s'amélioreront les enseignements primaires et secondaires. Il est difficile de réaliser encore l'importance de cette innovation, mais il semble bien que l'ouverture de l'Université de Moncton, en 1963, marquera, pour les Acadiens du Nouveau-Brunswick, le début d'une ère nouvelle, tout comme l'ouverture du premier collège, en 1864, soit presque exactement cent ans auparavant.

L'une des caractéristiques de cette université, c'est la grande homogénéité de sa clientèle étudiante. En 1961, sur 588 élèves à plein temps, 78% étaient du Nouveau-Brunswick et 14% de la province de Québec, contre 49% seulement de Frédéric³⁰ton et 25% à Mount Allison. A cet

30. Rapport de la Commission Deutsch, P. 20, 29, 39.

égard, l'Université de Moncton possède un caractère national bien marqué et reconnu par la loi, même s'il n'est pas exclusif. Des étudiants de langue anglaise peuvent la fréquenter, certains cours se donneront en anglais, par des professeurs anglophones, pour satisfaire aux exigences d'un milieu bilingue, mais cette institution est avant tout destinée aux jeunes étudiants de langue française.

Il ne faudrait pas s'illusionner cependant, ni croire que tous les problèmes soient miraculeusement résolus par la création de cette université. On n'a fait que déplacer les responsabilités: désormais les Acadiens devront eux-mêmes pourvoir à l'organisation de leur enseignement supérieur et cette tâche facile nulle part, encore moins pour un groupe minoritaire, dans une région défavorisée.

Il faudra non seulement recruter des professeurs compétents et organiser des facultés progressives, enseigner et promouvoir la recherche en plusieurs domaines, mais encore assurer le développement culturel et ethnique du groupe acadien, tout en contribuant à tirer la région du marasme économique où elle s'envase. Comme une université

française en milieu anglophone, elle devra surtout chercher à maintenir son caractère et son équilibre, entre des forces contradictoires. Le conflit délicat de deux langues et de deux cultures s'y posera constamment et, sans être grand prophète, on peut prévoir que les difficultés et les polémiques rencontrées aux universités d'Ottawa et de Sudbury, se présenteront aussi à Moncton.

En somme, c'est un défi que doivent affronter les intelligences acadiennes. En les mettant aux prises avec des problèmes de grande envergure, dont ils réclament depuis longtemps la solution, on semble les inviter à donner leur vraie mesure, et à montrer que leur race ne possède pas seulement les vertus passives capables d'endurer la persécution, mais aussi des vertus actives capables de créer de grandes choses.

3.2 - L'enseignement pédagogique.

La formation pédagogique relève plutôt de l'enseignement professionnel et n'est pas strictement, en soi, du domaine universitaire. Mais, au Nouveau-Brunswick, la formation pédagogique a toujours été très liée à l'enseignement universitaire, soit par les cours d'été, soit

par les écoles de pédagogie. C'est pourquoi il semble à propos de traiter ici de l'enseignement pédagogique, comme un secteur de l'enseignement universitaire.

La tendance se manifeste aussi, un peu partout, de hausser systématiquement le niveau des professeurs et de favoriser (sinon d'exiger d'eux) une formation universitaire. Ce mouvement s'est dessiné au Nouveau-Brunswick, depuis au moins une trentaine d'années. On a même eu, à Frédéricton, deux enseignements pédagogiques concurrents: l'un au Teacher's College et l'autre à University of New Brunswick, en assez mauvaises relations l'un avec l'autre. La profession enseignante favorisait leur attachement à l'université, comme moyen du personnel aux intrigues politiques. Finalement une solution mitoyenne est intervenue: l'Ecole normale demeure sous la direction du ministère de l'Education, mais est située sur le Campus de l'université, et la direction universitaire exerce, par ses représentants, une certaine juridiction sur cette Ecole.

Depuis près d'un siècle, on se lamente, au Nouveau-Brunswick comme dans les autres provinces, sur les déficiences dans la formation des maîtres. On manque de professeurs et les professeurs n'ont en général, pas de formation

suffisante. Cela est vrai de l'ensemble de la province, mais encore plus dans les régions françaises. Dans ce domaine comme dans tous les autres, on a toujours deux paliers: la situation des Maritimes est généralement d'un étage en dessous du reste du Canada, et l'élément français est encore un étage plus bas, nettement à la cave! Le rapport Byrne indiquait, d'après les statistiques du ministère de l'Education, qu'en 1961 le comté de Kent avait 24% d'instituteurs dotés seulement d'une licence locale, c'est-à-dire d'instituteurs totalement improvisés, n'ayant reçu aucune formation pédagogique. Le comté de Gloucester en avait 20% dans le même cas, celui de Northumberland, 15% et celui de Madawaska, 11%. Fait encore plus grave, la situation, au lieu de s'améliorer, se détériore constamment, par l'immigration des professeurs qualifiés, vers des centres où ils sont mieux payés. Ainsi le comté de Restigouche qui avait 45% de licences locales en 1961, est monté à 54% en 1965.

Le gouvernement provincial a fait, depuis longtemps, des tentatives pour améliorer la situation. Mais ses efforts n'ont jamais été à la mesure des besoins. Ils ont même toujours été absolument dérisoires, en ce qui concerne la formation des instituteurs de langue française.

L'élément français a donc dû s'organiser lui-même, pour parer aux nécessités les plus urgentes.

A. Les cours d'été. Devant la pénurie de personnel enseignant et l'indigence pédagogique d'un grand nombre d'instituteurs et d'institutrices, l'Association d'éducation demandait aux universités françaises d'organiser des cours d'été. L'Université de Bathurst organisait, en 1936, des cours préparatoires au Baccalauréat ès arts, et l'Université de Saint-Joseph donnait en juillet 1938, ses premiers cours de pédagogie pour le personnel enseignant. Comme les cours de pédagogie répondaient à un besoin urgent, ressenti vivement par les instituteurs eux-mêmes, ceux-ci y accoururent, et le nombre d'élèves s'accrut régulièrement, passant d'une centaine, la première année, à cinq ou six cents, en ces dernières années. Le choix des professeurs, l'esprit de joie et de fraternité qui animait ces cours, dans le cadre verdoyant de la vallée Memramcook, en faisait à la fois une détente et un enrichissement.

On aurait pu croire que le ministère d'Education du Dêl encourageait cette initiative qui accomplissait une partie de son travail. Sa seule participation

consista à y déléguer chaque année un inspecteur ou un professeur français de l'Ecole normale, pour quelques semaines de cours. Ces derniers durent parfois y venir de leur propre initiative, en y consacrant une partie de leurs vacances. Le département d'Education chercha même, à un certain moment, à étouffer ces cours libres, en instituant ses propres cours. Pour encourager les instituteurs à suivre les cours de Frédérickton, on payait une partie de leurs frais, et les crédits obtenus leur valait une augmentation de salaire. Pendant ce temps les élèves qui assistaient aux cours de Memramcook devaient payer leurs frais et n'obtenaient aucune majoration. Malgré cette concurrence assez déloyale, les cours de Frédérickton n'attirèrent que 25 élèves français, tandis que ceux de Memramcook en recevaient 300.

Devant cette démonstration, jointe aux représentations vigoureuses de l'honorable Gaspard Boucher et de L^{re} A.A.E., le ministre du temps, l'honorable Blakeny, dut céder et reconnaître officiellement les cours d'été, en 1948. Ils fonctionnent depuis ce temps, aux mêmes titres que ceux de Frédérickton, et des cours semblables ont été aussi institués à Bathurst, en 1956, puis à Edmundston en 1960.

Ces cours ont contribué énormément à améliorer la qualité de l'enseignement français. Environ 1300 étudiants les ont suivis l'an dernier: 500 à Moncton, 450 à Bathurst, 300 à Edmundston.

Une autre contribution à la formation du personnel enseignant fut apportée en 1950, par l'établissement d'un cours régulier de pédagogie d'un an, destiné à préparer les finissants du cours secondaire qui se destinaient à l'enseignement, et par l'établissement d'un scolasticat-Ecole normale, pour les congrégations enseignantes. Mais ces cours ne comptèrent qu'un petit nombre d'élèves. La plupart des congrégations ont renoncé à leurs scolasticats pour envoyer leurs élèves soit à l'Ecole normale de Frédéricton, soit à l'Ecole de pédagogie de Moncton, qui continue d'exister.

B. Ecole normale. Cependant, ni les cours d'été, ni cette école spéciale de pédagogie n'assuraient de formation à la masse des instituteurs français, qui devaient forcément passer par le Teacher's College de Frédéricton. Depuis très longtemps, Valentin Landry et plusieurs inspecteurs anglais réclamaient un enseignement spécial pour les instituteurs de langue française. Mais les

officiels pusillanimes, par manque d'intelligence ou de courage, n'accordèrent jamais que des concessions de détail. Jusqu'à ces dernières années, l'Ecole normale de Frédérickton n'avait qu'un seul professeur français qui devait, entre autres choses, enseigner le School Law en anglais, à tous les élèves et le ministère de l'Education ne comptait qu'un seul assistant français, sans aucune autorité. Ce n'est que tout récemment qu'on a ajouté d'autres professeurs, nommé un adjoint français au ministre, et exigé des élèves de langue française, des examens supplémentaires en français, en plus des autres examens imposés à tous les élèves. Devant les réclamations de plus en plus pressantes, en faveur d'une Ecole normale française, appuyées même par la New Brunswick Teachers' Association, on a même nommé, en mai 1964, un principal de langue française à l'Ecole normale, avec deux assistants, l'un français et l'autre anglais. Mais cette concession de dernière heure n'a satisfait personne.

Le gouvernement Robicheau a donc annoncé, en février 1965, son intention d'ériger une Ecole normale bilingue, dépendant de la province, mais érigée à Moncton, sur le campus de l'université. Les plans de l'édifice sont à

l'étude et la construction devrait commencer en 1966 ou 1967. Cette école aidera à résoudre le problème de l'enseignement français, non seulement au Nouveau-Brunswick, mais aussi en Nouvelle-Ecosse et à l'Ile du Prince-Edouard; car on espère qu'il sera possible d'établir des ententes avec les provinces, pour que leurs instituteurs de langue française puissent y recevoir leur formation.

L'ÉDUCATION DES ADULTES

Il ne suffit pas d'améliorer l'éducation des jeunes. Les écoliers qui entrent à l'école aujourd'hui n'en sortiront que dans 15 ou 20 ans; il faudra toute une génération avant d'en observer les résultats. Entre temps, il faut aussi songer aux adultes actuels, qui n'ont pas eu le privilège de recevoir une instruction adéquate, et songer pour eux à rattraper le temps perdu.

Depuis longtemps déjà, on a montré la relation qui existe entre l'éducation et la prospérité économique. Chaque année de scolarité améliore les possibilités de travail et permet de prétendre à un meilleur salaire. Les gens sans instruction demeurent des gagne-petit et ne peuvent sortir de leur ornière; ils deviennent les premières victimes du chômage. Le manque d'une élite instruite, dans un milieu, paralyse aussi toutes les activités communautaires.

L'éducation adulte, d'ailleurs, ne s'adresse pas seulement aux ignorants (ce qui représenterait déjà une grosse besogne), mais aussi à ceux qui savent et veulent apprendre davantage. Elle offre des cours secondaires à ceux qui ne possèdent que le primaire; des métiers à ceux

qui n'en ont pas; des cours spécialisés à ceux qui ne possèdent qu'une formation générale; des méthodes à ceux qui veulent entreprendre des projets. A ce point de vue, tous ont besoin d'apprendre davantage, et l'éducation permanente représente la seule réponse aux nécessités changeantes de notre époque. Seuls les crétins consolidés peuvent prétendre en savoir suffisamment.

Le besoin de cette forme d'éducation est d'autant plus grave aux Maritimes, que la situation économique y est plus mauvaise. Chez les Acadiens en particulier, il existe un formidable arrérage éducationnel; les comtés français forment de véritables régions sous-développées, où sévissent la pauvreté, le chômage et l'émigration. Pour remédier à ces maux qui pèsent lourdement sur eux et sur toute la nation, il y aurait lieu de décréter l'état d'urgence et de mettre sur pied rapidement un programme éducationnel total.

L'éducation adulte existe déjà aux Maritimes depuis assez longtemps, à l'Université d'Antigonish, instigatrice des cours de coopération. Plus récemment les Instituts d'Affaires publiques des universités de Dalhousie

et de Mount Allison ont organisé des cours et des rencontres fort utiles. Le mouvement coopératif et le collège de Bathurst ont aussi organisé des cercles d'études, et l'Université de Moncton maintient un Service d'extension dont les cours connaissent beaucoup de succès.

Mais ces réalisations ne s'adressent, somme toute, qu'à de petits groupes, et leurs résultats demeurent minimes, par comparaison à l'étendue des besoins. Il faudrait coordonner, intensifier et généraliser ces efforts, en formant des animateurs pour tous les milieux (ruraux et urbains, ouvriers et professionnels), et en employant simultanément toutes les méthodes (cours, cercles, radio, etc.). En somme, il faudrait institutionnaliser l'éducation adulte, lui donner une structure dynamique et permanente, en partant des réalisations actuelles.

Deux organismes récents paraissent posséder la technique et le dynamisme nécessaires pour entreprendre cette stimulation. Tout d'abord l'ARDA, appuyée par le gouvernement fédéral et déjà bien lancée dans le Nord du Nouveau-Brunswick et la région voisine, en Gaspésie.

Le travail d'enquête qu'elle a déjà accompli a révélé les besoins régionaux, et le mouvement d'animation qu'elle a entrepris suscitera sans doute des initiatives pour les résoudre. Ce programme accorde une large place à l'éducation populaire et, s'il est maintenu et reçoit une collaboration suffisante de la province, il produira sans doute des résultats tangibles.

Il existe aussi, depuis plusieurs années, un Institut canadien d'éducation des Adultes, dont un Conseil fonctionne aux Maritimes. Cet Institut semble constituer l'organisme spécifique le mieux placé pour se charger de cette grande tâche d'organiser l'éducation adulte chez les Acadiens, en collaboration avec les ministères d'éducation, les universités, écoles et collèges, et le mouvement coopératif.

Un "seminar" tenu à Memramcook les 24 et 25 février dernier, sous les auspices de ce Conseil, a réuni plusieurs spécialistes, et l'on a étudié la possibilité de créer au Nouveau-Brunswick un CENTRE RESIDENTIEL, c'est-à-dire quelque chose comme un collège ou une université pour adultes, qui deviendrait un foyer d'étude et d'action, où se donneraient à l'année longue, pour toutes espèces

de groupements, des cours de toutes sortes: cours du soir, réunions de fins de semaine, stages d'étude et de formation d'une durée de quelques semaines ou de quelques mois, congrès périodiques, etc. Il existe déjà au Canada au moins deux centres semblables, avec des objectifs limités: l'Institut coopératif Desjardins, à Lévis, et celui d'Antigonish. Aux Etats-Unis, fonctionne le Centre Kellogg, à l'Université de Nebraska, avec un éventail d'activités fort large. Ce système est très répandu en Suède, où l'état maintient environ 95 instituts de ce genre.

L'Université de Moncton, qui compte déjà sur son personnel un responsable de l'éducation adulte, M. Julien Pezet, rattaché au département d'Extension, propose d'utiliser, comme premier essai de Centre résidentiel pour adultes, le collège de Memramcook, qui deviendra vacant après le transfert des étudiants sur le campus de l'Université, à Moncton. Cette idée paraît très intéressante; il reste à obtenir les collaborations nécessaires, à assurer le financement de l'entreprise et à mettre au point l'organisation pratique.

EN NOUVELLE-ECOSSE

Historique

En 1781, le Nouveau-Brunswick se détachait de la Nouvelle-Ecosse et se donnait un gouvernement autonome. Jusqu'alors les destinées des Provinces Maritimes avaient été confondues. Nous avons vu l'évolution de l'éducation au Nouveau-Brunswick, nous allons voir maintenant comment l'éducation française s'est transformée en Nouvelle-Ecosse, noyau de la colonisation française au XVIIe et au XVIIIe siècles.

Après la déportation, les Acadiens sont revenus et beaucoup ont tenté de se réimplanter autour des centres traditionnels: à Port-Royal, dans la région de la Baie Sainte-Marie et au Sud du Cap-Breton. Comparativement au passé, cette région souffrit plus que le Nouveau-Brunswick, il n'y avait jamais eu du temps des Français que des installations précaires; en Nouvelle-Ecosse, Port-Royal avait été le coeur même de l'implantation française et ne contenait plus à la fin du XVIIIe siècle que quelques familles apeurées. Nous avons vu les efforts intelligents, en avance sur leur temps des écoles

du dimanche bilingues (ou s'efforçant de l'être) du Père Sigogne, dans le district de Clare, dans la région de la Baie Sainte-Marie. Des maîtres itinérants, comme au Nouveau-Brunswick, s'efforcèrent d'apprendre aux petits Acadiens à lire et à écrire. Au Cap-Breton, on cite les noms d'exilés français, François Lefort, Jean Bourgen, dans la région de Chéticamp. Les Acadiens dispersés au milieu d'Ecosseais ou d'Anglais eux-mêmes très peu organisés au point de vue de l'éducation, connurent une période de 80 ans au cours de laquelle l'analphabetisme se développe largement.

Le gouvernement d'Halifax ne prit conscience du danger qu'en 1841 et songea à organiser l'éducation sur la base d'une taxe obligatoire et générale. La question fut débattue et acquise. Outre cet aspect financier, il y en eut un autre qui fut retenu par l'Assemblée législative: sa clause 14 proposait en effet que l'aide provinciale fut étendue aux écoles françaises, gaéliques et allemandes:

"That any school, wherein the ordinary language of instruction may be in the French, gaëlic or German Language in any School District in this Province, shall be entitled to the like proportion of the public money as any school wherein the ordinary instruction may be in the English language".³¹

31. Nova Scotia Laws, 1847, c. 43, XIV.

Les opinions furent divisées à Halifax mais la loi fut votée.

Il faut remarquer que la Nouvelle-Ecosse était en avance sur le Nouveau-Brunswick, en 1841, on songeait déjà à uniformiser l'instruction, à la généraliser en la finançant par un impôt général. D'autre part, un respect d'une partie de l'opinion publique pour les minorités linguistiques les firent inclure dans la loi d'aide aux écoles. En fait, cette loi sanctionnait un état de fait, le climat était plus libéral pour les Acadiens en 1840 en Nouvelle-Ecosse, qu'en Nouveau-Brunswick.

Mais l'aide financière était contrebalancée par un envoi aux écoles françaises de livres anglais.

Le clergé continuait son enseignement librement, puisqu'aucune loi ne l'en empêchait, non plus qu'aucune limite au point de vue du recrutement. A Tracadie, le curé Manceau créa trois écoles. A Arrichat, les Frères des Ecoles chrétiennes vinrent, à la demande du curé, l'abbé Girouard, établir une grande école. Mais l'absence de livres français diminuait le développement de l'éducation

C.D. Randall, en 1853 écrit en ces termes dans son rapport en 1853:

"It is quite evident that English works will be of no use in community which reads only French, and therefore it would seem expedient that the inhabitants of Clare, and some other districts, should be supplied with different reading from what is furnished to the English portion of the population..."

Randall ne fut pas écouté.

En 1864, cinq ans avant le Nouveau-Brunswick, le gouvernement de Ch. Tupper réussit à accentuer la généralisation et l'uniformisation de l'enseignement en faisant passer une série de lois instituant l'enseignement public gratuit, financé par une taxe foncière obligatoire et générale. Un Conseil de l'Instruction publique était institué responsable des programmes, du choix des livres, des constructions d'écoles. Une Ecole normale provinciale à Truro rendait le recrutement des enseignants dépendant de l'état.

Cette loi, inspirée par un esprit laïc, au goût du jour, mais en avance sur l'état d'esprit plus conservateur du Nouveau-Brunswick, devait ruiner les écoles catholiques, écoles séparées désormais, et plus particulièrement les écoles françaises. Les catholiques étaient pourtant une minorité au nombre non négligeable: un tiers de la population totale 102.000 âmes sur 284.092 au total. Les Acadiens formaient un groupe de 31.149 âmes, près d'un tiers des catholiques. Catholiques et Acadiens semblent ne pas avoir su défendre leurs écoles face à un politicien redoutable et violent. Il n'y eut aucune opposition sérieuse.

Le résultat fut que le français ne fut même pas inclus dans les programmes, en conséquence, plus aucun livres français dans les écoles publiques. Le français ne réapparaîtra, qu'à titre facultatif, en 1867, parallèlement au latin, au grec et à l'allemand. La situation se présentait donc ainsi pour les écoles françaises. Elles ne pouvaient subsister que moyennant l'aide volontaire des parents, ceux-ci payant déjà pour l'école publique. Les Acadiens étant pauvres, les écoles ne purent subsister; l'école des Frères d'Arichat dut

fermer ses portes. D'autre part, les frères ou prêtres enseignants n'ayant pas la licence d'enseignement devaient suivre les cours et passer l'examen de l'Ecole normale provinciale en anglais portant sur des matières anglaises. Ne pouvant le faire, ils durent dans l'ensemble, abandonner leur enseignement. La petite Ecole normale d'Arichat créée en 1852 pour former des maîtres, disparut elle aussi pour la même raison.

Cette réforme brutale du climat éducatif eut dû s'accompagner de réactions vives, mais les habitants de la Nouvelle-Ecosse étaient en 1864 encore très illettrés. Un recensement de 1861 nous apprend que sur les 284.092 d'habitants ayant plus de 5 ans, 81,469 ne savaient pas lire et 114.077 ne savaient pas écrire. Le bas niveau culturel de l'ensemble de la population explique mieux que tout autre raison pourquoi le gouvernement d'Halifax a pu orienter sa politique si facilement sans que l'opinion publique réagisse.

Désormais les écoles acadiennes sont publiques, elles vont se développer mal, sans aide. Dans les districts de Clare, d'Argyle et sur la côte est de l'île du Cap-Breton, les groupes acadiens s'efforcent de garder

des maîtres français qui enseignent avec des livres anglais un programme anglais. En fait, le français s'enseigne tant bien que mal, plutôt mal que bien, et l'anglais très mal. La scolarité est élémentaire. Les Acadiens envoient leurs enfants dès l'âge de 5 ans pour s'en débarrasser et les reprennent à 12 ans, quand ils peuvent aider à la ferme. Le mode de vie reste rural et comme au Nouveau-Brunswick, les traditions se maintiennent grâce à cette vie en marge de la civilisation.

Pour angliciser ces régions acadiennes, le Conseil d'Instruction publique jumelle les districts acadiens et anglais en 1879; Digby est jumelé à Annapolis, Yarmouth l'est à Shelburne. Néanmoins, l'anglicisation est peu poussée, car ainsi que l'expose le rapport de l'inspecteur de Digby, pour 1879-80:

"In these schools, many of the younger pupils cannot understand English, in consequence of which English teachers, unless thoroughly conversant with the French language, cannot be employed... There are now 12 or 13 French teachers to supply 22 French schools... the

progress made by pupils in attendance at school has been satisfactory, considering the irregularities of attendance of the pupils. The French schools are, as a rule, not so far advanced as those in the English sections. The principal cause of this is not any lack of ability on the part of teachers or pupils, but is owing chiefly to the fact that teachers are taught and compelled to impart receive instruction in two distinct languages."

C'est la condamnation de l'éducation bilingue dans les classes primaires et la stigmatisation de l'impossibilité de faire des écoles anglaises en districts français, déjà constatée à la même époque, au Nouveau-Brunswick.

Nous avons vu que la fin du XIXe siècle a vu la création d'associations acadiennes pour la défense de leurs intérêts. A la suite de nombreux rapports, des réclamations de Sociétés, comme la Société Saint-Jean-Baptiste, ou l'Assomption, les textes français et les enseignants français sont acceptés en fait sinon en droit.

Aucun texte en effet, n'indique de changement de politique, mais à partir de 1885 les Acadiens contrôlent le personnel de leurs écoles, mais les programmes sont élaborés à Halifax.

Les Acadiens prennent conscience d'eux-mêmes et à la 3e Convention acadienne en 1890, on décide de créer un collège français. Ce sera le collège Sainte-Anne, construit à Pointe de l'Eglise sur les bords de la Baie Sainte-Marie, par les Pères Eudistes; il sera reconnu officiellement en 1893, comme école primaire supérieure officielle.

En 1905, le collège reprit son indépendance et redevint collège classique. En 1920, il avait 200 élèves, tous de langue française. Ce sera le premier foyer de culture acadienne en Nouvelle-Ecosse. Il jouera pour cette province, le même rôle que le collège Saint-Joseph pour le Nouveau-Brunswick. Il convient de souligner le rôle joué par les collèges classiques dans les régions acadiennes, ils ont servi de catalyseur pour la jeunesse de langue française et ont formé l'élite par laquelle la nation acadienne subsiste et se développe.

Conjointement aux collèges classiques, des couvents se sont fondés pour les jeunes filles. Signalons le couvent des Filles de Jésus d'Arichat qui, pour survivre a accepté de suivre le programme néo-écossais, "avec le privilège de continuer l'enseignement du français jusqu'aux derniers degrés."

L'évolution de la prise de conscience des Acadiens est en gros la même au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Ecosse. D'abord un regroupement des élites sous forme d'associations, puis un travail électoral en vue d'avoir des représentants au Parlement. Lorsque ces députés sont élus, ils présentent des revendications au sujet de l'éducation. Des résultats s'obtiennent, fragmentaires, et souvent provisoires.

Après plusieurs démarches des groupements d'Acadiens et pour pallier à l'insuffisance de formation de leurs enseignants, le Conseil de l'Instruction publique institue en 1900 un cours français pour enseignants déjà rompus à la langue, à l'Ecole normale provinciale. Par ailleurs, Ambroise Comeau, député de Digby, réunit en 1901 un Conseil qui fit des "recommandations" au sujet des Ecoles acadiennes

en général. Ces recommandations furent dans l'ensemble suivies. Elles demandaient l'enseignement en français pendant les 4 premières années d'école, l'enseignement oral de l'anglais, qui devenait langue exclusive d'enseignement, après la 4e année d'école, un remaniement des manuels de lecture, un cours bilingue d'été à l'Ecole normale, et enfin, la création d'un poste d'inspecteur des Ecoles acadiennes sous le nom de "Visiteur acadien". Ces recommandations acceptées du C.I.P., légalisèrent en quelque sorte les Ecoles acadiennes. Ce fut là le résultat le plus digne d'être noté.

La reconnaissance du français comme langue d'enseignement pendant les 4 premières années légalisait également une pratique déjà ancienne dans beaucoup d'écoles et dont la généralisation était réclamée par les inspecteurs.

La recommandation concernant l'anglais, langue d'enseignement, semble illogique et dangereuse. Après quatre ans de français, l'écopier acadien devait avoir beaucoup de mal à se mettre à l'anglais qui devenait la langue d'instruction.

Devant se consacrer entièrement à son étude exclusive, il devait perdre beaucoup de ses acquisitions en français et risquait de ne plus pouvoir ou de ne plus vouloir y revenir après les 4 ans d'études en anglais.

Les manuels de lecture français ne devaient être distribués aux écoles qu'en 1908. Jusque là les études primaires continuèrent à se faire en français avec des manuels anglais. Situation absurde qui contribua à handicaper lourdement l'avenir des jeunes Acadiens.

L'inspecteur acadien fut d'abord un pasteur anglais J.J. Sullivan, ouvert aux questions acadiennes mais ne sachant pas le français. Il fallut attendre 1908, où F.A. D'Entremont, Acadien, fut nommé en remplacement de M. Sullivan, admis à faire valoir ses droits à la retraite.

En fait, la Commission de 1902 n'eut guère d'écho; l'opinion publique ne fut pas informée de son travail; comme au Nouveau-Brunswick, la majorité anglaise étouffa en quelque sorte le bruit qu'eût pu faire cette Commission.

Mais le résultat tangible, l'obtention de manuels français, qui n'apparurent qu'en 1908, eût pu faire débiter à cette date la naissance d'une éducation acadienne au vrai sens du mot. En 1910, on voit apparaître des Acadiens capables de se présenter aux examens provinciaux, plus d'étudiants se présentent aussi, à partir de cette date, aux examens de l'Ecole normale.

Mais cet espoir fut rapidement dissous: les cours d'été de l'Ecole normale de Truro furent faits dans l'esprit suivant:

"to prepare them to teach English
colloquially to French pupils coming
to School without a knowledge of English."³²

Toujours le même objectif: former par tous les moyens les enfants à savoir l'anglais et par conséquent aucune préoccupation objective de bilinguisme et à plus forte raison de la culture française. Ce cours dénué d'intérêt pratique pour les enseignants français, déclina rapidement et lorsqu'en 1920, l'Ecole de Truro essaya de la recréer, il n'y eut aucune inscription.

32. School Law cité par Rawlyk déjà cité chap. III (1902-1939).

L'enseignement en français pendant les 4 premières années est ainsi décrit dans le Manual of School Law de 1921:

"In Schools where a large number of pupils attend who cannot understand English, the trustees are authorized to allow the use of the prescribed French Readers for such pupils provided the teacher is capable of giving Colloquial instruction in English as specified in the foregoing regulation and giving it so effectively that by the end of the fourth year, the pupils can be hence forward instructed through the medium of the English language. But no language except English shall be imperative on any pupil."³³

Dans les écoles secondaires, le français du grade X au grade XII est étudié comme une langue étrangère.

Par conséquent, on peut résumer la situation des 150 écoles primaires acadiennes à la veille de la guerre de 1939, en disant qu'elles étaient des écoles d'enseignement

33. Manual of School Law, 1921.

anglais pour former les Français à l'anglais. La situation était, par conséquent, plus radicale qu'au Nouveau-Brunswick: si l'enfant acadien était en Nouvelle-Ecosse comme au Nouveau-Brunswick considéré comme devant être, avant tout, formé en anglais, il n'avait pas la ressource en Nouvelle-Ecosse de travailler graduellement avec des manuels français d'abord puis avec des textes bilingues. Il était plongé dès ses premières années d'école dans des manuels anglais.

Le mot de bilinguisme n'avait donc aucune signification en Nouvelle-Ecosse avant la guerre de 1939; le nom d'Acadiens d'ailleurs disparut graduellement des textes officiels à partir de 1926, date à laquelle le poste de "Visiteur acadien" fut supprimé.

La minorité acadienne s'était multipliée entre temps de 32.233 en 1871, on était à 66.260 en 1941, de 8,4% de la population totale, on était passé à 11,5%. La proportion reste moins élevée qu'au Nouveau-Brunswick où en 1941 elle était déjà de 35,8%, mais surtout les groupes restaient dilués dans une masse anglaise.

Il ne semble pas que les dirigeants politiques de ces groupes aient tenté d'organiser l'opposition, il ne semble pas non plus que les Associations déjà puissantes au Nouveau-Brunswick aient fait entendre leur voix en Nouvelle-Ecosse, il n'y avait pas comme au Nouveau-Brunswick de journal acadien quotidien.

Trop peu nombreux encore, trop éparpillés, les Acadiens de Nouvelle-Ecosse à la veille de la guerre n'ont pas les écoles que la Commission de 1902 faisaient espérer.

En 1941, pourtant, un plan est établi qui étend les cours en français jusqu'au grade IX. Un cours réservé aux enseignants est ouvert et reconnu au Collège Sainte-Anne. On espérait que ce cours d'été serait étendu à l'année scolaire. Mais la guerre souffla sur ces efforts. Pas de manuels pour réaliser d'ailleurs les cours sinon une grammaire et un livre de lecture du grade I au grade VI. Les enseignants n'ayant qu'une licence locale formaient le tiers de l'ensemble, proportion analogue chez les Acadiens du Nouveau-Brunswick. Le niveau des enseignants étant d'ailleurs, à cette époque aussi bas chez les Anglais.

A la fin de la guerre les communications plus faciles, la radio et télévision développèrent assez rapidement un nouveau sentiment d'intérêt des Acadiens pour l'éducation. Les groupements acadiens de Nouvelle-Ecosse fusionnèrent avec ceux du Canada, des échanges de vue eurent lieu. Les textes français furent changés, des inspecteurs acadiens furent nommés, les maîtres bilingues devinrent plus nombreux.

Parallèlement au Nouveau-Brunswick, une politique de consolidation d'école se développa. Ces consolidations ne bénéficièrent pas en fait aux Acadiens car la réforme des programmes acadiens proposée en 1957 fut rejetée en 1959.

En fait, en 1951 la Nouvelle-Ecosse possédait 96 écoles avec 187 instituteurs bilingues pour 5.000 élèves de langue française. En 1954, 15% de ces élèves continuent leurs études jusqu'au grade IX, conférant un diplôme. Il n'y avait pas d'école bilingue urbaine.³⁴ Mais il faut bien comprendre que ces écoles n'avaient de bilingue que

34. Rapport du 4e Congrès de l'Association canadienne des Educateurs de langue française, 1951.

le nom; lorsqu'une éducation prétend pour deux langues, ne donner de manuels que dans une seule langue pour 75% des matières étudiées, il ne faut pas se réclamer du bilinguisme.

Une enquête faite en 1955 est sous ce rapport très édifiante.³⁵ On demande à tous les enseignants de français en Nouvelle-Ecosse en 1955 leurs capacités respectives en français: 67% admirent qu'ils ne pouvaient pas soutenir une conversation en français, 5% parlaient à peu près couramment, 27% parlaient couramment.

Par conséquent, l'enseignement du français était confié à des personnes qui, pour plus de la moitié, ne connaissaient pas la langue qu'elles étaient chargées d'enseigner.

L'enseignement professionnel enfin ne se réclamait nullement du bilinguisme et était peu pratiqué par les Acadiens, malgré le désir exprimé par eux à leurs conventions.

La situation a-t-elle évolué favorablement à l'heure actuelle pour le sujet qui nous occupe ou est-elle restée stagnante?

35. Cité par Rawlyk, loc. cit., chap. IV, 1939-1965, P. 23.

Situation actuelle

Les écoles acadiennes de Nouvelle-Ecosse n'ont pas plus qu'au Nouveau-Brunswick d'existence légale; depuis qu'en 1902, il a été reconnu nécessaire de faire des quatre premières années d'école acadienne, quatre années d'enseignement en français, rien n'a été fait plus avant dans ce sens. Ceci n'a été fait que dans l'esprit de permettre à l'enfant acadien de passer à l'anglais lorsqu'il aurait suffisamment de connaissances élémentaires dans sa langue maternelle.

Il y eut entre 1954 et 1965 une série d'articles de fonds sur le système d'éducation des écoles publiques de la province dans les journaux officiels d'éducation, Education Office Gazette et Journal of Education, pas un mot des écoles acadiennes. L'ignorance du problème dans les milieux anglo-saxons à l'heure actuelle encore, explique l'évolution récente. Lorsqu'une minorité éparpillée au milieu de la majorité n'a plus aucun moyen réel de pratiquer sa langue et sa culture, elle s'assimile et disparaît.

C'est ainsi qu'on peut interpréter le tableau
 36
 suivant:

	Acadiens parlant le français seul.	Acadiens parlant l'anglais seul.
1931	71%	28%
1961	47%	52%

Quatre comtés: Richmond, Digby, Yarmouth, Inverness sont à majorité acadienne où la population parle respectivement français à 88%, 84.3%, 81.6% et 96.1%.³⁷ Ces comtés n'ont pour écoles primaires que des écoles où aucun programme français n'a jamais été établi, où, dès que l'enfant acadien sait le minimum élémentaire, on ne lui enseigne l'anglais, où pendant les quatre premières années concédées au français on ne met entre ses mains que deux ou trois manuels français, tout le reste étant anglais. Il est évident que les habitants de ces comtés perdront rapidement l'usage de leur langue, il est même surprenant qu'une si forte fraction de la population soit encore francophone, sans instruction proprement française.

Les bibliothèques publiques d'écoles ne possèdent qu'un nombre infime de livres français. Le niveau éducatif général est bas: que ce soit les statistiques de

36. Cité par Rawlyk, loc. cit., chap. IV, P. 19.

37. Statistiques publiées dans Les Acadiens, par Emery LeBlanc, P. 14.

bibliothèques publiques où la Nouvelle-Ecosse occupe la dernière place après les provinces canadiennes et les états des Etats-Unis, ou que ce soit le niveau des études en anglais où le directeur de l'Ecole normale³⁸ de Truro écrit ceci en 1952:

"the student-teachers coming to us
are inadequately prepared in the
fundamentals of the English language."

On conçoit par conséquent, que dans un pays à bas niveau éducationnel, le français soit également d'un niveau assez médiocre.

Voici comment s'établit actuellement l'enseignement du français dans les écoles rurales bilingues (il n'y a pas d'écoles bilingues dans les villes). Le français est utilisé comme langue d'enseignement jusqu'à la 6e année, sauf pour l'arithmétique et l'anglais. De la 7e à la 9e année, enseignement dans les deux langues. De la 10e à la 12e année, l'anglais devient langue d'enseignement, sauf pour la grammaire française en 10e et 11e années.

38. Cité par Rawlyk, loc. cit., chap. IV, P. 21.

Ces programmes sont suivis par les 96 écoles rurales bilingues de la province, il y a au total 1700 écoles rurales. Ces 96 écoles comprennent 199 classes. Une seule de ces écoles comprend 10 classes, deux ont sept classes et quatre en ont cinq. Ces 96 écoles abritent 5000 écoliers. Ce chiffre élevé explique la demande faite, il y a sept ans par l'Association Foyer-Ecole au ministère de l'Education pour obtenir une diminution du pourcentage des élèves par classe. Un an après, le rapport d'éducation signalait brièvement que "La demande n'avait pas été retenue."³⁹

Cette absence d'explication en réponse à une demande aussi justifiée éclaire le climat du ministère de l'Education, administration qui, depuis 1950, a succédé au Conseil de l'Education.

Le financement de ces écoles est fait par des octrois des municipalités et de la province. Des consolidations ont eu lieu, comme au Nouveau-Brunswick quatre centres regroupent par autobus la population écolière d'une région. Si l'on compare brièvement la situation scolaire du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Ecosse, on est saisi par la différence entre les deux provinces au point de vue de l'éducation acadienne.

39. Cité par Rawlyk, loc. cit., chap. IV, P. 17.

Au Nouveau-Brunswick, les acquisitions se sont pour ainsi dire précipitées: un enseignement primaire bilingue insuffisant, mais en progression, un enseignement bilingue secondaire, des collèges classiques en pleine expansion où la majorité des élèves est acadienne, sinon la totalité; une Université française purement acadienne, un projet d'Ecole normale française. En Nouvelle-Ecosse les progrès sont infimes: les écoles bilingues primaires manquent de matériel scolaire, manquent d'enseignants formés. Le résultat désastreux est souligné par Rémi J. Chiasson,⁴⁰ dans son ouvrage en anglais

"It must be stated that our bilingual pupils from grade 6 onwards write with more facility in English than they do in French. They don't know French grammar; in plain words they cannot write an intelligent French composition. Bilingualism is for them at school the ability to read the language, plus speaking it. We have already indicated the necessity of good grammar in the schools. The teachers complain and with good justification

40. Bilingualism in the Schools of Eastern Nova Scotia, par Rémi J. Chiasson, 1962.

"We can't teach French grammar without the proper texts. Get us the grammar and we'll teach it."

Monsieur Remi J. Chiasson était inspecteur de l'Education pour les comtés d'Inverness et de Richmond, comtés acadiens du Cap-Breton.

Les écoles secondaires ne sont pas bilingues et n'acceptent l'étude du français que comme une langue étrangère facultative. Il n'y a évidemment pas d'enseignement supérieur, et aucune école professionnelle bilingue.

Le seul collège classique, le collège Sainte-Anne de Pointe de l'Eglise est donc une tête sans tronc; il lui manque l'alimentation régulière venant d'écoles acadiennes. Et, conséquence fatale, en 1963-64, plus de la moitié de ses élèves étaient des Canadiens français du Québec. Il ne peut donc pas jouer le rôle de centre culturel acadien comme il désirait.

Parce que l'enseignement primaire bilingue sérieux manque, les Acadiens ne peuvent pas jouir du collège créé pour eux; ils ne sont plus capables de faire des études classiques et des Québécois prennent leur place.

En résumé, il faudrait qu'une réforme de programmes soit faite pour l'enseignement bilingue avec, obligatoirement la fourniture des livres français nécessaires. Il faudrait corollairement à cette refonte des programmes bilingues créer une Ecole normale bilingue où l'enseignement du français serait assuré parallèlement à celui de l'anglais et suivant le même nombre d'heures afin de fournir en nombre suffisant des maîtres bien formés en français aux écoles primaires.

Faire pénétrer l'enseignement bilingue dans l'enseignement secondaire.

Cette réforme doit être faite de toute urgence car il y va de la survie d'une langue et d'une culture conférant à la province de la Nouvelle-Ecosse son originalité issue d'un passé lourd d'histoire.

A L'ILE DU PRINCE-EDOUARD

Historique

L'ancienne Ile Saint-Jean, d'abord habitée par quelques centaines d'Acadiens réfugiés et devenue l'Ile du Prince-Edouard en 1798, reçut à partir de 17 , une forte immigration écossaise et irlandaise.

Les Acadiens réduits aux besognes les plus serviles, maintiennent leur foi et leur langue sans que l'on ait trace d'aucune école. Probablement, d'humbles maîtres itinérants dispensaient, comme au Nouveau-Brunswick, quelques notions élémentaires aux familles qui les hébergeaient.

La première école connue fut établie à Rubico, en 1815, par le curé du lieu. Elle possédait les mêmes caractères que les écoles du dimanche du Père Sigogne en Nouvelle-Ecosse, liée qu'elle était aux mêmes conditions de vie du groupe acadien.

Le gouvernement organise en 1830 l'éducation qu'il confia à un bureau composé de 5 membres chargés de conférer les diplômes. Six instituteurs acadiens sont

inscrits à ce moment là et reçoivent \$5 du Trésor. Les Acadiens étaient encore peu nombreux, dispersés, et leur groupe, bien modeste dans la Société, demeurait ignoré.

En 1847, une loi accorde £ 10 à tout instituteur sachant enseigner le français et ayant au moins 20 élèves. Loin d'être discriminatoire, le régime avantageait plutôt les enseignants français. Nous avons vu une atmosphère sinon aussi ouverte, du moins sans opposition, au Nouveau-Brunswick à la même époque. Ici, on tolérât, mieux même, on encourageait l'enseignement du français, jusqu'en lui accordant une prime.

En 1852, les salaires sont fixés par une loi qui annonce une ébauche de discrimination; le salaire baisse de l'instituteur anglais, au français puis à l'institutrice. Malgré cette indication préférentielle, les écoles acadiennes semblent s'être développées puisqu'en 1854, un rapport d'inspecteur note que, sur 169 écoles enseignant 83.000 élèves, il y a 13 écoles acadiennes pour 610 Acadiens. En 1855, il y a 17 instituteurs français.

Les programmes étaient, comme au Nouveau-Brunswick, à cette époque, laissés à l'initiative du maître. Tout l'enseignement était français, avec néanmoins une instruction élémentaire de l'anglais.

Au moment où les collèges classiques se créent au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Ecosse, il ne semble pas qu'il fut possible aux Acadiens de l'Ile du Prince-Edouard de se cotiser pour avoir un collège à eux. L'instruction ne dépassa donc pas le stade primaire.

Le niveau de vie des Acadiens de l'Ile du Prince-Edouard était, à cette époque celui des plus humbles de leurs compatriotes. Ils se développent dans les mêmes conditions et forment en 1880, le dixième de la population: 10,731 Acadiens pour 108,800 au total. Cette proportion ne cessera d'augmenter. La paroisse est la cellule du groupe et le gouvernement reconnaît la primauté du curé en matière d'éducation puisque le certificat du curé équivaut à un diplôme d'aptitudes. Pourtant en 1857; ces instituteurs doivent sous peine de réduction de traitement, subir un examen officiel.

Les districts acadiens sont reconnus comme ayant un statut particulier et en 1864 une loi officialise en quelque sorte l'école catholique acadienne, en reconnaissant

dans le district de Rustico l'établissement de deux écoles publiques, une catholique et une protestante, et en autorisant le bureau d'éducation d'établir des écoles doublées dans tous les secteurs où la nécessité s'en fait sentir. Ces écoles vont se multiplier, en 1877, il y en a 31, elles prirent le nom du district où elles naquirent: les écoles Anglo-Rustico, Ecoles catholiques avec enseignement religieux mais aussi écoles françaises puisque l'instituteur bilingue obtient de ce chef, une augmentation de traitement.

Enfin, un caractère domine toute cette situation privilégiée pour faire de cette province, à cette époque, le lieu le moins sectaire des Provinces Maritimes. Les manuels utilisés dans ces écoles acadiennes étaient français, choisis parmi ceux qu'on utilisait à la même époque dans la province de Québec.

Mais cette situation d'exception qui eut pu, si elle avait duré, conserver dans cette île un milieu acadien pur, va cesser brutalement. En 1877, la Province, entrée quatre ans auparavant dans la Confédération, va reprendre à son compte les principes exploités treize ans auparavant par le gouvernement Tupper à Halifax et six ans

avant à Frédérickton, en proscrivant des écoles l'enseignement religieux et l'enseignement français. C'est en 1877, que l'île du Prince-Edouard promulgua les lois établissant l'enseignement public obligatoire. Des trois Provinces Maritimes, elle fut la dernière à subir ce vent moderne, comme si sa proximité de la province de Québec et le catholicisme des anglophones de l'île la protégeait encore.

Le Public School Act de 1877 établit l'école moyennant des pénalités, l'existence d'écoles libres confessionnelles. Les catholiques essayèrent comme l'avaient fait ceux du Nouveau-Brunswick en 1871, d'en appeler successivement au Lieutenant Gouverneur, puis au gouvernement fédéral. Il leur fut répondu, que les enseignements confessionnels et français n'avaient été que tolérés, et que la coutume n'était pas la loi. Il n'y eut aucune agitation, aucun bouleversement, le fait légal fut accepté et un modus vivendi s'établit. Mais, les trente écoles catholiques disparurent. D'ailleurs le climat fut plus libéral et moins oppressif qu'ailleurs. Les manuels furent dès le début bilingues et en 1908, apparut une série de manuels français pour la lecture, puis pour la grammaire.

Il n'y eut pas d'Ecole normale française et les instituteurs de langue française s'étant groupés se réunirent annuellement depuis 1893 en des congrès pédagogiques bilingues. Ces congrès se tinrent par roulement chaque année dans une des sept paroisses françaises. Ils font partie bien évidemment de l'Association des instituteurs acadiens qui s'efforcent d'unir entre eux ces enseignants perdus dans la masse anglaise. Cette absence de formation réelle a rendu très difficile l'évolution de l'enseignement français. Comme au Nouveau-Brunswick, comme en Nouvelle-Ecosse le maître bilingue formé à l'école anglaise ne peut que très difficilement, se maintenir à un niveau suffisant pour l'enseignement de sa matière s'il n'y a pas été formé.

Situation actuelle

A l'heure actuelle 18.000 Acadiens vivent dans une population totale de 110.000, soit 19% de la population totale. Il n'y a pas d'école bilingue dans les villes et un millier d'enfants acadiens désapprennent le français en fréquentant les écoles publiques ou les couvents qui suivent le programme officiel où le français n'est enseigné qu'à titre de langue seconde à partir de la 8e année.

Dans les écoles rurales, une quinzaine de paroisses groupent la majorité des Acadiens. Les Commissions scolaires de ces centres sont presque complètement acadiennes et 70 classes ont gardé un caractère français. Une liberté assez grande est laissée aux maîtres pour organiser leur programme; le français est enseigné généralement le matin dans les classes élémentaires et l'anglais l'après-midi.

Comme il n'y a pas de programme pour l'enseignement du français, celui-ci varie beaucoup d'une école à l'autre. Le problème majeur est toujours celui de la formation des maîtres, il n'y a pas d'Ecole normale française et l'Ecole normale officielle n'enseigne le français que comme langue seconde. Les instituteurs français doivent donc, aidés par des Associations, comme la Société Saint-Thomas d'Aquin, aller poursuivre leurs études françaises dans la Province de Québec ou au Nouveau-Brunswick. Il y aurait lieu de prévoir, au sein de l'Ecole normale actuelle, un programme adapté aux candidats à l'enseignement bilingue des écoles françaises.

D'autre part, les salaires des instituteurs sont insuffisants et nuisent au recrutement de sujets remarquables. Cette question de financement dépend surtout du Conseil de l'Éducation qui paie 60% des dépenses scolaires; les commissions scolaires (479) payant le surplus. Comme au Nouveau-Brunswick les districts ruraux sont désavantagés par rapport aux villes, et il y aurait lieu de prévoir une modalité de financement plus simple et plus effective au niveau du Conseil de l'Éducation lui-même.

L'enseignement technique devrait avoir une organisation française pour que dans certaines écoles rurales formant le centre de leurs régions, on puisse former de jeunes Acadiens aux métiers manuels.

En fait, dans cette île plus qu'ailleurs aux Provinces Maritimes, la collectivité acadienne n'a pas encore suffisamment pris conscience de ses besoins et ne sait pas toujours utiliser les ressources offertes par un gouvernement assez libéral.

Pour les manuels, comme pour les programmes français, une latitude assez grande est laissée aux enseignants.

Il semble qu'il s'agisse plus d'une question d'organisation interne faite au sein du petit groupe des instituteurs. Une organisation des programmes de cette sorte requiert une compétence que l'absence de formation poussée ne permet pas suffisamment.

En résumé, il y aurait lieu de prévoir un mode de formation spécial réservé aux enseignants acadiens de langue française, une organisation des programmes d'écoles bilingues en ce qui concerne l'enseignement du français, et enfin un enseignement technique dans un ou plusieurs centres régionaux ruraux fait en français pour promouvoir les techniciens acadiens de langue française. Il faudrait aussi et surtout créer une ou plusieurs écoles bilingues dans les villes de l'île afin de satisfaire à la demande des 1000 enfants acadiens qui, actuellement, abandonnent le français.

Conclusion

En arrivant au terme de cette analyse, il y a lieu de dégager d'une part les caractères communs aux trois provinces: Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Ecosse et Ile du Prince-Edouard et d'autre part ceux qui sont plus particuliers à chacune de ces trois provinces.

Tout d'abord, il faut reconnaître que le fait éducatif acadien est reconnu dans les trois provinces; inégalement peut-être, mais il n'est plus discuté nulle part que les Acadiens, étant francophones, ont besoin d'une éducation particulière où l'on tient compte de leur langue et de leur culture. Le bilinguisme est un fait acquis et, si malheureusement il n'est encore qu'insuffisamment pratiqué par la population anglophone des Provinces Maritimes, il est totalement accepté par les Acadiens.

Mais, et ceci est un grave caractère général aux trois provinces, les matières scientifiques échappent encore totalement au bilinguisme. L'anglais reste la langue scientifique des provinces, comme la technique et la littérature scientifiques étaient l'apanage des seuls

Anglais. Il y a là une étrange myopie des Services de l'Education qui, probablement, coûtent leur carrière à bien des jeunes Acadiens.

Conséquence de cet unilinguisme scientifique, l'enseignement technique bilingue n'existe pratiquement pas, à peine au Nouveau-Brunswick, pas du tout dans les deux autres provinces. Là encore, tout est à créer. Dans une région encore économiquement peu développée, il semblerait sage d'utiliser toutes les bonnes volontés en les formant actuellement. Il y a encore trop de jeunes Acadiens francophones, inépréparés à leur métier faute d'une école professionnelle bilingue.

Plus généralement, il semble qu'il n'y ait pas encore eu dans aucune de ces trois provinces d'organisation réfléchie de l'éducation acadienne dans son ensemble. Il semble que, conséquence d'acquisitions faites au petit bonheur, cette forme d'éducation spéciale, n'ait jamais été structurée. Les programmes n'existent pas du tout, comme dans l'Ile du Prince-Edouard, ou souffrent de lacunes graves, comme dans l'enseignement des langues secondes au Nouveau-Brunswick, ou l'enseignement du français dans les écoles primaires acadiennes de Nouvelle-Ecosse.

Il s'agit là d'une carence grave, à laquelle il faut remédier de toute urgence. Puisque le fait de l'école bilingue est institutionnalisé, il s'agit maintenant d'en organiser la structure, en faisant des programmes adaptés aux milieux auxquels ils s'adressent.

Les provinces Maritimes pourraient, si cela est possible, créer un enseignement totalement bilingue, c'est-à-dire comprenant toutes les matières de la connaissance et donnant son importance à la base de la langue française: la grammaire et la syntaxe. Il s'agit d'oeuvrer de façon simple en instruisant de la langue écrite des jeunes gens voués au bilinguisme.

Une telle coopération, dans l'étude ou les réalisations pratiques, pourrait s'étendre au Québec et à l'Ontario, ou s'instituer sur le plan fédéral. Les ministères d'éducation aux Maritimes, pour simplifier leur travail, ont déjà une forte tendance à se tourner vers les spécialistes et les éditeurs du Canada central pour leur demander des lumières ou utiliser leurs manuels, même s'ils ne correspondent pas exactement à leurs besoins. Il semblerait plus logique d'échanger d'abord des vues

et des expériences entre les provinces de l'Est, où la situation et les besoins sont presque identiques.

Il existe déjà d'ailleurs quelques ententes particulières entre les trois gouvernements: pour l'Ecole de médecine d'Halifax; pour la formation des instructeurs de métiers à Moncton, etc. Même dans le domaine de l'enseignement français, un accord spécial est déjà intervenu, en 1908 (?) pour la création et l'adoption de quelques manuels français par les trois provinces. Il suffirait d'étendre et d'organiser de façon permanente cette collaboration, au sujet de l'enseignement français et du bilinguisme scolaire.

En somme, puisque l'essentiel de ce problème des écoles bilingues est commun aux trois provinces atlantiques, il y aurait probablement avantage, pour éviter la dispersion d'efforts et hâter les solutions, d'étudier cette question en commun, tant au sein d'organismes privés comme l'Association acadienne d'éducation, qu'au plan officiel, entre des représentants des trois ministères d'éducation.

Comme il s'agit avant tout de problèmes pédagogiques, (programmes et méthodes d'enseignement) ou de psychologie (inférence du bilinguisme, âge optimum, etc.) des rencontres et des discussions entre des techniciens, des universitaires et des professeurs d'Ecoles normales, des enquêtes et des recherches objectives pourraient faire avancer la question beaucoup mieux que de longues et incertaines tergiversations.

La coopération entre les provinces faciliterait aussi plusieurs réalisations pratiques, comme l'établissement des programmes, le choix des manuels, la formation des maîtres, la création d'une Ecole normale française, la tenue des cours d'été, les échanges de professeurs, etc.

Si, quittant la vue générale on pénètre dans chaque province il semble que chacune des trois provinces ait une caractéristique particulière à réformer.

Au Nouveau-Brunswick, le financement dénoncé par deux Commissions, accuse un défaut, on pourrait même dire un vice, rendant tout progrès impossible. La centralisation financière de l'administration de l'éducation

est une nécessité, sans laquelle on ne peut pas progresser, mais cette centralisation doit respecter les libertés locales.

En Nouvelle-Ecosse, l'absence de manuels français dans les écoles bilingues crée aux enseignants une impossibilité d'exercer leur métier. Pour faire progresser la langue écrite chez l'enfant, le manuel quotidien est aussi nécessaire que le maître.

Dans l'Ile du Prince-Edouard, la dispersion est au maximum, il faudrait former les enseignants sérieusement en français car l'actuel passage dans une école normale anglaise n'a aucune utilité pour faire de bons professeurs.

Il y a donc, pour répondre à une aussi pressante demande que celle de la montée démographique, un travail fécond à entreprendre.

Cette refonte de l'éducation donnera ainsi aux provinces Maritimes le visage original et vrai qu'elles doivent avoir.

CHAPITRE XII

Les moyens d'information

CHAPITRE 12 - LES MOYENS D'INFORMATION

1. - Introduction:

L'unité nationale, l'opinion publique et les moyens d'information.

2. - La presse

2.1 - Histoire des journaux acadiens.

2.2 - Les journaux de langue anglaise.

3. - La radiodiffusion

3.1 - La situation:

- A. La radio;
- B. La télévision.

3.2 - Les besoins:

- A. Sur le plan de la distribution;
- B. Sur le plan de la production.

4. - Le cinéma

4.1 - La situation:

- A. Le cinéma commercial;
- B. Le cinéma documentaire et l'O.N.F.

4.2 - Problèmes et essais de solutions:

- A. Pour un meilleur emploi du cinéma;
- B. Enquête nécessaire;
- C. Difficultés d'approvisionnement;
- D. Organisation de la distribution;
- E. La production cinématographique.

+++++

Tableaux et graphiques: La radio française aux Provinces Maritimes;
La radio anglaise: postes privés;
Radio-Canada et affiliés;
La télévision française;
La télévision anglaise.

+++++

CHAPITRE 12 - LES MOYENS D'INFORMATION

1. INTRODUCTION

Etant donné la composition ethnique actuelle de la population canadienne, en particulier aux Maritimes, on peut considérer la vie nationale à deux niveaux ou deux degrés : d'abord dans chaque groupe ethnique pris séparément, avec ses particularités, puis dans leurs manifestations d'ensemble et leurs relations réciproques.

Dans chaque collectivité, qu'il s'agisse d'une famille, d'un club, d'un village, d'une profession ou d'une nation, ce qui donne au groupe son caractère propre, sa personnalité et son dynamisme c'est le développement et l'affirmation d'une âme collective, de sentiments idéaux communs qui se développent de façon souvent mystérieuse et inconsciente, sous l'influence du milieu, de l'histoire, de l'éducation, d'intérêts matériels ou moraux, ou par le contrecoup émotionnel d'événements subis par le groupe. Plus ces influences sont fortes et convergentes, plus l'unité sera forte.

Malheureusement cette unité complète n'existe pas toujours, même dans une société élémentaire et toute naturelle comme la famille. Plus un organisme présente d'ampleur et de complexité, plus il y a de chances de division, à cause des différences d'origines, des intérêts régionaux et des luttes de classes. Il serait d'ailleurs parfaitement illusoire et appauvrissant de vouloir supprimer ces divergences, et de réduire les pays et l'humanité à un moule unique, comme un orchestre dont les musiciens joueraient tous du même instrument.

Il existe au Canada, par exemple, des facteurs de diversité contre lesquels nous ne pouvons rien. Notre pays manque d'unité géographique, et l'on a constaté depuis longtemps que la division politique des provinces ne répond aucunement aux frontières naturelles. La conquête a aussi rompu la continuité historique et juxtaposé deux peuples de nationalités, de langues et de religions en partie différentes.

Malgré ces divergences, si l'on veut arriver à une certaine unité relative et vivre en concorde, il faut trouver des terrains d'entente et des dénominateurs communs; chaque groupe doit avoir la possibilité de se développer et de s'épanouir pleinement et librement et, en même temps, tous les groupes doivent apprendre à se connaître et, non pas seulement à se tolérer mais à s'estimer. L'unité nationale apparaît alors comme un équilibre et une harmonie dans la variété; c'est une symphonie qu'il vaut construire ou composer.

Dans ces rapports, comme dans les relations de famille ou de bons voisins, les facteurs psychologiques, opinion publique et sentiments de masse jouent un rôle déterminant. Les préventions et les animosités ou le rappel insistant des oppositions historiques peuvent parfois créer un climat d'hostilité et d'incompréhension, où les rapports cordiaux deviennent pratiquement impossibles. C'est la situation qui se développe actuellement en Belgique, entre Wallons et Flamands. Dans d'autres cas, au contraire, des similitudes ou d'anciennes affinités historiques peuvent fournir le fondement de rapports cordiaux; il en est ainsi entre les pays latins, d'une part, et les pays germaniques, d'autre part. Parfois, ce sont des pays très différents qui sympathisent ainsi, comme l'Ecosse et la France, tandis que des peuples semblables, comme les peuples d'Afrique, ne peuvent s'entendre.

Des dispositions amicales ou hostiles entre les peuples ne sont cependant pas éternelles, et l'on a vu dans l'histoire moderne et toute récente, et même au Canada, d'étonnants renversements d'attitudes... Les oppositions profondes peuvent s'atténuer et se transformer en amitié, tout comme les meilleures situations peuvent se détériorer rapidement.

Si l'on veut maintenir la paix avec nos voisins, il ne faut donc pas la laisser à la merci du hasard, des incidents et des extrémistes de tous genres; il faut veiller soigneusement à éviter les malentendus, rechercher les facteurs d'union et favoriser les échanges amicaux. Le meilleur moyen de créer un climat réceptif entre les groupes, au Canada, réside dans l'éducation, notamment dans l'enseignement de l'histoire et l'étude de la sociologie. Les gouvernements disposent aussi de plusieurs moyens d'action. Ils dépendent cependant, jusqu'à un certain point, de l'opinion publique, et ne peuvent rien imposer de durable contre cette opinion. C'est pourquoi, en démocratie, les grands moyens modernes d'information, que sont la presse, la radio et le cinéma jouissent d'un immense pouvoir parce qu'ils sont à la fois des instruments de divertissement et de culture et s'adressent à la sensibilité en même temps qu'à l'intelligence.

2. LES JOURNAUX

Nous avons déjà mentionné occasionnellement l'influence des journaux dans l'éveil de la conscience nationale chez les Acadiens. Nous aurions pu aussi traiter ce sujet dans le chapitre de la Vie culturelle. Car les journaux, dans la vie d'un peuple, ont une signification polyvalente et contradictoire : ils constituent à la fois une expression et comme un miroir de ce peuple; en retour ils agissent sur lui, l'instruisent et le guident. En d'autres termes, ils sont agis et ils agissent; ils reçoivent une influence et en exercent une autre. Mais leur but essentiel est l'information; c'est pourquoi nous voulons en traiter principalement dans le présent chapitre. Leur rôle cependant ne se borne pas à informer. Déjà, par le choix des nouvelles et l'importance qu'ils leur donnent, les rédacteurs peuvent agir sur l'opinion. En beaucoup de matières, ils ont aussi à donner leur opinion ou à porter des jugements explicites; par là ils influencent forcément les idées de leur clientèle et peuvent contribuer à semer la discorde ou établir l'unité.

Il serait, croyons-nous, fort intéressant d'écrire, à ce point de vue, l'histoire complète et approfondie du journalisme anglais et français aux Maritimes. On y verrait que, depuis la fondation du premier journal canadien, la Gazette de Halifax (1752) jusqu'à aujourd'hui, presque toutes les questions nationales ont eu leurs échos dans les journaux; parfois même de véritables crises ont débuté par des querelles de journalistes. Maintenant que les collections de journaux anciens sont devenues facilement accessibles, grâce aux microfilms, il sera inexcusable de prétendre écrire l'histoire sans consulter ces témoins quotidiens de l'opinion. On pourrait montrer, d'après les journaux anciens, l'évolution des relations entre les groupes ethniques. Nous n'avons pas le loisir d'entreprendre cette étude, mais voulons seulement donner une vue d'ensemble du journalisme français aux Maritimes et jeter un rapide regard sur le journalisme de langue anglaise.

2.1 - Les journaux de langue française

LE MONITEUR ACADIEN

Le premier journal d'expression française aux Maritimes fut Le Moniteur acadien, fondé à Shediac, en 1867, par Israel-V. Landry (1). Ce dernier, né à

(1) Voir Le Moniteur illustré, 1er juillet 1892, pp.34-35, et une série d'articles par l'Abbé D.-F. Léger, sur "Notre presse acadienne", dans Le Moniteur du 5 février au 19 mars 1925.

Saint-Jean, P. Qué., était probablement de descendance acadienne. Il vint d'abord à Rustico, I.P.E., à la demande du curé de cette paroisse, l'abbé Georges-Antoine Belcourt, pour y tenir une école. Il y enseigna deux ans, puis il traversa le détroit et s'établit à Chatham, où il enseigna la musique. C'est là qu'il rencontra un jeune patriote acadien, le futur Mgr Stanislas J. Doucet, qui réussit à le gagner à l'idée d'établir un journal français pour l'Acadie toute entière. Il songea d'abord à fonder ce journal à Chatham, sur la rivière Miramichi, mais se ravisa ensuite, probablement sur les conseils de l'Abbé Belcourt, et décida de s'établir à Shediac, au milieu d'une population française plus populeuse que celle de Miramichi. Le premier numéro parut le 1er juillet 1867.

Dès le début, il orienta nettement son journal vers l'action politique. Il soutint la candidature d'Auguste Renaud, premier candidat acadien dans le comté de Kent, et fut assez heureux pour le faire élire à Ottawa. Lui-même se lança ensuite dans la lutte politique comme candidat conservateur, en faveur de la Confédération. C'était beaucoup entreprendre en même temps, d'autant plus que le sentiment général des Acadiens s'opposait au projet de Confédération et que le comté de Westmoreland, dans lequel il se présentait, était fortement tenu par Sir Albert Smith et un député acadien, Amand Landry. Le fondateur du Moniteur fut donc battu aux élections, et cette défaite lui attira toutes sortes d'ennuis. En fin de novembre, il partit pour Saint-Jean où il tint un magasin de musique et remplit une longue carrière comme organiste (1).

Son collaborateur, F.X.N. Lussier, reprit le Moniteur mais il eut à subir les contrecoups de l'embarras financier dans lequel se trouvait le journal. Les créanciers se liguèrent contre lui s'emparant de ses presses, même avant l'échéance de la dette et forcèrent par ce moyen M. Lussier à en suspendre la publication en janvier 1868. Ruiné mais non découragé, conscient de l'importance de l'oeuvre, M. Lussier, aidé par des amis, alla chercher d'autres presses à Saint-Hyacinthe et en ramena un puissant collaborateur dans la personne de M. Ferdinand Robidoux.

En mai 1871, M. Lussier retourna au Québec et M. Robidoux devint le seul propriétaire du journal: il assumait d'abord seul la rédaction, la correction et la mise en page. Puis il engagea des aides, MM. Aimé Cormier, Jean-Baptiste et

(1) Article du New Freeman reproduit par l'Evangeline du 4 avril 1953.

Cyrille Renaud et enfin Jean Malenfant qui deviendra imprimeur en chef du journal l'Evangéline. L'incendie ravagea par trois fois, en 1874, 1879 et 1886, l'établissement du journal. A chaque fois, le Moniteur renaquit de ses cendres. Et même, en 1886, de hebdomadaire qu'il était, il devint bi-hebdomadaire. En 1896, M. Ferdinand Robidoux fils prenait la succession de son père et devenait propriétaire du journal. Le Moniteur Acadien a continué de paraître jusqu'en 1918, puis de nouveau en 1924 et 1925; alors il cessa définitivement d'exister.

Ce journal, généralement modéré, fut en politique conservateur de tendance. Dirigé par des Canadiens-français, il épousa toutes les causes acadiennes. Le seul journal français des Maritimes pendant vingt ans et donc le seul porte-paroles des Acadiens, il mena une lutte acharnée contre la loi des écoles non confessionnelles de 1871. Il sut rallier les Acadiens à la grande Convention de Québec en 1880 et aux conventions nationales subséquentes. Arrivé au moment propice, alors que les Acadiens commençaient à prendre conscience de leur existence, il fut un éveilleur et un guide. Il encouragea fortement l'éducation, l'agriculture et la colonisation. Assez bien informé pour le temps, il apportait à chaque foyer acadien des nouvelles du monde, aussi bien des guerres européennes que des événements canadiens. Grâce à lui, les Acadiens "sortaient du bois" et commençaient à s'affirmer. Il fut assez souvent question de lui à la Chambre provinciale et son influence fut considérable.

L'AVENIR

Il semble bien que le deuxième journal français à paraître dans les Maritimes fut L'Avenir, publié à Digby vers 1878 par M. Joseph Cullen, aidé de M. Thaddée Léger (de Moncton ?) qui y travailla deux ans. Il ne dura que quelques années et l'on sait peu de choses, mais il fut sans doute le précurseur de L'Evangéline que vint fonder au même endroit, en 1887, M. Valentin Landry (1).

(1) Voir L'Evangéline, 2 mars 1944, p. 8, et lettre de M. François J. Caneau, du 15 juillet 1944, aux Archives de l'Université de Moncton.

LE COURRIER DES PROVINCES MARITIMES

Le troisième journal français au Nouveau-Brunswick fut le Courrier des Provinces Maritimes, fondé à Bathurst en 1885. L'idée en reviendrait aussi à Mgr Stanislas J. Doucet, alors curé de Grande-Anse (Gloucester), qui l'aurait suggérée à Placide Gaudet. Celui-ci y aurait intéressé Valentin Landry qui entra ensuite en contact avec Mgr Doucet et d'autres personnalités du comté de Gloucester (1).

Les organisateurs furent les laïques suivants : avec Valentin Landry, M. Narcisse A. Landry, avocat; Samuel J. Melanson, marchand; Félix Saint-Coeur, marchand; Napoléon Roy, marchand et le docteur Aimé A. Le Blanc; et les abbés Stanislas Doucet, J. Théophile Allard, A.A. Boucher, Hilarion Doucet et Joseph R. Doucet.

Les premiers éditeurs conjoints furent l'avocat Narcisse A. Landry, frère du juge Pierre A. Landry, et le Docteur Aimé LeBlanc. N. Landry était natif de Memramcook et ancien élève du collège Saint-Joseph. Il s'était installé à Bathurst après de brillantes études en droit à l'université de Boston où il avait obtenu le titre de bachelier en droit "summa cum laude". L'imprimeur en chef était J.B. Gaudet, autrefois de Moncton, et Romain LeBlanc de Bathurst était son assistant.

Le premier numéro du Courrier parut au début de septembre 1885. Le 22 avril suivant, les ateliers du journal étaient détruits de fond en comble par les flammes. Sans perdre courage, on se rééquipa à neuf et le journal continua. En juillet 1886, le docteur Aimé LeBlanc, trop accaparé par sa clientèle, se retira de la rédaction. En octobre de la même année, Valentin Landry qui avait été mis à pied comme inspecteur d'écoles, devint rédacteur du journal. Il en fut aussi l'administrateur jusqu'en juin 1887 alors qu'il laissa Bathurst pour aller fonder L'Evangéline à Digby en Nouvelle-Ecosse.

Au printemps de 1887, un jeune homme appelé à un brillant avenir vint se joindre à l'équipe du journal. Il s'appelait Pierre J. Veniot (2). Natif de Richibouctou, il avait à peine sept ans quand ses parents déménagèrent à Pictou

(1) D'après l'abbé D.-F. Léger, Le Moniteur, 5 mars 1925.

(2) Lettre de M. C.J. Veniot à Ferdinand J. Robidoux, 26 mai 1952, aux Archives de l'Université Saint-Joseph.

en Nouvelle-Ecosse où notre jeune Pierre fut élevé dans un milieu exclusivement anglais. C'est là qu'il changea son nom de Vigneau en Véniot, à la suggestion de son principal d'école M. George Murray, future Premier Ministre de la Nouvelle Ecosse, qui ne pouvait pas prononcer Vigneau. Apprenti imprimeur et typographe au Pictou Advocate, Pierre Véniot avait complété son entraînement au Transcript de Moncton, où il était devenu chef d'imprimerie et assistant-éditeur de John T. Hawk. Trois ans après sont arrivée au Courrier des Provinces Maritimes, M. Véniot en devint le propriétaire et l'éditeur. Mais, comme conséquence de sa formation et de son éducation dans les écoles anglaises, sa connaissance du français était fort limitée. Aussi, ce ne fut que par des efforts héroïques qu'il parvint à parler et écrire un français convenable.

Sous sa direction, le journal continua de défendre les droits des Acadiens avec un nouveau regain de vie. Le comté de Gloucester, en grande majorité français, n'élisait que des députés anglais pour le fédéral depuis la Confédération, n'était représenté que par deux députés au provincial, dont un Français, tandis que la population du comté aurait donné droit à trois. Le journal s'attaqua à cette injustice; M. Véniot lui-même entra dans l'arène et, soutenu par son journal, se présenta aux élections provinciales et fut élu en 1894. En 1895, on ajouta un autre député au comté et un autre Acadien fut élu. En 1896, M. Théotime Blanchard, instituteur acadien de Caraquet, fut élu aux élections fédérales.

Placide Gaudet et Onésiphore Turgeon, futur député fédéral et sénateur, participèrent aussi à la rédaction. En 1889, à la suite d'un accident, M. Véniot dû abandonner son siège à la législature et la direction de son journal. C'est alors que M. Onésiphore Turgeon devint le seul rédacteur du Courrier jusqu'à la cessation de sa publication en 1902.

Tout en défendant loyalement les causes acadiennes, le Courrier des Provinces Maritimes servit à M. Véniot de porte d'entrée dans la vie politique. Et M. Véniot s'y distingua. Ministre provincial des Travaux Publics en 1917, Premier Ministre de sa province en 1923, Ministre des Postes du Canada de 1926 à 1930, où malgré une opposition acharnée, surtout des Orangistes, il établit le timbre canadien bilingue.

L'EVANGELINE

Valentin Landry était né à Poquemouche, comté de Gloucester, le 14 février 1846. Elève du collège Saint-Joseph lui aussi, il devint instituteur à la Baie Sainte-Marie, puis obtint un brevet de première classe à l'Ecole Normale de Truro, N.-E. Il fut nommé directeur du département français de l'Ecole Normale de Fredericton en 1878 puis inspecteur des écoles françaises en 1879. Il avait épousé en 1870 Mlle Mary Livinia Beckwith, fille de l'Hon. Mayhew Beckwith, député à la législature de la Nouvelle-Ecosse pour le comté de Kings (1). Si l'on en juge par sa carrière, il semble bien que son épouse anglaise ne lui ait rien enlevé de son ardeur patriotique.

C'est mercredi, le 23 novembre 1887, que paraissait le premier numéro de L'Evangéline de Digby. Le Nouveau-Brunswick possédait ses deux journaux français, et M. Landry voulut doter les Acadiens de la Nouvelle-Ecosse d'un semblable avantage.

Mais Digby était un milieu anglais peu favorable sans doute à un tel journal. Aussi, dès 1889, le propriétaire de L'Evangéline transportait ses ateliers à Weymouth, sur les confins de la partie française de la Baie Sainte-Marie. En cette même année, il lança un journal anglais, le Weymouth Free Press, rédigé par son épouse douée d'un grand talent littéraire.

M. Landry était un patriote ardent au style parfois tranchant qui ne ménageait pas ses adversaires. Grâce à son énergie, il sut répandre son journal en Nouvelle-Ecosse et au Nouveau-Brunswick. Il appuya naturellement la campagne pour un collège français à la Baie Sainte-Marie, et multiplia les encouragements par la suite. Malheureusement, L'Evangéline portait ombrage à certains individus. En 1890, un prêtre irlandais et un politicien acadien lancèrent un autre journal français à Weymouth, L'Acadie, en opposition à L'Evangéline. "Ceci obligea le rédacteur à se livrer à une polémique acerbe qui lui causa de grands ennuis". En 1905, il déménagea encore une fois ses ateliers et vint installer son journal à Moncton, au Nouveau-Brunswick. L'Evangéline avait dès les débuts pris un caractère plus national que le Moniteur et le Courrier. Une ville centrale comme Moncton lui convenait donc beaucoup mieux que Weymouth.

(1) Le Moniteur illustré, 1er juillet 1897, p. 36.

Au moment du transfert de L'Evangéline à Moncton, les Acadiens de cette ville livraient une dure bataille pour obtenir une paroisse française et un évêque acadien aux Maritimes. Avec son journal, Valentin Landry entra tout de suite dans la lutte. Il ne mâchait pas ses mots. Or, vers 1908, il prit comme adjoint un Français, nommé Firmin Picard, ancien zouave pontifical, très renseigné sur les questions religieuses mais dont la plume est encore plus violente que la sienne. Les articles se succédaient, soit pour exprimer des griefs, soit pour demander des évêques français ou une paroisse française à Moncton. Ils attaquaient les associations où les Français allaient perdre leur mentalité, comme les "Knights of Columbus". Ils exigeaient plus de français dans les écoles pour les Acadiens. Les prêtres et les évêques irlandais n'étaient pas habitués à une telle audace de la part des chefs acadiens. Ils portèrent plainte au Délégué apostolique et celui-ci adressa à Valentin Landry une lettre vigoureuse, lui enjoignant de cesser ces campagnes contre des coreligionnaires. Valentin Landry ne crut pas opportun de publier cette lettre ni d'en accuser réception au Délégué. Celui-ci demanda alors au Moniteur de la reproduire, ce qu'il fit. (1)

L'Evangéline continue la lutte. Mais, en 1910, Mgr Sbaretti écrit à la succursale Latour, de la Société L'Assomption : "Je vous engage, soit comme "société, soit comme individus, à ne donner ni encouragement ni aide à L'Evangéline, car cette feuille n'est pas animée du véritable esprit catholique".(2) C'était comme une condamnation et Valentin Landry dut vendre son journal à une corporation, et M. J.O. Gallant en devint le nouveau rédacteur. Le vieux lutteur, épuisé par tant de combats, fit ses adieux dans le numéro du 2 juin 1910 et terminait ainsi : "Que Dieu protège l'Acadie ! Qu'il nous accorde ce que "nous attendons de la justice du Saint-Siège !". Les membres de la nouvelle corporation continuèrent son oeuvre, avec plus de modération peut-être, mais avec la même tenacité.

Tandis que les journaux acadiens qui l'avaient précédé sont tombés, L'Evangéline continue d'exister. D'abord hebdomadaire, de 1919 à 1922, il paraît ensuite deux fois la semaine pour redevenir hebdomadaire. En 1931, pour quatorze mois, L'Evangéline devint un quotidien, mais la crise économique d'alors

(1) R. Rumlly, Histoire des Acadiens, Tome 7, pp. 872-874.

(2)

le força à redevenir hebdomadaire. En 1938, le journal changea son nom en La Voix d'Évangéline pour revenir, en 1944, à son premier nom L'Évangéline, qu'il a gardé depuis.

En 1942, Mgr. Norbert Robichaud qui venait d'être consacré archevêque de Moncton, publia une lettre pastorale sur la nécessité d'un journal quotidien et organisa une campagne pour recueillir des fonds. Le Comité de la Survivance Française se chargea de la souscription dans le Québec et recueillit \$100,000.00. Les Maritimes en fournirent autant. C'était la guerre. Le papier était rationné. Le quotidien ne fut pas lancé tout de suite. Un Comité permanent de la bonne presse fut fondé en 1944 pour administrer le futur quotidien. Ce Comité acheta La Voix d'Évangéline et l'Ordre social, journal religieux fondé en 1937, pour ne laisser subsister qu'un journal quotidien du nom de L'Évangéline. On procéda par étapes : le nouveau journal devint bi-hebdomadaire en 1947, puis tri-hebdomadaire en 1948 et enfin quotidien le 12 septembre 1949, et a continué de l'être jusqu'ici.

Financièrement, ce journal n'a jamais eu la vie facile. Comme sur une mer agitée, le bateau qu'on s'attend de voir couler d'un moment à l'autre et qui ne coule pas, ainsi va L'Évangéline. Souvent sur le point de tomber, elle continue quand même son chemin, secourue par des souscriptions populaires, par les évêques acadiens et par les Canadiens-français du Québec. En 1963, les journaux quotidiens et hebdomadaires de langue française du Canada lancent une campagne en sa faveur, qui recueille \$ 94,000.00 (1)

Mais tout cela ne suffit pas encore. Les abonnés ne sont pas nombreux : 11,000 à 12,000, l'équipement est désuet et les annonces commerciales trop rares; le journal ne fait pas ses frais. En 1964, Mgr Norbert Robichaud nomma un Comité d'enquête pour trouver les déficiences actuelles et indiquer les moyens de mettre le journal sur pied tel qu'il pourrait vivre par lui-même. A la suite du rapport de ce comité, les évêques et le Comité de la Bonne Presse cédaient le journal à une société laïque, la Compagnie de Gestion, contrôlée par la Société l'Assomption. Le Ministère des Affaires Culturelles de Québec accordait au journal une subvention de \$100,000.00 pour aider à sa réorganisation. On espère que la nouvelle direction, formée d'hommes d'expérience, saura l'administrer de façon viable.

(1) Emery LeBlanc, Les Acadiens, p. 108

L'Evangéline, se voulant neutre sur le plan politique, fut quand même de tendance libérale avec Valentin Landry. Peut-être le journal l'est-il resté toujours quelque peu, mais pour les mêmes raisons que les Acadiens en général. Mais il est avant tout attaché aux intérêts des Français des Maritimes, au point de critiquer les partis libéraux au pouvoir quand ces intérêts sont en cause, même si un Acadien, comme actuellement, est Premier Ministre.

Ce journal a défendu toutes les causes françaises, appuyé les revendications des associations acadiennes. Il a été le lien et l'âme du peuple acadien. Violent avec Valentin Landry, il fut plus modéré mais non moins ferme par la suite. Tous ses rédacteurs furent des Acadiens éclairés et influents. Quelques-un méritent d'être signalés. D'abord, Valentin Landry lui-même qui donna au journal l'élan, l'envergure nationale et le ton qu'on a cherché à y maintenir depuis. Alfred Roy, natif de Petit-Rocher, N.-B., qui fut 25 ans rédacteur en chef, depuis la fin de la guerre 1914-18 jusqu'à sa mort subite en 1943. Thomas LeBlanc s'y distingua par ses articles sur les chansons acadiennes. Enfin, Emery LeBlanc, aussi rédacteur en chef de 1943 à 1963, se fit remarquer par son tact, ses jugements nuancés en même temps que par sa science des problèmes des Maritimes en général et des Acadiens en particulier.

L'IMPARTIAL

Le premier et le seul journal français publié sur l'Ile du Prince-Edouard fut L'Impartial, fondé par Gilbert et François-Joseph Buote. Gilbert Buote avait fait son cours classique au collège de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, puis trois années de théologie au grand séminaire de Québec. Il était né à Miscouche le 20 février 1833. Son fils François-Joseph, né à Tignish le 1er novembre 1861, après des études au collège St-Dunstan de Charlottetown, avait poursuivi son cours classique au collège de Saint-Louis de Kent. Emigré aux Etats-Unis avec son père, il y apprit le métier d'imprimeur. Revenus au Canada, ils enseignèrent tous les deux au Cap-Pelé où ils publièrent le Buote's Monthly, dit Henri Blanchard (1), le Cape Bald Herald, dit le Dr Ulysse Bourgeois (2). C'était en 1887. Retournés tous les deux sur l'Ile du Prince-Edouard, ils fondèrent le journal L'Impartial à Tignish, un hebdomadaire de quatre pages.

(1) Les Acadiens de l'Ile du Prince-Edouard, p. 133.

(2) "Instituteurs et écoles de Cap-Pelé", dans le 7ème Cahier de la Société historique acadienne, 1er mars 1965.

Les deux Buote étaient de grands patriotes. Dès le premier numéro, on suggérait la fondation d'une association des instituteurs et institutrices acadiens de l'île. Quelques mois après, c'était chose faite et cette association, qui existe encore, n'a pas manqué d'avoir son Congrès annuel depuis ce temps-là. Ce sont les Buote qui obtinrent du gouvernement la permission d'utiliser des livres de lecture française pour les écoles acadiennes de l'île. C'est ce journal qui lança la campagne couronnée de succès pour la nomination d'un sénateur acadien de l'île. Gilbert Buote publia plusieurs articles sur l'histoire des Acadiens de l'île et sur leur généalogie. A la mort de son père en 1904, François-Joseph continua seul l'oeuvre du journal jusqu'au mois de juin 1915 où la guerre l'obligea à en suspendre la publication. Il voulut la reprendre en 1922 et se rendit à Montréal faire l'achat de l'équipement nécessaire. Mais, le lendemain de son arrivée, le 22 février 1922, on le trouva mort dans son lit. M. François-Joseph Buote maniait facilement la langue française et la langue anglaise et était considéré comme un des meilleurs orateurs de l'île (Henri Blanchard, loc. cit.)

LA JUSTICE

Un journaliste de la Presse de Montréal, M. Charles Guérin, avait épousé en secondes noces une demoiselle Savoie, originaire de Néguaç, N.-B. Au printemps de 1906, il vint passer quelques semaines de vacances dans la paroisse natale de son épouse. Il s'éprit tellement de l'Acadie qu'il décida d'y fonder un journal hebdomadaire, La Justice. Il s'entendit à cette fin avec un M. H.B. Anslow, propriétaire du Union Advocate, hebdomadaire anglais de Newcastle. Le premier numéro parut le 12 avril 1906.

M. Guérin s'aperçut bien vite que ce journal ne pourrait point le faire vivre avec sa famille, mais il ne voulut pas abandonner tout à fait son oeuvre. Ayant à s'absenter dès le mois d'août suivant, il invita M. Domitien Robichaud, instituteur de Néguaç, à le remplacer. M. Guérin ne revint pas et M. Robichaud continua le journal jusqu'au 3 octobre 1907. Pendant cette courte carrière, La Justice prit l'initiative de réunir un groupe d'Acadiens influents du comté de Northumberland pour choisir et faire élire W.L. Allain comme premier député de langue française à la législature provinciale (1).

(1) Lettre de M. Domitien Robichaud à Mgr L.J.A. Melanson, 1er déc. 1940, aux archives de l'Université de Moncton.

M. Domitien Robichaud discontinua la publication de La Justice en 1907. Il eut l'intention d'aller ressusciter Le Courrier des Maritimes à Bathurst, mais abandonna l'idée devant les difficultés de l'oeuvre. M. Valentin Landry l'invitait avec instance à venir à Moncton prendre sa succession à L'Evangéline. Il y fut durant les mois d'été de 1909 puis il accepté un poste au Service Civil d'Ottawa.

L'ACADIEN

En 1913, un groupe de libéraux acadiens de Moncton, encouragés par Pierre J. Véniot, député de Gloucester, fondèrent un journal de parti, franchement libéral, L'Acadien. Le premier numéro parut le 27 mai. Son Directeur et propriétaire fut M. J.O. Gallant, ex-directeur de L'Evangéline, et son assistant, M. Clément Cormier. L'Acadien parut avec des interruptions jusqu'en septembre 1926.

LE MADAWASKA

S'il existe une région française aux Maritimes, c'est bien celle du Madawaska. Ce groupement, par sa situation géographique, se trouve isolé des autres et possède une mentalité propre. C'était un milieu tout indiqué pour un journal régional. Le Madawaska, hebdomadaire français, fut fondé à Edmunston en 1915, par le docteur Albert Sormany et Me Maximilien Cormier. Ceux-ci le cédèrent, quelques années plus tard, à Athanase LeBlanc et Alphonse Chiasson. Quelques années après, M. Gaspard Boucher s'en porta acquéreur et fit de ce journal un des hebdomadaires les plus vigoureux du Canada français (1). Ce journal a continué de paraître jusqu'à nos jours. Il est toujours un fidèle défenseur des droits et le porte-paroles des Français de la "république du Madawaska". L'éditeur actuel est Gaspard Boucher, fils.

(1) Emery LeBlanc, "De Maître Guillaume à L'Evangéline", dans La Presse, 24 juin 1955.

LA NATION

En 1929, paraissait un autre journal politique, conservateur de tendance, mais indépendant : La Nation. Publié à Moncton, il disparut l'année suivante. Son rédacteur était Ferdinand Robidous, ex-propriétaire du Moniteur.

LE PETIT-COURRIER

La Baie Sainte-Marie qui avait vu naître chez elle trois journaux français L'Avenir, L'Acadie et L'Evangéline fut privée de journal français local de 1905, date du départ de L'Evangéline pour Moncton, à 1937. C'est alors que Désiré d'Eon lançait un petit journal hebdomadaire à Pubnico-Ouest, Le Petit-Courrier. Ce journal à nouvelles locales s'est maintenu jusqu'à nos jours.

L'ORDRE SOCIAL

En 1937 encore, naissait un autre journal hebdomadaire à Moncton, L'Ordre Social, à caractère religieux et social, fondé par Mgr Arthur Melanson, archevêque de Moncton. Son principal rédacteur fut Mgr François Daigle. Ce journal exista jusqu'en 1944 alors qu'il fut fusionné avec La Voix de l'Evangéline pour devenir le quotidien actuel L'Evangéline.

Autres hebdomadaires

De 1921 à 1927, l'abbé Arthur Melanson, alors curé de Campbellton, avait publié L'Echo de Campbellton, un mensuel qui tenait le milieu entre le journal et le bulletin paroissial. Un hebdomadaire, L'Aviron, lui a succédé en 1962, pour desservir les deux rives de la Baie-des-Chaleurs. La directrice-gérante en est Madame F. Guérette.

Les Acadiens des Iles-de-la-Madeleine ont eu deux journaux locaux pendant plusieurs années : Le Phare, auquel succéda La Boussole, qui a discontinué en 1963.

La Cataracte est un hebdomadaire publié à Grand-Sault, N.-B., dont le tirage dépasse les 3,000.

Journaux étudiants

A la presse acadienne, il faut rattacher les journaux étudiants de nos collèges et même de certaines de nos écoles : Academica, U-Eko, Ensemble, au collège St-Joseph; Liaisons, à l'Université de Moncton; L'Echo du Sacré-Coeur et Filanzane, au collège de Bathurst; Le Bouclier, au collège St-Louis d'Edmunston; Reflets, au collège Ste-Anne de la Pointe de l'Eglise; Bleuettes et Rencontres, au collège Notre-Dame d'Acadie; Le Basilien, au collège Maillet, à St-Basile; Stella Maris, au collège Jésus-Marie de Shippagan; Tempo, à l'Ecole Cormier, Edmundston; La Nacelle, à l'Ecole de Caraquet, etc.

Un journal étudiant mérite une mention spéciale, c'est Le TRait-d'Union, organe de l'Association des Etudiants Acadiens du Québec, c'est-à-dire de l'Université Laval et l'Université de Montréal. Lancé le premier décembre 1945, ce journal se fit remarquer par sa haute tenue, son dynamisme et ses idées intéressantes. Il parut de façon assez irrégulière durant les dernières années et disparut vers 1952.

Revue acadiennes

La première revue acadienne à paraître, il semble bien, fut La Revue acadienne lancée à Montréal en janvier 1917, par le dentiste Edmond D. Aucoin, natif de Chéticamp. Cette publication historique et littéraire parut d'abord tous les mois, puis tous les deux mois et cessa en juin 1918. Elle suscita la fondation d'une chaire d'histoire acadienne à l'université de Montréal, que dirigea d'abord le docteur Aucoin puis le Frère Antoine Bernard, c.s.v.

Le Fermier Acadien, fondé à Moncton en décembre 1927 et publié par la Société française de littérature agricole, s'adressait aux cultivateurs. Il a paru mensuellement, quoique de façon irrégulière dans les dernières années, jusqu'en 1960-61.

Il y eut ensuite les revues d'associations. La première de toutes fut le Bulletin de la Société Mutuelle de l'Assomption, fondé dès 1909 et qui paraît encore. Publié d'abord à Fitchburg, Mass., il fut continué à Moncton quand le siège de la Société y fut transféré.

Le Réveil fut l'organe de l'A.C.J.C. de Moncton (1936-1937).

En Avant fut le bulletin de liaison des Cercles pédagogiques du Comté de Gloucester, de 1945 à 1948; Le Flambeau, le bulletin mensuel de l'Association des Instituteurs d'Edmundston. Ces deux revues furent remplacées par la revue pédagogique Educateurs publiée par l'Association des Instituteurs acadiens du Nouveau-Brunswick depuis novembre-décembre 1948.

Le Bulletin de la Société St-Thomas d'Aquin paraît à l'île du Prince-Edouard.

La Société Historique Acadienne, fondée à Moncton en 1960, publie des Cahiers historiques. Son huitième Cahier est paru en mai 1965.

L'Ecole de Commerce de l'université de Moncton lançait, en février 1963, la Revue Economique, une revue semestrielle de haute tenue, dirigée par M. Jean Cadieux.

Enfin, pour finir, mentionnons une revue religieuse, Les Annales de Notre-Dame de l'Assomption, publiée chaque mois à Campbellton par les Filles de Marie de l'Assomption, qui a déjà eu un tirage d'une dizaine de milles.

Ce sont là les principales revues publiées en Acadie. Il y a eu sans doute d'autres publications éphémères comme L'Ami, publié mensuellement à Dalhousie en 1906-1907, Le Lien, organe de la succursale Abbé Casgrain de l'Assomption, à Montréal, en 1946, des bulletins paroissiaux ou scolaires comme à Chéticamp, mais sans aucune portée nationale ou même régionale.

Malgré leurs déficiences réelles, malgré des moyens franchement insuffisants, les périodiques français des Maritimes ont joué un rôle très important dans la vie du peuple acadien depuis un siècle. En les considérant dans leur ensemble, on peut dégager quelques considérations générales. Une première constatation, c'est l'abondance relative des journaux, pour un peuple peu nombreux et peu instruit. En tout, les Acadiens ont eu une vingtaine de journaux et revues, sans compter les publications étudiantes. Si plusieurs n'ont eu qu'une existence éphémère, 5 journaux au moins et autant de revues ont fourni des carrières appréciables. Le Moniteur a paru pendant une cinquantaine d'années; le Courrier, pendant 17 ans; L'Impartial, pendant 28 ans, etc. Pendant plusieurs années, trois journaux paraissaient en même temps. Aujourd'hui, les

Acadiens possèdent un quotidien et 4 hebdomadaires. Tout cela n'est pas si mal quand on considère les difficultés locales. Cette prolifération dénote, au moins chez les rédacteurs et chez un petit nombre de fidèles, le goût des idées et d'une pensée qui veut s'affirmer à sa façon et dans sa langue.

Une autre surprise agréable, c'est la bonne tenue des articles et correspondances de beaucoup de collaborateurs, même dans la période des débuts de ces journaux. Les "lettres des lecteurs", dont le nombre s'est considérablement accru en ces dernières années, dénotent qu'un grand nombre ont des idées personnelles, pas toujours conformistes, et savent les exprimer. Il y a encore énormément de virtualités que la timidité et le manque d'occasions empêchent de se développer.

Une troisième constatation, c'est la bonne tenue générale de la rédaction. Les éditoriaux ont présenté évidemment une valeur variable selon les rédacteurs qui se sont succédés. A plusieurs époques, ces articles, tant pour leur contenu que pour leur expression, n'auraient détoné aucun journal de Québec, ni même dans aucun journal de province, en France. Les articles doctrinaux de Ferdinand Robidoux père, de Firmin Picard ou d'Alfred Roy constituaient de l'excellent journalisme.

La situation de ces journaux a toujours été et demeure excessivement difficile. Rareté et dispersion de la clientèle, difficulté d'obtenir une information suffisante, nécessité de traduire la plupart des dépêches, petit nombre de rédacteurs, pauvreté des ressources financières, voilà seulement quelques-uns des obstacles qu'ils ont dû et doivent surmonter constamment.

Le rayonnement de ces journaux n'a jamais, non plus, été réellement satisfaisant. L'extrême éparpillement de la population française produit une grande variété d'intérêts régionaux qu'il est difficile de satisfaire également, et complique le problème de distribution. Une grande partie du public acadien demeure passive, se désintéresse des journaux français et leur préfère la presse anglaise régionale. Quant au public anglais lui-même, les journaux acadiens n'ont sur lui qu'une très faible influence, car très peu d'anglophones les lisent. Cependant, les journaux acadiens continuent de vivre, péniblement et courageusement. Ils se développent même, et l'on peut espérer qu'ils connaîtront un jour, et même bientôt, le succès qu'ils méritent.

2.2 - Les journaux de langue anglaise

La population de langue anglaise possède une quinzaine de quotidiens de langue anglaise dans les Maritimes. Si quelques-uns furent fanatiques et prirent position contre les Français dans des questions importantes comme celle de la loi scolaire de 1871, aujourd'hui, leur attitude en général a changé. Le Halifax Chronicle a encore des sursauts anti-français, mais la plupart des autres sont plutôt indifférents et quelques-uns même assez sympathiques.

Les deux quotidiens de Moncton, ayant une bonne clientèle française, évitent toute question controversée. Ainsi en 1930, quand une lettre de la succursale de l'Assomption de Moncton demandait aux Acadiens d'exiger du français partout et de favoriser les entreprises et les marchands acadiens, ces journaux n'entrèrent pas dans la réaction furieuse de l'English Speaking League. Une solide amitié unissait John T. Hawk, du Moncton Times, et Alfred Roy, de l'Evangeline. Un successeur de ce dernier, M. Emery LeBlanc, fut président de la Galerie de la Presse à Fredericton, président du Cercle des journalistes de Moncton et président du Cercle des journalistes du Nouveau-Brunswick.

Le Gasket d'Antigonish a publié récemment un article fort intéressant en faveur du français aux Maritimes et de l'amélioration qu'on devrait apporter à son enseignement dans les écoles acadiennes et dans les écoles anglaises.(1)

Ces journaux ne connaissent guère les problèmes de la population française. Ordinairement ils ne s'en occupent pas non plus. En général, ils ne sont pas hostiles mais, comme partout ailleurs aux pays, ils reproduiront du Québec ce qui fait sensation et, en conséquence, ce qui est souvent défavorable aux Canadiens-français. Les Acadiens devraient utiliser davantage ces journaux anglais pour exprimer leurs points de vue aux Anglais et les informer objectivement. Il semble que dans l'état actuel des esprits, ces journaux seraient heureux de collaborer à une information qui pourrait aider grandement au rapprochement social des deux entités ethniques. Le journal L'Evangeline est en rapport amical avec les deux quotidiens anglais de Moncton. Les Sociétés acadiennes, comme la Société Nationale des Acadiens, l'Association Acadienne d'Education pourraient peut-être, par leurs secrétaires, s'occuper davantage de cette publicité et propagande utiles.

(1) Juillet 1965, reproduit en traduction française dans L'Evangeline des 17 et 18 novembre 1965.

3 - LA RADIODIFFUSION

Il serait superflu d'insister ici sur la puissance de la radiodiffusion. Avec la presse, et peut-être encore mieux, elle forme et informe, elle influence la langue, les idées et les habitudes. Un journaliste français l'a nommée récemment "l'école parallèle" (1). Cette appellation est très exacte car, à côté de l'enseignement scolaire et didactique, la radio apporte un autre enseignement, libre et distrayant, mais tout aussi efficace, et l'on serait malavisé de sous-estimer et de négliger ce puissant moyen d'éducation populaire.

Dans les régions rurales et éloignées des centres, comme il s'en trouve beaucoup aux Provinces Maritimes, la radio est souvent le seul lien immédiat avec le reste du monde; elle supprime les distances et réunit des auditoires immenses de la Baie des Chaleurs au Cap-Breton, et elle franchira bientôt la Baie de Fundy, de Saint-Jean à Yarmouth. Nous avons déjà vu, dans un chapitre antérieur, l'importance de la radio et de la télévision française pour la sauvegarde et l'amélioration de la langue et de la culture françaises; il ne sera pas sans intérêt de connaître plus en détail les services qui existent à ce point de vue dans les provinces de l'Est.

3.1 - LA SITUATION

Comme nous l'avons laissé entendre déjà, l'élément anglais est largement servi partout, tant du point de vue de la télévision que de la radio, tandis que l'élément français en est encore à quémander un service même élémentaire. Il faut dire que la pauvreté des Acadiens joue contre eux dans ce domaine. Vu que la finance se trouve dans les mains des anglophones, ceux-ci ont édifié des postes privés de radio et de télévision rémunérateurs, tandis que les Français en étaient incapables. Radio-Canada est venu ajouter largement aux

(1) G. Friedman, "L'école parallèle"; série d'articles publiés dans Le Monde (Paris), du 7 au 12 janvier 1966.

services privés anglais, tandis que l'élément français n'en a reçu qu'une part infime, comme le montrent les tableaux et les croquis reproduits à la fin de ce chapitre. En résumé, la situation est la suivante :

A- La Radio

Treize postes privés de langue anglaise couvrent les trois provinces. Seules la partie Nord du Nouveau-Brunswick, les deux extrémités de la Nouvelle-Ecosse et la partie Est de l'Ile du Prince-Edouard ne sont pas desservies par ces postes privés. Les 14 postes anglais de Radio-Canada et leurs 10 postes affiliés forment une chaîne plus importante encore, dont les mailles couvrent tout le territoire et s'entrecroisent de façon que certaines régions peuvent capter trois ou quatre de ces postes.

En regard de ce réseau complet et puissant, la radio française ne possède que trois postes importants et 9 relais de faible rayon. Le plus ancien et le plus puissant est le poste de CHNC, à New Carlisle, en Gaspésie. Fondé en 1933 par le Dr. Charles Houde, il fut pendant 20 ans le seul organe de diffusion française à desservir la côte Nord du Nouveau-Brunswick (1). Il rayonne sur la plus grande partie des comtés de Restigouche et Gloucester et, par temps favorable, jusqu'aux Iles de la Madeleine, à l'Ile du Prince-Edouard et au Cap-Breton. Depuis 1944, le poste CJEM, établi à Edmundston par une société privée et maintenant rattaché à Rimouski, dessert tout le Madawaska. A la suite de nombreuses requêtes, la Société Radio-Canada décidait, en 1954, d'installer à Moncton un poste de base; plus tard, elle y adjoignit une série de petits postes-relais dont 2 au Madawaska et 7 en Nouvelle-Ecosse.

Ces postes ont déjà rendu d'énormes services, tant sur le plan de la diffusion, en portant la culture française sur les ondes, que sur le plan de la production, par le stimulant qu'ils ont apporté à l'élite locale, artistes, conférenciers et propagandistes chargés de réaliser des programmes. Mais cet ensemble couvre à peine la dixième partie du territoire. Avec ce réseau inadéquat et déficient, plus de 60,000 Acadiens de la Nouvelle-Ecosse, la presque totalité de l'Ile du Prince-Edouard, ceux de Saint-Jean et de Fredericton, au Nouveau-Brunswick, ne peuvent capter aucune émission française. Et malgré les relais de la Baie Ste-Marie, plus de 75 % des Acadiens de cette région ne peuvent capter leurs émissions.

(1) Emery Le Blanc, Les Acadiens, p. 108.

B - La Télévision

L'élément français n'est pas mieux avantagé sous le rapport de la télévision; au contraire, l'écart entre les services anglais et français est encore plus prononcé que pour la radio. Il existe quatre postes de télévision anglaise indépendants et dix-sept postes affiliés à Radio-Canada, donc vingt-et-un postes en tout. En regard de ce réseau, l'élément français ne possède que six postes : celui de Moncton, établi par Radio-Canada en 1958 sur recommandation de la Commission Fowler (1), avec deux satellites à Chéticamp et aux Iles de la Madeleine, établis en 1964; celui d'Edmundston et celui de New-Carlisle avec un petit relais à St-Quentin, N.-B.

3.2 - LES BESOINS

A - Sur le plan de la distribution

Pendant longtemps l'Ile du Cap-Breton fut entièrement privée de toute radiodiffusion française, sauf la côte Ouest de l'Ile qui pouvait capter les émissions radio de New Carlisle. La création d'un relais à Chéticamp, en 1964, a permis de desservir cette même côte Ouest, en même temps que les Iles-de-la-Madeleine. Mais, à cause de la barrière montagneuse qui traverse l'Ile, la partie Est autour de Sydney, New Waterford et Glace Bay, les Iles Madame au Sud, et quelques centres français du Nord de la Nouvelle-Ecosse ne peuvent capter ce poste. Le Bureau des gouverneurs de Radio-Canada vient d'approuver la création d'un nouveau relais à Boisdale, à 40 milles au Sud de Sydney, afin de desservir cette côte.

Deux autres régions demeurent très mal partagées : celle de Yarmouth, au sud de la Nouvelle-Ecosse, qui ne possède que de petits relais de radio insuffisants, et aucun service de télévision; et celle de Saint-Jean et Fredericton, au Nouveau-Brunswick. Le principal groupe francophone, celui de Yarmouth, compte plus de 30,000 âmes (2). L'extension des services français à ces régions pose quelques problèmes techniques, à cause des distances. Il faudrait probablement augmenter la puissance du poste CBAF et créer des relais à Saint-Jean et Yarmouth. Cette question, croyons-nous, est à l'étude.

(1) Rapport de la Commission royale d'enquête sur la radio et la télévision, 1957, p. 270.

(2) Voir le Rapport de la réunion tenue à Yarmouth par la Commission sur le Bilinguisme, le 5 juin 1964.

Plusieurs autres secteurs des Maritimes se plaignent aussi d'être négligés ou de ne recevoir qu'un service insuffisant. Toute la partie Nord du Nouveau-Brunswick n'a de télévision française que celle de New Carlisle et, bien des endroits comme Saint-Léonard, Kedgwick ne reçoivent aucun programme de TV. Il en est de même pour Halifax, Nouvelle-Ecosse. L'Ile du Prince-Edouard est aussi fort mal desservie. C'est pourquoi de nombreuses interventions aux réunions régionales de la Commission sur le Bilinguisme, et la plupart des mémoires présentés à cette Commission réclamaient les services de la radio et de la télévision françaises pour toutes les régions des Maritimes où vivent des groupes français. Même des groupes anglais de Halifax et Yarmouth et le maire de Saint-Jean, N.-B. ont demandé ces services français afin d'avoir la possibilité de se familiariser avec la langue française et comme moyen de meilleure entente entre les deux groupes ethniques. En effet, en plus d'être un moyen de culture pour l'élément français, ces postes pourraient s'avérer très utiles aux Anglais désireux d'apprendre la langue française. Cela leur permettrait aussi de mieux connaître la mentalité, la culture et la vie de leurs compatriotes français et, en fin de compte, constituerait un moyen précieux de bonne entente. Actuellement, dans les Maritimes, seuls les Anglais de la région de Moncton et du Nord du Nouveau-Brunswick peuvent écouter ou voir des programmes français sur les ondes.

B - Sur le plan de la production

Les postes anglais ne donnent du français que très rarement. Il y a le programme hebdomadaire de français aux Anglais, par Hélène Baillargeon, à la télévision, et quelques programmes occasionnels de chansons françaises, en provenance de Toronto ou de Halifax. Le poste radiophonique CKBC de Bathurst, supposé bilingue, émet quelques programmes français chaque jour. Le poste CKCW de Moncton permet que certains personnages, comme des députés, fassent une partie de leurs discours en français et il invite souvent des chorales acadiennes dont le programme comporte des chants français aussi bien que des chants anglais. Ce poste donnait autrefois plusieurs émissions françaises, subventionnées par Radio-Canada, avant l'installation du poste CBAF, en 1954. Il a même beaucoup contribué aux succès et à la renommée des chorales de l'Université Saint-Joseph et de Notre-Dame d'Acadie. Plus récemment, il a encore donné, en 1963, une série de dix causeries sur "Les Français dans les provinces de l'Atlantique",

réalisée en collaboration avec le Service extérieur de l'Université de Moncton. Le poste CJFX d'Antigonish a donné pendant quelques années un programme hebdomadaire de chants acadiens enregistrés à Chéticamp et financé par des annonceurs de Chéticamp. Mais les commentaires et la présentation étaient rédigés en anglais par le poste. Un poste de Halifax a commencé tout récemment à diffuser en français des bulletins de nouvelles et de météorologie.

Ces programmes français sur les réseaux anglais servent évidemment à favoriser la compréhension entre les deux groupes ethniques. Mais il est évident que l'élément français des Maritimes ne peut être servi adéquatement en français par les postes anglais. Il faut un réseau français qui couvrira les trois provinces. Et le besoin est urgent pour aider à la sauvegarde de la langue. Il serait probablement étonnant de voir les résultats que produirait la télévision française dans les milieux acadiens partiellement anglicisés. Les gens de Chéticamp, pourtant habitués à la seule télévision anglaise depuis plusieurs années, ont accepté la télévision française avec enthousiasme et la suivent avec une assiduité surprenante. Mais, pour des milieux comme le comté de Richmond en voie de s'angliciser, c'est très urgent. Si on attend trop longtemps, il sera trop tard.

D'ailleurs, ce réseau français des Maritimes constituerait une richesse à long terme pour le pays. D'abord tout ce qui aide à la culture est une richesse. Ainsi, aux programmes nationaux de la chaîne de Radio-Canada, le poste de radio française de Moncton ajoute des bulletins de nouvelles locales et régionales, des causeries sur les sciences, les arts et les lettres, des émissions scolaires, des concerts, etc. "En plus d'apporter aux gens des Maritimes la voix des groupes français de tout le Canada, CBAF fait connaître la vie française des Maritimes au reste du pays... Il contribue régulièrement à la revue d'actualité, aux reportages. A plus d'une reprise, les célèbres chorales de Notre-Dame d'Acadie et de Saint-Joseph se sont fait entendre au réseau français directement des studios du poste local".

Le bénéfice de la radio française s'exerce en deux sens. Il apporte à la population des Maritimes la présence des autres groupes français du Canada et, en retour, il révèle les activités des divers groupes acadiens à chacun d'entre eux et au reste du pays par des nouvelles, des reportages, des concerts, etc. Mais jusqu'à date, cette production locale s'est limitée à la radio. Le poste

de télévision française de Moncton et ses relais ne font que transmettre les programmes produits par Radio-Canada de Montréal. Aucun équipement ne permet de donner des émissions télévisées à Moncton pour les Maritimes, tandis que les postes anglais le font à profusion. C'est une des raisons pour laquelle bien des Français regardent souvent les programmes anglais, et que la télévision française ne joue pas le rôle culturel qu'elle pourrait jouer, même dans les milieux où elle existe déjà. Il faudrait donc un studio à Moncton, qui permettrait à ce poste de produire des programmes à caractère local et régional, comme le font les postes anglais.

Si l'on considère le rayonnement grandissant de ce poste, qui s'accroîtra encore au cours des prochaines années par l'addition de nouveaux satellites, et quand on constate, d'autre part, l'urgent besoin d'une vigoureuse promotion sociale pour le relèvement des milieux ruraux, il paraît évident que des programmes éducationnels régionaux, préparés en collaboration avec le programme ARDA et télévisés dans toutes les régions, pourraient apporter une puissante collaboration au relèvement des régions défavorisées. Les résultats déjà obtenus par la radio de CBAF, avec un très mince budget, permettent d'augurer un succès beaucoup plus grand quand ce poste sera doté de l'outillage nécessaire pour produire ses propres programmes de télévision.

4 - LE CINEMA -----

L'avènement de la télévision a diminué la vogue du cinéma, mais ne l'a pas remplacé; il conserve une grande puissance, surtout dans les régions rurales encore peu ou mal desservies par la télévision. En beaucoup d'endroits, le cinéma du jeudi ou du dimanche soirs demeure le seul divertissement de la semaine, pour les jeunes et les adultes.

L'organisation du cinéma français aux Maritimes n'est pas brillante; autant dire qu'elle n'existe à peu près pas.

4.1 - LA SITUATION

A - Le cinéma commercial

Des salles de projections commerciales existent dans toutes les grandes villes et dans la plupart des villages. Parfois, dans les milieux catholiques et français, comme à Bouctouche, les curés se sont opposés à l'ouverture de salles de spectacles par les Acadiens, et ce sont des anglophones protestants qui les ont créées. Plusieurs salles cependant appartiennent à des propriétaires de langue française : à Caraquet, Chéticamp, Shediac, etc. Mais, par suite de la meilleure organisation des réseaux de distribution anglais, et pour répondre aux goûts du public, l'alimentation des programmes est, presque partout, constamment et exclusivement constituée de films anglais, ou plutôt américains.

Il y a eu pourtant quelques essais de cinéma français à Dalhousie et Campbellton. A Dieppe, près de Moncton, après la dernière guerre, un jeune Acadien démobilisé a tenté de créer une salle exclusivement française. Malgré un bon début et l'appui des journaux locaux, l'expérience n'a duré que quelques années. Le manque de dynamisme dans la direction, la passivité du public et la difficulté d'approvisionnement en films de qualité causèrent cet échec.

Un cinéma de Moncton avait aussi entrepris, il y a quelques années, de présenter un film français par semaine. Il dut interrompre devant l'impossibilité d'obtenir, de façon régulière, des films à la fois intéressants et convenables.

Ici et là, dans les collèges et couvents et dans les paroisses, à Edmunston par exemple, des professeurs et des vicaires organisent périodiquement des représentations récréatives, destinées aux étudiants et au grand public. Toutes ces réalisations demeurent occasionnelles, irrégulières et n'exercent qu'une influence restreinte, à peine suffisante pour faire soupçonner qu'il existe un cinéma de langue française.

Les réussites les plus intéressantes ont été celles des cinés-clubs. Celui de Moncton avait organisé, il y a déjà dix ou douze ans, sous l'initiative de M. Réal Michaud, plusieurs saisons où furent présentés et discutés des films de très grande classe. Lors de sa reprise, cette année, une série de dix représentations eurent lieu dans l'un des grands cinémas de la ville, loué pour l'occasion. Il en existe un aussi à l'Ecole Normale de Fredericton, et probablement quelques autres. Dans les villes où il existe des groupes d'étudiants et une élite française suffisante, à Moncton, Bathurst, Fredericton, Edmunston, Pointe de l'Eglise, etc., cette formule permet la présentation de films de qualité, développe l'esprit critique chez les spectateurs et contribue à former le goût public.

B - Le cinéma documentaire et l'O.N.F.

La situation du cinéma documentaire, surtout depuis la création de l'O.N.F., est bien meilleure. L'Office a créé une abondante cinémathèque, en partie française, soit en produisant des films originaux en français, soit en traduisant des films de production étrangère. Il a aussi organisé un réseau de distribution, couvrant les trois provinces, avec le concours des services audio-visuels des ministères d'éducation.

Les écoles, les institutions, les groupements d'études ont donc là toute une organisation dont ils peuvent se servir et, de fait, la demande dépasse généralement les disponibilités. Le choix des films français demeure assez restreint, environ 25 % seulement de la production de l'O.N.F.

Tout ne tourne pas rond cependant, dans l'administration du Service français de l'O.N.F. aux Maritimes, et l'on a assisté, l'hiver dernier, à une petite crise au sein de cet organisme. Le bureau régional des Maritimes était transféré de Fredericton à Halifax, avec une direction totalement anglophone; le poste de représentant français pour le Nord du Nouveau-Brunswick, avec résidence à Campbellton, a été vacant pendant de longs mois; le représentant du Sud de la province a démissionné devant le travail qu'on lui imposait, et l'O.N.F. s'est trouvé plusieurs mois sans aucun représentant français, et sans que la haute direction (négligence ou mauvaise volonté ?) ait l'air de s'en préoccuper aucunement. Il a fallu d'assez vives protestations de l'Evangéline, de l'Association Acadienne d'Education, et l'intervention d'un député anglais au Parlement, pour qu'on porte enfin remède à la situation. Un coordonnateur français a été nommé pour les Maritimes, résidant à Moncton, et on annonce la nomination de deux nouveaux représentants.

4.2 - PROBLEMES ET ESSAIS DE SOLUTION

A - Pour un meilleur emploi du cinéma

L'élite acadienne, très alertée en ce qui concerne la presse et la radio-diffusion, ne semble pas avoir encore réalisé pleinement l'importance du cinéma, ni son influence néfaste comme agent d'anglicisation ou d'américanisation, ni la puissance qu'il pourrait apporter comme moyen d'éducation, de propagande et d'action.

Quand on songe à la force incisive de l'image, à la vogue des airs popularisés par le film, au prestige que prennent les vedettes de l'écran chez les jeunes, il est indéniable que le cinéma américain forme, par sa langue et les habitudes de pensée qu'il propage, l'un des médias les plus influents pour soumettre l'esprit et la langue au moule américain, et pour imposer le prestige d'une culture étrangère.

On est loin aussi d'avoir épuisé toutes les possibilités du cinéma pour l'éducation des jeunes et des adultes. Quel magnifique instrument qu'un bon film entre les mains d'un éducateur, ou entre les mains d'un propagandiste qui ne soit pas seulement un opérateur mais sache commenter et expliquer. Il

faudrait toute une artillerie de moyens visuels et directs pour secouer l'apathie et provoquer, par exemple, une réforme de l'agriculture au Nouveau-Brunswick. Le programme ARDA engage des crédits considérables en propagande. Pourquoi pas un grand film, confié à un réalisateur de talent, pour faire toucher du doigt la misère rurale de certaines régions et suggérer des moyens d'en sortir, en montrant ce qui se fait déjà dans le Québec, dans d'autres provinces canadiennes et à l'étranger. Le même moyen pourrait servir pour stimuler le développement industriel, l'épargne, la coopération, encourager l'éducation et développer l'esprit d'organisation et d'initiative.

B - Enquête nécessaire

La première démarche à faire, semble-t-il, pour promouvoir une utilisation rationnelle et intensive de ce moyen d'action, serait d'étudier sérieusement la question du cinéma commercial et éducatif, dans le cadre général de la vie française aux Maritimes. Cette étude pourrait être entreprise par une Commission de la Société nationale acadienne, ou par l'Association Acadienne d'Education, ou encore par un spécialiste chargé de faire une enquête auprès des intéressés : éducateurs, propriétaires de cinémas, représentants de l'O.N.F., propagandistes, cinéastes amateurs, etc. Cette enquête devrait porter avant tout :

- Sur les tentatives déjà faites et les raisons de leur succès ou de leur échec;
- Sur les réalisations actuelles : cinéma commercial, cinéma récréatif dans les paroisses, cinéma éducatif dans les institutions;
- Sur les difficultés rencontrées au point de vue approvisionnement, réceptivité du public, difficulté de compréhension, aspect moral;
- Sur les possibilités de diffusion dans les institutions et les centres français des diverses régions.

C - Difficultés d'approvisionnement

La principale difficulté à laquelle ont achoppé presque tous ceux qui ont voulu organiser un cinéma régulier, tant au Québec qu'en Acadie, c'est la difficulté de se procurer régulièrement de bons films français de tenue morale acceptable. Le marché du cinéma français aux Maritimes demeure formellement tributaire des agences du Québec. Il existe actuellement trois de ces agences, dont la principale est liée par des exclusivités. Partout, le répertoire de qualité est très restreint. La plupart des distributeurs de films, français aussi bien qu'anglais, ne sont que des marchands qui achètent et louent des films, comme les épiciers achètent et vendent de la farine ou de la mélasse. Ils recherchent avant tout les profits, ce qui est assez normal, et n'ont aucun souci de servir ni la culture française ni le Canada. Une partie seulement de la production française, et pas toujours la meilleure, nous est accessible. Beaucoup de grands films n'ont jamais traversé l'Atlantique. En dehors de la production française proprement dite, il existe un bon nombre de films étrangers, italiens, japonais, russes et même américains qui circulent en France avec des versions françaises et qui pourraient venir au milieu français du Canada.

Une autre restriction vient de ce que beaucoup de salles paroissiales, d'écoles ou d'institutions, n'ont pas d'installation ni de cabine de sécurité qui permettraient l'emploi des films de 35 mm (inflammables) et n'ont que des machines de 16 mm pour lesquelles le répertoire, dit éducatif, est beaucoup plus limité. On pourrait aussi mentionner les étroitesse de la censure...

Puisque les films récréatifs et documentaires constituent un excellent moyen de culture et d'information, le souci de pourvoir à ce besoin ne devrait pas être laissé uniquement aux exploitants commerciaux, et les organismes éducatifs et culturels ont non seulement le droit, mais le devoir de s'en occuper. Il doit être possible, en liaison avec l'Office du Film et le Ministère des Affaires Culturelles de Québec, et dans le cadre des échanges culturels avec la France et d'autres pays, d'organiser au Canada un approvisionnement de films français plus abondant et plus satisfaisant, tant en films artistiques de simple divertissement qu'en films éducatifs.

D - Distribution

Au niveau de la distribution régionale, il y aurait peut-être possibilité de créer une chaîne de distribution de films français aux Provinces Maritimes. Au moins une dizaine de centres acadiens possèdent actuellement des salles de cinémas, et ce nombre pourrait facilement atteindre la quinzaine. Il ne serait guère praticable, croyons-nous, au moins pour les débuts, de vouloir présenter exclusivement des films français dans ces salles. Mais il est sûrement possible d'y faire passer régulièrement des films de production française, ou des films étrangers doublés en français. Un cinéma de Petit-Rocher en représente; un autre à Edmunston passe un film français par semaine. Le groupement de ces cinémas, en simple association ou en compagnie, permettrait de centraliser les efforts, de faciliter l'information et la publicité, d'établir un circuit régional qui diminuerait les frais et les délais de transports, d'organiser des festivals de cinéma français, etc.etc.

Dans cette chaîne pourraient entrer les centres paroissiaux et les institutions qui représentent assez régulièrement des films récréatifs. Ils pourraient alors étudier la possibilité de s'organiser pour représenter les films commerciaux de 35 mm. Il semble bien, en tout cas, que les écoles, collèges, institutions et autres groupements acadiens pourraient faire un usage beaucoup plus intensif et plus productif des facilités offertes par l'O.N.F. Très souvent les films documentaires ne sont considérés que comme des à-côtés pas très sérieux, alors qu'intégrés au programme ils peuvent devenir des instruments pédagogiques de premier ordre.

E - La production cinématographique

Nous avons peu parlé jusqu'ici de la production cinématographique acadienne, pour la bonne raison qu'elle n'existe pas, en dehors de l'O.N.F.

L'un des buts de l'O.N.F. était de révéler aux Canadiens les diverses parties du Canada, de rapprocher les groupes et de faciliter la compréhension. Nous avons déjà signalé, au chapitre 9 - Vie culturelle - les deux courts métrages consacrés à la chorale de l'Université de Moncton et les films de Léonard Forest sur Les Aboiteaux et Les Pêcheurs de Pomcoup. Ces films ont passé dans la plupart des grandes salles publiques. Nous ne

savons quelle impression ils ont pu produire, mais le simple fait de passer à l'écran constitue un honneur, et cette mise en vedette aura sûrement contribué à attirer une attention favorable sur les Acadiens et à les faire mieux connaître.

Ces tentatives étaient cependant assez timides. Les réalisateurs de l'O.N.F. craignaient d'être accusés de favoriser un mouvement nationaliste ! Ils semblent être revenus de ces scrupules, et les journaux annonçaient récemment la préparation de trois films dont le scénario est encore confié à Léonard Forest, et qui traiteront cette fois explicitement des Acadiens. L'un évoquera un épisode historique : Rencontre à Grand-Pré; le second traitera de L'Evangéline de Longfellow, reconstituée par les gravures des illustrateurs et des scènes vivantes; le troisième représentera les faits et gestes de l'Acadie contemporaine. Ce sera la première fois, depuis très longtemps, que les Acadiens seront portés à l'écran, dans des films de longs métrages.

Mais, en dehors du secteur professionnel, il est assez étonnant de constater qu'il existe en Acadie un bon nombre de cinéastes amateurs, dont les réalisations présentent parfois un vif intérêt. Le Père Anselme Chiasson raconte (1) qu'un vicaire de Chéticamp s'amusait à filmer les travaux de ses paroissiens et les projetait au cinéma du samedi soir. C'était déjà une espèce de journal cinématographique. Les activités de la vallée de Memramcook (congrès nationaux, cours d'été, festival de la fraise) ont eu aussi leur reporter attiré, le Père Médard Daigle. Avant lui, un prêtre à l'âme d'artiste, le Père Dismas Leblanc, avait tourné à grands frais, pour la Société l'Assomption, un film sur la tragédie de la Dispersion.

Toutes ces activités mériteraient d'être encouragées et développées, et il faudrait même songer à conserver ces premiers essais. Le développement du cinéma-amateur, par les clubs, les festivals et les représentations publiques, pourrait fournir un excellent moyen de développer le goût artistique et de contribuer à l'animation locale. L'échange de courts métrages, de nouvelles locales et de reportages entre les principaux centres aiderait les Acadiens à mieux se connaître entre eux et pourrait créer une saine émulation.

(1) Chéticamp, p. 103

Pour toutes ces raisons, nous croyons que la Société nationale acadienne, l'Association Acadienne d'Education et les autres organisations nationales devraient songer à tirer un meilleur parti du cinéma commercial et documentaire: d'une part, pour aider à maintenir la langue et la culture française et, d'autre part, comme instrument de propagande et d'éducation auprès des jeunes et des adultes. Après enquête, peut-être pourrait-on juger opportun de créer un Conseil acadien du cinéma, comme il en existe en d'autres régions.

4.3 - SUGGESTIONS PRATIQUES

Pour nous résumer, nous formulerons nos conclusions en quelques suggestions :

- Création d'une commission d'étude, pour développer l'emploi du cinéma français aux Maritimes, dans les deux secteurs : commercial et documentaire;
- Voir aux possibilités d'obtenir des agences du Québec et de l'O.N.F. un approvisionnement meilleur et plus abondant en films français;
- Formation du personnel enseignant et des propagandistes, afin de tirer des films le meilleur parti possible;
- Organisation de ciné-clubs;
- Création d'un Conseil du cinéma français aux Maritimes.

— 222 —

POSTES de RADIO-CANADA

&

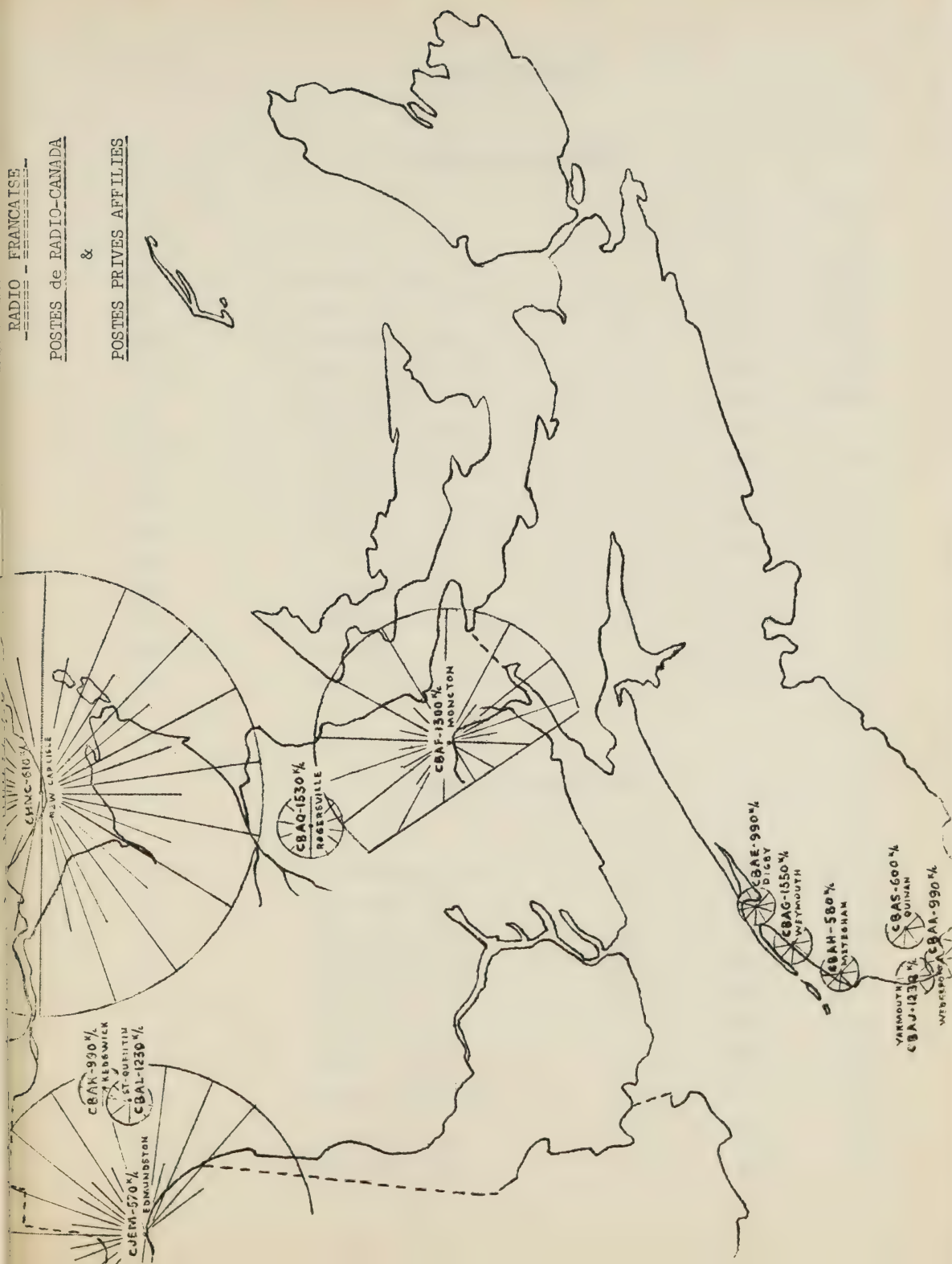
POSTES PRIVES AFFILIES

		<u>k/c</u>	<u>w</u>
CJEM	Edmundston, N.B.	570	5,000 1,000
CBAF	Moncton, N.B.	1,300	5,000
CHNC	New Carlisle, Quebec	610	10,000 5,000
CBAE	Sherbrooke, Que.	990	40
CBAH	Meteghan, N.S.	580	40
CBAJ	Yarmouth, N.S.	1,230	40
CBAS	Quinan, N.S.	600	40
CBAK	Kedgwick, N.B.	990	40
CBAL	St. Quentin, N.B.	1,230	40
CBAQ	Rogersville, N.B.	1,530	40

* * * * *

N.B. Les renseignements contenus dans les tableaux et les croquis suivants ont été compilés par le personnel du poste CBAF, de Moncton, et nous ont été aimablement communiqués par M. Guy Thériault, gérant de ce poste. Nous remercions chaleureusement M. Thériault et ses collaborateurs.

RADIO FRANÇAISE
POSTES de RADIO-CANADA
 &
POSTES PRIVÉS AFFILIÉS



RADIO ANGLAISE

POSTES de RADIO-CANADA

		<u>k/c</u>	<u>W.</u>
CBH	Halifax, N.S.	860	10,000
CBI	Sydney, N.S.	1,140	10,000
CEZ	Fredericton, N.B.	970	10,000
CBA	Sackville, N.B.	1,070	50,000
CBD	St. John, N.B.	1,110	10,000
CBAB	Grandfalls, N.B.	1,350	40
CBAD	Plaster Rock, N.B.	990	40
CBAM	Edmundston, N.B.	1,490	40
CBAN	Andover, N.B.	1,140	40
CBAO	St. Stephen, N.B.	990	40
CBAC	Barrington, N.S.	540	40
CBAP	Shelburne, N.S.	1,140	40
CBAR	Canso, N.S.	1,190	40
CBAU	Larry's River, N.S.	1,370	40

POSTES PRIVES AFFILIES

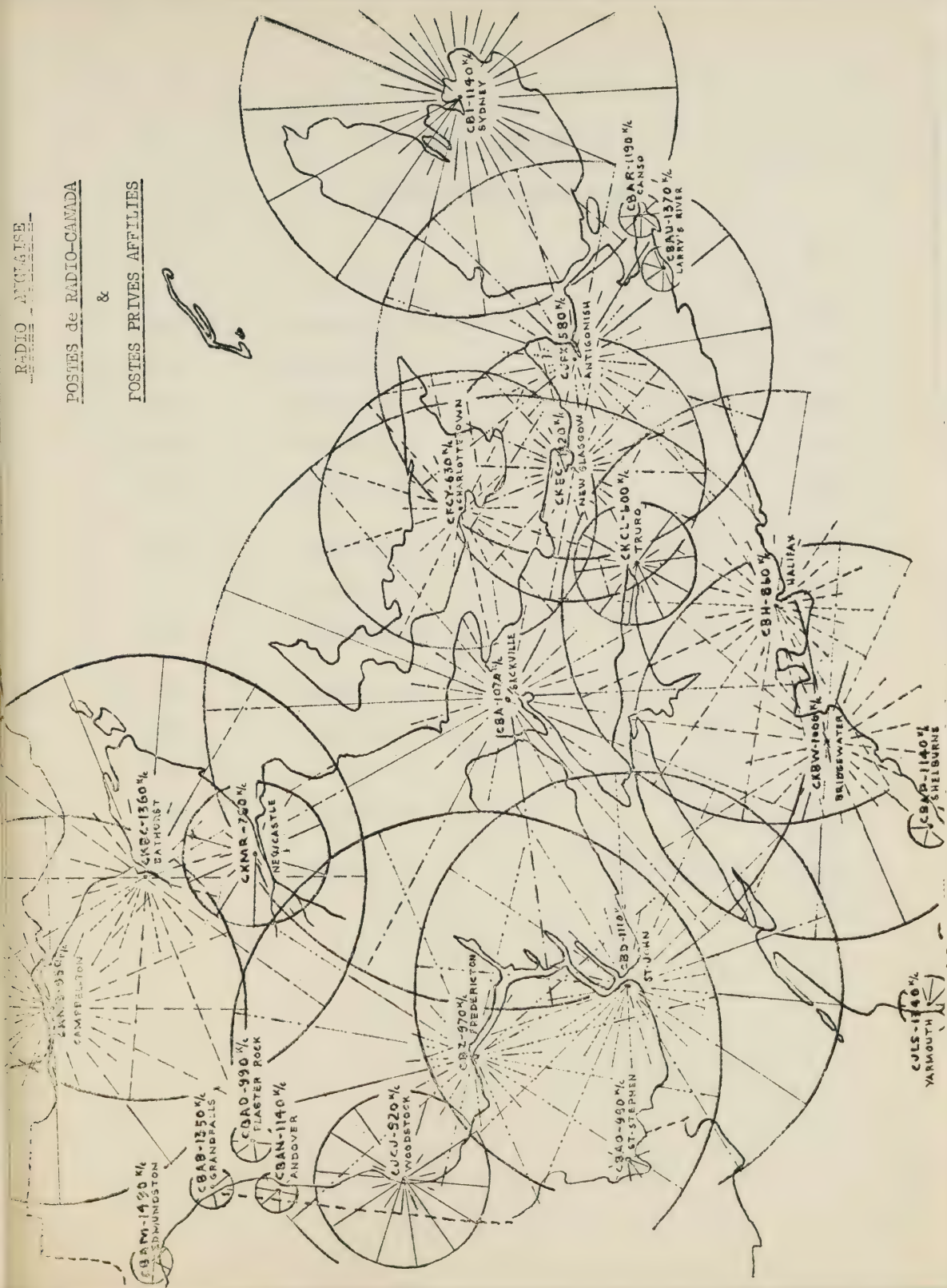
		<u>k/c</u>	<u>W.</u>
OFCY	Charlottetown, P.E.I.	630	5,000
CJFX	Antigonish, N.S.	580	10,000
CKBW	Bridgewater, N.S.	1,000	10,000
CKEC	New Glasgow, N.S.	1,320	5,000
CKCL	Truro, N.S.	600	1,000
CJLS	Yarmouth, N.S.	1,340	250
CKBC	Bathurst, N.B.	1,360	10,000
CKNB	Campbellton, N.B.	950	10,000
CKMR	Newcastle, N.B.	790	1,000
CJQJ	Woodstock, N.B.	920	1,000

RADIO AMPLIFIER

POSTES de RADIO-CANADA

&

POSTES PRIVES AFFILIES



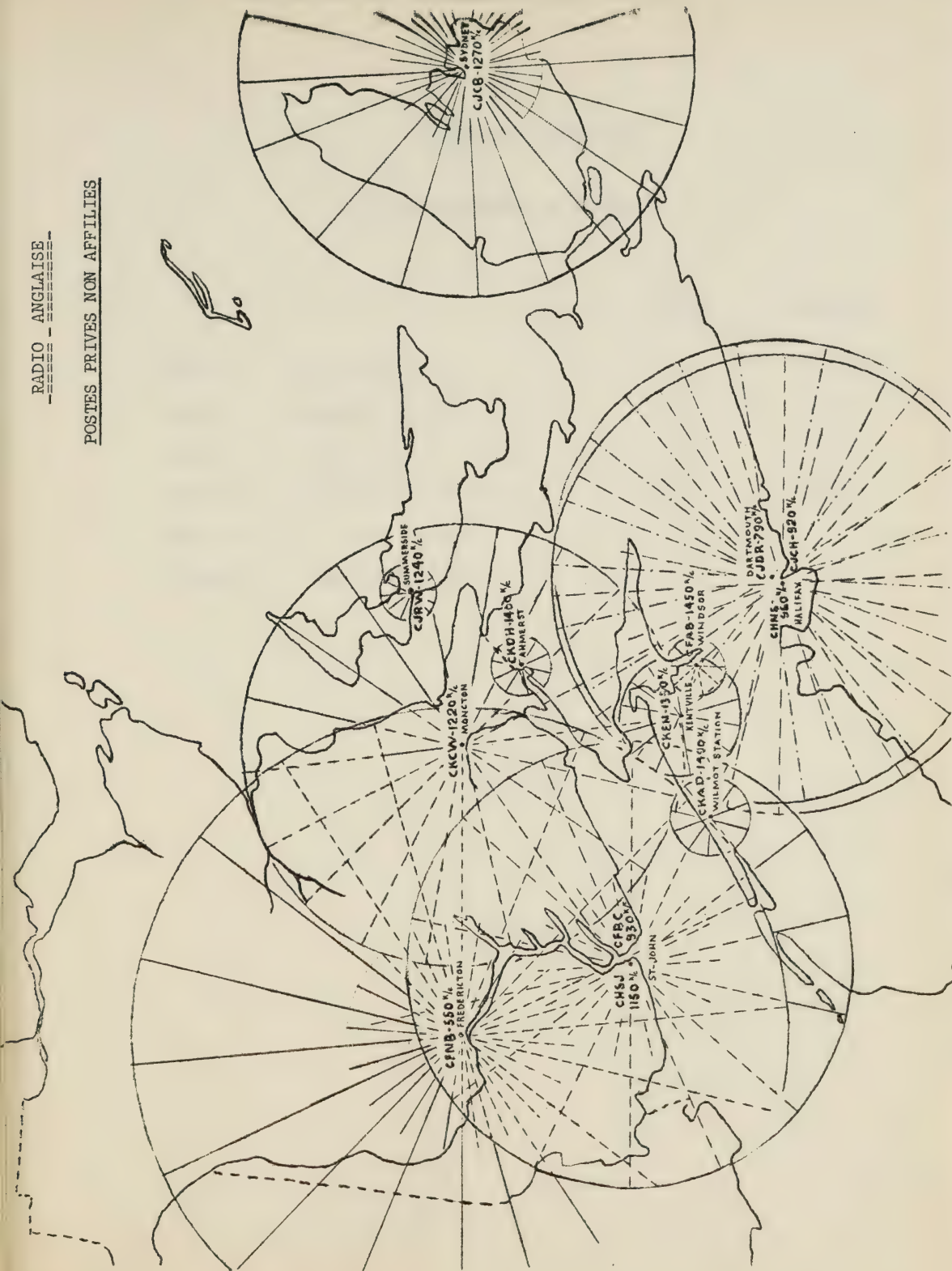
RADIO ANGLAISE

POSTES PRIVES NON AFFILIES

		<u>k/c</u>	<u>W</u>
CJRW	Summerside, P.E.I.	1,240	250
CKDH	Ahmerst, N.S.	1,400	250
CFDR	Dartmouth, N.S.	790	5,000
CHNS	Halifax, N.S.	960	10,000
CJCH	Halifax, N.S.	920	10,000 5,000
CKEN	Kentville, N.S.	1,350	1,000
CJOB	Sydney, N.S.	1,270	10,000
CKAD	Wilmot Station, N.S.	1,490	1,000 250
CFAB	Windsor, N.S.	1,450	250
CFNB	Fredericton, N.B.	550	50,000
CKCW	Moncton, N.B.	1,220	10,000
CFBC	St.John, N.B.	930	10,000 5,000
CHSJ	St.John, N.B.	1,150	10,000 5,000

RADIO ANGLAIS

POSTES PRIVES NON AFFILIES



TELEVISION FRANCAISE

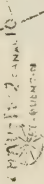
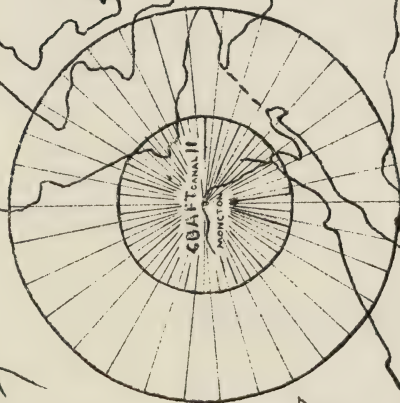
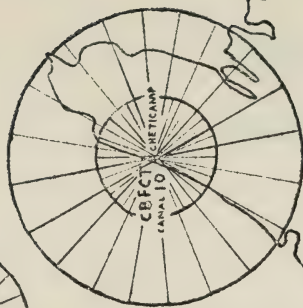
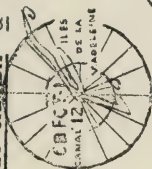
RADIO-CANADA & AFFILIES

		<u>Canal</u>	<u>W. Video</u>
CBFCT	Cheticamp, N.S.	10	7,900
CBFCT-1	Magdalen Islands, Quebec	12	1,480
CBAFT	Moncton, N.B.	11	10,060
CHAU-TV	New Carlisle, Quebec	5	52,500
CHAU-TV-2	St. Quentin, N.B.	10	5
CJBR-TV-1	Edmundston, N.B.	13	715

-

TELEVISION FRANÇAISE

RADIO-CANADA & AFFILIÉS



TELEVISION ANGLAISE

RADIO-CANADA & AFFILIES

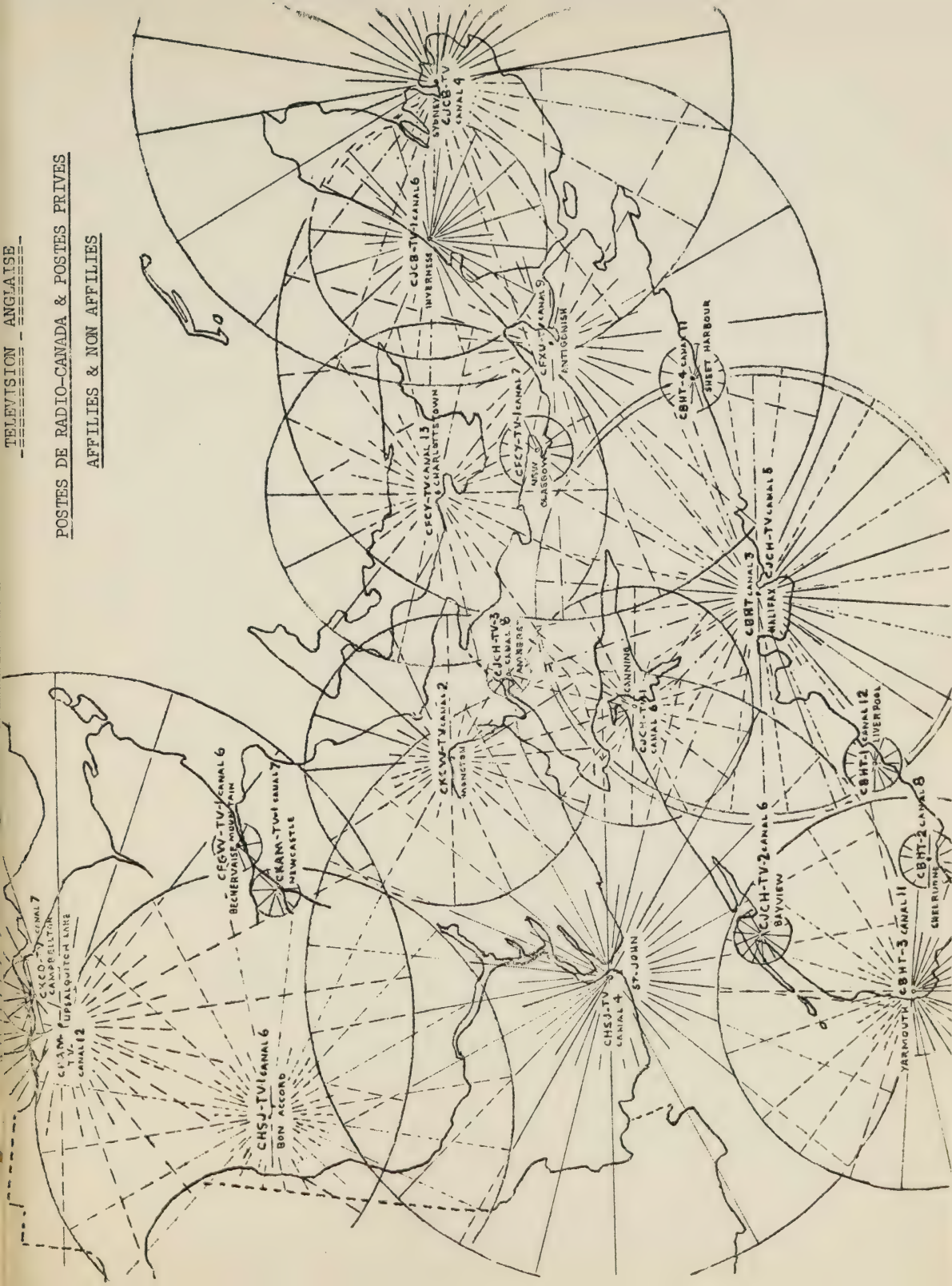
		<u>Canal</u>	<u>W,Video</u>
CFCY-TV	Charlottetown, P.E.I.	13	38,600
CFCY-TV-1	New-Glasgow, N.S.	7	209
CFXU-TV	Antigonish, N.S.	9	73,000
CBHT	Halifax, N.S.	3	56,000
CBHT-1	Liverpool, N.S.	12	426
CBHT-2	Shelburne, N.S.	8	423
CBHT-3	Yarmouth, N.S.	11	15,900
CBHT-4	Sheet Harbour, N.S.	11	660
CJCB-TV	Sydney, N.S.	4	100,000
CJCB-TV-1	Inverness, N.S.	6	6,000
CKCW-TV	Moncton, N.B.	2	25,000
CKAM-TV	Upsalquitch Lake, N.B.	12	141,000
CKAM-TV-1	Newcastle, N.B.	7	5
CFGW-TV-1	Bechervaise Mountain, N.B.	6	5
CKCD-TV	Campbellton, N.B.	7	865
CHSJ-TV	St-John, N.B.	4	100,000
CHSJ-TV-1	Bon Accord, N.B.	6	54,700

POSTES NON AFFILIES

		<u>Canal</u>	<u>W,Video</u>
CJCH-TV	Halifax, N.S.	5	52,800
CJCH-TV-1	Canning, N.S.	6	9,050
CJCH-TV-2	Bayview, N.S.	6	5
CJCH-TV-3	Amherst, N.S.	8	5

POSTES DE RADIO-CANADA & POSTES PRIVES

AFFILIES & NON AFFILIES



CHAPITRE XIII

Conclusions et recommandations

CHAPITRE XIII - CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

1.- Résumé de la situation

Il saute aux yeux de quiconque a vécu aux Provinces Maritimes depuis ces vingt-cinq dernières années, ou même depuis dix ans, que les Acadiens ont accompli des progrès énormes. Le mouvement de leur renaissance a pris beaucoup de temps à démarrer: le peuple déraciné, dont la vie ne tenait plus qu'à un fil, a dû d'abord refaire ses forces et pousser de nouvelles racines; cette obscure besogne a pris cent ans.

Depuis l'époque de la Confédération, ou à peu près, son importance numérique était devenue assez grande pour qu'il songe à s'organiser, et à se donner une structure (journaux, collèges, société nationale) et commencer à prendre part à la vie publique. Mais le rythme de ce progrès demeurerait contrarié par la mauvaise volonté manifeste des gouvernants, ecclésiastiques aussi bien que politiques. Devant ces résistances, le groupe le plus nombreux celui du Nouveau-Brunswick, a perfectionné son organisation, créé des associations et entrepris une longue lutte, pour obtenir la reconnaissance de ses droits les plus élémentaires et améliorer lui-même sa situation,

par ses seules forces. Peu à peu, il a réussi à obtenir quelques concessions, au compte-goutte, et à mettre sur pied des institutions réellement efficaces (Société l'Assomption, cours d'été, embryons d'écoles universitaires, etc.)

Enfin, depuis une quinzaine d'années, le mur des préjugés hostiles semble s'effriter et les circonstances sont devenues plus favorables. Le gouvernement fédéral a d'abord reconnu les collèges-universités de langue française au même titre que ceux de langue anglaise, et le gouvernement provincial a suivi. La part du français est devenu plus équitable dans l'enseignement public, et l'enseignement secondaire s'est organisé un peu mieux. Mais surtout, un premier ministre de langue française a pris la direction du gouvernement; une commission royale leur a accordé une Université provinciale de langue française, et on leur promet une Ecole normale. Ces deux dernières mesures auront une influence considérable sur l'avenir du peuple acadien.

Mais ces améliorations relatives, qui peuvent inspirer un légitime optimisme, ne doivent pas faire oublier la situation d'ensemble, et il ne faut pas se bercer d'illusions. L'état général des Acadiens demeure

très précaire dans plusieurs domaines; leur niveau d'éducation et de vie économique demeure encore de beaucoup inférieur à celui de leurs compatriotes anglophones, et leur avenir est loin d'être assuré.

Malgré leur spectaculaire accroissement démographique, ils ne composent que d'infimes minorités (11.9 et 16.6%) en Nouvelle-Ecosse et à l'Ile du Prince-Edouard; déjà près de la moitié y ont perdu leur langue, et ce mouvement de déperdition continue. Il faudra donc de grands efforts pour assurer au moins le maintien des groupes les plus favorisés, ceux de Yarmouth et du Cap-Breton, et peut-être sauver du naufrage quelques épaves à l'Ile du Prince-Edouard.

Même au Nouveau-Brunswick, par suite de la baisse de la natalité et de l'émigration vers l'extérieur, la croissance numérique semble maintenant arrêtée, et la migration vers les villes anglophones rend la conservation de la langue française beaucoup plus difficile.

Au point de vue économique, une forte proportion de la population acadienne est formée de ruraux pauvres, surchargés d'enfants et de taxes. Le chômage y sévit à l'état chronique, les salaires sont parmi les plus bas du Canada, et l'agriculture croupit dans un marasme. Pour avoir la preuve visuelle de cet état lamentable, on n'a qu'à traverser les comtés de Kent et de Gloucester, par la route

ou le chemin de fer: les bicoques de papier goudronné, les maisons abandonnés, les champs minuscules parsemés de souches et enserrés par la forêt, avec la décoration des carcasses de vieilles automobiles en train de rouiller, nous démontreront assez bien l'état de "crevaïson" économique de ces régions.

La situation éducationnelle n'est guère meilleure. Après Terre-Neuve, le Nouveau-Brunswick et l'Île du Prince-Edouard, sont les provinces de l'instruction stagne au plus bas. Dans les comtés français du Nouveau-Brunswick 14.2% n'ont jamais fréquenté l'école et 19.3% n'ont pas dépassé la 4e année. Dans le comté de Restigouche, en 1965, 54% des instituteurs et institutrices n'ont que des "licences locales", c'est-à-dire aucun entraînement pédagogique, et tout juste les qualifications nécessaires pour jouer le rôle de "baby-sitters". (Dixit Mrs. Hody.) Pendant que l'élément anglais réclame l'enseignement secondaire complet pour tous, les Acadiens en sont encore à réclamer, pour la moitié de leurs enfants, une pauvre 7e année.

En beaucoup d'endroits, où il compte des groupes importants, l'élément français n'a pas encore réussi à obtenir d'écoles bilingues officielles et doit payer double taxe pour maintenir des écoles privées. L'enseignement technique

demeure partout unilingue; 22.7% seulement des élèves parviennent au secondaire, contre 42.% de langue anglaise, et seulement 2.7% aux études universitaires, contre 4.8%.

A ce triple handicap d'une situation minoritaire, de la pauvreté et de l'ignorance s'ajoute le rouleau compresseur d'une vie sociale et d'une machine gouvernementale entièrement dominée par la culture et la langue anglaises. Le français n'a aucun cours légal, ni dans les tribunaux de justice, ni dans la législation, ni dans l'enseignement public. Il est donc ultra-évident que, dans de telles circonstances, la langue et la culture françaises ne peuvent se développer; c'est miracle qu'elles y aient conservé quelque vitalité. Les Acadiens ne veulent imposer leur langue à personne; ils acceptent même, à cause des exigences du milieu, la nécessité du bilinguisme. Mais ils demandent simplement de pouvoir garder leur propre langue, de pouvoir l'employer et l'enseigner librement, et de pouvoir développer leur culture propre. Par là, ils croient pouvoir apporter quelque enrichissement et quelques idées nouvelles à la vie de leur région.

2.- Quelques recommandations

Afin de corriger ce déséquilibre social, qui équivaut en définitive à une espèce de ségrégation, crée un grave malaise dans une partie importante de la population, et constitue une entrave au progrès de la région, il conviendrait, croyons-nous, d'apporter un certain nombre de correctifs.

A. Reconnaissance du bilinguisme.

Que le principe du bilinguisme et du biculturalisme soit reconnu légalement et pratiquement dans tous les services du gouvernement fédéral et dans les services essentiels des gouvernements provinciaux de Québec, de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick; notamment devant les tribunaux, en Chambre (par la traduction simultanée) et dans l'enseignement.

B. Fonctionnaires bilingues.

Que, dans les services provinciaux aussi bien que fédéraux, dans les régions bilingues, le personnel en rapport avec le public connaisse les deux langues et que, dans tous les services, jusqu'aux échelons supérieurs, on emploie une proportion équitable de fonctionnaires de langue française.

Etant donné le manque de spécialistes de langue française en plusieurs domaines, il paraît souhaitable, dans l'intérêt même des services publics, que les différents ministères concernés, les bureaux de placement et les institutions d'enseignement s'entendent pour recruter et former des jeunes gens en vue de ces emplois.

C. Liberté de l'enseignement français.

Que l'enseignement de la langue française soit reconnu et organisé dans l'enseignement public, dans les provinces et les villes où l'élément français forme un groupe suffisant: par exemple 20 ou 25 élèves pour obtenir une classe; 300 élèves pour une école élémentaire; 600 élèves pour une école secondaire. Les ministres d'éducation pourraient établir les normes selon lesquelles les parents de langue française pourraient obtenir l'ouverture de ces classes et de ces écoles.

Cet enseignement devrait comporter l'acceptance de manuels français, de programmes et d'examens adaptés, de professeurs et d'inspecteurs spécialisés. Dans les provinces à forte minorité française, comme l'Ontario et le Nouveau-Brunswick, ce secteur de l'enseignement devrait former un département particulier, au sein du Ministère de l'Éducation, sous le contrôle d'un directeur qualifié. Selon les mêmes normes, il faudrait prévoir aussi un enseignement secondaire et technique parfaitement bilingue, avec possibilité pour les élèves d'un groupe minoritaire de fréquenter l'école de leur langue la plus proche.

L'organisation d'un système d'enseignement bilingue souple et adapté posera sans doute plusieurs difficultés pédagogiques et opérationnelles. Les provinces intéressés,

en liaison avec un organisme fédéral accrédité, pourraient poursuivre les études et les expériences déjà entreprises en ce sens, au Canada et à l'étranger, et procéder à des échanges de vues et de techniciens.

D. Mesures éducatives d'urgence.

Pour aider l'élément français des Maritimes à rattraper le grave retard économique et culturel dont ils sont victimes, il y aurait lieu de tenter un effort spécial et immédiat de récupération par l'éducation des adultes, d'organisation accélérée de la formation pédagogique, ainsi que de l'enseignement secondaire et technique.

E. Le rôle des universités.

Considérant le rôle primordial des universités, dans la formation de l'élite, il paraîtrait utile: d'accorder dans les programmes universitaires une large place aux études de linguistique et de littérature anglaise et française, de sociologie et d'histoire; de favoriser l'organisation de colloques, de contacts et d'échanges de toute nature entre professeurs et étudiants des diverses universités des Maritimes; de créer un "Centre d'études bilingues", ainsi que l'a proposé une Université, ou un Institut inter-universitaire, qui pourrait promouvoir et coordonner les études bilingues dans les diverses institutions et milieux.

F. Formation de spécialistes bilingues.

Dans le but de favoriser les études de ce genre et la formation de spécialistes bilingues qui se destineraient, soit à l'enseignement dans les universités ou dans les écoles écoles normales, soit à remplir des postes dans l'administration des ministères d'éducation, le Conseil des Arts, les universités ou d'autres organismes privés ou gouvernementaux pourraient être invités à accorder des bourses, avec une certaine priorité, aux jeunes gens qui se destinent à l'étude des milieux bilingues, à la psychologie et à la pédagogie du bilinguisme, ou à devenir professeurs dans des milieux d'autre langue.

G. Bilinguisme des Bibliothèques, Musées et Sites historiques.

Que dans les Bibliothèques publiques, les Musées et Sites historiques relevant des gouvernements fédéral ou provinciaux des Maritimes, qui desservent une population française ou qui évoquent des souvenirs historiques communs aux deux races, il y ait approvisionnement suffisant en livres français, que les exhibits évoquent de façon équitable toutes les périodes et tous les aspects de l'histoire, que les inscriptions, les guides et, le cas échéant, une partie au moins du personnel de direction soit bilingue.

H. Radio-Canada.

On a vu avec satisfaction les efforts qu'à déjà faits Radio-Canada, pour établir un poste de base, à Moncton, des

relais en diverses régions. On souhaite que le poste de Moncton soit renforcé, afin de pouvoir couvrir un territoire plus étendu, et que les régions de Yarmouth, de Saint-Jean, N.B., puissent obtenir bientôt des relais de télévision.

On souhaite aussi que le poste de Moncton, quand le réseau français des Maritimes sera suffisamment organisé, puisse être doté de l'équipement nécessaire pour produire ses propres programmes locaux, artistiques et éducatifs, afin de promouvoir l'éducation du public de langue française et la rénovation économique.

I. Office national du Film.

On reconnaît aussi avec satisfaction les services rendus par l'Office National du Film, à la fois sur le plan de la distribution et de la production, notamment dans les projets de films acadiens actuellement en préparation. On souhaite vivement que s'accroisse et se diversifie la filmathèque de sujets éducationnels et documentaires d'expression française, et que l'O.N.F. apporte son concours le plus entier à la vaste campagne d'éducation adulte qui s'ébauche.

J. Rôle des journaux et agences de presse.

On a plusieurs fois souligné l'influence de la presse sur l'opinion publique, et le caractère tendancieux ou sensationnel de nombreuses dépêches des agences de presse. Ce

serait un grand apport à l'amélioration des relations ethniques, si journalistes, correspondants de presse et directeurs d'agences, sans négliger l'impartialité et l'objectivité, cherchaient au moins à ne pas exagérer ce qui nous divise, mais plutôt à mettre l'accent sur ce qui nous unit. Journaux et agences de presse sont évidemment des entreprises privées mais, puisqu'ils font partie de la nation, peut-on émettre le vœu qu'ils n'oublient pas l'intérêt national, en soignant leurs intérêts, matériels.

K. Commission permanente ou Ministère des Affaires culturelles.

Beaucoup de mémoires et de groupements ont souhaité la création d'un organisme fédéral, pour prolonger l'action de la Commission sur le Bilinguisme et le Biculturalisme et lui assurer un lendemain, ou une certaine permanence. Quelques-uns ont cru devoir recommander l'établissement d'un ministère fédéral de l'éducation. Disons seulement que cette suggestion nous semble absolument irréaliste et lourde de dangereuses conséquences, même pour les groupes minoritaires qui croiraient y gagner. Le domaine de l'éducation est explicitement attribué aux provinces par l'Acte de la Confédération, et les circonstances sont tellement variables, d'une province à l'autre, qu'on voit mal comment un organisme fédéral siégeant au centre du pays, pourrait donner satisfaction. Tout au plus peut-on songer, semble-t-il, à un Office de l'Education, qui jouerait un certain rôle d'information et de coordination.

Mais ce qui semble tout à fait réalisable et souhaitable, c'est l'établissement d'un organisme CULTUREL, soit sous forme de Commission permanente, soit sous forme de Ministère. Cet organisme devrait embrasser tout le champ de la culture, et non pas seulement l'aspect bilingue, qui est un peu restrictif et pas trop bien accepté dans quelques milieux féroce-ment unilingues. Depuis la Commission Massey et les initiatives d'Ottawa dans l'aide aux universités et la création du Conseil des Arts, il paraît de plus en plus admis que le gouvernement fédéral a juridiction dans le domaine culturel. Il maintient d'ailleurs déjà de nombreux services de cette nature: Musée national, Galerie nationale, Archives..., Bibliothèque, etc. Un ministère des Affaires culturelles ou des Beaux-Arts et de la Culture paraîtrait la seule organisation assez ample pour grouper tous ces services, et leur donner une orientation connue, dans le sens d'un dualisme culturel progressif et bien équilibré.

Une Commission aurait beaucoup moins de pouvoir, mais serait peut-être plus facile à faire accepter et réaliser. Elle pourrait d'ailleurs constituer une première étape et un palier d'essai, en attendant la création d'un ministère.

Il est à noter que la plupart de ces recommandations figurent généralement dans presque tous les mémoires soumis à la Commission sur le Bilinguisme par les groupements français, ce à quoi il fallait s'attendre.

Mais plusieurs mémoires de groupes anglophones, par exemple ceux des Universités Dalhousie, Saint-Dunston et Antigonish, ont aussi explicitement recommandé plusieurs points importants comme la reconnaissance du français dans l'enseignement, la création d'un centre d'études bilingues, etc.

Quelques institutions importantes comme les universités de Fredericton et de Mount Allison, n'ont pas, à notre connaissance, présenté de mémoires, soit à cause de dissidences, soit par manque d'intérêt. Mais l'Université de Mount Allison a déjà pris plusieurs initiatives dans le même sens, et plusieurs de ses professeurs se sont nettement déclarés en faveur de mesures semblables, de même: Fredericton.

Plusieurs associations bilingues, comme la N.B. Teachers Association et les Fayers-Ecole, et des journaux se sont aussi prononcés. Ce qui indique que l'élite anglaise, au moins dans les milieux mixtes, est ouverte aux problèmes et prêts à accepter des solutions équitables.

Il ne faut pas se dissimuler cependant qu'il existe des divergences d'opinion dans les milieux unilingues où l'on n'est pas conscient du problème, et même dans les milieux mixtes, chez certains esprits attardés qui préconisent encore l'intégration pure et simple.

Il convient donc de ne pas vouloir proposer des mesures excessives qui risqueraient de provoquer des réactions et de creuser davantage le fossé, ni de vouloir imposer partout les mêmes exigences.

Mais il y a un minimum de droits à reconnaître et quelques attitudes fondamentales à développer sans lesquels les principes mêmes de juste unité nationale, de liberté, et même de civilisation élémentaire ne seraient que des leurres. Nous croyons que les recommandations mentionnés plus haut forment partie de ce minimum.

